

Le Monde

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13802 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 13 JUIN 1989

La répression de la contestation

Vague d'arrestations en Chine

Retour à l'ère glaciaire

Les bonnes vieilles méthodes ont décidément le vie dur en Chine. Victime lui-même à deux reprises de la répression maoïste pendant la révolution culturelle, M. Deng Xiaoping vient de les reprendre à son compte. Fin connaisseur du rôle des médias, il utilise la diffusion d'images d'arrestations pour semer la terreur parmi les Chinois, dont des millions savent désormais qu'ils peuvent être arrêtés, déportés ou même exécutés pour leur soutien à la « contre-révolution ».

La Chine, qui nous avait habitués depuis plus de dix ans aux réformes et à l'ouverture, qui voulait donner au monde l'image d'un communisme moderne, de l'abandon et du dialogue - il n'était pas question de démocratisation, - retourne à ses vieux démons. La répression et la délation sont une fois encore en marche, écrasant les espoirs d'un millier de Chinois qui, comme beaucoup d'étrangers, avaient cru M. Deng quand il affirmait que la nouvelle voie chinoise était « irréversible ». L'enthousiasme bon enfant de ces derniers semaines est maintenant assomé au « banditisme ».

Certes, les dirigeants chinois ne cessent de répéter que leur politique ne changera pas, une fois le « complot contre-révolutionnaire » écrasé. Mais peut-on les croire quand on voit que les « traîtres » que l'on dénonce aujourd'hui étaient hier les porte-drapeaux officiels du réformisme, avec à leur tête le secrétaire général du PCC Zhao Ziyang ? Peut-on croire aussi les confessions truquées dont nous abreuve la télévision officielle, et la propagande qui affirme que l'armée n'a jamais tiré sur la foule place Tiananmen ?

Peut-on enfin croire le nouveau régime lorsqu'il répète que sa diplomatie d'ouverture sera maintenue après les invectives, voire les menaces proférées contre les gouvernements qui ont eu l'outrecuidance de condamner le bain de sang de la place Tiananmen, et les coups de feu tirés contre les résidents étrangers à Pékin ?

Les relations sino-américaines sont aujourd'hui au plus bas. Renouées par Mao Zedong au zénith de la révolution culturelle, elles avaient pris la forme d'une coopération tous azimuts, le Pentagone aidant même l'armée chinoise à se moderniser. L'arrivée à la Maison Blanche de M. Bush, ancien représentant américain à Pékin, avait fait croire à un resserriment encore plus étroit entre les deux capitales.

En se repliant sur lui-même comme l'avaient fait auparavant Mao ou les derniers empereurs mandchous, en faisant fi des règles humanitaires élémentaires, le régime de vieillards que préside M. Deng est revenu plusieurs décennies en arrière. Et ce à un moment où le monde avance à grands pas, et où le peuple chinois lui-même a fait la preuve de sa maturité et de son courage politique. Le fossé entre le peuple et ses dirigeants, entre ceux-ci et le reste du monde, est béant. Triste bilan à trois mois et demi du quarantième anniversaire de la République populaire.

M 0147 - 06130 - 4,50 F



3790147004500 06130

La visite de M. Gorbatchev à Bonn

L'URSS attend une aide économique de la RFA

M. Mikhaïl Gorbatchev est arrivé lundi 12 juin à Bonn, pour une visite officielle de trois jours, la première qu'il effectue en RFA depuis qu'il a accédé au pouvoir en 1985. Au menu des conversations figurent les négociations sur le désarmement, la question allemande, mais surtout l'aide que pourrait apporter la RFA à la restructuration de l'économie soviétique.

Un pont entre l'Est et l'Ouest

par Daniel Vernet

La visite que Mikhaïl Gorbatchev commence à Bonn ne sera sans doute pas pour l'Allemagne le grand événement que certains attendaient et d'autres redoutaient. Les difficultés auxquelles le président soviétique se heurte dans son propre pays ternissent un voyage qui, du côté allemand, s'annonçait triomphal, la « gorb-

mania » d'outre-Rhin ayant fait oublier les premiers faux pas des dirigeants de Bonn - quand le chancelier Kohl comparait l'habileté propagandiste de M. Gorbatchev à celle de Goebbels.

Entre temps, les initiatives prises par les Soviétiques ont fortement rehaussé la cote de l'URSS et de son chef.

(Lire la suite page 6.)

Dix cantonales

Recul du PS et poussée du Front national.

PAGE 14

Le Parlement européen en mutation

I. - L'apprentissage du pouvoir.

PAGE 8

Le prix des automobiles

L'automatisation n'a pas ralenti la hausse des tarifs en France.

PAGE 36

La rénovation de l'opposition

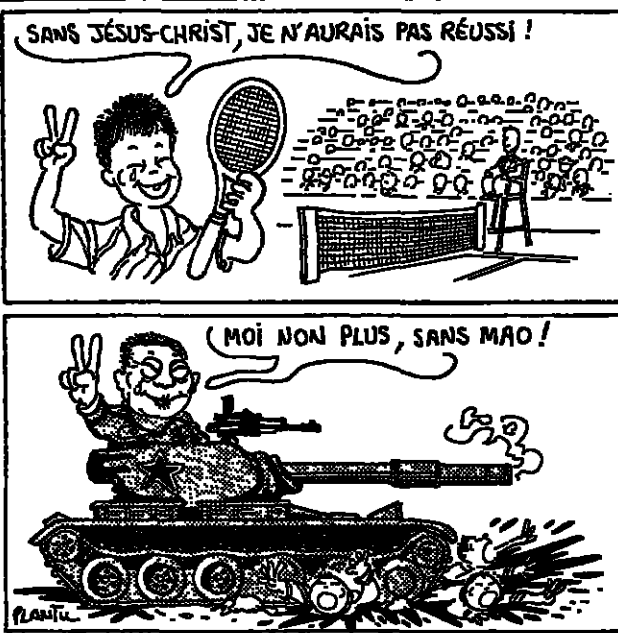
Une longue marche...

PAGE 13

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Philippe Herzog invité lundi 12 juin ; M. Jean-Marie Le Pen, invité mardi 13 juin, de 18 h 15 à 19 heures.

Le sommaire complet se trouve page 44



SPORTS

Coup de jeune à Roland-Garros

Les adolescents ont pris le pouvoir sur la terre rouge de Roland-Garros. Samedi, l'Espagnole Arantxa Sanchez, dix-sept ans, a ravi son titre à l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf ; dimanche, un autre représentant de la nouvelle génération, Michael Chang, un Américain de dix-sept ans, a triomphé du Suédois Stefan Edberg.

(Lire page 16 les articles de PHILIPPE BOGGIO et d'ALAIN GIRAUDE.)

Sommet des Sept et fêtes de la Révolution

Le Paris fou du Bicentenaire

Lundi 12 juin, M. Jacques Attali, conseiller spécial du président de la République, devait faire le point sur l'organisation à Paris des cérémonies officielles du Bicentenaire de la Révolution française et du quinzième sommet des pays industrialisés. Mardi 13 juin, M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, expliquera les contraintes entraînant, au nom de la sécurité, par la concomitance des deux événements dans la capitale, à la mi-juillet.

« Ah ! Ça ira, ça ira L. » A un mois du 14 juillet 1989, au 197 de la République, l'homme d'ordre qu'est, par fonction, le préfet de police de Paris aurait bien besoin de l'optimisme des

sans-culottes. Depuis quelques semaines, M. Pierre Verbrugghe a en effet l'inconfortable sentiment d'occuper un siège éjectable tant les festivités prochaines posent d'innombrables problèmes de sécurité dont, en cas de malheur, il risque de faire les frais. Mais ce fidèle de M. François Mitterrand doit, sans doute, être assez philosophe pour se dire que, si le Paris des rois valait une messe, la Révolution du peuple vaudrait bien une fête.

Une fête grandiose, démesurée, multiforme. M. Mitterrand, qu'exaspère toute assimilation de son personnage à un « monarque républicain », M. Attali, son conseiller des grandes occasions qui, dans le privé, préfère la fréquentation des salimbanques au commerce des énarques, et M. Jack Lang qui, faute du « ministère de l'Intelligence », espère, s'est vu sacré, en 1988, ministre de la culture, de la com-

munication, des grands travaux « et du Bicentenaire », l'ont voulu ainsi. C'est bien le moins après tout, s'agissant de célébrer ce moment où, selon le mot de Saint-Just, « le peuple français vota la liberté du monde ».

Ce rabat-joie de préfet de police se fera donc une raison. Grandiose il faut, grandiose ce sera. Les comptables policiers ont décombré « plus de cinq cents » manifestations parisiennes entre juin et septembre, initiatives, pour la plupart, dispersées et étalées, sans comparaison avec les sommets atteints autour du 14 juillet. Du parvis des libertés et des droits de l'homme du Trocadéro au tout neuf Opéra de la Bastille, en passant par les Champs-Élysées et l'Arche de la Défense, commémorations et inaugurations s'enchaîneront en quatre jours.

GEORGES MARION

et EDWY FLENNEL

(Lire la suite page 24.)

Les élections provinciales

Revanche de la raison en Nouvelle-Calédonie

Les artisans des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie sont les grands vainqueurs des élections provinciales du dimanche 11 juin, qui se sont déroulées dans le calme. Le FLNKS dispose de la majorité absolue dans la province du nord et dans celle des îles Loyauté ; le RPCR contrôle seul la province Sud.

Quelle belle victoire posthume pour Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné ! Les électeurs de Nouvelle-Calédonie ont, d'abord, fait barrage aux extrémistes. La mobilisation - parfois armée - des militants de l'Union calédonienne (UC) a paralysé les membres du Front uni de libération kanak (FULK), qui n'avaient pas condamné l'assassinat des deux principaux chefs du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) et avaient exprimé l'intention de « déstabiliser le plan Rocard » avant ces élections.

Même sur la petite île de Tiga (archipel des Loyauté), fief personnel du fondateur du FULK, Yam Célény Uregel, le scrutin s'est déroulé dans des conditions normales en se concluant par la prédominance des listes indépendantistes favorables à l'application des accords de Matignon. Le FULK est confirmé dans sa marginalité et le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, a eu raison de relever aussitôt que Yam Célény Uregel aura de plus en plus de mal à convaincre de sa représentativité les pays étrangers où il séjourne presque en permanence.

Cette mise à l'écart des ultras affecte aussi le Front national et l'autre formation locale d'extrême droite, le Front calédonien. Bien qu'ils conservent trois élus dans la province Sud du territoire, les partisans locaux de Jean-Marie Le Pen apparaissent en reflux par rapport au scrutin de 1985, auquel toutes les formations avaient participé, mais aussi par rapport au score de Jean-

Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle (~3,67 points) et à celui de leur candidat aux législatives (~7,02 points). Ils n'ont pas du tout engrangé les votes négatifs émis dans la région de Nouméa lors du référendum du 6 novembre 1988. Le Front calédonien, lui, a perdu les deux élus qu'il avait eus aux élections régionales du 24 avril 1988, boycottées par les indépendantistes.

Les résultats de ces élections indiquent surtout qu'un consensus existe désormais, sur le territoire, pour donner leur chance aux accords de Matignon. Depuis le soir du référendum, en effet, le doute, sur ce point, était fondé. Le taux de la participation (69,92 % en moyenne) et les scores réalisés par les listes du RPCR et du FLNKS effaçaient l'amertume qu'avait distillée, il y a sept mois, l'ampleur du « non » à Nouméa et dans les autres fiefs européens.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 9.)

Jean-Pierre Lefebvre

La nuit du passeur

Les derniers démons du nazisme sur une trame de jeu d'échecs.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 180 pes. ; Grèce, 80 p. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 12,80 kr. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 99¢ ; USA (étranger), 2 \$.

سكوا من الأصل

Débats

ÉLECTIONS

2 Le Monde • Mardi 13 juin 1989 •

L'opposition malade du libéralisme

par PAUL VIOLET (*)

APRÈS un quart de siècle de pouvoir ininterrompu, la droite semble aujourd'hui s'installer durablement dans la défaite. L'évolution des socialistes, abandonnant leurs dogmes collectivistes, paraît avoir décontenancé une droite affaiblie de ne plus reconnaître un adversaire jusqu'alors si familier. Semblant douter de son identité, l'opposition, pour retrouver ses marques et reprendre ses distances avec une gauche qui ne cessait d'estomper ses différences, a enfourché sous l'empire de la précipitation le premier destrier de passage : ce fut, pour notre malheur, celui du libéralisme.

La référence au libéralisme explique bien des déboires que nous connaissons depuis plusieurs années. Les raisons en sont diverses.

La première tient à la surenchère libérale à laquelle se voit acculée une opposition confrontée désormais à un adversaire converti, bon gré mal gré, à l'économie de marché. A compétences égales, les Français préfèrent ceux qui leur paraissent prendre le plus en compte leurs préoccupations de solidarité et de justice sociale. L'efficacité économique étant supposée, à tort ou à raison, également partagée, la générosité fait la différence au détriment d'une droite enfermée dans un discours technocratique renvoyant, au mieux, à une image de la société où dominent le risque et la compétition, valeurs autant redoutées que respectées.

L'économisme et l'utilitarisme que le libéralisme charrie dans ses échecs répétés.

Utilitarisme et économisme

L'économisme est la disposition d'esprit, dans laquelle nous sommes trop souvent, consistant à considérer la France comme une entreprise et les Français comme des consommateurs ou des agents économiques. On aboutit ainsi à une réduction du politique à l'économique, engendrant une vision déformée des réalités, amputées de leur dimension politique et envisagées sous leur seul aspect comptable.

C'est ainsi que l'ancienne majorité avait démontré, en toute bonne foi et règle à calcul en main, l'innéité de l'impôt sur les grandes fortunes. Opération pleinement justifiable sur le plan économique et financier, l'abolition de cet impôt n'en a pas moins constitué une erreur politique, non chiffrable, donc insaisissable aux économistes.

L'utilitarisme aboutit lui aussi à une vision déformée de la réalité. Il se nourrit du court terme, de l'immédiateté, d'un pseudo-pragmatisme qui le rend étranger à la substance même de la politique. N'est-ce pas, en son temps, une appréhension trop utilitaire du fonctionnement des institutions qui a conduit à l'expérience de la cohabitation, indépendamment

ment de l'attitude de François Mitterrand, rivé au fauteuil élyséen ?

N'est-ce pas aujourd'hui une conception utilitariste qui contraint le mouvement gaulliste à se ranger, pour les élections européennes, sous la bannière contrainte de Valéry Giscard d'Estaing au lieu de déployer son propre drapeau ? Au soir du 18 juin, le score global de l'opposition en est souffert, objectera-t-on. Peut-être. N'aurait-il pas été néanmoins plus fructueux pour l'avenir d'élever le débat en enveloppant d'un supplément d'âme un projet européen présenté trop exclusivement sous son aspect mercantile ? La fécondité d'une action politique ne se mesure pas forcément en termes électoraux immédiats. La défaite s'inscrit logiquement au terme de toute démarche trop imprégnée d'électorisme.

Livré à lui-même, présenté comme une fin en soi, le libéralisme porte en lui un vice mortel : il détourne le responsable de la dimension politique des problèmes et l'affranchit donc sournoisement de la contrainte d'exercer sa volonté dans ce domaine essentiel.

Absence de vision politique et maladie de la volonté caractérisent trop souvent le libéralisme, imputant par lui-même à édifier un projet propre à rassembler les Français dans leur diversité comme à redonner à notre pays son rôle, conforme à sa vocation, d'acteur écouté et respecté sur la scène internationale.

L'envahissement du thème libéral dans le discours de l'opposition, à sans doute, assourdi la voix du mouvement gaulliste dont le message spécifique fait cruellement défaut, expliquant en partie la

(*) Maire adjoint de Paris, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, membre du conseil national du RPR.

désaffection de l'opinion qui nous frappe. Dès lors, la voie de la rénovation politique de l'opposition se trouve toute tracée : la droite doit retrouver son identité en restituant au combat qu'elle mène sa véritable dimension politique.

Des valeurs et un sens

La reconnaissance des vertus de l'économie de marché constitue désormais un dénominateur commun aux principales formations politiques françaises. Il s'agit là d'un acquis important à inscrire au bénéfice du libéralisme. Mais cette étape ne saurait constituer un aboutissement autorisant à faire abstraction du débat politique. Il ne s'agit pas de rejeter le libéralisme mais de ne point n'en satisfaire. Celui-ci n'est acceptable que lorsqu'il est confiné dans son rôle d'outil servant à une démarche économique pragmatique et qu'il est transcendé par les valeurs qui donnent leur sens au combat politique. Le général de Gaulle, dont la pratique libérale tant intérieure qu'européenne était incontestable, n'a jamais songé à affubler du qualificatif de libéral pour caractériser et identifier son action politique.

Par vocation et tradition, il appartient aux gaullistes de combler aujourd'hui le déficit de substance politique du discours de l'opposition.

C'est dans cette direction que Jacques Chirac, à d'ores et déjà, engagé la réflexion globale de l'opposition en symbiose avec la rénovation importante conduite par Alain Juppé à l'intérieur même du mouvement gaulliste. La réhabilitation des valeurs politiques constitue le passage obligé de toute rénovation digne de ce nom, affirmait récemment Jacques Chirac, qui rappelait, citant Julien Benda, que : « l'âge actuel est proprement l'âge du politique ».

« L'ère de l'Etat-nation absolu est désormais close »

Plusieurs personnalités viennent, sur l'initiative du Club Victor-Hugo pour les Etats-Unis d'Europe, de publier un manifeste intitulé « Appel pour le serment de Strasbourg », dont voici les principaux passages.

On ne saurait concevoir une Europe économique sans Europe sociale et une Europe sociale sans Europe politique.

Une Europe économique doit devenir sociale pour ne pas devenir une jungle, et une Europe sociale a besoin d'institutions méta-nationales qui déterminent et contrôlent un modèle européen des conditions et droits du travail. Les garanties de bonne application du Marché commun sont dans l'institution politique.

Le seul marché commun qui ne puisse exister que dans l'absence totale de réglementations et prohibitions est le marché commun

culturel. C'est ce marché commun qui, au cours des siècles, a produit la civilisation européenne en dépit des divisions et guerres entre nations ; c'est ce marché commun culturel qui, brisé par la guerre froide, tend à se reconstituer enfin avec le processus de libéralisation à l'Est. L'Europe culturelle est en marche.

Il est par contre urgent et nécessaire d'édifier l'Europe politique. Le but, la vision, l'enjeu qui précède et dépasse 1993 est celui des Etats unis d'Europe.

Nous demandons aux candidats de s'engager à en poser les fondements.

Nous leur demandons, s'ils sont élus, de faire le serment, à l'Assemblée de Strasbourg, de ne se séparer qu'après avoir acquis de premiers et véritables pouvoirs législatifs sur les problèmes vitaux que sont l'écologie, la

MILITANTE européenne depuis toujours et ayant décidé de ne plus se représenter au Parlement européen, c'est en toute liberté et indépendance d'esprit et avec une certaine connaissance du sujet que je voudrais faire part de quelques réflexions que m'inspirent les prochaines échéances européennes.

Je crois, tout d'abord, qu'à la différence de scrutins s'inscrivant dans un cadre strictement national (élections locales, législatives, voire l'élection présidentielle), où il est bon qu'une opposition constitue un contre-pouvoir ; l'élection européenne devrait être, au contraire, l'occasion d'un large consensus, car les divisions politiques franco-françaises affaiblissent notre pays à l'extérieur au moment précis où la France va exercer, du 1^{er} juillet au 31 décembre 1989, la présidence du Conseil européen.

Or, je considère que les impulsions, les orientations, les actions européennes tant du président de la Commission Jacques Delors que du président de la République François Mitterrand, forment aujourd'hui l'essentiel, concernant directement notre avenir et celui de nos enfants et constituent le maximum d'avancée européenne réalisable pouvant être effectuée dans un contexte difficile où nous aurons à négocier avec nos partenaires.

En voici quelques exemples :
- L'Europe sociale : c'est un objectif fondamental car, à l'heure d'une certaine reprise économique, de nombreuses classes sociales ne s'intéresseront à l'Europe que si elles bénéficient d'un minimum de résultats obtenus par celle-ci, et comprennent de la construction européenne l'amélioration de leurs conditions de vie, un recul sensible du chômage, un meilleur accès à la formation professionnelle.
- L'Europe monétaire : le remarquable rapport Delors, qui

par JACQUELINE THOME-PATENOTRE (*)

sera présenté au Conseil européen, fin juin à Madrid, prévoit, au-delà du système monétaire européen actuel et de l'ECU, une union monétaire dont la dernière étape aboutirait à la création de cette monnaie européenne qui donnera enfin conscience aux citoyens européens de leur unité et de leur force.

- L'Europe fiscale : c'est peut-être le problème technique le plus ardu, mais je me réjouis de constater que la politique française veut un rapprochement des taux de TVA, des régimes d'imposition des sociétés et de leurs filiales, tout en veillant à ce que la fiscalité de l'épargne ne devienne pas une pomme de discorde avec nos partenaires de la République fédérale.

« Nouvelles Bastilles »

- L'Europe culturelle : la connaissance des langues vivantes est une priorité absolue, impérative pour permettre une meilleure compréhension entre les peuples et favoriser les échanges économiques. C'est pourquoi je salue l'excellente proposition du ministre de l'Éducation, Lionel Jospin, d'introduire, dans notre pays, l'apprentissage des langues vivantes dès l'école primaire (je crois même qu'il faut débiter celui-ci dès l'école maternelle). En matière de production audiovisuelle, jouons la carte de la qualité et utilisons la richesse du patrimoine culturel européen pour trouver des alternatives à des séries, la plupart du temps américaines, souvent synonymes de violence et de vulgarité.

- L'Europe de l'écologie : l'opinion publique a été justement

(*) Députée européenne, maire honoraire de Rambouillet, vice-présidente internationale du Mouvement européen.

alertée sur des menaces ou des scandales particulièrement graves : disparition progressive de la forêt amazonienne, pollution en Alaska, détérioration de la couche d'ozone, pollution du Rhin, etc. Or la défense de l'environnement est le problème type qui ne peut trouver de solution dans le seul cadre national et réclame une approche totalement européenne.

- L'Europe de la solidarité : la célébration du Bicentenaire de la Révolution française ne doit pas se limiter à des commémorations historiques. Il faut prendre ce qu'Edgar Faure appelait « les nouvelles Bastilles » ; lutter contre la faim dans le monde, scandale moralement inadmissible et politiquement lourd de menaces ; contre la marginalisation, dans nos sociétés européennes, de certains groupes humains que la croissance laisse de côté. Vis-à-vis du tiers-monde, l'annulation de la dette de 35 pays que vient d'annoncer, au sommet de la francophonie à Dakar, le président de la République est tout à son honneur et à celui de notre pays.

L'estime nécessaire la mise en place d'un genre de « plan Marshall » permettant un développement économique et social contrôlé des pays en voie de « décollage ». A ce sujet, une hausse des prix des matières premières serait un facteur bénéfique pour certains de ces Etats, en créant les conditions d'une amélioration de leur niveau de vie et en limitant les spéculations de certaines grandes firmes internationales.

- L'Europe de la paix et du dialogue : les pays de l'Est connaissent, à des titres divers, de profonds changements. Sans cesse d'être attentifs, il faut adopter à leur endroit une attitude de compréhension qui, pour être efficace, se doit d'être commune. Jacques Delors se bat inlassablement pour cet objectif, prix à mettre pour que l'Europe cesse d'être un vain politique. C'est en parlant d'une seule voix qu'elle sera entendue.

Force est d'observer que tous ces points forment les temps forts de la politique conduite par le président de la République et passent par une Europe politique dotée d'une capacité de décision. Tous ces enjeux déterminent directement notre avenir, et le sort de notre pays est indissolublement lié à celui de la Communauté. Gardons-nous à la fois d'un optimisme excessif mais surtout d'une méfiance aveugle qui serait mauvaise conseillère.

Mais sachons aussi faire taire 1 nos éternelles querelles désuètes entre Français, tellement secondaires, pour donner au président de la République les moyens de mener une politique exceptionnelle, au moment où il s'apprête à présider la Communauté européenne, à accueillir à Paris M. Gorbatchev ainsi que le sommet des sept pays les plus industrialisés du monde, tout en veillant à y convier les pays en voie de développement.

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
JUN 1989
CHANSONS EN FRANCE

- Un nouvel âge d'or
- Des chanteurs mérités
- Les voies du succès
- Un contexte nouveau

LE DERNIER ETAT DE LA FRANCE
(Spécial révision du bac)

- Une croissance soutenue
- Poursuite de la rigueur
- Déséquilibres majeurs : chômage, commerce extérieur
- Une économie mixte

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléfax MONDOPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	REUNION	SURSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 080 F	1 143 F	1 458 F	2 100 F
1 an	1 360 F	1 390 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOVEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
PORTAGE : pour tous renseignements Tél. : (05-04-03-21) (numéro vert)

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-35-91-71
Téléfax MONDPUB 286 136 F

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
9 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Etranger

CHINE : purges, délation, arrestations

La « normalisation » s'étend à tout le pays

PEKIN
de notre correspondant

L'énorme machine répressive, qui tourne à plein régime depuis la mort de Mao, s'est mise en branle pour une nouvelle, gigantesque purge à travers tout le pays. Contrairement à ce qui s'est passé lors des trois grandes purges précédentes — celle des « droitières » en 1957, la reprise en main après 1967, l'année critique de la révolution culturelle et, au lendemain de la mort de Mao, la purge des « bandes des quatre » — l'appareil policier bénéficie, cette fois, des progrès accomplis en matière technologique. Ces dix dernières années, grâce aux réformes introduites par M. Deng Xiaoping, autre nouveau maître, il a pu exploiter la quantité importante de matériaux « contre-révolutionnaires » — ou jugés tels — par les inquisiteurs — recueillis par l'Occident à la faveur de la période de la plus grande ouverture jamais enregistrée dans ce pays.

Un bon exemple des techniques nouvelles que la police va utiliser a été fourni, au cours du week-end, par la télévision. Samedi, le journal télévisé comportait un extrait de reportage repiqué sur une chaîne américaine où un homme, dans une rue de Pékin, se livrait à des déclarations accusant l'armée d'avoir commis un massacre sur la place Tiananmen le 3 juin. En bas de l'écran, s'inscrivait en sous-titre : « Cet homme est un menteur corrompu des bruits non fondés ». Puis l'image se figea sur son visage, et une voix féminine off annonça sur téléscripteurs : « Si vous avez des informations permettant de retrouver cet homme, adressez-vous aux organes de sécurité publique dont vous dépendez ». Dimanche, la télévision annonça qu'il avait été arrêté une heure après la diffusion de l'appel à la délation. Originaire de Dalian (Nord-Est) et âgé de quarante-deux ans, le dénommé Xiao Bing était filmé dans une cellule où il reconnaissait, devant des policiers en uniformes, avoir commis « le crime d'agitation contre-révolutionnaire ». Un message particulièrement explicite se lisait derrière ces images, adressé aux Occidentaux qui ont voulu soupçonner de vouloir renverser le système socialiste : c'est la guerre idéologique à tout va, et ceux que vous croyez être vos amis chez nous sont nos victimes.

De tous les médias chinois au service de ce coup de main policier, c'est sans nul doute la télévision — dont la Chine doit le développement à M. Deng Xiaoping en personne — qui tient le rôle le plus éminent. Le bulletin d'information du soir, d'habitude d'une quinzaine de minutes pour l'actualité nationale, a été prolongé ces derniers jours jusqu'à plus d'une heure, et est pratiquement exclusivement consacré à l'interminable défilé, dans des géolés de tout le pays, de coupables « contre-révolutionnaires » devant des représentants de l'ordre toujours armés, parfois même avec un encadrement militaire.

On en était déjà, selon les informations officielles, à plusieurs centaines d'arrestations lundi 12 juin.

Les autorités chinoises ont émis, dimanche 11 juin, un mandat d'arrêt contre l'astrophysicien dissident, M. Fang Lizhi, et son épouse Mme Li Shuxian, qui s'étaient réfugiés à l'ambassade des États-Unis à Pékin lors de l'intervention de l'armée contre le soulèvement populaire la semaine dernière. Le couple, dont on ignore s'il se trouve toujours dans les locaux de la mission américaine, est accusé « d'incitation à la révolte et de propagande contre-révolutionnaire » avant et pendant le soulèvement. Un autre activiste de la contestation, M. Ren Wandong, a été arrêté la veille, selon son épouse.

Particulièrement remarqués ont été celles de plusieurs membres d'organisations indépendantes établies, pendant les semaines d'agitation, à Pékin mais aussi dans certaines villes de province. Ainsi pourrions-nous lire le compte-rendu du début de démantèlement de syndicats ouvriers indépendants à Shanghai, Nankin et Wuhan.

Des millions de suspects...

Mais tout le monde s'accorde à penser que ce sont des centaines de milliers, voire des millions de personnes qui pourraient être visés par la répression. Les autorités militaires peuvent, pour ainsi dire, plonger la main dans n'importe quel organe du Parti communiste, de l'État ou des structures annexes du pouvoir pour en retirer une « petite poignée » d'éléments subversifs : partout, l'explosion de mécontentement et de liberté des semaines d'avril-mai a vu l'apparition de contestataires, et il n'est pas jusqu'à plusieurs organes centraux du parti communiste, et de l'armée qui ne s'y soient « mouillés ». Ainsi, l'hôpital de l'armée, le plus moderne de Chine, où M. Deng passe pour avoir séjourné un temps récemment, s'était exprimé publiquement en faveur des étudiants au moment de leur grève de la faim sur la place Tiananmen.

Cette dernière s'est retrouvée aux regards durant le week-end pour la première fois depuis l'arrivée de l'armée dans la nuit du 3 au 4 juin. Ses proportions n'ont jamais paru aussi démesurées : seuls les véhicules automobiles sont autorisés à emprunter l'avenue Chang'an qui traverse la partie nord de la ville interdite, et piétons et cyclistes y sont encore interdits, de même que sur le tronçon d'avenue qui longe le siège du PCC, la résidence de Zhongnanhai. L'endroit n'est pas vide pour autant : une centaine de blindés, chars et surtout véhicules de transport de troupes armés de mitrailleuses, campent sous le trait de Mao Zedong accolé à la porte de la Paix-Céleste, renforçant l'impression que vent donner le pouvoir que c'est une armée implacable qui tient désormais les rênes du pays.

L'Académie des sciences sociales, pépinière de la dissidence, est « normalisée » : un militaire en armes tous les trente mètres au pied du bâtiment, des camions blindés dans la cour. Blindés et soldats font partie d'un cérémonial destiné à rappeler à la population l'énorme puissance de feu qui circule en permanence sous ses fenêtres, et jusque devant les résidences diplomatiques désormais gardées par des soldats casqués en

armes. La nuit, les contrôles d'identité sont ininterrompus à travers la ville.

A décrypter les signes par lesquels le pouvoir s'efforce ainsi de communiquer à la population ses intentions, seule occupation professionnelle qui n'est pas prohibée pour les journalistes étrangers interdits de contact avec les Chinois, on est frappé par une grande nouveauté par rapport aux précédents mouvements de reprise en main opérés par le régime communiste : l'absence totale de substance idéologique. La propagande insiste uniquement sur l'aspect répressif de la campagne en cours, et n'offre aucun développement théorique sur l'avenir. La Chine, veut faire croire le pouvoir, vit à l'heure exclusive de la dénonciation et de l'incarcération. Dans le passé, de tels mouvements étaient justifiés par tout un appareil idéologique, des déclarations d'intention, l'explication de projets sociaux.

Aujourd'hui, on donne aux Chinois un seul spectacle à contempler : la présence de blindés sur l'avenue symbolisant l'âme du pays. Celui, plus furtif, que les Pékinois peuvent voir occasionnellement dans les rues de la ville, est de la même eau : ce sont des soldats qui procèdent aux arrestations — même si, on s'en doute, les policiers en uniforme et, encore plus, ceux en civil ne se croisent nullement les bras.

« Nouvel autoritarisme »

Ce faisant, le premier ministre Li Peng, si c'est bien lui qui met en scène cette répression, confère à la Chine l'allure d'une dictature sud-américaine qui est l'opposé de l'un des dogmes sacrés du régime mis en place en 1949, la suprématie du parti sur les fétas. Même en 1968, lorsque c'était, dans les faits, l'armée qui reprenait les choses en main après le chaos causé par Mao et ses Gardes rouges à travers tout le pays, le régime chinois avait tout fait pour donner l'impression que ce dogme restait inviolé. Le fils adoptif de Zhou Enlai a-t-il choisi une autre méthode ? Ce n'est pas exclu.

Le style de la reprise en main abordée par M. Li Peng semble avoir en pour but de faire comprendre à la population que, puisque l'appareil du parti n'est plus fiable, les règles du jeu doivent changer. Déjà, la discussion théorique du printemps sur la nécessité d'un « nouvel autoritarisme » avait permis à l'imagination de certains de flirter avec l'idée d'une dictature éternelle du style sud-coréen d'il y a quelques années, ou de Taiwan avant l'ouverture créée sur la fin de sa vie par Chiang Ching-kuo. Toute l'action du premier ministre, ensuite, a consisté à faire jouer à l'armée, à son corps défendant pour le gros de la troupe, un rôle contraire à celui qui correspond à sa vocation. Nulle part, dans l'histoire de la République populaire, même au Tibet, l'armée chinoise n'a eu ainsi à assurer une fonction de maintien de l'ordre qu'une police bien équipée était de toute évidence en mesure d'accomplir dans les premières semaines de l'agitation. Lorsque la troupe est à l'occasion intervenue pour ramener l'ordre, c'était face à des révoltes armées.

En même temps, le premier ministre jone, dans l'ensemble de sa conduite, le jeu de la superbia ignorance à l'égard des répercussions internationales de son action sur l'image de la Chine. Hormis l'absence de fixation avec Washington que représente le cas de M. Fang Lizhi et de son épouse, au sujet duquel le ministre des affaires étrangères a protesté vigoureusement auprès de la mission américaine, on ne voit

Un badge pour les étudiants chinois. — L'Association des étudiants chinois en France met en vente un badge à l'effigie de la déesse de la démocratie que leurs camarades de Pékin avaient dressée sur la place Tiananmen. L'argent recueilli servira à porter secours aux victimes de la répression et à aider les étudiants chinois en France qui perdront leur bourse. Ne disposant pas encore d'un local, l'Association met en vente ce badge au siège de l'organisation AD 89, 182, boulevard Haussmann, 75008 Paris, téléphone : 42-88-89-60.

venir du pouvoir aucune repartie face au tollé soulevé par la sanglante répression. Aucune réaction, non plus, aux mesures déjà adoptées par plusieurs pays occidentaux à l'encontre de la Chine. M. Li Peng enregistre sans nul doute, mais se tait.

On est en droit de se demander si, d'une part, cette attitude est entièrement volontaire. Le premier ministre, qui a pour seule légitimité celle que M. Deng lui a conférée et pour seul allié de sa génération M. Qiao Shi, homme qui, pour être partisan de l'ordre, n'est pas de son bord politique, a-t-il vraiment les coudées franches, face à une armée qui a montré son unité et dont chacun sait que l'isolement n'est pas de son intérêt ? D'autre part, M. Li Peng n'est-il pas à long terme, par cette tactique, en train de scier la branche sur laquelle il est assis ? Cette branche pourrait se fragiliser dangereusement par rapport aux précédents mouvements de reprise en main opérés par le régime communiste : l'absence totale de substance idéologique. La propagande insiste uniquement sur l'aspect répressif de la campagne en cours, et n'offre aucun développement théorique sur l'avenir. La Chine, veut faire croire le pouvoir, vit à l'heure exclusive de la dénonciation et de l'incarcération. Dans le passé, de tels mouvements étaient justifiés par tout un appareil idéologique, des déclarations d'intention, l'explication de projets sociaux.

M. Zhao Ziyang est-il toujours vivant ?

Enfin, une semaine après l'intervention brutale des troupes à Pékin, l'incertitude persiste sur l'état de santé réel de M. Deng, et sur le sort qui est réservé à M. Zhao Ziyang, chef non encore officiellement déchu du PCC. Toutes les rumeurs coururent à son sujet y compris celle de son élimination physique.

L'assassinat politique n'est pas récent à la tête du régime chinois. M. Deng lui-même, qui aurait très bien pu perdre la vie pendant la révolution culturelle ou lors de sa deuxième disgrâce en 1976, le sait bien, qui n'a pas fait l'objet d'attaques meurtrières débridées. La mystérieuse affaire Lin Biao, le dauphin de Mao disparu en 1971, est une rare exception. La mort de Lin Shaoqi, l'ennemi juré du Grand Timonier que la révolution culturelle avait pris pour principale cible, est intervenue plusieurs années après sa disgrâce, et elle était la conséquence d'une dislocation complète des rouages du régime. Quant à de très hauts dignitaires évincés — entre autres, M. Jiang Qing, la veuve de Mao, et les ex-patrons du PCC, Mao Hua Guofeng et Hu Yaobang — ont survécu physiquement à leur déchéance politique.

Vivant, M. Zhao reste pour M. Li Peng un adversaire important, voire menaçant. S'il se révélait que, pour protéger leur poulain d'un renversement de situation à l'avenir, les hommes en uniforme vert qui ont permis à M. Li Peng de prendre le pouvoir n'ont pas hésité à employer une méthode radicale et définitive envers son rival, il est probable que l'actuel premier ministre deviendrait, pour un hypothétique régime chinois remis sur pied, un obstacle majeur à la reprise de cette politique d'ouverture que M. Deng, du haut de ses quatre-vingt-cinq ans, prône encore.

FRANCIS DERON.

Le sort de deux dissidents

M. Fang Lizhi sous la protection américaine M. Ren Wandong incarcéré

PEKIN
de notre correspondant

Ce sont deux types bien distincts de dissidents qui se retrouvent au premier plan de l'actualité avec la campagne de répression lancée ces derniers jours par les autorités chinoises. De l'astrophysicien Fang Lizhi, soumis dans sa spécialité, au « petit poison » Ren Wandong, qui fait penser, par-delà les barrières idéologiques, à ces humbles « serviteurs de la cause » que Mao Zedong évoquait en des termes qu'il voulait affectueux, « les petites vis du communisme » ou croit avoir affaire à deux représentants de mondes différents. Pourtant, ils ont une idée en commun : le pouvoir chinois est anachronique, il faut le moderniser.

M. Fang Lizhi avait treize ans à la naissance de la Chine populaire. Son itinéraire est celui d'un intellectuel qui approche la réalité d'un point de vue scientifique avec une indéfectible envie de rationalité. Petit bonhomme rondouillard, grosses lunettes aux verres épais, mèche rebelle sur le front, M. Fang n'est visiblement pas géné de jouer les provocateurs. Ses premiers ennemis remontent à 1957, lors de la campagne « anti-droitières » dont M. Deng Xiaoping fut l'exécutant pour le compte de Mao. Mais c'est à partir de l'hiver 1986-1987 qu'il devient une véritable gloire, alors que se déchaine le premier mouvement étudiant à lancer un défi organisé au régime. Alors vice-recteur de l'université de Harbin, dans le Centre, il est adulé par ses étudiants pour sa manière bien carrée de poser les problèmes politiques, équivalents pour lui à ceux que traite l'astrophysique : la dynamique des corps sociaux n'est finalement pas si lointaine de celle des planètes, et le pouvoir n'est pas nécessairement antérieur au régime. Alors vice-recteur de l'université de Harbin, dans le Centre, il est adulé par ses étudiants pour sa manière bien carrée de poser les problèmes politiques, équivalents pour lui à ceux que traite l'astrophysique : la dynamique des corps sociaux n'est finalement pas si lointaine de celle des planètes, et le pouvoir n'est pas nécessairement antérieur au régime. Alors vice-recteur de l'université de Harbin, dans le Centre, il est adulé par ses étudiants pour sa manière bien carrée de poser les problèmes politiques, équivalents pour lui à ceux que traite l'astrophysique : la dynamique des corps sociaux n'est finalement pas si lointaine de celle des planètes, et le pouvoir n'est pas nécessairement antérieur au régime.

Pour lui, la responsabilité historique des intellectuels chinois est d'en faire prendre conscience à la société. On se demandait il y a dix ans combien de temps il faudrait pour qu'un intellectuel dissident se retrouve en couverture de l'hebdomadaire *Time*, comme André Salazar. Ce fut chose faite en février dernier grâce à l'épisode du « banquet texan » du président américain George Bush à Pékin où M. Fang n'eut pas le droit de venir s'asseoir. Depuis, sa position de contestataire attitudinaire du régime n'avait fait que croître sur le plan international.

M. Fang ne serait peut-être pas aussi célèbre si son épouse, M. Li Shuxian, n'était pas à ses côtés pour l'inciter, non pas à la prudence comme on l'attendrait d'une conjointe chinoise dans la société traditionnelle, mais à l'intensité. Mme Li, plus littéraire, ne se cache guère d'être une « droitière » comme Mao l'entendait : résolue, têtue, quel que soit le prix à payer. Il faut l'avoir vue prendre à partie un responsable du PCC sur l'opacité de la presse officielle pour voir à quel point elle a horreur de dissimuler son jeu : « Votre presse,

je n'y lis que des mensonges ! C'est proprement insupportable pour quelqu'un qui a deux sous d'intelligence ! », disait-elle il y a peu à une personnalité du régime au cours d'une réception privée.

L'escamotage discret de l'astrophysicien au lendemain de l'intervention de l'armée par l'ambassade des États-Unis — qui ne veut en aucune manière parler de cette question à la presse — n'est peut-être pas étranger au curieux face-à-face survenu mercredi 7 juin entre diplomates étrangers et militaires chinois dans la plus grande résidence diplomatique de la capitale chinoise. C'est ce même jour, selon divers recoupements puisés à bonnes sources, que M. Fang était mis en sécurité par les services de l'ambassade américaine, après avoir transité par cette même résidence puis par l'hôtel de la Grande Muraille, symbole de cette présence américaine en Chine aujourd'hui menacée.

Un « ancien » de la contestation

M. Ren Wandong est le contraire du professeur Fang. L'astrophysicien est passé à la dissidence par la réflexion scientifique. Le « Vieux Ren » comme il aime à se présenter, l'air un peu dans la rue derrière ses lunettes, y est venu par le simple bon sens, en dénotant — jusqu'à un certain point seulement — son éducation marxiste-léniniste. Il a encore besoin de justifier en termes théoriques parfois pesants une exigence qui est la même : il faut que le pouvoir repose sur une légitimité morale reconnue et qu'il intègre dans son fonctionnement le droit à la contrepartie. Il avait quatre ans quand le régime a été fondé. Il a fait quatre ans de prison pour avoir participé au premier Printemps de Pékin, celui de 1978-79.

Sorti de son silence à la fin de l'année dernière, il est resté en contact avec le monde universitaire depuis le dortoir d'usine où il vivait en compagnie de sa femme et de leur fille, faute de pouvoir obtenir un logement. Après quelques déclarations à la presse étrangère qui le firent revenir sous les feux de la rampe, il en vint à prodiguer, lors de l'agitation d'avril-mai, ses « bons conseils », pas toujours compris, aux étudiants de vingt ans ses cadets. Certains le considéraient comme un *has been* de la dissidence.

Mais lorsque la première manifestation monstre du 27 avril arriva sur la place Tiananmen, après avoir forcé tous les barrages de police, pour y présenter au pouvoir chinois le plus grave défi moral qu'il ait eu à affronter depuis sa fondation, « Vieux Ren » était là, les bras croisés, souriant. « Pas mal, hein », lança-t-il simplement. Avec la satisfaction, un peu surfaite, d'avoir été à se vanter un précurseur dans le soulèvement de la jeunesse chinoise face à la génération de la Longue Marche.

F.D.

Un entretien avec une dirigeante étudiante

« Si sombre que soit la nuit... »

« Si sombre que soit la nuit, l'aube reviendra et une véritable république populaire et démocratique devrait bientôt naître. C'est ce qu'a déclaré dans une interview recueillie clandestinement par la télévision de Hongkong et diffusée samedi 10 juin, M. Chai Ling, un des principaux dirigeants du mouvement étudiant de Pékin, actuellement en fuite. Agée de vingt-trois ans, l'étudiante en psychologie enfantine, on avait pu la voir dans les reportages télévisés haranguant la foule sur la place Tiananmen.

Les dirigeants chinois sont « malades dans leur cœur et dans leur esprit », et la fin du gouvernement « fasciste » n'est pas loin. Parler de l'intervention sanglante de l'armée dans la nuit du 3 au 4 juin, elle a ajouté : « Dans notre mouvement, certains nous nourrissent encore des espoirs à l'égard du gouvernement et de l'armée. Ils croient qu'on était simplement les arbitres. Ils étaient tellement fatigués... Mais les chars les ont écrasés pendant leur sommeil et

les ont réduits en charpie. Les soldats ont ouvert le feu sur quelqu'un qui criait un slogan, ont tiré une brique à la main. (...) » Certains disent que plus de deux cents étudiants sont morts sur la place, d'autres parlent de plus de quatre mille. Je ne connais pas le chiffre exact. Mais les ouvriers qui étaient en première ligne ont été pris dans des combats sanglants et ils sont tous morts, au moins vingt ou trente d'entre eux. »

M. Chai, qui n'était pas filmée et dont on entendait seulement la voix, n'avait rien perdu de sa détermination, malgré l'émotion qui a interrompu son témoignage à plusieurs reprises. « Ces fascistes se sont servis de mitrailleuses et de chars pour tuer les gens et d'autres soldats sont passés derrière eux pour charger les corps dans les bus. » Certains blessés ont été jetés dans les cars en même temps que les cadavres et ont ainsi été étouffés, a-t-elle précisé avant de dénoncer « la poignée de conspirateurs au sein du gouvernement ». — (Reuters, AFP.)

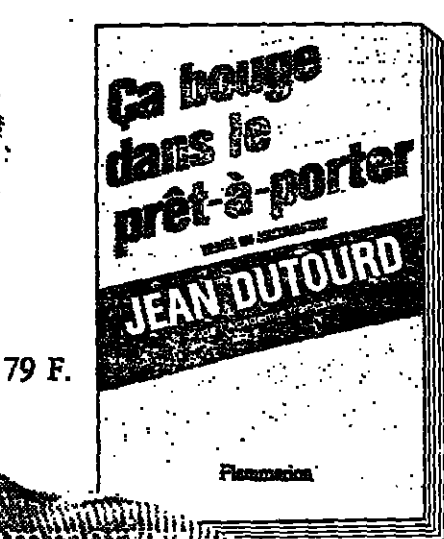
Jean Dutoird vole au secours de notre langue.

L'antiphrase à la plume comme on dit l'épée à la main, il s'en prend au relâchement de certains journalistes et des speakers dont Gide s'indignait déjà.

Louis Nucera
Le Monde.

Dutoird s'amuse, la presse déguste et le public se réglera de voir les clercs de la nouvelle religion médiatique expédiés au piquet avec un bonnet d'âne.

Claude Imbert
Le Point.



Handwritten text in Arabic script: "الله أكبر" (Allahu Akbar).

Asie

La crise en Chine et ses répercussions

Les réactions à travers le monde

A Shanghai

« Nous avons perdu »

SHANGHAI
de notre envoyé spécial

Quelques groupes d'étudiants ont continué à manifester, dimanche 11 juin, sur la place du Peuple à Shanghai. Mais le plus grand d'entre eux, comme les intellectuels de la ville, cherchent désormais, surtout, à éviter les arrestations. « Nous avons perdu. Temporairement, peut-être. Mais il faut l'admettre. Aujourd'hui, compte tenu des risques de provocation qu'elles comportent, des manifestations ne peuvent qu'être exploitées pour des règlements de comptes ou des somnams », nous dit un intellectuel. « Si y a un incident, c'est très vraisemblablement qu'il aura été délibérément voulu pour égarer certains dirigeants, comme le maire, qu'on accusera de ne pas avoir su maintenir l'ordre. »

La radio de Shanghai avait annoncé, samedi soir, que cent trente personnes auraient été arrêtées pour avoir « troublé la circulation ». Dimanche, la ville était calme et les milices ouvrières discrètes.

Le Jiefang Ribao, organe de l'armée, a d'abord annoncé la manifestation de samedi devant le commissariat central de Shanghai. De faible ampleur (une centaine d'étudiants), elle avait été

organisée pour protester contre l'arrestation de neuf membres de la Fédération des syndicats autonomes de Shanghai, créée en mai dernier et qualifiée d'« organisation illégale » par les autorités (1).

L'organe de l'armée dénonce, en outre, l'organisation, également « illégale », formée par les cinquante collèges et universités de la ville. Responsable des « troubles sociaux » de ces derniers jours, elle doit être « immédiatement démantelée ». Précisant que parmi les « quatre cents personnes » arrêtées à Pékin figurent des membres de celle-ci, le quotidien de l'armée écrit que certains de ses dirigeants sont en fuite. La rumeur circule qu'ils se seraient réfugiés sur Shanghai.

Le Jiefang Ribao met enfin en garde contre le « Parti démocratique de la jeunesse », organisation « contre-révolutionnaire » qui se serait formée à Shanghai en octobre 1988 sous la direction d'un certain Cheng Congming. Cette organisation clandestine aurait été découverte, le 4 juin, par les services de sécurité. Elle aurait pour objectif de « renverser le système démocratique et socialiste de notre pays ».

PHILIPPE PONS.

(1) Le journaliste de la chaîne de télévision privée britannique ITN, M. Peter Newport, a été expulsé pour avoir filmé cette manifestation.

Les événements de Chine étaient à l'ordre du jour du conseil des ministres des affaires étrangères de la CEE, réuni lundi 12 juin, à Luxembourg. Les ministres ont exprimé leur inquiétude face à la situation en Chine, confirmée le gel de leurs relations à haut niveau, sans toutefois s'engager sur des sanctions communes.

À New York, la chaîne de télévision CBS a diffusé dimanche une interview réalisée par téléphone de l'ambassadeur américain à Pékin, M. James Lilley, au cours de laquelle celui-ci a déclaré que lui-même et les autres diplomates américains en Chine étaient « en danger » du fait de la situation et de la dégradation des relations américano-chinoises. « Quand vous avez des soldats qui entraînent les résidents des diplomates, des jeunes de vingt ans armés d'AK-47 à chaque coin de rue, tout le monde est en danger, bien sûr que nous sommes en danger. » L'ambassadeur s'est toutefois prononcé contre une rupture des relations entre Washington et Pékin. « Nous avons toujours eu des hauts et des bas avec la Chine, a-t-il dit. Je pense que nous en avons dans une période de bas. Mais je ne pense pas que nous devions abandonner nos relations pour autant, ce serait une grande erreur (...). Nous devons privilégier le long terme. »

À New York, l'ancien évêque de Shanghai, Mgr Ignace Kung, emprisonné durant trente ans par les autorités chinoises avant d'être libéré en mai 1988, a célébré dimanche une messe à la mémoire des victimes de la répression à Pékin. Le secrétaire américain à l'Intérieur, M. Manuel Lujan, a pour sa part dit une messe devant la statue de la Liberté.

À San Francisco, deux diplomates du consulat de Chine dans cette ville ont annoncé samedi qu'ils pourraient plus soutenir le gouvernement de Pékin et qu'ils demandaient l'asile politique aux États-Unis.

À Canberra, un diplomate chinois en poste en Australie a également demandé l'asile politique, a annoncé un porte-parole du ministre australien des affaires étrangères et du commerce.

À Londres, plusieurs milliers d'étudiants chinois ont manifesté dimanche et se sont plaints d'être l'objet de tentatives d'intimidation de la part de leur ambassade. Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a annoncé qu'il se rendrait début juillet à Hongkong pour y examiner notamment les « conséquences des récents développements de la situation en Chine pour la population » de la colonie.

Le président de la République portugaise, M. Mario Soares, a de son côté adressé un message à la population de Macao, affirmant qu'il suit « avec la plus grande préoccupation les violents événements qui ensuivent la Chine et que la conscience mondiale condamne ».

À Taipei, on se déclare très inquiet sur le sort de quelque vingt mille ressortissants de Taiwan actuellement bloqués sur le territoire de la Chine continentale, où ils ne peuvent bénéficier d'aucune protection diplomatique.

À Pyongyang, les événements de Chine ont été évoqués pour la première fois dimanche par le journal du régime nord-coréen Rodong Sinmun, qui critique vivement les États-Unis en leur reprochant de « se mêler des affaires intérieures des autres » et de vouloir « leur donner des instructions ».

À Bangkok, le ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a estimé que les troubles politiques en Chine ne devraient pas affecter le processus de paix au Cambodge.

À Paris, l'Humanité réédite lundi ses inquiétudes sur le sort de plusieurs journalistes chinois du Quotidien du peuple et de l'agence Chine nouvelle, dont elle dit être toujours sans nouvelles.

Le Quotidien d'Orsay, enfin, s'est déclaré surpris samedi par les critiques formulées contre la façon dont l'ambassade de France à Pékin a assuré la protection et le rapatriement des ressortissants français en Chine. Il souligne que « la grande majorité des personnes qui ont bénéficié » de l'intervention des services français ont au contraire « rendu hommage à l'efficacité et au dévouement des agents diplomatiques et consulaires ».

M. Plissonnier (PCF) : ces événements « ne changent en rien l'exigence d'en finir avec le capitalisme »

Sous le titre « Responsabilité et perspectives », M. Gaston Plissonnier, délégué du bureau politique du PCF et membre du secrétariat du comité central, a signé un article consacré à la Chine dans l'Humanité du samedi 10 juin. Après avoir affirmé que « le PCF condamne nettement la répression » et souhaité que cesse « immédiatement l'utilisation de la force », M. Plissonnier a consacré l'essentiel de son article à la dénonciation de « ceux qui ont la charge de conduire les intérêts politiques du capitalisme »,

et qui « cherchent un dérivatif aux effets dévastateurs de leur politique ».

Le dirigeant du PCF indique que « le système capitaliste a provoqué deux guerres mondiales », que ses « périls » ont été « les premiers et les seuls à avoir lancé la bombe atomique », que « ce même système a fait les guerres coloniales au Vietnam, en Algérie, avec des millions de victimes » et que « c'est encore lui qui, en 1947, a fait bombarder les populations civiles de Madagascar ».

(90 000 morts) d'Algérie en 1945 (20 000 morts) et qui ordonne la répression anticomuniste en Indonésie (un million de morts).

« Non, les communistes français n'ont jamais porté atteinte aux libertés ou à la liberté de conscience », assure M. Plissonnier. « Quant à notre engagement pour l'avènement d'une France socialiste, il se trouve encore plus fortement motivé, poursuit-il. Tel ou tel de ces événements ne change en rien l'impératif historique d'en finir avec le capitalisme. »

Proche-Orient

L'Iran après la mort de l'imam Khomeiny

La cérémonie célébrée dimanche 11 juin au cimetière de Behesht-e Zahra pour célébrer le septième jour de la mort de Khomeiny a rassemblé plusieurs centaines de milliers de fidèles — plusieurs millions selon l'agence IRNA.

Le président du Parlement, candidat à la présidence de la République, M. Raf-

sandjani, y a affirmé que la tombe du guide décédé deviendrait « un des plus grands centres de pèlerinage pour les musulmans du monde entier ».

Dans une interview publiée par le Washington Post, la fille de Khomeiny, Zara Moustafavi, révèle que son père

avait fait cinq crises cardiaques dans les dix jours qui ont suivi son opération du 23 mai. La dernière de ces crises est survenue le 3 juin à 15 heures, « et donc sa vie s'est terminée dans les faits à 16 heures » mais il a été maintenu artificiellement en vie quelques heures avant de décéder dans la soirée.

Un projet de contrat d'armes

L'Arabie saoudite et la France relancent leur coopération militaire

La France et l'Arabie saoudite ont conclu, jeudi 8 juin, un accord de vente d'armes, dont l'existence connue depuis quelques semaines (le Monde du 27 mai) n'a été confirmée que dimanche 11 juin par les deux pays, sans que, pour autant, ni l'un, ni l'autre ne donnent officiellement de précisions sur sa nature exacte et son montant éventuel.

Il s'agit de la vente de six cents missiles Mistral de défense aérienne et d'un accord-cadre sur la commande, qui devra être ultérieurement détaillée, de deux coques de frégates d'eau (2 000 tonnes) semblables aux frégates commandées par les Saoudiens lors d'un contrat antérieur qui incluait également deux pétroliers-cavitailleurs.

Six cents
Mistral

Le premier accord concerne le groupe Mistral, qui fabrique le missile anti-aérien Mistral à très courte portée destiné à intercepter des avions supersoniques jusqu'à six kilomètres et des hélicoptères jusqu'à quatre kilomètres de distance. Le Mistral a déjà été acheté à deux mille trois cents exemplaires par la France et à mille deux cents autres par quatre pays étrangers (dont la Belgique et des clients du bassin méditerranéen). L'Arabie saoudite a choisi de commander six cents Mistral, dans la version portable par un fantassin et dans la version adaptée à des véhicules terrestres. Il s'agit probablement d'une première étape du marché.

On évalue à environ un million de francs le prix d'un missile Mistral et à autant le coût du système porteur et de l'environnement nécessaires au tir de ce missile sol-air qui entre dans la catégorie du missile américain Stinger utilisé en Afghanistan contre les forces armées soviétiques.

Le second accord est, en revanche, plus proche d'une négociation, à venir, sur l'achat de deux frégates de 2 000 tonnes. En effet, les missions attribuées à ces bâtiments et, du même coup, leur armement, devront être définis ultérieurement.

Déclic
après 1985

Quoi qu'il en soit, cet accord, qui pourrait être équilibré par des rachats français en contrepartie dans le domaine agricole et pétrochimique, relance une coopération militaire qui avait tendance à s'essouffier entre l'Arabie saoudite et la France. Ce déclin des ventes militaires entre les deux pays a été particulièrement observé après 1985, lorsque l'effondrement du prix du pétrole et le repli du dollar ont conduit les Saoudiens à réduire leurs ambitions.

Depuis 1974, date à laquelle les contrats d'armement entre les deux pays ont été, d'un commun accord, traités de gouvernement à gouvernement, le montant des prises de commandes saoudiennes à la France s'est élevé à 127 milliards de francs (valeur 1988) sur quinze ans. Pour l'essentiel, il s'est agi de matériels de défense anti-aérienne (40 %), de matériels blindés (28 %) et de matériels navals (25 %), le reste étant des équipements aériens et des munitions.

Entre 1973 et 1979, les opérations (chars AMX-30 et AMX-10, canons de 155, batteries anti-aériennes) sont estimées à 8 milliards de francs par an. De 1979 à 1984, les ventes (missiles sol-air Crotale, navires et hélicoptères) ont porté sur environ 14 milliards de francs par an. Après 1984, cependant, le commerce est tombé à 3 milliards de francs par an, sauf en 1987 et en 1988 où l'on a observé une légère reprise avec, respectivement, 4,2 et 4,7 milliards de francs.

D'autres discussions, pour l'instant informelles, portent sur des commandes éventuelles de sous-marins classiques d'occasion et des avions Atlantique 2 de surveillance maritime, en coopération avec d'autres États du golfe Persique.

JACQUES ISNARD.

Un entretien avec Reza Pahlavi, l'héritier du trône

« Je peux travailler à l'unification du pays »

NEW-YORK
de notre envoyée spéciale

De son père, Mohammed Reza Pahlavi, celui qui se faisait appeler le « roi des rois » et « la lumière des Aryens », Reza Pahlavi (Reza II pour ses fidèles), qui, à vingt-neuf ans, a passé un bon tiers de sa vie en exil, a surtout hérité un nom, bien lourd à porter dans le contexte iranien. Pilote de chasse accompli, formé dans les universités américaines mais résolument nationaliste, le jeune prince, qui reconnaît lui-même « avoir beaucoup appris » des erreurs du règne précédent et s'élève, sans autres commentaires, contre « les abus des forces de police ou que ce soit », se veut « démocrate avant même d'être un représentant de la monarchie ».

A-t-il pour autant renoncé à jouer un rôle en Iran ? « Je me considère toujours comme un élément-clé dans la situation iranienne », a-t-il déclaré au Monde. « J'ai pour moi la légitimité de l'institution que je représente, cette monarchie constitutionnelle créée en 1906 contre l'abolitionnisme et, après tout, aux systèmes parlementaires de l'Espagne ou de la Grande-Bretagne. A ce titre, je peux, si comme je le pense les Iraniens le souhaitent un jour, travailler à l'unification du pays. Mais il n'est pas question d'imposer une forme quelconque de gouvernement aux Iraniens et je respecterai la souveraineté populaire. »

Ce retour à la démocratie, Reza Pahlavi ne l'envisage pas dans l'immédiat. « La mort de l'ayatollah Khomeiny a levé un premier obstacle, car avec lui le régime perd sa vraie raison d'exister, mais il faudra du temps. C'est un régime illégitime, qui a bafoué la volonté populaire en affirmant tenir sa légitimité de la seule religion », explique l'héritier du trône, qui se cache pas cependant un « certain respect pour cet adversaire hors du commun, qui restera un des personnages les plus fascinants de l'histoire iranienne ».

Quant à l'opposition, le mouvement des Moudjahidines de Massoud Rastjavi par exemple, à qui il

reconnaît « de grands succès médiatiques », Reza Pahlavi ne voit pas qu'elle ait une solution à offrir. « Ils sont contre deux principes fondamentaux à mes yeux : la souveraineté populaire et l'intégrité territoriale. En fait de pluralisme idéologique, ils veulent établir une idéologie statique, et tous ceux qui n'y adhèrent pas vont en camp de rééducation. En 1981, au début de la révolution, ils avaient une chance, ils contrôlaient les centres vitaux du pays, mais le peuple ne s'est pas soulevé pour les soutenir. Par la suite, ils ont fait un mauvais calcul en s'alliant avec l'Irak. Ils ont tenté de s'imposer non par la volonté populaire mais par la force, cela n'a pas marché non plus. Ils

sont allés se battre contre leur propre pays à la fin de la guerre et se sont fait massacrer. La seule solution à la population n'a rien fait pour les protéger. Ce qui prouve que les Iraniens, s'ils ont le choix entre le régime actuel et les Moudjahidines, préfèrent encore le régime actuel ».

Enfin, tout en admettant que dans une situation de guerre civile à la libanaise, les Moudjahidines auraient peut-être une chance, le jeune prince, qui de son côté dit attendre « des réformes souveraines de partisans notament dans l'armée », préfère croire à une évolution pacifique dans son pays.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

POINT DE VUE

Le pardon nécessaire

par Azade Chafik
fille de la princesse Achraf,
sœur de l'ancien Shah d'Iran

La mort de Khomeiny, si souvent prônée dans le passé, intervient finalement au moment même où l'Iran semble avoir tourné une page noire de son histoire.

Il disparaît en même temps que la Constitution islamique, instaurée il y a dix ans, alors que les nouvelles institutions ne sont point encore élaborées.

Aujourd'hui, un triomphe défiant momentanément les leviers de com-

mendes : Khomeiny et Rastjavi cumulent les fonctions. Ahmad Khomeiny se range à leur tête afin de perpétuer, pour « les fidèles », l'empreinte de son père.

Mais à travers cette période d'interim se discerne déjà l'avenir de la République islamique de demain. Deux éléments marqueront très certainement cette nouvelle ère.

Tout d'abord la volonté de mettre un terme à la dispersion des centres de décision qui a marqué jusqu'ici le régime Khomeiny.

Si ce processus est mené à bien, il permettra certes à ses bénéficiaires de prendre les décisions rapides et sans équivoque qu'impose la situation actuelle. Mais il aura aussi pour inconvénient de rendre le pouvoir bien plus vulnérable que dans le passé. Un homme seul au sommet de l'État est une cible facile à atteindre. Cela est d'autant plus vrai que pour le régime de Téhéran, qu'après Khomeiny il n'y aura plus de recours suprême.

La deuxième direction que devrait prendre l'Iran d'aujourd'hui est son ouverture sur le monde, en particulier vers l'Ouest. Les slogans xénophobes à l'encontre, proclamés par certaines autorités de Téhéran et si largement exploités par la presse dans le passé, semblent avoir fait leur temps. Malgré les déclarations démagogiques, les hommes au pouvoir à Téhéran ont en fait aujourd'hui conscience : il faut que l'Iran réintègre progressivement la société

internationale, cela lui est vital aussi bien économiquement que politiquement.

Une question se pose cependant. Fort de l'appui de l'armée qui s'est déclaré adepte du régime islamique et face à une opposition, divisée certes mais existante, les autorités actuelles voudront-elles et sauront-elles donner de l'Iran l'image d'un pays respectable, représentant enfin la place qui est sienne au rang des nations civilisées ?

La responsabilité en incombe à tous les Iraniens. A tous ceux qui, faute d'appui populaire, s'approprient à se soulever les armes à la main, nous lançons aujourd'hui un appel solennel : toute action irresponsable entreprise dans cette période de tension entraînerait inévitablement la proclamation de la loi martiale déjà officiellement décrétée et le retour à une dictature implacable qui ne trouverait d'alternative que dans la guerre civile.

Il nous faut avant tout sortir du cycle infernal de la violence et du sang. Puis-ent toutes les factions nous entendre et le gouvernement de Téhéran le comprendre.

Notre pays ne recouvrera la paix et la prospérité que si le dialogue est rétabli entre les communautés. La confrontation politique doit succéder à la lutte armée. L'amnistie générale sera seule garante de l'unité nationale.

Il nous faut oublier aujourd'hui nos rancunes et nos haines, car ce n'est que du pardon qui rendra l'Iran.

VIENT DE PARAITRE :

DOCTOBBRE

Revue bimensuelle (langues : Arabe - Français)

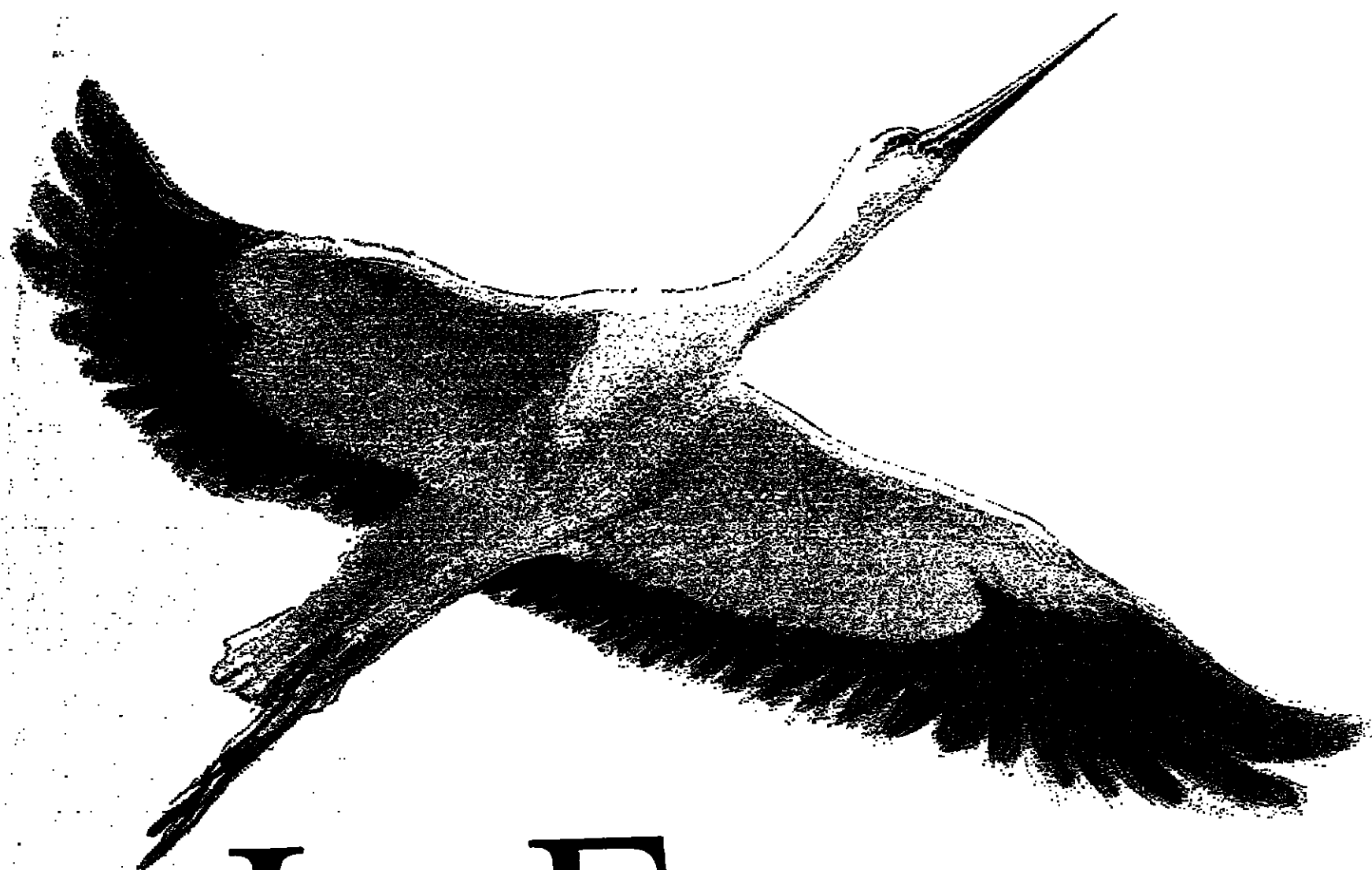
Au sommaire du N° 9 :

- ALGÉRIE : Les anciens Moudjahidines : « Défendre les idéaux du 1^{er} Novembre 1954 ! »
- IMMIGRATION : Le double échec de l'anti-racisme en France.
- HISTOIRE : P.C.F. et Nationalisme algérien : « De l'équivoque à la trahison », entretien avec René DAZ, ancien dirigeant communiste.

Abonnez-vous en joignant votre règlement à l'ordre de : ALTERNATIVES, B.P. 253 93511 MONTREUIL Cedex. France. C.C.P. Paris 6.486.34 T - Tél. : (1) 42 87 41 41

6 mois : 120 F - 1 an : 220 F (Supplément 50 F par envoi) - Surfact : 500 F et plus

سكوا من الأصل



La France peut remercier le ciel

Le ciel a toujours fait rêver. C'est à des hommes et des femmes passionnés par tout ce qui vole que la France doit aujourd'hui sa position dans le ciel. Avec audace et savoir-faire, goût du risque et innovation, ils ont, tout au long du siècle, fait évoluer leur passion pour en faire une entreprise d'excellence et de renommée mondiale. Cette entreprise porte un nom : l'industrie aéronautique et spatiale française.

Grâce à des succès tels que les avions de transports commerciaux, les avions de combat, les hélicoptères, les moteurs aéronautiques et spatiaux, les missiles, les lanceurs de satellites ainsi que leurs équipements, la France est une puissance internationale. Ce secteur est le premier exportateur français. Son chiffre d'affaires est de 84 milliards de francs dont plus de 60% à l'exportation. Il emploie directement 120 000 personnes. A ces femmes et ces hommes qui ont su enrichir le pays en lui donnant une telle envergure, la France peut dire merci.

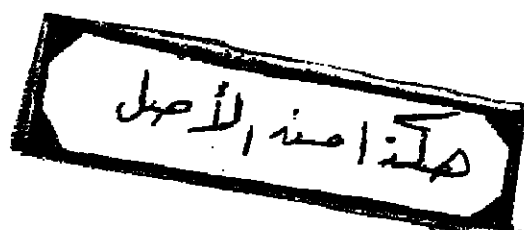
Les entreprises aéronautiques et spatiales françaises ont à cœur de maintenir et de développer ce rôle d'initiative qui est le gage de la présence française future dans ce secteur de pointe. Et ainsi de contribuer encore au rayonnement et à la défense de la France dans le monde.



GROUPEMENT DES INDUSTRIES FRANÇAISES
AERONAUTIQUES ET SPATIALES

4, rue Galilée - 75782 Paris - Minitel 3616-GIFAS

L'ÉLAN VERS L'AVENIR



Diplomatie

Le voyage à Bonn du chef de l'Etat soviétique

Une attention considérable en République fédérale

Le chef de l'Etat soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, est arrivé lundi 12 juin en fin de matinée à Bonn pour une visite officielle de trois jours en RFA. Il est accompagné de son épouse, Raïssa, et d'une importante délégation de soixante-sept personnes, parmi lesquelles figurent notamment le ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, et M. Alexandre Jakovlev, membre du Bureau politique et secrétaire du comité central du PC soviétique.

Le programme de la visite prévoit des entretiens lundi et mardi dans la capitale fédérale avec le président Richard von Weizsäcker et le chancelier Helmut Kohl. Mardi, M. Gorbatchev rencontrera également à Cologne le patronat ouest-allemand. Les deux jours suivants il fera des aller et retour à Stuttgart, dans le Bade-Wurtemberg, puis à Dortmund et à Düsseldorf, dans la Ruhr, où se rendra à bord du concurrent du TGV, le futur train ouest-allemand à grande vitesse (ICE). M^{me} Raïssa Gorbatchev ira de son côté, mardi, déposer une couronne au cimetière militaire soviétique de Stukenbrock.

Avant de repartir, le numéro un soviétique donnera une conférence de presse à Bonn. Un centre de presse a été spécialement aménagé au siège du Parti chrétien-démocrate pour les quelques deux mille journalistes accrédités. La sécurité a fait elle aussi l'objet de préparatifs minutieux. Mille deux cents policiers ouest-allemands sont mobilisés. Les membres des services de sécurité du Kremlin remplissent eux-mêmes, à eux seuls, selon le porte-parole du gouvernement à Bonn, quatre pages de la liste de la délégation soviétique. M. Gorbatchev se déplace à l'armée : dix limousines spéciales à l'épreuve des balles sont venues spécialement de Moscou la semaine dernière.

Cette visite, qui suscite une attention considérable en Allemagne fédérale, a été précédée, à Bonn et à Moscou, d'importants efforts pour en expliquer la signification. Dans une interview publiée samedi par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, le chancelier Kohl rappelle aux Soviétiques les conditions fixées par le récent sommet de l'Otan sur l'ouverture de négociations sur les armements nucléaires à courts portées stationnés en Europe. « Assurément

que l'application d'un accord sur le désarmement conventionnel aura commencé, la voie sera ouverte pour entamer des négociations sur les armes tactiques nucléaires à courte portée », souligne-t-il. « Personnellement, ajoute-t-il cependant, je me suis prononcé depuis de nombreuses années de manière constante pour de telles négociations, car, en matière de désarmement et de contrôle des armements, nous ne voulons exclure aucune catégorie d'armes ».

M. Honecker et le « mur »

Profitant d'un séjour privé, la semaine dernière, aux Etats-Unis, le chancelier s'est entretenu une dernière fois des préparatifs de la visite avec le président Bush, qui avait précédé M. Gorbatchev, à Bonn, le mois dernier.

Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Chevard-

nadze, s'est, de son côté, rendu à la fin de la semaine dernière à Berlin-Est pour rassurer M. Erich Honecker sur les intentions soviétiques. Selon l'agence est-allemande ADN, les deux parties ont rappelé l'importance de leurs relations. Le ministre soviétique a démenti, au cours d'un dîner officiel, qu'un différend oppose la RDA et l'URSS à propos de la politique de perestroïka, rappelant que « chaque Etat frère peut adapter le socialisme à ses conditions ».

Dans une interview publiée dimanche par le quotidien américain *The Washington Post*, M. Honecker a qualifié d'encourageants les résultats du sommet de l'Otan, mais a indiqué qu'il n'était pas question de faire tomber le « mur ».

« Nous accueillons favorablement », a-t-il dit, l'initiative américaine répondant aux propositions du Pacte de Varsovie et qui consiste à inclure les avions de combat, les hélicoptères et les troupes dans le processus de réduction, et à déclasser les systèmes d'armement dissimulés ».



« Nous cherchons à modifier la puissance et la structure des forces du pacte de Varsovie et de l'Otan de façon qu'aucun côté ne puisse déclencher une attaque-surprise ou une offensive à grande échelle ».

L'agence Tass a annoncé que M. Honecker se rendrait dans le comitat du mois en visite en URSS. — (AFP, AP, Reuters.)

Un pont entre l'Est et l'Ouest

(Suite de la première page.)

Gestes en faveur du désarmement, accord sur la suppression des missiles nucléaires à très courte portée, réformes intérieures, notamment économiques, qui ouvrent des perspectives aux industriels allemands sont bien accueillis sur les bords du Rhin. Il n'est pas jusqu'à la gloire autour de la « maison commune européenne », dont tout le monde a oublié que M. Gorbatchev l'a empruntée à l'un des survivants du hégémonisme et du stalinisme, M. Gromyko, n'enchante pas les Allemands de l'Ouest, sous l'œil quelque peu sceptique et méfiant de leurs alliés occidentaux. Le syndrome de Rapallo (1) n'est pas loin, et la « dérive vers l'Est » de la RFA redevient une crainte d'actualité.

Pourquoi le numéro un du Kremlin a-t-il tant de succès auprès des Allemands ? D'abord parce qu'il leur tient le langage qu'ils aiment entendre. Il leur parle de paix en Europe, de destruction des armes nucléaires, de coopération écono-

mique qui va changer les systèmes politiques. L'ouverture vers les pays d'Europe centrale, et de cette fameuse « maison commune européenne » où ils voient un moyen de surmonter la division du continent, c'est-à-dire aussi de l'Allemagne.

Non que la réunification soit l'alpha et l'oméga de toute la politique allemande. En choisissant, en 1954, d'entrer dans l'Alliance atlantique, les dirigeants de Bonn ont fait, qu'ils l'aient reconnu ou non, le pari de l'ancrage à l'Ouest au risque de se couper de l'autre rive de l'Allemagne. Et ce choix, rien ne permet de dire qu'il est remis en cause par quelque parti qui se soit aspiré à gouverner la RFA. Mais les Allemands de l'Ouest ont toujours considéré — et comment pourrait-on les en blâmer — qu'ils avaient une responsabilité vis-à-vis de leurs compatriotes de l'Est et que, toute idée de réunification mise à part, l'amélioration des relations entre Allemands des deux côtés du mur devait être un des objectifs prioritaires de Bonn.

La conscience nouvelle que la République fédérale a de sa force politique, économique, diplomatique, le sentiment que, quarante-cinq ans après l'effondrement du Reich hitlérien, il est temps pour elle de reconquérir une souveraineté pleine et entière, élargissent le champ de cette responsabilité. Comme le dit M. Genscher, qui lui-même est né dans ce qui est aujourd'hui la RDA, l'Allemagne, parce qu'elle a été jadis à l'origine de l'embarquement de toute l'Europe, se sent une responsabilité qui ne s'arrête pas « à l'autre partie de notre patrie », mais s'étend « aux peuples polonais et tchèques ». C'est aussi pourquoi la RFA se veut « le pilier principal de ce pont entre l'Est et l'Ouest ».

M. Gorbatchev et ses conseillers pour la politique allemande l'ont bien compris. A la tête de la section internationale du comité central à Moscou, se trouve maintenant M. Valentin Faline, ancien ambassadeur à Bonn, qui connaît parfaitement la scène ouest-allemande et ses principaux acteurs. Nikolai Portogalov, l'un de ses adjoints et l'un de ses plus anciens collaborateurs, vient d'écrire dans le *Spiegel* un article peut-être en avance sur la réalité de la nouvelle pensée soviétique, mais qui propose de l'Allemagne mais qui traduit une inflexion remarquable par rapport au discours traditionnel.

Citant le Nyrze de M. Gorbatchev, *Perestroïka*, M. Portogalov souligne que le président soviétique ne tient pas la division de l'Allemagne en deux Etats pour un fait définitif. Autrement dit, il reconnaît implicitement le bien-fondé de la question fondamentale de la République fédérale, pour qui « la question allemande est ouverte » jusqu'à ce que les Allemands de l'Est aient la possibilité d'exprimer librement leur choix.

Portogalov ajoute que le destin des Allemands est « indissolublement lié à la division de l'Europe et à son dépassement ». Dépenser la division de l'Europe, donc de l'Allemagne, « c'est ce vers quoi tend le concept de maison commune européenne : deux appartements allemands, séparés, avec des locataires ayant les mêmes droits et indépendants les uns des autres mais ouverts les uns aux autres ». Le collaborateur du comité central ajoute même qu'il est possible d'accélérer la construction de cette maison commune dans la partie centrale de l'Europe (« Mitteleuropa ») et que dans un avenir plus ou moins prochain — les deux Etats allemands pourraient entretenir des relations analogues à celles de l'Autriche et de la Hongrie.

La perspective est peut-être séduisante pour les Allemands : elle se heurte pourtant à de sérieux obstacles dont les Allemands ne se trouvent pas en RDA. Les dirigeants de Berlin-Est sont fort agacés que les Soviétiques repartent de la « question allemande », alors que pour elle a été tranchée une fois pour toutes après la défaite du III^e Reich et ses conséquences.

On les comprend : c'est leur existence même qui est en cause. Il n'y a rien de plus dangereux pour la social-démocratie est-allemande que l'idée d'une évolution à la hongroise. Une libéralisation partielle du régime politique et du système économique ainsi que l'ouverture progressive des frontières peuvent transformer le socialisme hongrois, elles ne feront pas disparaître la Hongrie en tant qu'Etat-nation. Au contraire, la RDA n'a d'autre existence et d'autre « légitimité » qu'idéologique. Sans le « socialisme », elle n'a ni nation ni frontières ; elle n'a ni situation ni frontières historiques, pas de langue spécifique et une demi-capitalité. Sa seule mar-

que distinctive, c'est la référence au marxisme-léninisme que l'URSS et certains de ses alliés sont en train de jeter par-dessus bord.

La nécessité pour les Soviétiques de conserver intact ce bastion avancé de leur glorieux empire des limites de l'Est et l'étroitesse de la marge de manœuvre dont dispose M. Gorbatchev s'il voulait un jour jouer la « carte allemande ».

Des intérêts nationaux légitimes

Il n'a pas de doute pas moins que son discours pour séduire les Allemands de l'Ouest. Et ce pouvoir de séduction sera d'autant plus fort que les Occidentaux, et notamment les Français, soupçonneront leur voisins des plus noirs desseins au lieu de comprendre leurs inquiétudes et de tenir compte de leurs intérêts. La République fédérale a des intérêts nationaux légitimes à l'Est, parce que dix-sept millions d'Allemands vivent au-delà de l'Elbe, parce qu'en Europe centrale se trouvent des marchés traditionnels pour les industriels allemands, parce que la culture allemande a rayonné jadis de Königsberg à Prague. Le nier ne peut qu'entraîner illusions et déceptions.

Mais les Allemands savent aussi que le « retour vers l'Est » tenté à plusieurs reprises depuis les débuts de l'Occupation selon les hauts et les bas de la démente ne peut être un substitut à leur appartenance à la communauté des nations occidentales — et plus précisément à la Communauté européenne. Il ne peut être qu'un complément. La France qui, à intervalles réguliers, redécouvre l'importance d'avoir une politique à l'Est, devrait trouver ici un terrain d'entente et d'action commune avec la RFA. Elle pourrait aussi, par un discours plus précis et plus ferme sur la défense de l'Europe, empêcher les Allemands de considérer le « vide militaire » comme la garantie suprême de leur sécurité.

DANIEL VERNET.

(1) En avril 1922, l'Allemagne et la Russie signèrent à Rapallo un traité par lequel elles renouèrent les relations diplomatiques. Rapallo est devenu synonyme de renversement d'alliance.

LE JOURNAL des ELECTIONS N°8
Juin - Juillet 1989

CHINE
POLOGNE
EUROPE
IRAN
ARGENTINE

E. Davignon,
Wang Jiarong, A. Michnik,
C. Bakhtiar, J. Kis, G. Mink,
P. Moreau-Delarges, R. Cayrol,
H. Wallace...

Vente en kiosque

Europe

URSS

Le gouvernement

va être fortement réduit

Parlant, samedi 10 juin, devant le Soviet suprême de l'URSS, M. Rykov, chef du gouvernement, a précisé dans les grandes lignes son cabinet, qui devrait entrer en fonctions dans quelques semaines. Il a précisé que le nombre de ses membres, actuellement de 90, sera ramené à 70, grâce notamment à la suppression de plusieurs ministères économiques sectoriels, dont le nombre passera de 50 à 32. L'âge moyen du conseil des ministres sera en outre ramené à cinquante-cinq ans.

M. Rykov a précisé qu'il proposait la reconstitution des principaux ministères que sont MM. Chevardnadze (affaires étrangères), Kravtchenko (président du KGB), le général Iakov (défense). On note, par ailleurs, la promotion de M. Leonid Abalkin, directeur de l'Institut d'économie de l'Académie des sciences et connu pour ses opinions réformistes, au poste de vice-président du conseil.

Enfin, M. Boris Eltsine a été élu à la tête du comité du Soviet suprême responsable des affaires du bâtiment et de l'architecture, comme l'avait recommandé M. Gorbatchev.

La tension persiste en Ouzbékistan

Un représentant de la communauté des Meshks, interrogé dimanche 11 juin par la télévision soviétique depuis le camp de réfugiés de Fergana, en Ouzbékistan, a demandé que ses compatriotes d'infortune soient évacués « de façon urgente dans n'importe quel point de la Fédération de Russie, mais pas en Asie centrale ».

Ce représentant, Badir Ogli Abdoulkarim, a également dénoncé la « mafia » responsable, selon lui, des sanglantes violences perpétrées à l'encontre de son peuple.

La télévision a présenté quelques images de ce camp, un village de tentes. Selon la *Krasnaya Zvezda* (Stoile rouge), le quotidien des forces armées soviétiques, plus de dix mille Meshks, fuyant les pogroms des Ouzbeks, qui ont fait une centaine de morts selon un nouveau bilan de la presse, se trouvent dans le camp de Fergana. La décision a été prise d'évacuer les femmes et les enfants, a ajouté le journal.

Le commentateur de la télévision a, par ailleurs, estimé que la situation à Fergana « se normalisait », même si elle restait « inquiétante ».

Un défilé national avait été décliné dimanche en Ouzbékistan. La *Pravda* a précisé que les sept mille membres des unités spéciales du ministère de l'Intérieur déployées dans le bassin de la Fergana avaient rétabli l'ordre.

Nouvelle catastrophe ferroviaire

Trente et une personnes ont été tuées et 14 autres blessées lorsqu'un train a heurté, à un passage à niveau, un autobus dans lequel se trouvaient 46 passagers, à Samarkand, samedi 10 juin, l'agence Tass a annoncé.

L'accident s'est produit, vendredi, à 1028 kilomètres de Moscou, entre Kamenskaya et Pogorelovo. Le train reliant Adler à Voronej (à un millier de kilomètres au sud-est de Moscou).

Selon un responsable des services routiers du ministère de l'Intérieur, Vitali Komarov, le conducteur du train, qui roulait à 80 kilomètres à l'heure, n'a pu freiner à temps. Le chauffeur de l'autocar avait son permis de conduire depuis un mois. — (AFP, Reuters.)

HONGRIE

Accord sur une table ronde pouvoir-opposition

Le parti communiste hongrois (PSOH) et neuf groupes d'opposition se sont mis d'accord samedi 10 juin sur l'ouverture d'une « table ronde » mardi qui aura pour thème essentiel la transition vers la démocratie pluraliste.

Trois parties doivent participer aux entretiens : une délégation du PSOH dirigée par son secrétaire général, M. Karolyi Groz, des groupes d'opposition comme la *DEMOS* ou l'Union des démocrates libres, et des organisations officielles comme les syndicats, ou paraf-officielles telles que la société Ferenc Munkacsy, qui regroupe les ultra-conservateurs du parti.

Par ailleurs, la presse hongroise a publié au cours du week-end une décision des plus hautes instances judiciaires du pays déclarant illégal le procès de Imre Nagy, premier ministre pendant le soulèvement de 1956. Imre Nagy, jugé secrètement puis exécuté pour haute trahison après l'intervention des troupes soviétiques, doit être ré-enterré le 16 juin au cours de funérailles publiques. — (Reuters, AFP.)

Une conférence de l'ONU sur les réfugiés indochinois

La menace des rapatriements se précise

GENÈVE de notre correspondante

C'est dans une atmosphère dépourvue d'optimisme que M. Perez de Cuellar devait ouvrir, le mardi 13 juin, la conférence sur les réfugiés indochinois organisée pendant quarante-huit heures par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Lors de la précédente conférence, en juillet 1979, la situation était moins tragique qu'aujourd'hui, mais elle avait le mérite de paraître claire : les pays de premier accueil promettaient d'être patients et les pays d'origine se montraient accueillants et compréhensifs. En d'autres termes, si les camps de réfugiés d'Asie du Sud-Est pouvaient se vider à un rythme satisfaisant.

On commençait à parler d'organisation méthodique des départs du Vietnam, mais ce pays était doublement mis au ban de la communauté onusienne, pour avoir envahi le Cambodge (exsangue à la suite des massacres perpétrés par Pol Pot) et pour avoir rendu la vie impossible à sa propre population, des familles entières affrontant la noyade en mer et les pirates (c'est-à-dire la torture, les vols et la mort) pour fuir.

Aujourd'hui, on sait que les pays d'accueil définitif se montrent moins ouverts et que les réfugiés, dans les pays du Sud-Est asiatique, sont intéressés dans des camps ou croquisés dans des parcs. Une certitude prévaut à la veille de la conférence : les pays de premier accueil se ferment aux réfugiés indochinois et ces derniers ont été plus d'une fois rejetés à la mer, voire mitraillés. Il convient, par conséquent, de rechercher la moins mauvaise des solutions. D'autre part, l'attitude envers le Vietnam a évolué, notamment depuis que Hanoi s'est engagé à quitter le Cambodge. Ainsi, l'un des sites les plus importants, dans les coulisses de la conférence, sera celui prévu entre MM. Nguyen Co Thach, vice-premier ministre et ministre vietnamien des affaires étrangères, et M. Lawrence Eagleburger, secrétaire d'Etat adjoint américain.

Depuis 1975, 1 200 000 réfugiés indochinois ont été réinstallés. Mais, au 31 mai dernier, le HCR décomptait 83 296 réfugiés de la mer vietnamiens dans les camps d'Asie du

Sud-Est tandis que 75 000 réfugiés laotiens végétaient toujours dans les camps de Thaïlande et qu'il en arrive sans cesse d'autres, à un rythme très rapide. Alors que tous les réfugiés devraient bénéficier de la protection de la convention de 1951 relative au statut du réfugié, le gouvernement de Hongkong, territoire où il en arrive plus de cinq cents par jour, a déclaré le 16 juin 1989 que dorénavant il appartiendrait à ses fonctionnaires et non plus au HCR de déterminer qui est un « vrai » réfugié et qui s'est exilé pour des raisons d'ordre économique. Tous ceux qui, après examen, ne seraient pas agréés n'auraient qu'à retourner chez eux.

Pour sa part, en juillet 1985 déjà, le gouvernement thaïlandais avait mis au point des mesures de sélection des réfugiés laotiens : ceux qui ne répondaient pas aux critères seraient détenu jusqu'à leur retour au Laos. Les autres pays de la région se sont alignés en mars 1989 sur des positions analogues.

Un « plan d'action global »

Une réunion préparatoire tenue à Kuala Lumpur, du 7 au 9 mars, a mis au point un « plan d'action global » sur lequel la conférence de Genève devra, selon le vœu de l'Assemblée générale de l'ONU, se prononcer. Conformément à ce plan, les départs clandestins devraient être découragés. On peut se demander par quels moyens autres que la répression. A cette interrogation, le HCR répond que, le 13 décembre 1988, il a obtenu l'assurance, de la part de Hanoi, que « les rapatriés seront en mesure de rentrer chez eux dans des conditions de sécurité et de dignité et ne feront l'objet d'aucune persécution ». Le HCR aura libre accès à eux. De son côté, celui-ci accomplit un gros effort d'information pour prévenir les candidats au départ de ce qui les attend vraiment dans un pays d'accueil et au cours de leur périple. Mais, dans ce domaine comme dans d'autres, la tâche du HCR est rendue particulièrement difficile par la mesure qui sévit au Vietnam.

Le plan proclame que l'asile temporaire devrait être accordé à tous ceux qui le demandent, un vœu pieux dans la situation présente. Ce qui semble encore plus délicat, c'est l'application du principe selon lequel

le statut de réfugié sera déterminé cas par cas. Un tel processus peut prendre des années. Quant au HCR, il ne participera qu'à l'élaboration d'un questionnaire « uniforme » auquel chaque demandeur d'asile devra répondre individuellement. Dans toutes les autres opérations, cet organe de l'ONU n'aura qu'un rôle d'observateur et de consultant. Ce qui signifie que les décisions pourront être prises par les autorités nationales au gré de l'évolution de la situation politique. Ainsi, avant même l'ouverture de la conférence de Genève, Hongkong et, par conséquent, la Grande-Bretagne, plus récemment que jamais, en raison des événements en Chine, de se débarrasser des réfugiés, se montrent de plus en plus fermes, au point qu'on craint ici des mesures de rapatriement forcé. Pour le moment, le projet d'action global ne prévoit que le rapatriement volontaire assorti de garanties.

Même, aux yeux de ceux qui admettent que, dans les conditions actuelles, le rapatriement reste la moins mauvaise des solutions tant que les pays d'accueil demeurent restrictifs, l'inquiétude est grande et le retour sans fin longtemps que le Vietnam ne boudifiera pas d'une réelle aide technique et financière. Le problème des rapatriements — volontaires ou non — sera d'autant plus au centre des débats que le plan d'action global envisage, en dernier ressort, pour « les personnes dont on désespère », leur « retour ultérieur dans leur pays d'origine ».

La conférence ne traitera que des réfugiés du Vietnam et du Laos et n'abordera qu'en coulisse — mais cependant à un très haut niveau — le problème des réfugiés du Cambodge, compte tenu de négociations en cours « dans un cadre différent ». La délégation française sera dirigée par Mme Edwige Avice et M. Bernard Kouchner. Les autres Etats seront également représentés, au niveau ministériel, par quelques rares exceptions, dont celle de la Chine. On s'attend à la participation de nombreuses organisations non gouvernementales qui — peut-être — parleront au nom de principaux réfugiés de la mer, lesquels, absents de cette conférence comme ils l'étaient de celle de 1979, n'auront pas d'autre porte-parole.

ISABELLE VICHNIAC.

سكوا من الأصل

Europe

1989

Le gouvernement
à l'Assemblée nationale
Le 12 juin 1989, le
gouvernement a présenté
à l'Assemblée nationale
un projet de loi relatif
à la décentralisation
des compétences
et des finances
des collectivités
locales. Ce projet
de loi vise à clarifier
les rôles et les
responsabilités de
l'État, des régions,
des départements et
des communes. Il
prévoit notamment
la création d'un
Conseil national
des collectivités
locales, chargé de
coordonner les
actions de ces
dernières et de
présenter des
propositions
d'amélioration
de leur fonctionnement.

La situation dans
le Québec

Le 12 juin 1989, le
gouvernement du Québec
a présenté à l'Assemblée
nationale un projet de
loi relatif à la
décentralisation des
compétences et des
finances des
collectivités locales.
Ce projet de loi vise à
clarifier les rôles et les
responsabilités de
l'État, des régions,
des comités régionaux
et des municipalités.
Il prévoit notamment
la création d'un
Conseil national des
collectivités locales,
chargé de coordonner
les actions de ces
dernières et de
présenter des
propositions
d'amélioration de
leur fonctionnement.

Le 12 juin 1989

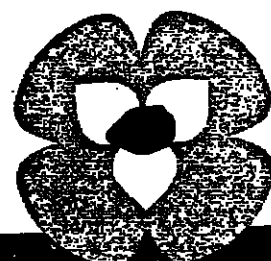
Le 12 juin 1989, le
gouvernement du Québec
a présenté à l'Assemblée
nationale un projet de
loi relatif à la
décentralisation des
compétences et des
finances des
collectivités locales.
Ce projet de loi vise à
clarifier les rôles et les
responsabilités de
l'État, des régions,
des comités régionaux
et des municipalités.
Il prévoit notamment
la création d'un
Conseil national des
collectivités locales,
chargé de coordonner
les actions de ces
dernières et de
présenter des
propositions
d'amélioration de
leur fonctionnement.

Parce qu'un
appui-tête
dans les
embouteillages
ne vaudra
jamais
un oreiller
chez soi,
nous investissons
7,8 milliards
de francs.

Parce que votre confort quotidien est notre tâche de tous les jours, la signature du contrat de Plan avec l'État est une très bonne nouvelle: 23 milliards de francs seront investis dans les cinq ans qui viennent: pour les transports, l'emploi et la formation, le développement économique, l'enseignement supérieur, l'habitat, la culture, le tourisme et l'environnement.

18 milliards seront consacrés au seul secteur des transports, dont 12 financés par le Conseil Régional: 7,8 milliards pour les routes et autoroutes, 4,2 milliards pour les transports en commun.

Cela signifie, entre autres, un réseau route-autoroute plus complet avec la réalisation d'un périphérique d'Ile-de-France, la liaison A1-A10 de la Francilienne, des voies rapides urbaines, des voies de grande couronne et des dessertes de villes nouvelles... pour vous faire gagner ce qu'il y a de plus sérieux: un peu de temps.



CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

NOUS FAISONS PLUS POUR VOUS CHAQUE JOUR

EQUATEUR

مكتبة مصر، الأقصر

Europe 1993

Le Parlement européen en mutation

I. - L'apprentissage du pouvoir

Deux cent trente millions de citoyens élisent, le 15 juin (au Danemark, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Irlande et aux Pays-Bas) et le 18 juin (dans les sept autres pays de la Communauté) les cinq cent dix-huit députés qui les représenteront au Parlement européen.

STRASBOURG
de notre envoyée spéciale

Si l'hémicycle du Palais de l'Europe (1) est parfois quasiment désert — les parlementaires sont dans leurs bureaux ou en réunions —, son hall ne l'est jamais : une cohorte de cadres vient et vient en attendant la venue des députés au moment des votes ou des débats intermédiaires. Ils sont payés pour les convaincre de bien voter. Fiducieusement, on les appelle les « professionnels ». Ils représentent toute l'industrie, telle confédération patronale... Des « lobbyistes » à Strasbourg ? Les parlementaires refusent la dénomination. Ils n'en apprécient pas moins

cette présence — de plus en plus importante — qu'ils interprètent comme un signe de leur pouvoir : s'ils n'en avaient pas, pourquoi chercheraient-ils à les influencer ? Le pouvoir législatif n'est, certes, toujours pas entre les mains des eurodéputés. En matière de législation communautaire, la Commission de Bruxelles propose et exécute, et le Conseil (qui représente les gouvernements) décide. Mais entre les deux, depuis l'entrée en vigueur de l'Acte unique (1^{er} juillet 1987), qui a introduit la procédure de coopération (voir encadré), le Parlement a un pouvoir d'amendement. Au cours des seize premiers mois de l'Acte unique (2), 37 % des directives (l'équivalent des projets de loi) ont été amendées.

Cependant ? « L'Assemblée qui sort n'est pas la même que celle qui est entrée en 1984 », estime M^{me} Marie-Claude Vayssade, un des « piliers » du groupe socialiste. Les élus sont unanimes : en deux ans, le Parlement européen s'est métamorphosé. « Il n'est pas très sophistiqué, il est toujours en phase d'apprentissage, mais il a fait des progrès », juge l'un des plus actifs, M. Jean-Pierre Cot. La procédure

de coopération et son corollaire, la nécessité de réunir 260 voix pour amender un texte, ont entraîné une rationalisation du travail, de nouveaux modes de relations entre les groupes, une présence plus assidue des parlementaires et un fonctionnement plus concré.

Le Parlement n'en continue pas moins de souffrir d'une mauvaise image de marque. Les médias ne se bécotaient pas aux sessions parlementaires. « On ne fait pas l'événement, puisqu'on ne décide pas », regrette M^{me} Nicole Fontaine (PPE, groupe démocrate-chrétien). Sur tout, la complexité des procédures, le décalage entre le moment du vote et l'application de la loi communautaire, la multiplicité et la technicité des débats, font de cette assemblée un lieu bien peu attractif pour les médias.

Une mauvaise image de marque

Le « patron » des lieux — au sens administratif — M. Enrico Vinci, secrétaire général de l'Assemblée, en convient : « Le Parlement s'oppose dans toute une série de résolutions qui finissent par n'être que des lettres mortes ; il n'a pas les moyens d'appliquer les directives techniques ; il devrait donc concentrer son activité sur les lois-cadres, sur le contrôle politique et sur le budget. »

Autre reproche communément répandu : les parlementaires se méfient de ce qui se passe dans le monde, et, de surcroît, en méconnaissance de cause. N'ont-ils pas, par exemple, voté en octobre dernier une résolution condamnant un trafic d'organes d'enfants en Afrique centrale, trafic dont l'existence n'est pas prouvée, n'a jamais été prouvée, mais semble être le résultat d'une campagne de désinformation ? Une « bavure », admet-on à Strasbourg. Bavure également, lorsque, au cours de la dernière session, les députés ont appelé les États membres de la CEE à « obtenir que le peuple irlandais soit représenté par le Conseil national de la résistance irlandaise », en prévision de l'établissement d'un « accord de paix durable en Irlande par la conduite de M. Radjavi (3) ».

Lire aussi

• La préparation des élections européennes. pages 12 à 14

Il est vrai que certaines déclarations, adoptées un peu vite, portent atteinte au crédit du Parlement. Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Si l'Assemblée joue le rôle de « gardienne », c'est pour pallier une carence : bien que présente un peu partout à travers le monde par le biais des bureaux de la Commission, l'Europe des douze manque de représentativité dans les pays tiers. Le Parlement européen s'est engagé dans la brèche — non sans succès d'ailleurs dans le domaine des droits de l'homme — et les pays qu'il met en cause dans ses déclarations n'y restent pas insensibles.

Un laboratoire

Seul lieu de rencontres des forces politiques européennes, le Parlement joue aussi le rôle de laboratoire. C'est à Strasbourg et à Bruxelles que les socialistes français « se frottent » à la social-démocratie. « Le rapprochement entre le PCI et la social-démocratie a eu lieu ici », affirme M. Vinci.

Sentiment partagé par le député allemand Klaus Hänsch, qui a évolué également les retombées an

niveau national : « Beaucoup de débats en cours en RFA ont trouvé leur origine ici : on a parlé du sida à Strasbourg avant d'en discuter au Bundestag. Même chose en ce qui concerne certains changements dans le domaine de la sécurité, c'est ici que le débat a commencé. »

Encore s'agit-il d'un rôle plus incident que délibéré. L'essentiel est ailleurs, dans la maturité acquise depuis ce jour de février 1984 où le Parlement a adopté, à une large majorité, un projet de traité instituant l'union européenne. Son rapporteur, le député italien Altiero Spinelli, mort deux ans plus tard, ne saura jamais quelles « traces » il a laissées. Certes, l'échec de son projet a été ressenti comme un déconfort par les parlementaires. Mais sans, ce même projet, l'Acte unique n'aurait jamais vu le jour. Et cet Acte — qui a donné naissance au concept d'Europe 1993 —, considéré seulement comme « un petit pas », a finalement été récupéré par ses initiateurs après s'être égaré dans le labyrinthe de l'Acte unique, les parlementaires ont mis à profit les bribes de pouvoir qu'il leur confère. Et nul ne peut nier qu'ils utilisent au maximum leur pouvoir d'amendement.

Pour justifier leur rôle, et bien qu'ils se défendent de comparer ce

qui n'est pas comparable, les parlementaires finissent toujours par lâcher : « Si on veut parler d'assemblée qui n'ont pas de pouvoir, regardons du côté de la France, de l'Italie, ou d'ailleurs ». « Chez nous, lorsqu'un parlement a une forte majorité, ses membres n'ont aucune influence, c'est le gouvernement qui décide de tout ; tandis qu'ici, de par nos amendements, nous avons une influence directe sur la forme de la législation communautaire », estime le député conservateur britannique Derek Pragg. Et d'ajouter : « Malheureusement, une fois données, les impressions restent. »

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Les sessions parlementaires ont lieu à Strasbourg, au Palais de l'Europe, siège du Conseil (qui réunit 23 pays).
(2) Signé en février 1986 par les douze États membres de la CEE, l'Acte unique a relancé la construction européenne en fixant un objectif, à réaliser avant le 31 décembre 1992 : le passage du Marché commun au marché unique.
(3) En exil à Bagdad, M. Radjavi préside une des organisations de la résistance, les Moudjahidines du peuple, dont le Conseil national de la résistance iranienne n'est qu'une des branches.

Des attributions limitées

Pouvoir budgétaire

C'est le principal pouvoir du Parlement européen, le seul qui lui permette de négocier d'égal à égal avec le Conseil. Il l'a acquis depuis la création, en 1970, des ressources propres de la Communauté, qui a conduit au traité de Luxembourg en 1975. Depuis cette date, le Parlement partage avec le Conseil les pouvoirs budgétaires. Il a le dernier mot sur les dépenses dites non obligatoires qui, dans la pratique, correspondent aux crédits affectés aux nouvelles politiques communes.

Pouvoirs législatifs

La compétence législative du Parlement, fort modeste, a été accrue par l'Acte unique, qui a institué la procédure de coopération.

• La procédure de coopération s'applique au marché intérieur, à la politique sociale, à la cohésion économique et sociale, à la recherche et au développement technologique. La médiation prévoit deux lectures. À l'issue de la seconde, le Conseil, à la majorité qualifiée, arrête une position. Le Parlement dispose de trois mois pour statuer sur cette position. Soit :

— il l'adopte ;
— il la rejette à la majorité absolue (260 voix). La Commission est alors invitée à retirer sa proposition. Si elle ne le fait pas, le Conseil peut le faire, mais seulement à l'unanimité ;
— il l'amende (généralement à la majorité absolue). Si la Commission adopte la position amendée, le Conseil doit statuer à la majorité qualifiée ; si elle ne l'adopte pas, le Conseil ne peut statuer qu'à l'unanimité (voir l'encadré « Deux victoires »).

Pouvoirs de contrôle

Les parlementaires peuvent poser des questions, écrites ou orales, au Conseil et à la Commission — dans la pratique, il en fait largement usage — et déposer une motion de censure sur la gestion de la Commission. Si cette motion est adoptée à la majorité des deux tiers des voix exprimées et à la majorité des membres du Parlement, la Commission doit démissionner (le cas ne s'est jamais présenté).

M.-P. S.

Deux victoires

La commission parlementaire de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs a été l'une des plus actives au cours de cette législature : en cinq ans, elle a adopté trois propositions de directives, sept rapports et avis, parmi lesquels deux restaurant célèbres. Deux cas révélateurs de la complexité des relations entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission de Bruxelles.

L'affaire de « l'exposition au benzène ». Le Parlement devait se prononcer sur les dispositions relatives à la protection des travailleurs contre les risques de l'exposition au benzène. Il estimait que la position du Conseil n'était pas assez loin, mais savait que la Commission ne reprendrait pas ses amendements.

Préférant la non-adoption d'une réglementation à l'adoption d'une réglementation qu'il jugeait insuffisante, les parlementaires ont rejeté la position commune.

Pour passer outre, le Conseil devait alors se prononcer à l'unanimité. Or la Commission savait qu'un État au moins était favorable

à la position des parlementaires ; elle a donc retiré sa proposition afin d'en présenter une nouvelle allant dans le sens du Parlement.

L'affaire des « voitures propres ». En avril dernier, le Parlement a amendé la position de la Commission et du Conseil sur la réglementation des valeurs limites des gaz provenant des moteurs des petites cylindrées, en proposant des valeurs plus basses.

Victoire du Parlement : la Commission a décidé de prendre en compte ses amendements, et le Conseil, vendredi 9 juin, s'est lui-même prononcé dans ce sens : les voitures de petite cylindrée se verront appliquer les normes américaines à partir de 1992.

Dans ce cas, la Commission a accepté les amendements du Parlement car elle savait que, sinon, il rejeterait la position commune ; or il n'était pas possible de laisser l'industrie automobile dans l'expectative pendant longtemps.

M.-P. S.

IRLANDE : La préparation des élections

Le débat sur le grand marché a été éclipsé par la dissolution du Parlement national

DUBLIN
de notre envoyé spécial

La décision du premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, de recourir à des élections anticipées le même jour que les européennes a relancé celles-ci au second plan. « Dommage », dit-on à Dublin, car une discussion sérieuse sur le grand marché de 1993 commençait à s'amorcer. Ce petit pays de trois millions et demi d'habitants, qui est avec le Portugal et la Grèce le plus pauvre des Douze, craint de se trouver dans trois ans isolé encore plus qu'aujourd'hui à la périphérie de l'Europe.

Les fonds communautaires que l'Irlande reçoit de Bruxelles vont d'ailleurs être largement utilisés à l'avenir pour développer les infrastructures routières et les équipements des ports afin d'améliorer les communications avec le continent et d'attirer les investisseurs étrangers. Personne ici ne remet réellement en question l'adhésion à la Communauté en 1972. « Nous n'avons pas le choix », entend-on généralement et les agriculteurs ne sont pas trop mécontents. Des rares débats sérieux sur la question, il ressort que les Irlandais souhaitent d'abord être représentés à Strasbourg par des hommes et des femmes solides, capables de défendre au mieux les intérêts « nationaux ».

Ces élections européennes du 15 juin, les partis s'y préparent sans grande passion mais avec sérieux. Et puis, subitement, le Taoiseach (premier ministre), M. Charles Haughey, va brouiller les cartes. Fin avril, de retour d'une visite au Japon, il apprend que, pendant son absence et contre son avis, l'opposition unie a réussi à faire voter par le Parlement une allocation de 400 000 livres (environ 3,8 millions de francs) à un fonds d'aide aux hémophiles contaminés par le virus du sida. « Charlie »

éprouve alors une de ses colères aux- quelles les Irlandais sont habitués et menace de dissoudre le Parlement s'il ne peut continuer à mener « sa » politique. Pris au piège, peut-être, de ses propres déclarations, il renvoie les députés du Dail dans leurs circonscriptions, le 25 mai, et fixe au 15 juin la date des élections législatives anticipées. « Le gouvernement, dit-il, a besoin d'une assistance sûre pour s'attaquer aux problèmes économiques et financiers du pays. »

Cette décision suscite un certain étonnement car la position parlementaire de M. Haughey était relativement confortable depuis son retour aux affaires en février 1987. Son gouvernement Fianna Fail (les « seigneurs du destin », nationalistes) était certes minoritaire, mais il contrôlait quand même 81 des 166 sièges du Dail. De surcroît, il pouvait compter, pour les grandes lignes de la politique de redressement économique, sur le soutien des deux principales formations de l'opposition : les cinquante députés centristes du Fine Gael (le « clan des gais ») et les onze démocrates progressistes (libéraux). Comme dans la plupart des petits pays d'Europe, un consensus s'est établi lorsque la « crise » est devenue une réalité.

Mais ce consensus ne suffisait pas au bouillissant Taoiseach. Il veut « ces trois sièges supplémentaires qui lui garantiraient la majorité absolue. A soixante-trois ans, ce serait la réalisation d'un vieux rêve qu'il caresse depuis son arrivée à la tête du Fianna Fail en 1979. Début juin, les conditions étaient bonnes : sa popularité personnelle et celle de son gouvernement (plus de 50 % d'opinions favorables) se préparaient à ce coup de poker, d'autant plus que l'opposition était divisée.

Personne ne doute que le futur premier ministre portera le même nom que le premier ministre démis-

sionnaire. Pour l'heure, il n'y a pas de solution de rechange. Ce gouvernement Fianna Fail peut d'ailleurs présenter un bilan remarquable. L'austérité a porté ses fruits. En un peu plus de deux ans, le déficit budgétaire a été ramené de 13 à 4 % du revenu national, l'inflation est passée de 12 à 5,5 %, la croissance de l'ordre de 4,5 % cette année. Et pour la première fois depuis 1980 on annonce des créations d'emplois. Les taux d'intérêt (8 %) sont favorables dans les rapports commerciaux avec le premier partenaire commercial, la Grande-Bretagne, qui vient de les porter à 14 %.

Mauvaise surprise

M. Haughey s'attendait sans doute à voir les électeurs plébisciter son œuvre de redressement. Mauvaise surprise pour lui, ceux-ci aimeraient que l'on parlât — puisqu'on est quand même en campagne électorale ! — du revers de la médaille, à savoir les problèmes de santé, le chômage, l'émigration, etc. Les Irlandais savent aussi que « Charlie » et son équipe auraient tort de trop bomber le torse : les jalons de cette politique de rigueur avaient été posés par le gouvernement précédent, la coalition Fine Gael-Parti travailliste dirigée par M. Garret FitzGerald. Celle-ci chuta justement par des mesures d'austérité rarement discutées intérieurement. « Le redressement observé depuis 1987 tient en fait à trois facteurs : le gouvernement a changé, l'opposition a changé d'attitude et l'Irlande a eu de la chance avec la conjoncture », dit M. Terry Baker, de l'Institut de recherche économique et sociale de Dublin.

Face à M. Haughey, l'opposition ne présente pas de véritables solutions de rechange. Le Fine Gael de M. Alan Dukes et les Démocrates

progressistes de M. Desmond O'Malley (dissident du Fianna Fail) ont signé le 25 mai un pacte électoral commun. Mais cette alliance ne peut espérer obtenir une majorité de voix.

À gauche, le Parti travailliste n'a que onze sièges au Parlement. Son porte-parole, M. Fergus Finlay, estime que l'expérience de coalition avec le Fine Gael, « a été désastreuse pour nous ». Le parti souhaite montrer « ce qu'il pourrait être une véritable opposition », en dénonçant les drapages de la politique actuelle.

Le chômage (18 % de la main-d'œuvre active, mais en légère diminution) et l'émigration massive demeurent les deux grands problèmes. Ils sont liés. Au cours des douze derniers mois, environ quarante mille Irlandais ont quitté l'Irlande. Cent vingt mille en trois ans, quatre cent mille en dix ans ! Ces jeunes, pour la plupart, avec une bonne formation professionnelle en poche, vont s'installer en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Allemagne, parfois illégalement aux États-Unis et au Canada (les bons « traxys » circulent) et en Australie. C'est une génération entière qui est ainsi partie. Dans certaines petites villes de province, des équipes de football ont disparu. L'objectif du gouvernement est, par une politique d'investissements actifs, de ramener l'émigration à un niveau où seuls les « volontaires » partiront.

Le Taoiseach gagnera-t-il son pari le 15 juin ? Les sondages lui sont largement favorables (plus de 45 % des intentions de vote), mais en baisse. Si les Irlandais admettent volontiers qu'il n'y a pas d'autre gouvernement possible actuellement et que M. Haughey est un bon premier ministre, ils semblent hésiter quand même à donner les pleins pouvoirs à « Charlie ».

ALAIN DEBOVE.

Amériques

NICARAGUA

Retour d'un ancien dirigeant de la Contra

Ancien président de la Banque centrale du Nicaragua dans les premières années du régime sandiniste (1979-1982), passé à l'opposition et devenu membre du directoire de la Résistance (RNV ou Contra), M. Alfredo Cesar est rentré dimanche 11 juin à Managua, « pour participer à la campagne électorale » en vue des élections du 25 février 1990. Conformément à ce qui a été accordé par le « plan de paix Arias » pour l'Amérique centrale (accords d'Esquipulas-II), M. Cesar s'est engagé à « renoncer à toute option armée ainsi qu'à toute activité illégale » au Nicaragua. Il entend s'inscrire au Parti social-démocrate, l'une des quinze formations d'opposition au régime sandiniste. Il a été accueilli par quelque deux mille sympathisants dans un quartier populaire de la capitale. Dix autres dirigeants d'une formation nagueña membre de la Contra, le Bloc d'opposition du Sud, aujourd'hui dissoute, ont également regagné Managua. — (AFP.)

PANAMA

Cuba refuse d'aider le régime du général Noriega

Le président cubain Fidel Castro a répondu négativement à la requête de son homologue panaméen Manuel Solís Palma, en visite dans l'île caribéenne, de lui prêter appui contre les États-Unis. Panama doit résoudre ses propres problèmes, et il serait « imprudent » de s'y ingérer, a observé M. Castro.

Par ailleurs, les évêques d'Amérique centrale, réunis en conférence à San-José de Costa-Rica, ont demandé dimanche 11 juin « une action rapide » de l'Organisation des États américains dans la crise de Panama, dont l'actuelle situation est « angossante ». Les prélatos ont qualifié le régime de « dictature de fer ». Enfin M. Diego Cordovez, ancien secrétaire général adjoint de l'ONU, actuel ministre des affaires étrangères de l'Équateur et membre du groupe de médiation de l'OECE dans la crise de Panama, est arrivé dimanche dans la capitale de la république centroaméricaine. Il doit avoir de nouvelles conversations avec les parties en conflit sur le résultat des élections du 7 mai et l'avenir de l'« homme fort » du pays, le général Manuel Noriega. — (AFP, AP, Reuters.)

هكذا من الأصل

Les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie

Les signataires des accords de Matignon nettement majoritaires

Les élections provinciales du dimanche 11 juin en Nouvelle-Calédonie, qui ont eu lieu dans le calme, se sont traduites par une nette victoire des mouvements signataires des accords de Matignon, qui disposent, au total, de 47 sièges (27 RPCR, 19 FLNKS et 1 LKS) sur 54 au sein du nouveau congrès du territoire, formé par la réunion des élus des trois conseils de province dont l'installation officielle interviendra le 14 juillet.

Comme prévu, les indépendantistes ont obtenu la majorité absolue dans deux des trois provinces créées par la loi référendaire de novembre dernier, celle du Nord (11 sièges pour le FLNKS et 4 pour le RPCR) et celle des Îles Loyauté (4 sièges pour le FLNKS, 1 pour le LKS et 2 pour le RPCR).

Dans la province du Sud, la région de Nouméa, où dix listes étaient en compétition, c'est le parti de M. Jacques Lafleur, le RPCR, qui remporte la majorité absolue avec 21 sièges sur 32 contre quatre au FLNKS (dont la liste était conduite par le nouveau président de l'Union calédonienne, M. François Burck), trois au Front national, deux à la liste Calédonienne démocratique constituée par le maire « divers droite » de Dumbéa, et deux à l'Union océanienne, récemment créée au sein de la communauté wallisienne et futunienne du territoire.

En revanche, le RPCR rate, d'un siège, la majorité absolue au congrès. Il n'a conquis que 27 sièges sur 54 alors que le FLNKS en a obtenu 19 et que le Front national, en perte de vitesse,

n'en a eu que trois dans la province du Nord. Le parti de M. Lafleur rassemble, globalement, 44,46 % des suffrages exprimés et le FLNKS 28,65 %.

M. Lafleur s'est montré quelque peu contrarié à la perspective de ne disposer, au futur congrès, que d'une majorité relative : « On n'est jamais content quand on a pas tout à fait la majorité mais on est satisfait quand on s'appuie sur une telle majorité en voix, 3-4-11 déclaré. La majorité appuie la politique suivie. Nous allons mettre à profit notre majorité relative pour continuer dans la voie que nous nous sommes tracée. Nous allons donner une impulsion vers une consolidation de la paix et continuer notre politique de rattrapage et de justice. S'ils veulent travailler dans ce sens-là, tous les élus seront les bien-

veaux. Les Calédoniens ont compris que les indépendantistes étaient sincères lorsqu'ils ont signé les accords de Matignon et que le RPCR voulait la paix. »

M. Burck, pour sa part, a évoqué l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou en disant : « Ce dimanche soir, Jean-Marie Tjibaou était très content des résultats. » Le président de l'U.C. a ajouté : « Les électeurs ont compris les enjeux des accords de Matignon. Le RPCR n'a pas la majorité absolue ; il sera donc amené à négocier avec le FLNKS. Il faut prendre le territoire comme un tout, non comme une partition. Le FLNKS est majoritaire parmi ceux qui proposent l'indépendance et nous sommes prêts à travailler pour tous. » A propos du FLNKS, M. Burck a ajouté : « Les électeurs ont parlé, le FLNKS devra tenir compte de ce qu'ils ont dit. »

La revanche de la raison

(Suite de la première page.)

L'engagement de Jacques Lafleur aux côtés de Jean-Marie Tjibaou, qui avait alors semblé désavoué, est avalisé sans ambiguïté. Les Calédoniens ont ainsi remporté une victoire sur la peur de leur avenir. Une victoire sur eux-mêmes. Tandis que, à Ouvéa, la majorité des électeurs de l'île, en votant à 68,50 %, tentaient de se mettre à l'unisson des autres contrées mélanésiennes en condamnant dans les urnes l'option criminelle prise, le 4 mai, par le meurtrier de Jean-Marie Tjibaou et Yveline Yéwéné.

La raison a pris sa revanche. La voie est donc libre. Si des événements imprévisibles ne viennent pas bousculer le calendrier fixé, la compétition entre les indépendantistes et leurs adversaires se poursuivra « à la loyale ». Les successeurs de Jean-Marie Tjibaou auront, avant le référendum d'autodétermination, neuf ans pour essayer de prouver, sur le terrain du développement économique et social, dans les deux provinces qu'ils contrôlent, leur capacité à « construire une indépendance viable », selon l'expression qui était devenue le leitmotiv de Jean-Marie Tjibaou. Jacques Lafleur et ses amis du RPCR font le pari inverse : ils ne doutent pas qu'en sortant de cette période d'expérience démontrent, au contraire, que l'avenir de la Nouvelle-Calédonie ne saurait se concevoir en dehors de la République française.

Les embûches seront nombreuses. Sans parler d'un éventuel changement de majorité parlementaire en 1993. La question de la composition du corps électoral soulève inévitablement de nouvelles controverses bien qu'elle ait été en principe réglée par la loi référendaire qui a prévu de « geler » le nombre des électeurs à la date du 6 novembre 1988. Parmi les engagements secrets pris par Michel Rocard et ses négociateurs à l'égard de Jean-Marie Tjibaou figurait l'assurance que le gouvernement userait de moyens déconstruits pour réduire autant que possible le nombre de fonctionnaires et de retraités d'origine métropolitaine installés de fraîche date sur le Caillou, en rendant, par exemple, leurs conditions de vie et de rémunération moins attractives. Il est peu probable que l'électorat du RPCR et Jacques Lafleur lui-même se prêtent à des manœuvres qui tendraient à rendre les indépendantistes automatiquement majoritaires en 1998.

Cette question se pose, de toute façon, parce que, en dépit du compromis de Matignon, les démarches et les objectifs des uns et des autres demeurent totalement contradictoires. Et comme, de surcroît, la majorité de 1998 sera, quelle qu'elle soit, trop courte pour faire fi de sa minorité, il est fort probable que l'évolution de la Nouvelle-Calédonie

aboutira, si la population s'accroche vraiment à la paix, soit à une forme d'« indépendance-association » telle que l'avait conçue Edgar Pisani — même si l'on exploite une autre expression pour faire la même chose — soit à une partition du territoire déjà inscrite dans le système fédéral mis en place avec la provincialisation.

Ce scrutin anticipe néanmoins toutes les espérances. Le fait qu'aucun parti ne soit en position hégémonique au sein du futur congrès garantit la marge nécessaire à d'autres compromis. Le parti de Jacques Lafleur ne pourra plus dicter sa loi aussi facilement qu'auparavant et il devra tenir compte non seulement du FLNKS mais aussi des élus des listes les plus minoritaires qui ont mené campagne en critiquant, justement, certains de ses comportements.

Tout reste à faire

Si Bernard Marant, le maire de Dumbéa, d'origine métropolitaine, n'a pas réalisé le score qu'il pouvait escompter après son succès du premier tour des municipales sur le statut RPR, Dick Ukeiwé, il sera quand même présent au congrès, en compagnie de son second, le boursard Justin Guillemard, au nom du courant européen contestataire. De même, le succès électoral de la liste présentée par la communauté wallisienne et futunienne témoigne de changements en profondeur dans le terrain du Caillou. Il annonce peut-être un rapprochement entre cette minorité ethnique et la communauté mélanésienne. La Nouvelle-Calédonie se désicpe. Qui s'en plaindrait ?

Ce constat aurait été encore plus net si l'éparpillement de plusieurs autres listes modérées n'avait notamment privé de tribune le maire centriste de Bourail, Jean-Pierre Aïfa, qui faisait équipe avec un autre métropolitain en rupture avec le RPCR, Raymond Bouvard, président de la chambre des métiers.

En tout cas, les signataires des accords de Matignon possèdent, après ces élections, toutes les clés de l'avenir du territoire. C'est d'eux seuls que dépendra, en définitive, le sort du plan de réconciliation conçu le 26 juin 1988. Or, comme l'a opportunément souligné dimanche Louis Le Penec, « il reste beaucoup à faire pour que la décentralisation politique, dont les conseils de province seront le moteur, se traduise par une véritable décentralisation administrative et par un développement économique équilibré ». C'est le moins que l'on puisse dire.

Tout, en vérité, reste à faire. L'intendance ne suit guère, malgré les efforts déployés par une poignée

de hauts fonctionnaires. « Le temps du partage », que Michel Rocard appelle de ses vœux, en août 1988 à Nouméa, se fait trop attendre, de l'avis des Canaques, auxquels le gouvernement a promis une politique de réduction des inégalités. L'administration territoriale donne souvent l'impression de traîner les pieds.

C'est ainsi que le syndicat FO des fonctionnaires, majoritaire à Nouméa, qui avait déjà protesté contre la démarche volontariste du gouvernement visant à rééquilibrer la répartition des postes au profit des Canaques, allant jusqu'à parler de « recrutement à l'Afrique du Sud », vient de demander à ses adhérents de refuser les mutations en brousse, assimilées à une « déportation ». Ce qui menace la politique de provincialisation.

Tout ne va pas pour le mieux non plus au sein de l'état-major administratif chargé, depuis un an, de coordonner auprès du haut-commissaire de la République les différentes actions de l'Etat. Dans un rapport en date du 29 mai, l'inspecteur d'administration nommé pour gérer, avec de faibles moyens, l'ensemble de la mission consacrée à la formation des jeunes Mélanésiens, se plaignait d'être boycotté... par ses confrères, au point « de ne pas avoir été appelé à prendre place parmi les cadres administratifs invités aux obèques de Jean-Marie Tjibaou et Yveline Yéwéné ».

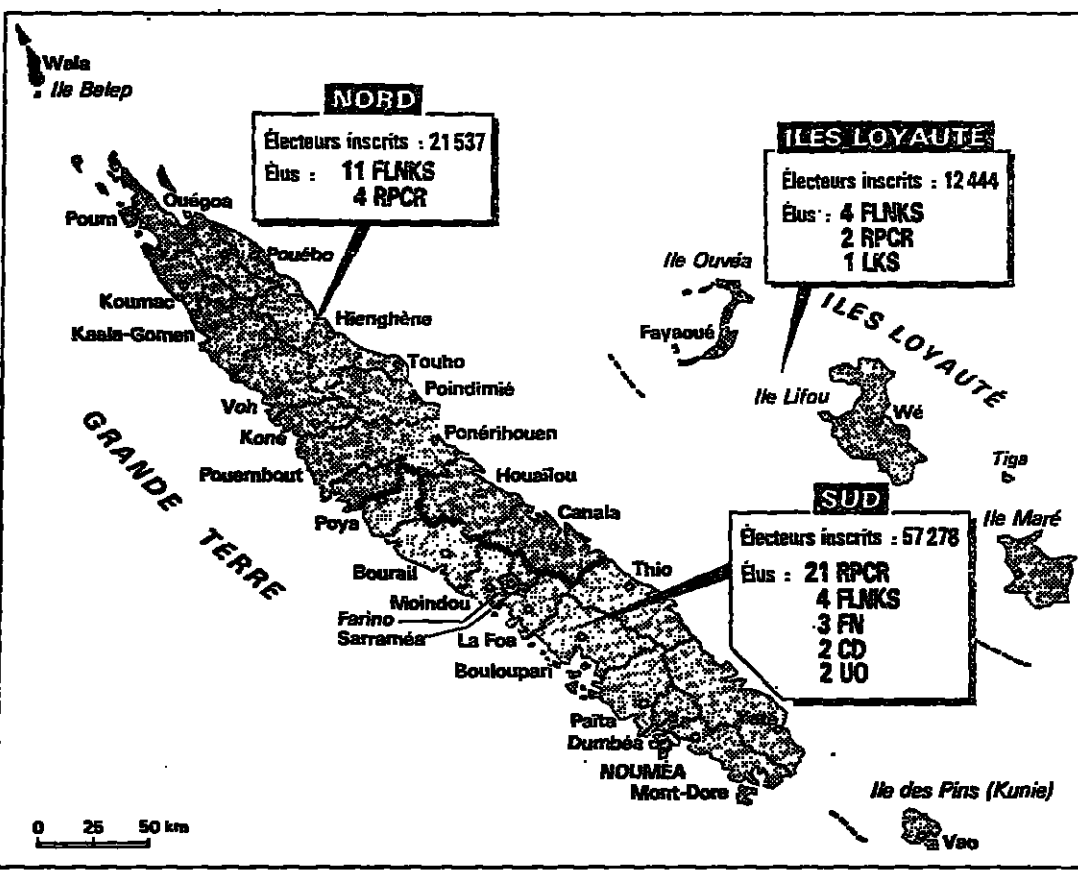
Le président de la fédération patronale de Nouvelle-Calédonie, M. Didier Leroux, en froid avec Jacques Lafleur pour cause d'indépendance d'esprit, regrette pour sa part, le 17 mai, devant les chefs d'entreprise que son organisation professionnelle soit tenue à l'écart de l'application des accords de Matignon : « Nous avions, l'an dernier, dit-il, souhaité que les partenaires sociaux qui représentent le monde du travail fussent associés au dialogue qui devait s'instaurer. Or, les capitaines des deux équipes ont été rassemblés, autour du nouvel arbitre, pour fixer de nouvelles règles du jeu. Mais, depuis lors, on a eu l'impression que la partie se jouait à trois et que l'arbitre se laissent pas vraiment d'engager complètement, de peur d'avoir à siffler l'une des deux équipes. En clair, il nous semble que l'application des accords de Matignon est restée une affaire politique et que tout ce qui était susceptible de déplaire à l'un ou à l'autre des principaux signataires était soigneusement mis de côté par le gouvernement. » A la lumière de ce qui vient de se passer, conclut M. Leroux, il est plus que jamais nécessaire d'élargir l'assise des accords non seulement sur le plan politique mais aussi vers les acteurs du développement.

La signature des accords de Matignon, il y a un an, a tracé la perspective d'un grand dessin collectif. La France s'est lancée à elle-même le défi de réussir, sur cette terre lointaine qui fut l'une des dernières découvertes par les explorateurs venus d'Occident, une décolonisation intelligente, par consentement mutuel de colonisés et des descendants des colonisateurs. Utopie ?

Le rôle de l'Etat, en position d'arbitrage, sera bien sûr capital. Mais ce qui sera décisif, ce sera la volonté que les Calédoniens eux-mêmes manifestent, au-delà des divergences politiques et des susceptibilités personnelles, pour donner l'exemple d'une société égalitaire capable de se réformer elle-même. Ils en ont désormais tous les moyens, pour peu qu'ils exorcisent ce vieux mal bien français, presque cette fatalité, cet art pervers de savoir bien commencer les choses mais de ne pas toujours savoir bien les finir...

ALAIN ROLLAT.

Les résultats



	PROVINCE NORD			PROVINCE SUD			PROVINCE DES ILES LOYAUTÉ			TOTAL		
Inscrits	21 537			57 278			12 444			91 259		
Votants	14 939			39 759			8 527			63 225		
Abstentions (%)	30,63			30,88			31,47			30,71		
Suffrages exprimés ..	14 783			39 178			8 589			62 470		
	Voix	%	Élus	Voix	%	Élus	Voix	%	Élus	Voix	%	Élus
RPCR	4 841	27,33	4	20 844	53,20	21	2 892	33,98	2	27 777	44,46	27
FLNKS	9 371	63,39	11	4 615	11,77	4	3 912	45,97	4	17 898	28,65	19
CD (1)	361	2,44	—	2 751	7,02	2	187	2,25	—	3 219	5,15	2
FN	344	2,32	—	3 960	9,85	3	—	—	—	4 284	6,72	3
FC (2)	—	—	—	1 611	4,11	—	—	—	—	1 611	2,57	—
UFFT (3)	—	—	—	1 526	3,89	—	—	—	—	1 526	2,44	—
LES-PS (4)	—	—	—	817	2,08	—	—	—	—	817	1,30	—
UD (5)	—	—	—	2 429	6,19	2	—	—	—	2 429	3,88	2
NCM (6)	—	—	—	329	0,81	—	—	—	—	329	0,51	—
UEC (7)	666	4,58	—	—	—	—	—	—	—	666	1,06	—
LES-OPAO (8)	—	—	—	—	—	—	1 441	16,93	1	1 441	2,30	1
FUCI (9)	—	—	—	—	—	—	157	1,84	—	157	0,25	—
VDF (10)	—	—	—	405	1,03	—	—	—	—	405	0,64	—

- (1) Liste « Calédonie demain » (divers droite), formée par le maire de Dumbéa, M. Marant (app. RPR), et composée de militants du RPCR et de dissidents du Front national.
- (2) Liste du « Front calédonien » (extrême droite), conduite par M. Sarren et composée essentiellement de calédoches et de métropolitains.
- (3) Liste « Un pays pour tous » (divers gauche), formée par le maire centriste de Bourail, M. Aïfa, mais composée en majorité d'Européens.
- (4) Liste constituée, sous l'étiquette « majorité présidentielle » (divers gauche), par les militants locaux du PS et par le mouvement Libération kanak socialiste (LKS), de M. Neistline.
- (5) Liste de « l'Union océanienne », le nouveau parti créé par la communauté wallisienne et futunienne, qui prend ses distances vis-à-vis du RPCR.
- (6) Liste du « Regroupement des centristes et modérés » (divers droite), menée par M. Bailly et composée de membres des différents ethnies.
- (7) Liste de « l'Union pour construire », émanation de l'Union pour construire l'indépendance » (divers gauche), conduite par M. Lechevalier, ancien maire de Voh, et par l'ancien maire de Pindimé, M. Poadouy, indépendantiste modéré.
- (8) Liste du « Front anti-métropolitain » (divers gauche), formée aux Îles Loyauté par le LKS et par l'OPAO, un autre parti indépendantiste modéré.
- (9) Liste de « Front uni pour construire ensemble » (divers gauche), présentée aux Îles Loyauté par un dissident du LKS, M. Lalé.
- (10) Liste « Vérité, dialogue, fraternité », association multiraciale de création récente, dirigée par M. Chrétien et composée pour l'essentiel d'habitants de Nouméa.

Les scrutins précédents

● Elections régionales de 1985.
Inscrits, 89 906 ; votants, 72 483 ; abstentions : 19,37 % ; suffrages exprimés, 71 441.

RPCR, 37 148 voix, 51,99 %, 25 élus ; FLNKS, 20 545, 28,75 %, 16 élus ; FN, 5 263, 7,36 %, 3 élus ; LKS, 4 594, 6,45 %, 1 élu ; OPAO, 2 317, 3,24 %, RPC (apparenté RPCR), 1 058, 1,48 % (8,54 % dans la région Nord), 1 élu.

Le FLNKS disposait de la majorité absolue des sièges dans les trois régions Nord, Centre, Îles Loyauté,

tandis que le RPCR contrôlait la région Sud et disposait de la majorité absolue des sièges au sein du congrès du territoire avec 25 sièges sur 46.

● Référendum de novembre 1988.
Inscrits, 88 401 ; votants, 55 908 ; abstentions, 36,75 % ; suffrages exprimés, 51 349.
Oui, 29 284, 57,02 %.
Non, 22 065, 42,97 %.

Le « non » l'avait emporté à Nouméa (11 888 voix, 63,70 %) et dans

cinq autres fiefs européens : Bourail (785, 56,31 %), Dumbéa (1 388, 65,87 %), Farino (119, 79,33 %), La Foa (491, 33,02 %), Mont-Dore (2 604, 56,37 %).

Les élections territoriales de novembre 1984, de même que le référendum de 1987 et les élections régionales d'avril 1988 ayant été boycottées par les indépendantistes, les résultats de ces scrutins ne sauraient fournir des références pertinentes.

L'HERMÈS Editeur
13 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.05.25

préparations aux B.T.S.
100 publications:
manuels, outils de...
annales thématiques: énoncés et corrigés.
droit, économie, gestion,
comptabilité, langues des affaires
Catalogue et spécimen sur simple demande écrite

Diffusion exclusive:
MEDILIS SA, 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. (1) 46.34.07.70
EDILIS SARL, 29 rue Garibaldi TUNIS Tél. 353795

Handwritten note in Arabic script: "مكتبة لاهوت"

صلى الله عليه وسلم

différents, ce qui assure une certaine diversité dans l'histoire, etc. Difficile de rendre compte de tous ces documents, magazines, dramatiques, reportages

C. H.

FONCTIONNAIRES, FONCTIONNAIRES :

I LOVE YOU MY PUBLIQUE!



*Fonction publique je t'aime. Je t'aime telle que tu es. J'aime tes infirmières, tes postiers, tes agents, tes enseignants, tes militaires et tous les autres fonctionnaires. Je t'aime. Je te le chante. I love you my fonction publique! Je te préfère, je te veux heureuse. Que personne ne vienne me dire que j'en fais trop pour toi. Toujours je t'accorderai des prêts personnels et immobiliers à des conditions tout à fait exclusives. Toujours je négocierai pour toi les meilleurs



CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES

avantages et t'offrirai des réductions de 7 à 9 % sur l'achat d'une voiture. Toujours je te conseillerai pour tes placements et tes assurances. Sans exception, je continuerai à en faire profiter les membres de ta famille. Parce que je t'aime. Et, pour que tu puisses tout me demander quand tu le veux, j'ai créé un service Minitel, le 3615 CSF. Nous pourrions même y étudier ensemble un plan financier personnalisé. Parce que toi, c'est toi.

CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES
NOUS PRIVILÉGIONS LES FONCTIONNAIRES

9, rue du Faubourg-Poissonnière - 75009 PARIS - Tél. : (1) 40 22 10 10 - 3615 CSF

Politique

Les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie

La nouvelle répartition des pouvoirs

Dans le nouveau système institutionnel qui entrera en vigueur le 1^{er} juillet, l'Etat conservera ses compétences régaliennes : relations extérieures, contrôle de l'immigration et des étrangers, communications extérieures, police de la zone économique maritime, monnaie, trésor, commerce extérieur, défense, maintien de l'ordre, nationalité, état-civil de droit commun, justice, fonction publique d'Etat, principes directeurs du droit du travail, contrôle de légalité sur l'administration communale, contrôle administratif et financier des collectivités et de leurs établissements publics, enseignement du second degré et supérieur, communication audiovisuelle, souveraineté et propriété sur domaine public, marine et aéroports.

Le territoire, dont les affaires communes seront gérées par le conseil, conservera les compétences de coordination et les matières qui n'ont pas été transférées aux provinces : fiscalité et budget territorial, équipements et infrastructures d'intérêt territorial (hôpitaux,

réseaux routier territorial, ouvrages hydrauliques d'intérêt territorial), adaptation des programmes nationaux de l'enseignement primaire.

Chacun des « conseils de province » sera compétent pour toutes les matières ne relevant ni de l'Etat, ni du territoire, ni des communes, notamment : budget provincial, schéma d'aménagement provincial et infrastructures qui y sont liées, développement économique, formation, enseignement des langues vernaculaires, promotion des cultures locales, soutien aux communes pour l'enseignement primaire, jeunesse, sports et loisirs, animation culturelle, réforme et aménagements fonciers.

La dotation de fonctionnement allouée par l'Etat sera répartie à raison de 50 % pour la province Sud, 30 % pour la province Nord et 20 % pour la province des Îles Loyauté. La dotation d'équipement sera répartie à raison de 40 % pour la province Sud, 40 % pour la province Nord et 20 % pour les Îles Loyauté.

M. Rocard : « Encourageant »

Le premier ministre, M. Michel Rocard, a notamment déclaré : « C'est un beau résultat, un résultat extrêmement encourageant. C'est la première fois depuis de nombreuses années que la Nouvelle-Calédonie va bénéficier d'institutions territoriales ayant une indiscutable légitimité. » Interrogé par RFO sur l'annuité envisagée depuis l'an dernier en faveur des militants indépendantistes impliqués dans

l'affaire d'Ouvéa, M. Rocard a indiqué : « Il y a un engagement moral des trois parties prenantes aux accords de Matignon à mettre fin aux méfiances et aux rancœurs par un pardon généralisé après un an d'administration directe. Il faudra porter jugement à l'occasion du 14 juillet. L'excellent déroulement de ces élections est une condition majeure qui permet d'aborder le problème de manière favorable. »

M. Le Pensec : la victoire des hommes de paix

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, a commenté les résultats en disant notamment :

« Sept Calédoniens sur dix ont voté dans le plus grand calme. Plus de 90 % des votants ont exprimé leur confiance à des candidats qui se réclamaient des accords de Matignon. La démarche engagée il y a un an par Jean-Marie Tjibaou, Yvéné Yvéné, Jacques Lafleur, avec le gouvernement, vient d'être massivement approuvée par les Calédoniens (...).

« Il n'y a eu aucun incident. Le calme absolu dans lequel la campagne électorale et le scrutin se sont déroulés et le taux élevé de participation montrent que le FULK, qui appelait au boycott et menaçait de créer des incidents, est largement dépourvu de toute représentativité. Ce mouvement n'a donc aucune légitimité à se prétendre, notamment sur la scène internationale, représentant de la communauté mélanésienne de Nouvelle-Calédonie (...).

« Il y aura donc dans chaque conseil de province une majorité nette, gage d'un bon fonctionnement de ces institutions nouvelles (...).

« Le résultat de ces élections ne peut que satisfaire les hommes de paix. »

« M. MAUROY : « une victoire pour le gouvernement ». — Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, en visite aux Antilles, a affirmé : « C'est une belle et forte victoire pour le gouvernement de Michel Rocard, pour la majorité et le Parti socialiste qui a toujours appuyé l'action du gouvernement. »

« M. GISCARD D'ESTAING : « un succès ». — M. Valéry Giscard d'Estaing a estimé, lui aussi, que ce bilan électoral représente « un succès

pour le gouvernement de M. Michel Rocard ». L'ancien président de la République a ajouté : « Le résultat est assez équilibré, car personne n'a la majorité absolue au Congrès et les deux grands partis qui ont soutenu les accords de Matignon sont très largement en tête. Ce vote me paraît manifester un intérêt pour l'action à conduire en Nouvelle-Calédonie et une confiance vis-à-vis de la méthode actuellement suivie. »

JACQUES LANZMANN



Sur la trace
d'un peuple
légendaire,
un étourdissant
roman
d'aventures

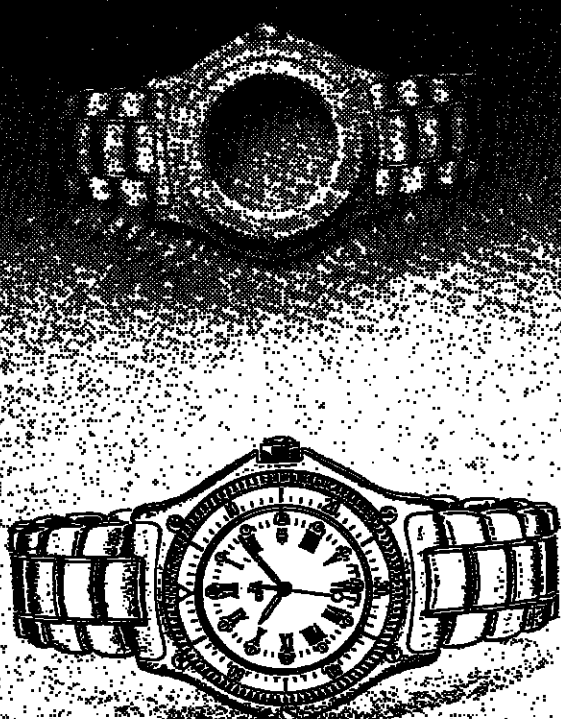
220 p.

J. Clartès

85 F

EDITEUR en quête d'AUTEURS
Pour ses nouvelles collections littéraires, important éditeur recherche
MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre
Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un
contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et
bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias :
Radio - Télévision - Presse - Jury littéraires.
Vos manuscrits sont à adresser à
L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS
2, rue Fléchier - 75009 PARIS Tél. : (1) 47.80.11.08 Téléc. : 660 146 F

EBEL
Les Architectes du Temps



DISCOVERY

Alcor et Co 18 et 19, boulevard 900 m

Barrier et Fils

Horloger-Joaillier depuis 1901

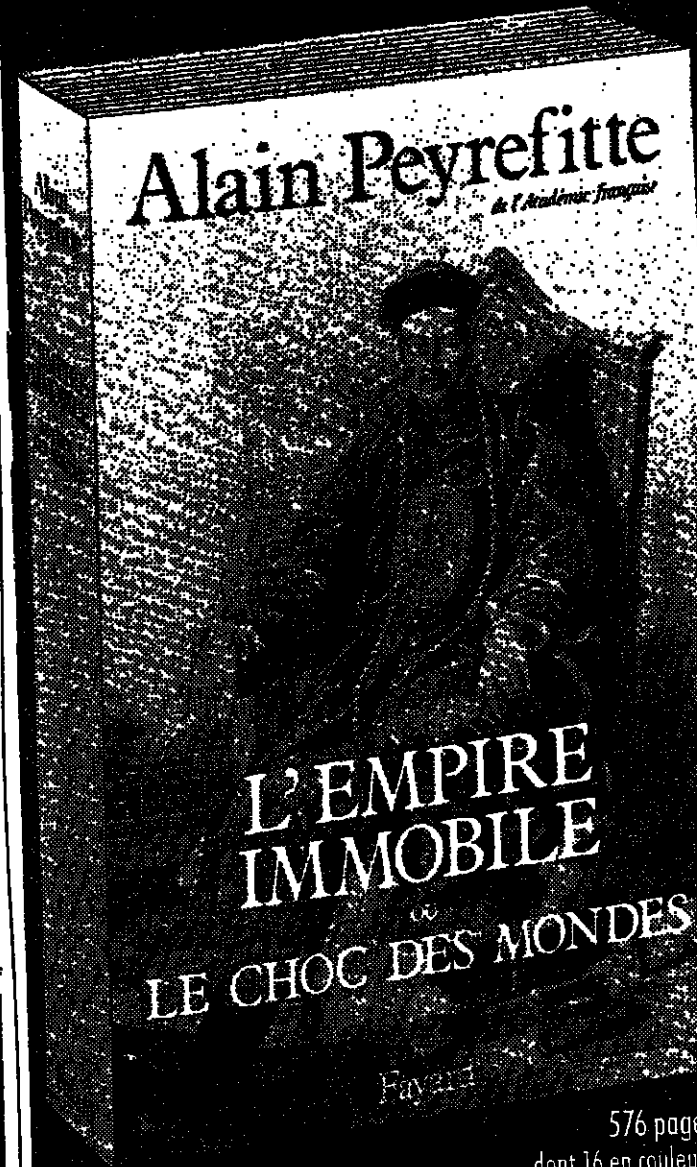
20, rue Franklin-Roussell - 75008 Paris - Tél. : 42.89.05.29

Alain PEYREFITTE

L'EMPIRE IMMOBILE

OU

LE CHOC DES MONDES



576 pages
dont 16 en couleurs
140 F

Un grand
récit historique
au cœur de
l'actualité

FAYARD

مكتبة الأصيل

Passages LA VERITE SUR... LES TRUANDS JUIFS

Des témoins du barreau témoignent.
De grands journalistes enquêtent.

LES JUIFS DE LUCKY LUCIANO.

STAVISKY : L'AFFAIRE.

LA MAFIA DES DIAMS.

LE COLLABO JOSEPH JOANOVICI.

BUCHMAN : LE ROI DES EROS CENTERS.

Z COMME ZEMOUR : LE DERNIER EMPIRE.

LES AVENTURES DE FLATTO-SHARON.

LA MAFIA ISRAËLIENNE.

GUERRE ET PAIX ENTRE LES AZOULAY

ET LES BEN SAADOUN

EN VENTE EN KIOSQUE JUIN 1989



Votre solitude,
c'est uniquement
dans votre tête

En fait, cela n'existe pas. Parce que vous êtes unique. Il y a des êtres formidables qui ne demandent qu'à vous rencontrer, précisément pour cette raison. Comment faire pour que leur chemin et le vôtre se croisent ? Votre seule chance est-elle de multiplier vos rencontres, en faisant confiance au hasard ?

Pour trouver le bonheur à deux, il ne suffit pas de rencontrer beaucoup de personnes. Il faut aussi que celles-ci aient une sensibilité profonde réellement compatible avec la vôtre.

C'est cette aventure que Ion International vous propose : rencontrer des personnes qui souhaitent découvrir un être comme vous, dès lors que leur personnalité, définie par une Etude Psychologique, correspond à la vôtre. Et cette aventure ne peut que réussir, puisque votre inscription est valable jusqu'à un choix définitif.

Pour recevoir une documentation complète :
Faites 36.15 code ION sur votre Minitel ou retournez cette demande.

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement, sous pli scellé et cacheté, votre livret d'information en couleurs « Pour un couple nouveau ».

M., Mme, Mlle Age
Prénom
Adresse
.....

■ PARIS (75009) 94, rue Saint-Lazare Tél. : (1) 45.26.70.85
■ TOULOUSE (31000) 16, rue Nungesser-et-Coli Tél. : 61.59.48.58
■ BRUXELLES (1000) rue du Marché-aux-Herbes 105 BP 21 Tél. : 511.74.36
■ GENEVE (1206) 4, rue de Florissant Tél. : (022) 46.84.88

Ion International
UNE LIBERTÉ EN PLUS.

ملکة من الملوك

Politique

Le scrutin du 18 juin

La liste « Majorité de progrès pour l'Europe »

Nous publions ci-dessous la liste des candidats « Majorité de progrès pour l'Europe », conduite par M. Laurent Fabius et soutenue par le Parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche et l'Association des démocrates. Cette liste comprend vingt et une femmes, soit moins que le quota de 30 % officiellement en vigueur au PS, mais huit d'entre elles figurent parmi les vingt-six premiers candidats, considérés comme « éligibles ».

Parmi les personnalités extérieures au PS, on compte trois représentants du MRG, un de l'Association des démocrates, un ancien communiste, une animatrice d'association d'aide à l'enfance et deux représentants du monde médical. Les huit dernières places sont occupées, symboliquement, par des maires de villes importantes, conquises par le PS en mars dernier.

1. Laurent Fabius, quarante-deux ans, président de l'Assemblée nationale, député de Seine-Maritime, adjoint au maire du Grand-Quevilly, ancien premier ministre ; 2. Catherine Trautmann, trente-huit ans, maire de Strasbourg (Bas-Rhin) ; 3. Claude Cheysson, soixante-neuf ans, ancien commissaire européen, ancien ministre des relations extérieures ; 4. Alain Bombard, soixante-quatre ans, biologiste, député européen sortant, ancien secrétaire d'Etat à l'environnement (Var) ; 5. Léon Schwartzberg, soixante-cinq ans, professeur de médecine, ancien ministre délégué à la santé ; 6. Jean-Pierre Cot, cinquante et un ans, député européen sortant, ancien ministre délégué chargé de la coopération et du développement (Savoie) ; 7. Jean-Marie Alexandre, quarante-deux ans, député européen sortant, (Pas-de-Calais) ; 8. Henri Saby, cinquante-cinq ans, député européen sortant, (Haute-Garonne) ; 9. Nicole Péry, quarante-six ans, députée européenne sortant, (Pyrénées-Atlantiques) ; 10. Jean-François Hory, quarante ans, ancien député, délégué général du Mouvement des radicaux de gauche ; 11. Claude Allègre, cinquante-deux ans, professeur d'université, conseiller spécial du ministre de l'Éducation nationale (Hérault) ; 12. Martine Brun, quarante-cinq ans, députée européenne sortant, (Loire-Atlantique) ; 13. Gérard Fuchs, quarante-neuf ans, ancien député, membre du secrétariat national du PS (Seine-Saint-Denis) ; 14. Bernard Thureau, cinquante-deux ans, député européen sortant, (Loire-Atlantique) ; 15. André Sainjon, quarante-cinq ans, ancien secrétaire général de la fédération CGT des métaux, ancien membre du comité central du PCF ; 16. Max Gallo, cinquante-sept ans, député européen sortant, ancien porte-parole du gouvernement, membre du secrétariat national du PS (Paris) ; 17. Frédéric Rosmini, quarante-neuf ans, membre du bureau exécutif du PS (Bouches-du-Rhône) ; 18. Marie-Claude Vayssade, cinquante-deux ans, députée européenne sortant (Meurthe-et-Moselle) ; 19. Marie-Jo Denys, trente-neuf ans, premier secrétaire de la fédération socialiste de Charente-Maritime ; 20. Nora Zakhli, vingt-deux ans, étudiante, animatrice de SOS-Racisme à Mombillard (Doubs) ; 21. Jean-Paul Bédit, cinquante-deux ans, délégué général de l'Association des démocrates ; 22. Gérard Caudron, quarante-quatre ans, maire de Villeneuve-d'Ascq (Nord) ; 23. Michel Hervé, quarante-trois ans, maire de Perthuis (Deux-Sèvres) ; 24. Bernard Frimat, quarante-huit ans, vice-président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais (Nord) ; 25. Gisèle Charzat, quarante-huit ans, députée européenne sortant (Calvados) ; 26. Geneviève Domenech-Chiel, quarante-quatre ans, membre du secrétariat national du PS (Val-de-Marne) ; 27. Jean-Yves Dalleau, quarante ans, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Réunion ; 28. Dominique Saint-Pierre, quarante-huit ans, ancien député, vice-président du Mouvement des radicaux de gauche ; 29. Jacques Lévy, quarante-trois ans, président du groupe socialiste au conseil municipal de Toulouse (Haute-Garonne) ; 30. Colette Gadioux, quarante-quatre ans, députée européenne sortant (Haute-Vienne) ; 31. Jean-Louis Carrère, quarante-quatre ans, premier secrétaire de la fédération socialiste des Landes ; 32. Martine Frachon, cinquante-deux ans, ancien député (Yvelines) ; 33. Gérard Gasmé, quarante-cinq ans, ancien membre du bureau confédéral de la CGT ; 34. Jean-Louis Dieux, quarante-sept ans, maire du Luc (Var) ; 35. Gérard Collomb, quarante et un ans, ancien député, membre du secrétariat national du PS (Rhône) ; 36. Joëlle Dousseau, quarante et un ans, conseillère régionale d'Aquitaine (Gironde) ; 37. Eugène Teissère, cinquante ans, vice-président du conseil général de la Nièvre ; 38. Michel Debout, quarante-trois ans, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Loire ; 39. Jacques Jusforgues, quarante-cinq ans, premier secrétaire de la fédération socialiste de la Sarthe ; 40. Louis Eyraud, soixante-six ans, député européen sortant, ancien député (Haute-Loire) ; 41. Ghislaine Touzin, quarante-trois ans, ancien député (Marne) ; 42. Yannick Bodin, quarante-six ans, président du groupe socialiste au conseil régional d'Ile-de-France (Seine-et-Marne) ; 43. Thalma Samman, vingt-trois ans, étudiante (Val-d'Oise) ; 44. Bruno Viallet, cinquante ans, conseiller technique agricole (Puy-de-Dôme) ; 45. Catherine Coutard, vingt-huit ans, médecin, adjoint au maire de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) ; 46. Jean Krikorian, cinquante-quatre ans, délégué général du Parti socialiste arménien (Rhône) ; 47. France Gublin, quarante-sept ans, responsable d'association d'aide à l'enfance (Paris) ; 48. Gaston Biancotto, quarante-trois ans, ancien maire, conseiller municipal d'Hyères (Var) ; 49. Claudette Grosse, quarante et un ans, animatrice en milieu hospitalier (Pas-de-Calais) ; 50. Didier Guillaume, trente ans, fonctionnaire (Drôme) ; 51. Joëlle Durieu, cinquante-deux ans, enseignante (Pyrénées-Atlantiques) ; 52. Luce Fane, trente-trois ans, enseignante (Seine-Maritime) ; 53. Isidore Canope, cinquante-quatre ans, ingénieur de recherche (Guadeloupe) ; 54. Aline Heberer, cinquante ans, conseillère d'éducation (Isère) ; 55. Jean-Pierre Bel, trente-sept ans, conseiller technique (Ariège) ; 56. Marjorie Lebrun, quarante-deux ans, assistante parlementaire (Côtes-du-Nord) ; 57. Aline Khelifa, vingt-neuf ans, directeur administratif et financier du PS (Paris) ; 58. Hervé Vuillet, quarante-six ans, ancien député (Côte-d'Or) ; 59. René Le Goux, quarante-neuf ans, conseiller général, conseiller municipal de Teyssie, premier secrétaire de la fédération socialiste de l'Aube ; 60. Jean-Jacques Dubouché, quarante-six ans, enseignant (Haute-Vienne) ; 61. René Mangin, quarante ans, enseignant (Meurthe-et-Moselle) ; 62. Jean-Claude du Chastel, cinquante et un ans, enseignant (Haut-Rhin) ; 63. Alain Maurice, vingt-six ans, assistant parlementaire (Drôme) ; 64. Jean-Pierre Seuhier, quarante-trois ans, enseignant, adjoint au maire de Vierzon (Cher) ; 65. René Pyader, quarante ans, premier secrétaire de la fédération du Gard ; 66. Hélène

de Félise, soixante-six ans, conseillère régionale du Centre, membre du secrétariat national du Mouvement des radicaux de gauche ; 67. Sylvain Laine, quarante-deux ans, enseignant (Haute-Saône) ; 68. Jean-François Vallin, quarante ans, assistant parlementaire (Essonne) ; 69. Dominique Jourdain, quarante ans, maire de Château-Thierry (Aisne) ; 70. Daniel Bois, quarante-huit ans, maire de Condé-sur-Noireau (Nord) ; 71. Bernard Barilsky, quarante-quatre ans, enseignant (Rhône) ; 72. Edix Protz, quarante-sept ans, président du conseil régional de la Guadeloupe ; 73. Jean-Louis Fournier, quarante-trois ans, professeur de médecine (Rhône) ; 74. Alain Barrat, quarante-deux ans, maire de Béziat (Hérault) ; 75. Bernard Dupuis, cinquante-deux ans, maire de Saint-Lô (Manche) ; 76. Jean-Yves Gesteau, trente-neuf ans, député de l'Ardèche, maire de Châteauneuf ; 77. Yves Lajugue, quarante-six ans, maire de Fontenay (Doubs) ; 78. Jean-Marie Bouchet, trente-huit ans, député du Haut-Rhin, maire de Mulhouse ; 79. Jean-Pierre Sauter, quarante et un ans, député du Lot, maire d'Orléans ; 80. Gilbert Mitterrand, quarante ans, député de Gironde, maire de Libourne ; 81. Pierre Maille, quarante et un ans, maire de Brizet (Finistère) ; 82. Rémy Lavat ; 83. Anne-Marie Pruvost ; 84. Frédéric Duverger ; 85. Ronald Antinori ; 86. Rodolphe Delacour ; 87. Robert Glanville ; 88. Nathalie Ducloux ; 89. Jean-Claude Aragon ; 90. Didier Juch ; 91. Xavier Nodé ; 92. Monique Sauter ; 93. Jean-Michel Sébastien ; 94. Juliette Maréchal ; 95. Christophe Dubois ; 96. Pierre Agard ; 97. Nathalie Teyssie ; 98. Marc Dussan ; 99. Bernard Gauguier ; 100. Odette Nathalie Cruz ; 101. Marcel Bonillon ; 102. Denis Deschamps ; 103. Nathalie Delom ; 104. Martine Rossette ; 105. Aline Rabin ; 106. Jacques Perdon ; 107. Aline Fauriol ; 108. Olivier Zampieri ; 109. Antoine Chavasse ; 110. Laurent Desportes ; 111. Elisabeth Levy ; 112. Jean-Claude Mignatelli ; 113. Virginia Duverger ; 114. Patrick Buisson ; 115. Nadine Martin ; 116. Gaston Duguid ; 117. Iris Fournier ; 118. Laurence Scott ; 119. Philippe Micalet ; 120. Bernard Roussier ; 121. Alain Merger ; 122. Thierry Philippot ; 123. Marianne Runk ; 124. Dominique Rode ; 125. Stéphane Girard ; 126. Michel Mada ; 127. Paul Mada ; 128. Florence Mortimer ; 129. Sophie Lamignon ; 130. Annabel Beccon ; 131. Christophe Midol ; 132. Philippe Portier ; 133. Dominique Bourrime ; 134. Béatrice Vautrin ; 135. Dominique Kaminsky ; 136. Michel Fenchel ; 137. Annie Stébe ; 138. Jean-Jacques Lumbroso ; 139. Jean-Eric Paquet ; 140. Anne Degany ; 141. Frédéric Diebold ; 142. Emmanuel Charmand ; 143. Marie-Thérèse Lagrange ; 144. Jacques Dabois ; 145. Eric-Louis Melan ; 146. Gilles France Allard ; 147. Louis Nodé ; 148. Marie-Pierre Gassmann ; 149. Jacques Agteli ; 150. Anne-Béatrice Boulanger ; 151. Alain Deloir ; 152. Philippe Berger ; 153. Christophe Rostaing ; 154. Rémy Lavat ; 155. Anne-Marie Pruvost ; 156. Frédéric Duverger ; 157. Ronald Antinori ; 158. Rodolphe Delacour ; 159. Robert Glanville ; 160. Nathalie Ducloux ; 161. Jean-Claude Aragon ; 162. Didier Juch ; 163. Xavier Nodé ; 164. Monique Sauter ; 165. Jean-Michel Sébastien ; 166. Juliette Maréchal ; 167. Christophe Dubois ; 168. Pierre Agard ; 169. Nathalie Teyssie ; 170. Marc Dussan ; 171. Bernard Gauguier ; 172. Odette Nathalie Cruz ; 173. Marcel Bonillon ; 174. Denis Deschamps ; 175. Nathalie Delom ; 176. Martine Rossette ; 177. Aline Rabin ; 178. Jacques Perdon ; 179. Aline Fauriol ; 180. Olivier Zampieri ; 181. Antoine Chavasse ; 182. Laurent Desportes ; 183. Elisabeth Levy ; 184. Jean-Claude Mignatelli ; 185. Virginia Duverger ; 186. Patrick Buisson ; 187. Nadine Martin ; 188. Gaston Duguid ; 189. Iris Fournier ; 190. Laurence Scott ; 191. Philippe Micalet ; 192. Bernard Roussier ; 193. Alain Merger ; 194. Thierry Philippot ; 195. Marianne Runk ; 196. Dominique Rode ; 197. Stéphane Girard ; 198. Michel Mada ; 199. Paul Mada ; 200. Florence Mortimer ; 201. Sophie Lamignon ; 202. Annabel Beccon ; 203. Christophe Midol ; 204. Philippe Portier ; 205. Dominique Bourrime ; 206. Béatrice Vautrin ; 207. Dominique Kaminsky ; 208. Michel Fenchel ; 209. Annie Stébe ; 210. Jean-Jacques Lumbroso ; 211. Jean-Eric Paquet ; 212. Anne Degany ; 213. Frédéric Diebold ; 214. Emmanuel Charmand ; 215. Marie-Thérèse Lagrange ; 216. Jacques Dabois ; 217. Eric-Louis Melan ; 218. Gilles France Allard ; 219. Louis Nodé ; 220. Marie-Pierre Gassmann ; 221. Jacques Agteli ; 222. Anne-Béatrice Boulanger ; 223. Alain Deloir ; 224. Philippe Berger ; 225. Christophe Rostaing ; 226. Rémy Lavat ; 227. Anne-Marie Pruvost ; 228. Frédéric Duverger ; 229. Ronald Antinori ; 230. Rodolphe Delacour ; 231. Robert Glanville ; 232. Nathalie Ducloux ; 233. Jean-Claude Aragon ; 234. Didier Juch ; 235. Xavier Nodé ; 236. Monique Sauter ; 237. Jean-Michel Sébastien ; 238. Juliette Maréchal ; 239. Christophe Dubois ; 240. Pierre Agard ; 241. Nathalie Teyssie ; 242. Marc Dussan ; 243. Bernard Gauguier ; 244. Odette Nathalie Cruz ; 245. Marcel Bonillon ; 246. Denis Deschamps ; 247. Nathalie Delom ; 248. Martine Rossette ; 249. Aline Rabin ; 250. Jacques Perdon ; 251. Aline Fauriol ; 252. Olivier Zampieri ; 253. Antoine Chavasse ; 254. Laurent Desportes ; 255. Elisabeth Levy ; 256. Jean-Claude Mignatelli ; 257. Virginia Duverger ; 258. Patrick Buisson ; 259. Nadine Martin ; 260. Gaston Duguid ; 261. Iris Fournier ; 262. Laurence Scott ; 263. Philippe Micalet ; 264. Bernard Roussier ; 265. Alain Merger ; 266. Thierry Philippot ; 267. Marianne Runk ; 268. Dominique Rode ; 269. Stéphane Girard ; 270. Michel Mada ; 271. Paul Mada ; 272. Florence Mortimer ; 273. Sophie Lamignon ; 274. Annabel Beccon ; 275. Christophe Midol ; 276. Philippe Portier ; 277. Dominique Bourrime ; 278. Béatrice Vautrin ; 279. Dominique Kaminsky ; 280. Michel Fenchel ; 281. Annie Stébe ; 282. Jean-Jacques Lumbroso ; 283. Jean-Eric Paquet ; 284. Anne Degany ; 285. Frédéric Diebold ; 286. Emmanuel Charmand ; 287. Marie-Thérèse Lagrange ; 288. Jacques Dabois ; 289. Eric-Louis Melan ; 290. Gilles France Allard ; 291. Louis Nodé ; 292. Marie-Pierre Gassmann ; 293. Jacques Agteli ; 294. Anne-Béatrice Boulanger ; 295. Alain Deloir ; 296. Philippe Berger ; 297. Christophe Rostaing ; 298. Rémy Lavat ; 299. Anne-Marie Pruvost ; 300. Frédéric Duverger ; 301. Ronald Antinori ; 302. Rodolphe Delacour ; 303. Robert Glanville ; 304. Nathalie Ducloux ; 305. Jean-Claude Aragon ; 306. Didier Juch ; 307. Xavier Nodé ; 308. Monique Sauter ; 309. Jean-Michel Sébastien ; 310. Juliette Maréchal ; 311. Christophe Dubois ; 312. Pierre Agard ; 313. Nathalie Teyssie ; 314. Marc Dussan ; 315. Bernard Gauguier ; 316. Odette Nathalie Cruz ; 317. Marcel Bonillon ; 318. Denis Deschamps ; 319. Nathalie Delom ; 320. Martine Rossette ; 321. Aline Rabin ; 322. Jacques Perdon ; 323. Aline Fauriol ; 324. Olivier Zampieri ; 325. Antoine Chavasse ; 326. Laurent Desportes ; 327. Elisabeth Levy ; 328. Jean-Claude Mignatelli ; 329. Virginia Duverger ; 330. Patrick Buisson ; 331. Nadine Martin ; 332. Gaston Duguid ; 333. Iris Fournier ; 334. Laurence Scott ; 335. Philippe Micalet ; 336. Bernard Roussier ; 337. Alain Merger ; 338. Thierry Philippot ; 339. Marianne Runk ; 340. Dominique Rode ; 341. Stéphane Girard ; 342. Michel Mada ; 343. Paul Mada ; 344. Florence Mortimer ; 345. Sophie Lamignon ; 346. Annabel Beccon ; 347. Christophe Midol ; 348. Philippe Portier ; 349. Dominique Bourrime ; 350. Béatrice Vautrin ; 351. Dominique Kaminsky ; 352. Michel Fenchel ; 353. Annie Stébe ; 354. Jean-Jacques Lumbroso ; 355. Jean-Eric Paquet ; 356. Anne Degany ; 357. Frédéric Diebold ; 358. Emmanuel Charmand ; 359. Marie-Thérèse Lagrange ; 360. Jacques Dabois ; 361. Eric-Louis Melan ; 362. Gilles France Allard ; 363. Louis Nodé ; 364. Marie-Pierre Gassmann ; 365. Jacques Agteli ; 366. Anne-Béatrice Boulanger ; 367. Alain Deloir ; 368. Philippe Berger ; 369. Christophe Rostaing ; 370. Rémy Lavat ; 371. Anne-Marie Pruvost ; 372. Frédéric Duverger ; 373. Ronald Antinori ; 374. Rodolphe Delacour ; 375. Robert Glanville ; 376. Nathalie Ducloux ; 377. Jean-Claude Aragon ; 378. Didier Juch ; 379. Xavier Nodé ; 380. Monique Sauter ; 381. Jean-Michel Sébastien ; 382. Juliette Maréchal ; 383. Christophe Dubois ; 384. Pierre Agard ; 385. Nathalie Teyssie ; 386. Marc Dussan ; 387. Bernard Gauguier ; 388. Odette Nathalie Cruz ; 389. Marcel Bonillon ; 390. Denis Deschamps ; 391. Nathalie Delom ; 392. Martine Rossette ; 393. Aline Rabin ; 394. Jacques Perdon ; 395. Aline Fauriol ; 396. Olivier Zampieri ; 397. Antoine Chavasse ; 398. Laurent Desportes ; 399. Elisabeth Levy ; 400. Jean-Claude Mignatelli ; 401. Virginia Duverger ; 402. Patrick Buisson ; 403. Nadine Martin ; 404. Gaston Duguid ; 405. Iris Fournier ; 406. Laurence Scott ; 407. Philippe Micalet ; 408. Bernard Roussier ; 409. Alain Merger ; 410. Thierry Philippot ; 411. Marianne Runk ; 412. Dominique Rode ; 413. Stéphane Girard ; 414. Michel Mada ; 415. Paul Mada ; 416. Florence Mortimer ; 417. Sophie Lamignon ; 418. Annabel Beccon ; 419. Christophe Midol ; 420. Philippe Portier ; 421. Dominique Bourrime ; 422. Béatrice Vautrin ; 423. Dominique Kaminsky ; 424. Michel Fenchel ; 425. Annie Stébe ; 426. Jean-Jacques Lumbroso ; 427. Jean-Eric Paquet ; 428. Anne Degany ; 429. Frédéric Diebold ; 430. Emmanuel Charmand ; 431. Marie-Thérèse Lagrange ; 432. Jacques Dabois ; 433. Eric-Louis Melan ; 434. Gilles France Allard ; 435. Louis Nodé ; 436. Marie-Pierre Gassmann ; 437. Jacques Agteli ; 438. Anne-Béatrice Boulanger ; 439. Alain Deloir ; 440. Philippe Berger ; 441. Christophe Rostaing ; 442. Rémy Lavat ; 443. Anne-Marie Pruvost ; 444. Frédéric Duverger ; 445. Ronald Antinori ; 446. Rodolphe Delacour ; 447. Robert Glanville ; 448. Nathalie Ducloux ; 449. Jean-Claude Aragon ; 450. Didier Juch ; 451. Xavier Nodé ; 452. Monique Sauter ; 453. Jean-Michel Sébastien ; 454. Juliette Maréchal ; 455. Christophe Dubois ; 456. Pierre Agard ; 457. Nathalie Teyssie ; 458. Marc Dussan ; 459. Bernard Gauguier ; 460. Odette Nathalie Cruz ; 461. Marcel Bonillon ; 462. Denis Deschamps ; 463. Nathalie Delom ; 464. Martine Rossette ; 465. Aline Rabin ; 466. Jacques Perdon ; 467. Aline Fauriol ; 468. Olivier Zampieri ; 469. Antoine Chavasse ; 470. Laurent Desportes ; 471. Elisabeth Levy ; 472. Jean-Claude Mignatelli ; 473. Virginia Duverger ; 474. Patrick Buisson ; 475. Nadine Martin ; 476. Gaston Duguid ; 477. Iris Fournier ; 478. Laurence Scott ; 479. Philippe Micalet ; 480. Bernard Roussier ; 481. Alain Merger ; 482. Thierry Philippot ; 483. Marianne Runk ; 484. Dominique Rode ; 485. Stéphane Girard ; 486. Michel Mada ; 487. Paul Mada ; 488. Florence Mortimer ; 489. Sophie Lamignon ; 490. Annabel Beccon ; 491. Christophe Midol ; 492. Philippe Portier ; 493. Dominique Bourrime ; 494. Béatrice Vautrin ; 495. Dominique Kaminsky ; 496. Michel Fenchel ; 497. Annie Stébe ; 498. Jean-Jacques Lumbroso ; 499. Jean-Eric Paquet ; 500. Anne Degany ; 501. Frédéric Diebold ; 502. Emmanuel Charmand ; 503. Marie-Thérèse Lagrange ; 504. Jacques Dabois ; 505. Eric-Louis Melan ; 506. Gilles France Allard ; 507. Louis Nodé ; 508. Marie-Pierre Gassmann ; 509. Jacques Agteli ; 510. Anne-Béatrice Boulanger ; 511. Alain Deloir ; 512. Philippe Berger ; 513. Christophe Rostaing ; 514. Rémy Lavat ; 515. Anne-Marie Pruvost ; 516. Frédéric Duverger ; 517. Ronald Antinori ; 518. Rodolphe Delacour ; 519. Robert Glanville ; 520. Nathalie Ducloux ; 521. Jean-Claude Aragon ; 522. Didier Juch ; 523. Xavier Nodé ; 524. Monique Sauter ; 525. Jean-Michel Sébastien ; 526. Juliette Maréchal ; 527. Christophe Dubois ; 528. Pierre Agard ; 529. Nathalie Teyssie ; 530. Marc Dussan ; 531. Bernard Gauguier ; 532. Odette Nathalie Cruz ; 533. Marcel Bonillon ; 534. Denis Deschamps ; 535. Nathalie Delom ; 536. Martine Rossette ; 537. Aline Rabin ; 538. Jacques Perdon ; 539. Aline Fauriol ; 540. Olivier Zampieri ; 541. Antoine Chavasse ; 542. Laurent Desportes ; 543. Elisabeth Levy ; 544. Jean-Claude Mignatelli ; 545. Virginia Duverger ; 546. Patrick Buisson ; 547. Nadine Martin ; 548. Gaston Duguid ; 549. Iris Fournier ; 550. Laurence Scott ; 551. Philippe Micalet ; 552. Bernard Roussier ; 553. Alain Merger ; 554. Thierry Philippot ; 555. Marianne Runk ; 556. Dominique Rode ; 557. Stéphane Girard ; 558. Michel Mada ; 559. Paul Mada ; 560. Florence Mortimer ; 561. Sophie Lamignon ; 562. Annabel Beccon ; 563. Christophe Midol ; 564. Philippe Portier ; 565. Dominique Bourrime ; 566. Béatrice Vautrin ; 567. Dominique Kaminsky ; 568. Michel Fenchel ; 569. Annie Stébe ; 570. Jean-Jacques Lumbroso ; 571. Jean-Eric Paquet ; 572. Anne Degany ; 573. Frédéric Diebold ; 574. Emmanuel Charmand ; 575. Marie-Thérèse Lagrange ; 576. Jacques Dabois ; 577. Eric-Louis Melan ; 578. Gilles France Allard ; 579. Louis Nodé ; 580. Marie-Pierre Gassmann ; 581. Jacques Agteli ; 582. Anne-Béatrice Boulanger ; 583. Alain Deloir ; 584. Philippe Berger ; 585. Christophe Rostaing ; 586. Rémy Lavat ; 587. Anne-Marie Pruvost ; 588. Frédéric Duverger ; 589. Ronald Antinori ; 590. Rodolphe Delacour ; 591. Robert Glanville ; 592. Nathalie Ducloux ; 593. Jean-Claude Aragon ; 594. Didier Juch ; 595. Xavier Nodé ; 596. Monique Sauter ; 597. Jean-Michel Sébastien ; 598. Juliette Maréchal ; 599. Christophe Dubois ; 600. Pierre Agard ; 601. Nathalie Teyssie ; 602. Marc Dussan ; 603. Bernard Gauguier ; 604. Odette Nathalie Cruz ; 605. Marcel Bonillon ; 606. Denis Deschamps ; 607. Nathalie Delom ; 608. Martine Rossette ; 609. Aline Rabin ; 610. Jacques Perdon ; 611. Aline Fauriol ; 612. Olivier Zampieri ; 613. Antoine Chavasse ; 614. Laurent Desportes ; 615. Elisabeth Levy ; 616. Jean-Claude Mignatelli ; 617. Virginia Duverger ; 618. Patrick Buisson ; 619. Nadine Martin ; 620. Gaston Duguid ; 621. Iris Fournier ; 622. Laurence Scott ; 623. Philippe Micalet ; 624. Bernard Roussier ; 625. Alain Merger ; 626. Thierry Philippot ; 627. Marianne Runk ; 628. Dominique Rode ; 629. Stéphane Girard ; 630. Michel Mada ; 631. Paul Mada ; 632. Florence Mortimer ; 633. Sophie Lamignon ; 634. Annabel Beccon ; 635. Christophe Midol ; 636. Philippe Portier ; 637. Dominique Bourrime ; 638. Béatrice Vautrin ; 639. Dominique Kaminsky ; 640. Michel Fenchel ; 641. Annie Stébe ; 642. Jean-Jacques Lumbroso ; 643. Jean-Eric Paquet ; 644. Anne Degany ; 645. Frédéric Diebold ; 646. Emmanuel Charmand ; 647. Marie-Thérèse Lagrange ; 648. Jacques Dabois ; 649. Eric-Louis Melan ; 650. Gilles France Allard ; 651. Louis Nodé ; 652. Marie-Pierre Gassmann ; 653. Jacques Agteli ; 654. Anne-Béatrice Boulanger ; 655. Alain Deloir ; 656. Philippe Berger ; 657. Christophe Rostaing ; 658. Rémy Lavat ; 659. Anne-Marie Pruvost ; 660. Frédéric Duverger ; 661. Ronald Antinori ; 662. Rodolphe Delacour ; 663. Robert Glanville ; 664. Nathalie Ducloux ; 665. Jean-Claude Aragon ; 666. Didier Juch ; 667. Xavier Nodé ; 668. Monique Sauter ; 669. Jean-Michel Sébastien ; 670. Juliette Maréchal ; 671. Christophe Dubois ; 672. Pierre Agard ; 673. Nathalie Teyssie ; 674. Marc Dussan ; 675. Bernard Gauguier ; 676. Odette Nathalie Cruz ; 677. Marcel Bonillon ; 678. Denis Deschamps ; 679. Nathalie Delom ; 680. Martine Rossette ; 681. Aline Rabin ; 682. Jacques Perdon ; 683. Aline Fauriol ; 684. Olivier Zampieri ; 685. Antoine Chavasse ; 686. Laurent Desportes ; 687. Elisabeth Levy ; 688. Jean-Claude Mignatelli ; 689. Virginia Duverger ; 690. Patrick Buisson ; 691. Nadine Martin ; 692. Gaston Duguid ; 693. Iris Fournier ; 694. Laurence Scott ; 695. Philippe Micalet ; 696. Bernard Roussier ; 697. Alain Merger ; 698. Thierry Philippot ; 699. Marianne Runk ; 700. Dominique Rode ; 701. Stéphane Girard ; 702. Michel Mada ; 703. Paul Mada ; 704. Florence Mortimer ; 705. Sophie Lamignon ; 706. Annabel Beccon ; 707. Christophe Midol ; 708. Philippe Portier ; 709. Dominique Bourrime ; 710. Béatrice Vautrin ; 711. Dominique Kaminsky ; 712. Michel Fenchel ; 713. Annie Stébe ; 714. Jean-Jacques Lumbroso ; 715. Jean-Eric Paquet ; 716. Anne Degany ; 717. Frédéric Diebold ; 718. Emmanuel Charmand ; 719. Marie-Thérèse Lagrange ; 720. Jacques Dabois ; 721. Eric-Louis Melan ; 722. Gilles France Allard ; 723. Louis Nodé ; 724. Marie-Pierre Gassmann ; 725. Jacques Agteli ; 726. Anne-Béatrice Boulanger ; 727. Alain Deloir ; 728. Philippe Berger ; 729. Christophe Rostaing ; 730. Rémy Lavat ; 731. Anne-Marie Pruvost ; 732. Frédéric Duverger ; 733. Ronald Antinori ; 734. Rodolphe Delacour ; 735. Robert Glanville ; 736. Nathalie Ducloux ; 737. Jean-Claude Aragon ; 738. Didier Juch ; 739. Xavier Nodé ; 740. Monique Sauter ; 741. Jean-Michel Sébastien ; 742. Juliette Maréchal ; 743. Christophe Dubois ; 744. Pierre Agard ; 745. Nathalie Teyssie ; 746. Marc Dussan ; 747. Bernard Gauguier ; 748. Odette Nathalie Cruz ; 749. Marcel Bonillon ; 750. Denis Deschamps ; 751. Nathalie Delom ; 752. Martine Rossette ; 753. Aline Rabin ; 754. Jacques Perdon ; 755. Aline Fauriol ; 756. Olivier Zampieri ; 757. Antoine Chavasse ; 758. Laurent Desportes ; 759. Elisabeth Levy ; 760. Jean-Claude Mignatelli ; 761. Virginia Duverger ; 762. Patrick Buisson ; 763. Nadine Martin ; 764. Gaston Duguid ; 765. Iris Fournier ; 766. Laurence Scott ; 767. Philippe Micalet ; 768. Bernard Roussier ; 769. Alain Merger ; 770. Thierry Philippot ; 771. Marianne Runk ; 772. Dominique Rode ; 773. Stéphane Girard ; 774. Michel Mada ; 775. Paul Mada ; 776. Florence Mortimer ; 777. Sophie Lamignon ; 778. Annabel Beccon ; 779. Christophe Midol ; 780. Philippe Portier ; 781. Dominique Bourrime ; 782. Béatrice Vautrin ; 783. Dominique Kaminsky ; 784. Michel Fenchel ; 785. Annie Stébe ; 786. Jean-Jacques Lumbroso ; 787. Jean-Eric Paquet ; 788. Anne Degany ; 789. Frédéric Diebold ; 790. Emmanuel Charmand ; 791. Marie-Thérèse Lagrange ; 792. Jacques Dabois ; 793. Eric-Louis Melan ; 794. Gilles France Allard ; 795. Louis Nodé ; 796. Marie-Pierre Gassmann ; 797. Jacques Agteli ; 798. Anne-Béatrice Boulanger ; 799. Alain Deloir ; 800. Philippe Berger ; 801. Christophe Rostaing ; 802. Rémy Lavat ; 803. Anne-Marie Pruvost ; 804. Frédéric Duverger ; 805. Ronald Antinori ; 806. Rodolphe Delacour ; 807. Robert Glanville ; 808. Nathalie Ducloux ; 809. Jean-Claude Aragon ; 810. Didier Juch ; 811. Xavier Nodé ; 812. Monique Sauter ; 813. Jean-Michel Sébastien ; 814. Juliette Maréchal ; 815. Christophe Dubois ; 816. Pierre Agard ; 817. Nathalie Teyssie ; 818. Marc Dussan ; 819. Bernard Gauguier ; 820. Odette Nathalie Cruz ; 821. Marcel Bonillon ; 822. Denis Deschamps ; 823. Nathalie Delom ; 824. Martine Rossette ; 825. Aline Rabin ; 826. Jacques Perdon ; 827. Aline Fauriol ; 828. Olivier Zampieri ; 829. Antoine Chavasse ; 830. Laurent Desportes ; 831. Elisabeth Levy ; 832. Jean-Claude Mignatelli ; 833. Virginia Duverger ; 834. Patrick Buisson ; 835. Nadine Martin ; 836. Gaston Duguid ; 837. Iris Fournier ; 838. Laurence Scott ; 839. Philippe Micalet ; 840. Bernard Roussier ; 841. Alain Merger ; 842. Thierry Philippot ; 843. Marianne Runk ; 844. Dominique Rode ; 845. Stéphane Girard ; 846. Michel Mada ; 847. Paul Mada ; 848. Florence Mortimer ; 849. Sophie Lamignon ; 850. Annabel Beccon ; 851. Christophe Midol ; 852. Philippe Portier ; 853. Dominique Bourrime ; 854. Béatrice Vautrin ; 855. Dominique Kaminsky ; 856. Michel Fenchel ; 857. Annie Stébe ; 858. Jean-Jacques Lumbroso ; 859. Jean-Eric Paquet ; 860. Anne Degany ; 861. Frédéric Diebold ; 862. Emmanuel Charmand ; 863. Marie-Thérèse Lagrange ; 864. Jacques Dabois ; 865. Eric-Louis Melan ; 866. Gilles France Allard ; 867. Louis Nodé ; 868. Marie-Pierre Gassmann ; 869. Jacques Agteli ; 870. Anne-Béatrice Boulanger ; 871. Alain Deloir ; 872. Philippe Berger ; 873. Christophe Rostaing ; 874. Rémy Lavat ; 875. Anne-Marie Pruvost ; 876. Frédéric Duverger ; 877. Ronald Antinori ; 878. Rodolphe Delacour ; 879. Robert Glanville ; 880. Nathalie Ducloux ; 881. Jean-Claude Aragon ; 882. Didier Juch ; 883.

Politique

Le scrutin du 18 juin

Les « jeunes » dirigeants de l'opposition en Chartreuse La « rénovation » sera une longue marche...

SAINT-PIERRE-DE-CHARTREUSE
de notre envoyé spécial

Sans doute ne convenait-il pas d'attendre des miracles de ce week-end des frères prêcheurs et pèlerins de l'opposition non loin du couvent de la Grande-Chartreuse ? Pouraient-ils exorciser, au cours d'un dîner qui, certes, se prolongea fort tard dans la nuit de samedi à dimanche, et une dévotion balade nocturne en forêt, tous les maux qui les agitent depuis des mois ?

Sans doute aussi est-il prématuré de juger du caractère historique et donc « rénovateur » de cette rencontre, normalement destinée à se reproduire si le 18 juin et ses périlleux lendemains ne viennent pas balayer cette bonne résolution. Mais l'important — tous les participants paraissent le-dessus d'accord — est que cette rencontre, qui se voulait « amicale et confidente », ait pu se tenir. L'incommunicabilité est le mal qui ronge l'opposition. « Dom Carignon », le maire « rénovateur » de Grenoble, le promoteur de ce week-end inédit, peut donc être béni.

Se sont rencontrés à Saint-Pierre-de-Chartreuse, treize anciens ministres du gouvernement de cohabitation qui ne s'étaient plus retrouvés depuis la chute de la maison Chirac, voici un an. De même ont siégé côte à côte le directeur de la campagne de M. Vail, M. François Bayrou, et les deux directeurs de la campagne de M. Giscard d'Estaing, MM. Alain Madelin et Nicolas Sarkozy. M. François Léotard a certainement résumé l'impression générale en avançant que cette rencontre le satisfaisait tout à fait, et qu'il préférerait « cent fois ce genre de réunion aux petites phrases face aux caméras devant lesquelles on est plus souvent idiot qu'autre chose ». Ce propos a été appuyé par son ancien porte-

Barrot ont le mot de la fin en expliquant que si des ralliements individuels n'étaient jamais à exclure, ils ne seraient qu'individuels parce que « les centristes sont définitivement bien dans cette opposition » et qu'ils ne peuvent « être soupçonnés en permanence ».

Tout le monde, d'autre part, admet que l'opposition ne peut plus rester en l'état. Tous les participants sont convenus qu'ils entendent « progresser vers la nécessaire réforme de l'opposition ». L'emploi du singulier, préféré après de longues palabres au pluriel, est significatif de cette volonté de réforme. Enfin, la déclaration finale traduit un certain abandon de la langue de bois. Ce même texte précise également qu'« il existe plusieurs approches possibles sur l'évolution de l'opposition ». Chacun en avait conscience, chacun l'a admis, et l'on sait bien que cela va encore mieux en le disant.

Cette rencontre, toutefois, n'a rien réglé. Tout le monde est d'accord sur le constat, mais les avis divergent sur les solutions. En un mot, elle a donc été « révélatrice ».

L'inconfort de M. Juppé

En premier lieu, des humeurs de M. Philippe Séguin : seul « rénovateur » absent, il a fait l'unanimité contre lui. M. Séguin aurait été rebuté par l'habillage médiatique de cette rencontre. Mais ses amis, comme M. Riesen Pinte, ont refusé l'argument. En second lieu, cette rencontre a « révélé » l'impénitence de M. Michel Noir : il est parti se coucher avant tout le monde le samedi soir, jugeant que ses amis avaient trop l'air de tourner en rond. Si bien que ceux-ci s'attendaient à le voir « casser la baraque » à « l'heure de vérité », dont il sera l'invité le 19 juin, au lendemain des élections européennes.

En troisième lieu a été révéli l'inconfort de la position de M. Alain Juppé. Les « rénovateurs » ont trouvé encourageant qu'il se soit déplacé avec les jeunes cadres de son mouvement. Mais, en même temps, ils ont pu constater que celui-ci marchait de plus en plus sur une corde raide. Tendue entre M. Chirac, qui lui avait déconseillé vivement ce déplacement, et MM. Pasqua et Séguin, qui semblent guetter son premier faux pas. A plusieurs reprises, en aparté, M. Juppé a signalé à ses hôtes qu'on ne pouvait pas lui demander d'importe quoi, qu'aller plus vite que la musique serait pour lui l'assurance de perdre sur-le-champ sa baguette de secrétaire général du RPR.

Enfin s'est révélée la mésintelligence au FR entre M. Léotard et M. Alain Madelin, placé sur une ligne totalement giscardienne. Si bien que les centristes ont sans doute passé le meilleur week-end, puisque, comme l'a dit M. Pierre Méhaignerie, « chacun aujourd'hui semble beaucoup tenir à notre soutien ».

Deux hypothèses

An fond, et pour tenter de faire simple avec ce qui ne l'est pas, le débat sur la reconstitution de l'opposition se résume à deux hypothèses pour l'après-18 juin :

1) Une refonte de l'opposition en un seul et même mouvement. Cette solution prendrait du temps, mais elle est devenue indispensable aux yeux de M. Léotard, qui s'est dit « favorable à terme à une seule formation », comme à ceux de MM. Michel Barnier et Jacques Toubon, qui ont plaidé dans le même sens. « Peu de chose nous sépare, ont-ils fait valoir. On ne voit pas ce qui empêcherait la constitution d'une grande formation de l'opposition ».

2) Une réorganisation de cette opposition à partir des formations existantes. C'est la thèse des « rénovateurs », qui comprennent deux volets. Certains imaginent ce rapprochement par la mise en place d'un intergroupe au Parlement et d'une structure de coordination couvrant le tout. D'autres imaginent la naissance d'une fédération qui serait dite son nom, en

position en lançant l'idée de la constitution d'une « FGDS de l'opposition (1) ». Bref, au terme de ces quelques heures passées ensemble, chacun a pris conscience que la rénovation serait une « longue marche ».

DANIEL CARTON.

(1) La Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) a été créée en septembre 1965, trois mois avant l'élection présidentielle organisée pour la première fois sous la V^e République, au suffrage universel et qui avait permis à M. François Mitterrand d'obtenir 45 % des suffrages au second tour face au général de Gaulle. Sous la présidence de M. Mitterrand, la FGDS réunissait la SFIO, le Parti radical, la Convention des institutions républicaines et des clubs, toutes formations représentatives de la gauche non communiste. Le label FGDS a servi aux élections législatives de 1967 et 1969. La FGDS a été dissoute de fait le 7 novembre 1968, lorsque M. Mitterrand a abandonné ses fonctions de président.

Les trente « chartreux »

Chapitre « rénovateurs » : MM. François d'Aubert, Michel Barnier, Dominique Baudis, François Bayrou, Bernard Bosson, Alain Carignon, François Fillon, Charles Millon, Michel Noir, Science Pinte, Philippe de Villiers.

Chapitre RPR : M. Michèle Alliot-Marie, Michèle Barzach, MM. Richard Cazenave (député de Fieffe), Alain Juppé, Jean-Claude Mignou (député de Seine-et-Marne), Patrick Ollier (député des Hautes-Alpes), Dominique Perben

(député de Saône-et-Loire), Nicolas Sarkozy (Député des Hauts-de-Seine), Jacques Toubon.

Chapitre PR : MM. François Léotard, Gérard Longuet, Alain Madelin, Claude Malhuret, Philippe Vasseur, José Rossi (député de Corse-du-Sud).

Chapitre UDC : MM. Jacques Barrot, Pierre Méhaignerie, Bernard Stasi.

Chapitre « radical » : M. André Rossinot.

Propos de campagne

● M. Giscard d'Estaing : deux enjeux. — M. Valéry Giscard d'Estaing, le dimanche 11 juin, au « Club de la Presse » d'Europe 1, a expliqué que les élections européennes avaient « deux enjeux » : « choisir des députés qui feront avancer l'union de l'Europe dans un esprit libéral et éviter que la liste socialiste soit en tête en France, et ne paraisse donner l'impression d'une permanence éternelle du socialisme à la tête de notre pays ». A propos de la rencontre des « rénovateurs », la tête de liste de l'UDF et du RPR a fait remarquer que l'union « devra avoir une suite (...) ». Une énorme majorité de nos électeurs souhaite une grande formation, un ensemble (...). Deux problèmes devront être réglés : quelle sera la nature de l'organisation future et dans quelle mesure doivent être préservées les personnalités exprimant des attitudes et des cultures politiques différentes ? Et acceptons-nous de passer à la règle simple de la démocratie, un homme une voix ?

● M. Vail : différence. — Dans un entretien au Figaro du lundi 12 juin, M. Simone Vail explique que ce qui la différencie de M. Giscard d'Estaing est qu'ils n'ont pas « la même conscience de l'urgence de renforcer les institutions ». Elle ajoute : « Une Europe politique est nécessaire », et fait remarquer que M. Giscard d'Estaing « a choisi de ne traiter qu'avec les appareils du RPR et de l'UDF et a accepté des concessions qui, à mes yeux, ne sont pas à la hauteur de l'enjeu ». Samedi, M. Vail avait participé, dans le

quartier chinois de la porte d'Ivry, à Paris, à une cérémonie religieuse bouddhiste et à une prière chrétienne à l'occasion du lancement de la campagne d'action en faveur des réfugiés : « Il faut que les réfugiés de tous les pays, quels qu'ils soient, puissent trouver un asile en attendant de pouvoir retourner chez eux », a-t-elle déclaré.

● M. Léotard : citoyen-neté. — Intervenant samedi 10 juin devant des étudiants à Tours, M. François Léotard s'est déclaré « favorable à la motion de citoyenneté européenne et au vote de ses citoyens pour certaines élections locales ». MM. Giscard d'Estaing et Chirac sont, en revanche, opposés, pour l'instant, à la participation de citoyens des autres pays européens aux élections locales françaises.

● M. Fabius : préférence. — Participant samedi 10 juin à une réunion à Clermont-Ferrand, M. Laurent Fabius a expliqué qu'il fallait « cesser d'approcher le problème agricole européen sous le seul angle budgétaire ». Il a ajouté qu'il convenait de « faire respecter la préférence communautaire vis-à-vis des pays non européens et plus particulièrement vis-à-vis des USA », mais il a prévenu : « Qu'on ne peut maintenir toutes les exploitations en France telles qu'elles sont ». Dimanche, à Poitiers, M. Fabius a préconisé une diversification du service national qui devrait être « militaire ou civil, et qui pourrait être fait en France ou à l'étranger ».

"PETITS PEPINS" OU URGENCE IL Y A TOUJOURS UNE PLACE POUR VOUS.

Même si vous n'avez pas rendez-vous, dans les 8500 Points-Service Renault vous avez rendez-vous tout de suite. Pour les petites interventions et les incidents à caractère d'urgence, la prise en charge de votre voiture est immédiate. N'en profitez pas pour venir tous les jours... **RENAULT présente elf**

مكتبة الامم المتحدة

Politique

Le scrutin du 18 juin

Il faut réduire à 35 heures la durée du travail

estime M. Waechter au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Antoine Waechter, qui conduit la liste des Verts à l'élection européenne, invité du « Grand Jury RTL-le Monde » dimanche 11 juin, a déclaré :

« Aujourd'hui, les modèles économiques se montrent incapables à la fois de résorber le chômage et d'éviter la crise écologique. Il faudrait 8 % de croissance pour résorber les deux millions et demi de chômeurs en France.

« Nous proposons une réduction de la durée du travail de manière généralisée, néanmoins négociée par branche d'activité, mais sans compensation salariale, sauf pour les plus bas revenus, et cela de manière dégressive au fur et à mesure qu'on monte dans l'échelle.

« La réduction de quarante à trente-neuf heures n'a pas résolu grand-chose. Elle a permis d'absorber environ 40 000 chômeurs. Si elle s'était faite sans compensation salariale, en tout cas selon les estimations de l'INSEE, elle aurait permis d'en intégrer trois fois plus, ce qui est encore très faible. Si l'on passait à trente-cinq heures, par contre, c'est environ un million de personnes que l'on pourrait réintégrer.

« On pourrait très bien imaginer, par exemple, d'investir l'indemnité du revenu minimum d'insertion dans des entreprises intermédiaires qui embaucheraient justement ces personnes et qui essaieraient de compléter le reste par leurs activités. »

A propos de la défense, M. Waechter affirme :

« La défense que nous concevons pour l'Europe est basée essentiellement sur une offensive dans le domaine économique et dans le domaine diplomatique. Car nous pensons que les véritables menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'humanité, c'est la crise écologique et c'est la disparité entre le Nord et le Sud.

« Je vous dis clairement que nous sommes opposés à la force de frappe. Nous proposons l'arrêt des essais nucléaires à Mururoa, ce qui signifie que l'on gèle en l'état cette force.

« Le maintien de la défense conventionnelle est important. Dans le même temps, nous souhaitons que se développe dans ce pays une initiative à la défense populaire non armée ou en tout cas une expérimentation de cette formule. »

La campagne de Lutte ouvrière

M^{me} Laguiller dénonce « les politiciens payés par les riches »

« Il faut que les travailleurs choisissent leurs représentants dans les ateliers, dans les bureaux, dans les salles d'hôpital et dans les files d'attente », a déclaré M^{me} Arlette Laguiller, dimanche 11 juin, au Zénith à Paris. Devant quelques personnes, « notre camarade Arlette » a souhaité que la liste trotskiste de Lutte ouvrière (LO), qu'elle conduit aux européennes, réussisse à « doubler » ses voix (1) car « ce glissement d'une fraction de l'électorat ouvrier vers l'extrême gauche serait le signe que quelque chose est en train de changer dans les consciences ».

Bien qu'il s'agisse d'une « élection de mensonge et de l'hypocrisie », comme toutes les élections, M^{me} Laguiller a engagé « une fraction de la classe ouvrière à montrer qu'elle juge consciemment les politiciens pour ce qu'ils sont, des larbins, des valets payés par les riches dont les travailleurs n'ont rien de bon à attendre, ni en France ni en Europe ». La dirigeante de LO a accusé les représentants de l'union de la gauche d'avoir « porté les pires coups à la classe ouvrière » et le PCF d'avoir dilué la classe ouvrière dans la nation et le peu-

ple, en étant « aussi réactionnaire que les autres ».

Selon M^{me} Laguiller, « les travailleurs » ne pourront pas voter pour la liste de M. Fabius qui « appartient à la bourgeoisie » mais qui tente de « restaurer la lutte de la gauche contre la droite ». Ils ne doivent, « bien sûr », pas voter pour les listes UDF-RPR ou centristes, « et encore moins pour une crapule raciste ». La liste du PCF est aussi à écarter, selon elle, « même si les militants du PC sont nos frères de combat » dans les entreprises. Quant aux écologistes, « ils ont peut-être l'éclat du neuf, mais ils ne prétendent même pas représenter les aspirations des travailleurs ». Faisant allusion à M. Antoine Waechter, tête de liste des Verts, M^{me} Laguiller a indiqué : « Ce que les travailleurs ont à dire, ils n'ont pas intérêt à le dire avec des fleurs ». A destination des travailleurs-chasseurs, elle a ajouté qu'ils n'avaient pas plus intérêt à le dire « avec une canne à pêche ».

O. B.

(1) En 1984, la liste LO avait obtenu 414218 voix, soit 2,06 %, et à l'élection présidentielle de 1988, M^{me} Laguiller a recueilli 606017 suffrages (1,99 %).

Célébrant son quarantième anniversaire

Le MRAP veut relancer le « combat pour l'égalité »

GRENOBLE

correspondance

Les hasards du calendrier sont parfois lourds de symbole : le MRAP fête son quarantième anniversaire l'année du Bicentenaire de la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen. En décidant de tenir son congrès pour la première fois de son histoire dans une ville de province, Grenoble, berceau de la Révolution française, le mouvement antiraciste entendait rappeler son attachement aux valeurs de 1789. Mais, samedi 10 et dimanche 11 juin, il a également affirmé que « deux cents ans après le combat pour l'égalité est plus que jamais d'actualité ».

Devant les deux cents délégués des comités locaux, Monclaud Aounit, le nouveau secrétaire général élu il y a cinq mois, a dénoncé une « multiplication des violences et crimes racistes en France », citant pour exemple les récentes agressions contre des jeunes Maghrébins à Gennevilliers, à Nice et à La Réunion. Cette situation traduit, selon lui, une « banalisation du racisme ». Certes, les prises de positions antiracistes n'ont « jamais autant été généralisées et médiatisées », mais elles restent trop souvent « des rites politiques plutôt que des réponses adaptées et efficaces ».

Le MRAP envisage de tenir à Saint-Gilles (Gard) — première

commune de plus de dix mille habitants dirigée par un membre du Front national — un colloque national sur l'extrême droite et de lancer prochainement une campagne nationale sur le logement, « la véritable clef de l'insertion », selon Monclaud Aounit, mais qui reste le domaine « où les discriminations raciales sont plus fortes ».

F. L.

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'EUROPE DES RÉGIONS

Envoyer 60 F (timbres à 2 F ou chèques) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en précisant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Dix élections cantonales partielles

Reculs des socialistes

avait apporté un candidat divers droite, crédité de 8,8 % des voix au premier tour, tandis que l'électorat du candidat (CNI) semble avoir été sensible aux thèses du FN.

Le Front national aurait pu également troubler le jeu à Tourcoing : son porte-parole, M. Christian Baekeroet, ancien député, avec 17,62 % des voix au premier tour, avait officiellement appelé à voter en faveur du représentant centriste, alors que lors de la précédente élection le même avait recommandé de ne surtout pas voter pour ce candidat. L'électorat n'a pas suivi : le manque à gagner, pour M. Desmettre, est de 259 voix et alors que le total droite plus extrême-droite était, le 4 juin, de 50,93 % des suffrages, il n'en obtient que 46,77 %. Petite consolation pour le candidat centriste, il améliore de 1,64 point son score de 1987.

Le succès de M. Faiderherbe, dans le Nord, ne compense pas les contre-performances réalisées par les candidats du PS dans les six cantons où se déroulaient un premier tour. Alors que les cinq conseillers généraux sortants avaient brillamment conquis, en mars, des municipalités aux dépens de la droite, les reculs des représentants du PS se montent, cette fois-ci, à

-17,66 points à Quimper, à -0,35 à Avignon, et à -9,49 à Verdun, -8,51 à Mulhouse et -4,17 à Massy. Dans le sixième canton (Toulouse IV), où il s'agissait aussi de la succession du maire, mais cette fois UDF-CDS, M. Dominique Baudis, le PS enregistre aussi un recul de 2,25 points.

Cet effondrement s'explique notamment par la percée du mouvement écologiste non seulement là où il était absent lors du précédent scrutin et où ses candidats obtiennent de 5,61 % à Toulouse à 6,05 % à Avignon et 6,70 % à Massy, mais aussi dans les cantons où il était précédemment en lice. Ses représentants gagnent ainsi 4,03 points à Quimper, 5,18 à Verdun et 7,43 à Mulhouse.

Les variations affectant les scores recueillis par le Parti communiste sont de faible amplitude : progrès à Verdun (+1,29), à Toulouse (+1,04), à Quimper (+0,56) et à Massy (+0,43); recul à Avignon (-1,61) et à Mulhouse (-0,17).

Pour la troisième fois consécutive, le Front national voit son représentant demeurer seul en lice au second tour face à un représentant de l'opposition UDF-RPR, comme à Ferpignan ou à Saint-Raphaël, ou face à un candidat socialiste, comme cette fois-

ci, à Mulhouse où M. Freulet, ancien député, est arrivé en deuxième position avec 31,36 % des voix. C'est dans ce canton que le parti de M. Jean-Marie Le Pen enregistre le gain le plus fort : +9,15 points. Dans les deux seuls autres cantons où le FN était présent, il perd 0,33 point à Avignon et progresse de 0,54 point à Massy.

A une semaine des élections européennes, la mobilisation électorale dont se préoccupent les têtes de liste est particulièrement médiocre. A Toulouse, le dauphin de M. Baudis, qui a rassemblé 51,30 % des suffrages, devra attendre le second tour pour être élu, faute d'avoir franchi la barre des 25 % d'électeurs inscrits indispensables (l'abstention y a été de 71,05 %). L'abstention a été supérieure à 50 % aussi bien dans la Meuse (69,24 %) que dans l'Essonne (68,68 %), dans la Vaucluse (62,35 %) ou dans la Finistère (59,95 %). Le Haut-Rhin battant tous les records avec 74,60 %. Reste que les électeurs se sont sentis un tantinet plus concernés par les seconds tours : la participation a progressé de 3,59 points en Corse, 1,53 dans la Nièvre, 2,76 dans le Nord, et 3,16 dans le Var.

ELU : Albert Manouvrier, app. PS, 966 (44,14 %).

[Organisé à la suite du décès, survenu le 6 avril, d'Henri Cissé, app. PS, qui était conseiller général depuis 1984, ce scrutin partiel se solde par la perte de la majorité absolue au sein du conseil général pour le Parti socialiste. Le PS, qui disposait de 19 sièges sur 30 à l'assemblée départementale lorsque M. François Mitterrand l'a quittée après le 10 mai 1981, n'en a plus que 15 après le 10 mai 1989. Le conseil général de la Haute-Garonne se compose de 30 membres élus pour quatre ans (renouvellement de septembre dernier), contre 13 à la droite. Les socialistes n'ont pas obtenu de soutien de deux autres élus (un apparu au PS et un à majorité présidentielle). La majorité s'est réduite à 15 sièges avec le décès d'Henri Cissé et l'élection d'un candidat indépendant qui a bénéficié du détachement de M. Thierry Fleudin, maire divers droite de Pierrefitte.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 3 399 ; vot., 2 218 ; abst., 53,96 % ; suffr. expr., 2 184 ; MM. Delagrè, 656 (30,63 %) ; M. d'Ar, div. d., 649 (29,71 %) ; M. Desmettre, 648 (29,67 %) ; J. Cissé, PS, 231 (10,57 %). En 1985, Henri Cissé, réélu sans l'éc, avait été réélu au second tour.]

NORD : canton de Tourcoing Nord (2^e tour).

Inscr., 36 805 ; vot., 16 235 ; abst., 55,88 % ; suffr. expr., 15 608. MM. Alexandre Faiderherbe, PS, député, maire d'Halluin, 8 308 voix (53,22 %), ELU ; Henri Desmettre, UDF-CDS, maire de Roncq, 7 300 (46,77 %).

[Ce scrutin partiel a été suivi à l'Assemblée départementale par le tribunal administratif de Lille le 17 décembre 1988 et confirmé par le Conseil d'Etat d'une précédente élection partielle organisée les 11 et 18 octobre 1987 à la suite du décès d'Albert Desmettre (div. d.). Ce scrutin avait donné lieu à une véritable mascarade électorale avec la présence à l'extrême droite de trois candidats « fantômes » (deux avaient survécu de fausses photos de mannequins, et un troisième une fausse adresse et une fausse profession). M. Christian Baekeroet, alors député, candidat du FN avait vu dans cette mascarade de candidatures une manœuvre destinée à empêcher de franchir la barre des 10 % des inscrits, condition nécessaire pour se maintenir au second tour. Cette fraude était fautive : les trois candidats « fantômes » totalisaient près de 10 % des voix et M. Baekeroet ne franchissait pas la barre des 10 % des inscrits. Il avait alors recommandé à ses électeurs de voter et de ne voter en aucun cas pour le candidat UDF-CDS, M. Desmettre, battu au second tour par le candidat socialiste, M. Faiderherbe.

Ce dernier est arrivé en tête au premier tour de cette partielle dont les résultats étaient les suivants : Inscr., 36 805 ; vot., 15 222 ; abst., 58,64 % ; suffr. expr., 14 941 ; MM. Faiderherbe, 5 971 (40,23 %) ; Desmettre, 4 944 (33,31 %) ; Christian Baekeroet, FN, 1 615 (10,74 %) ; M. François Vaneau, verberpère, PC, 1 311 (8,83 %). Au second tour de 1987, M. Faiderherbe avait été élu avec 10 634 voix (54,36 %) contre 8 748 (45,13 %) à M. Desmettre.]

HAUT-RHIN : canton de Mulhouse Nord (1^{er} tour).

Inscr., 16 861 ; vot., 4 282 ; abst., 74,60 % ; suffr. expr., 4 209. MM. Jean Grimon, PS, ancien député, premier adj. au maire, 1 430 voix (33,97 %) ; Gérard Freulet, FN, ancien député, conseiller rég., 1 320 (31,36 %) ; Philippe Aubert, sout. UDF et RPR, 708 (16,82 %) ; Jean Bitterlin, Verts, 441 (10,47 %) ; Auguste Bechler, PC, 121 (2,87 %) ; Roland Bader, div. d., 111 (2,63 %) ; Lothaire

Mueller, div. d., 56 (1,33 %) ; Maurice-Pierre Steinbach, réag., 22 (0,52 %). Il y a ballottage.

[M. Grimon tente de succéder à M. Jean-Marie Le Pen, député, et ancien ministre de l'Intérieur, l'ancien député du conseil général qu'il déplaçait depuis 1982 pour cause de loi anticasse. M. Grimon avait été réélu au second tour, en octobre 1988 avec 3 674 voix (63,37 %) contre 2 137 (36,63 %) à M. Thevenaz, FN, sur 16 842 inscrits. 6 417 votants (soit 61,89 % d'abstention) et 6 011 suffrages exprimés. Au premier tour, M. Grimon était arrivé en tête avec 2 597 voix (42,48 %) contre 1 938 (32,31 %) à M. Thevenaz, 881 (13,16 %) ; M. Grimon, RPR, 653 (10,88 %) ; M. Christiane Sola, UDF-CDS, 517 (8,65 %) ; M. Jean-Marie Le Pen, Verts, 156 (2,64 %) ; M. Auguste Bechler, PC, et un élu (0,81 %) à M. Jean-Louis Lipp, réag. Il y avait eu 16 842 inscrits, 6 247 votants (soit 62,90 %) et 6 113 suffrages exprimés.]

VAR : canton de Saint-Raphaël (2^e tour).

Inscr., 20 411 ; vot., 7 827 ; abst., 61,65 % ; suffr. expr., 7 341. MM. Michel Gaillard, sout. UDF et RPR, premier adjoint au maire, 3 788 voix (51,60 %), ELU ; Pierre Barissain-Monrose, FN, 3 553 (48,39 %).

[M. Gaillard, qui se l'empare de ce scrutin partiel, succède à M. Georges Lacroix (RPR), député et maire de Saint-Raphaël, qui avait renoncé — pour cause de loi anticasse — à se présenter au conseil général qu'il déplaçait depuis 1973.]

Au premier tour de cette partielle, les résultats ont été les suivants : 20 411 ; vot., 7 827 ; abst., 64,81 % ; suffr. expr., 7 074 ; MM. Gaillard, 2 268 voix (32,06 %) ; Barissain-Monrose, 2 176 (30,74 %) ; Henri Lacroix, PS, 1 363 (19,26 %) ; Jean-Pierre Sola, div. d., 623 (8,88 %) ; Gérard Fabre, PC, 383 (5,41 %) ; Marcel Oche, CNL, 262 (3,76 %).

Au second tour de 1985, M. Lacroix avait apporté avec 6 743 voix (54,39 %) contre 5 661 (45,61 %) à M. Parrot, PS et 2 071 (16,75 %) à M. Quillès, FN.]

VAUCLUSE : canton d'Avignon sud (1^{er} tour).

Inscr., 14 006 ; vot., 5 272 ; abst., 62,35 % ; suffr. expr., 5 167. MM. Henri Poupon, PS, 1 536 voix (29,72 %) ; René Dubois, UDF-CDS, 1 484 (28,72 %) ; Thibault de la Toqnaye, FN, 892 (17,26 %) ; M. Marcelle Landau, PC, 522 (10,10 %) ; MM. Alain Empoux, div. g., 420 (8,12 %) ; Jean-Marc Giannotti, écol., 313 (6,05 %). Il y a ballottage.

[Il s'agit de remplacer M. Guy Baudis, député socialiste et nouveau maire d'Avignon qui a abandonné le siège de conseiller général — qu'il détenait depuis 1979 — pour se mettre en conformité avec la loi limitant le cumul des mandats.]

Au premier tour des élections de mars 1985, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 15 224 ; vot., 9 469 ; abst., 37,80 % ; suffr. expr., 9 143 ; MM. Ravary, 2 750 (30,07 %) ; Colombet, FN, 1 609 (17,59 %) ; Dubois, UDF-CDS, 1 408 (15,39 %) ; Bacher, RPR, 1 343 (14,99 %) ; M. Landau, PC, 1 071 (11,71 %) ; MM. Valadier, UDF, 627 (6,85 %) ; Audouin, sout. PS, 196 (2,13 %) ; M. Calvet, PC, 128 (1,31 %) ; M. Barizet avait été réélu au second tour avec 5 212 voix (58,73 %) contre 3 662 (41,26 %) à M. Colombet sur 15 224 inscrits, 9 566 votants (soit, 37,16 %) et 8 874 suffrages exprimés.]

Déchargée de la notation individuelle des enseignants

L'inspection générale se consacrera à l'évaluation du système scolaire

Révolution au sommet de l'éducation nationale ! L'inspection générale, instance la plus formelle et la plus prestigieuse de l'Éducation nationale, va être profondément modifiée. Elle n'assurera plus la notation individuelle des professeurs, mais sera chargée de publier, chaque année, un diagnostic sur le fonctionnement du système éducatif, en collaboration avec des personnalités extérieures. M. Lionel Jospin doit annoncer cette petite révolution, lundi 12 juin, dans un discours prononcé devant l'assemblée des inspecteurs généraux.

Aussi extraordinaire que cela puisse paraître, l'inspection générale, chef de file de l'éducation nationale, fonctionne depuis toujours sur une tradition non écrite. Aucun texte n'en a jamais défini précisément les structures, les missions, le mode de fonctionnement.

Cette anomalie va disparaître. Le ministre de l'Éducation nationale doit, en effet, annoncer, lundi, la prochaine publication d'un décret portant statut de ce corps. Ce texte devrait tenir compte des deux principales critiques faites à l'inspection générale : être un corps fermé, dont les membres occupés contrôlent la plupart des points sensibles de l'éducation nationale ; freiner l'innovation et la coordination entre les matières enseignées par le jeu de l'inspection individuelle et du fait de sa structuration par disciplines.

Les cent quarante inspecteurs généraux choisissent les sujets des concours de recrutement des professeurs, en président de nombreux jurys, influencent les affectations et les promotions. Ils notent les enseignants sur la mise en œuvre de programmes qu'ils ont eux-mêmes conçus, et pour lesquels ils ont parfois rédigé des manuels commercialisés par les éditeurs privés. Ils sont juges et parties.

Ces critiques pourraient disparaître avec la définition des missions et des règles de fonctionnement du corps. Désormais, son programme de travail sera fixé chaque année par une lettre du ministre. « Libérée » de l'inspection individuelle, confiée aux inspecteurs pédagogiques régionaux (IPR), les inspecteurs généraux devront évaluer le fonctionnement du système tant à l'échelon national qu'à l'échelon régional ou à celui de chaque établissement.

Ces diagnostics nationaux, qui pourront porter aussi bien sur les

programmes que sur les méthodes d'enseignement, seront publics. En revanche, ceux portant sur les établissements ne le seront pas, pour éviter des effets de concurrence sauvage. Restant le grand corps d'experts au service du ministre, l'inspection continuera de participer à l'évaluation des enseignants, mais seulement en cas d'appel contre une notation. Dans la foulée, les missions des autres corps d'inspection régionaux, départementaux ou locaux devront être redéfinies.

Fin du monopole des programmes

Les inspecteurs généraux n'auront plus le monopole de l'élaboration des programmes scolaires et leur organisation par disciplines va être bouleversée. Le projet de loi d'orientation qui vient d'être adopté par l'Assemblée nationale crée un « conseil national des programmes », composé de personnalités d'origines variées — universitaires, grands intellectuels et scientifiques, représentants des milieux économiques — destiné à conseiller le ministre sur les contenus de l'enseignement, leur cohérence et leur adaptation à l'évolution des connaissances.

Le découpage par disciplines, défendu jusque-là par un « doyen », va être supprimé. Chaque inspecteur sera désormais rattaché à un « groupe permanent et spécialisé », dont la liste sera fixée par le ministre, mais qui ne reproduira pas nécessairement le découpage actuel des disciplines. Certains inspecteurs nommés « correspondants académiques » seront chargés de mettre en œuvre le travail d'évaluation sur le terrain. La volonté d'ouverture est surtout marquée par la disparition du collège des doyens, sorte de conseil d'administration de l'inspection où siégeaient les doyens de chaque discipline.

Le « conseil », qui le remplacera pour conseiller, outre les doyens des nouveaux groupes permanents et les correspondants académiques, des personnalités françaises et étrangères compétentes en matière d'enseignement. Ce conseil pourra confier des missions à tel inspecteur sans passer obligatoirement par les doyens de discipline. Enfin, à l'instar du Conseil d'État, l'inspection générale pourra accueillir des inspecteurs « en service extraordinaire », qui pourront être des personnalités extérieures — sept au maximum — choisies par le ministre.

Il faudra être docteur d'État ou agrégé et avoir dix années d'ancienneté dans l'éducation nationale pour accéder à l'inspection générale. Une commission, composée à égalité d'inspecteurs généraux, de directeurs du ministère et de professeurs d'université, nommée par le ministre, définira le profil des postes à pourvoir et proposera les nominations.

Dès septembre dernier, M. Jospin avait chargé une commission de réfléchir à une réforme de l'inspection générale (le Monde du 23 septembre et du 6 octobre 1988). Les décisions qu'il vient de prendre s'inspirent, pour une part, du rapport de ce groupe de travail, qui lui a été remis au début de 1989 (le Monde de l'Éducation de mars). L'homme qui présidait aux destinées du corps depuis 1981, M. Yves Mercier, a dirigé ce travail, auquel a participé M. Georges Lefranc, le nouveau doyen nommé en avril dernier. La réforme a donc été préparée avec le concours des intéressés. Elle risque toutefois d'être reçue avec des réticences par une institution très attachée à son fonctionnement traditionnel.

PHILIPPE BERNARD.

JUSTICE

Un difficile dosage pour prévenir à la fois la critique et une agitation carcérale

La grâce de 89

Le dispositif des grâces collectives présidentielle du 14 juillet — élaboré dans le plus grand secret tant l'on a conscience qu'il pourrait entraîner de vives réactions dans les prisons si l'attente se trouvait déçue, — vient d'être fixé. Il est encore susceptible de modifications de dernière minute. Mais le schéma retenu apparaît le suivant : le décret de grâce collective traditionnel à chaque 14 juillet devra revêtir l'année du bicentenaire de la Révolution française une ampleur particulière. Il est prévu, pour le moment, que le président de la République le signe le 16 juin, les grâces devant être effectives dix jours plus tard, le 26 juin.

Les personnes concernées par ce décret devraient être les condamnés détenus et non détenus dont les peines auront été prononcées au plus tard le 25 juin. Il devrait suffire que la condamnation soit définitive et non définitive, ce qui permet d'inclure les condamnés qui ont formé un recours par voie d'appel ou de pourvoi en cassation. La remise de peine prévue est de dix jours par mois de détention restant à subir. L'ensemble de la remise de peine ne pouvant excéder neuf mois.

Pour les condamnations qui ne sont pas encore exécutées, la remise de peine prévue est de quatre mois. Des exclusions au bénéfice de la grâce sont retenues, notamment pour les faits de terrorisme.

Ce dispositif est exactement calqué sur celui qui avait été choisi en 1988 pour accompagner la loi d'amnistie. Seules, en fait, changent les « fourchettes » de la grâce puisque le décret signé le 21 juin 1988 après l'élection présidentielle pré-

voyait une remise de peine de sept jours lorsque la durée de la détention restant à effectuer n'excédait pas un mois. Selon le ministère de la justice, 2 863 détenus avaient été libérés en 1988 du fait de la grâce (2 308 l'avaient été du fait de l'amnistie). Il est hasardeux aujourd'hui d'avancer un chiffre précis sur les conséquences des mesures de grâce envisagées cette année, faute de disposer d'une parfaite photographie de la population carcérale. Car ce dispositif prévoit des libérations échelonnées, dont les effets se font sentir sur plusieurs années.

Echelonnement

L'avantage est double : en évitant l'effet de masse on espère ne pas provoquer de critiques fondées sur la déconcentration d'une mesure prétendument laxiste, mais surtout on peut, du fait de cet échelonnement, mettre sur pied des mesures d'aide à ceux qui sortiront de prison, système jugé très efficace en 1988. Conjointement leurs efforts, plusieurs ministères — intérieur, affaires sociales et emploi, et bien sûr justice — peuvent réussir à éviter les risques toujours redoutés lorsqu'on rend massivement à la liberté une cohorte de détenus sans les épauler dès leur sortie.

On espère, bien sûr, que la grâce de 1989 se passera sans trop de heurts, mais on ne cache pas non plus qu'il y a, cette année, sans doute plus de raisons d'être inquiet que l'année dernière. Le Bicentenaire et le rappel constant des grands principes de la Révolution,

les festivités dont les détenus, par téléviseurs et journaux interposés, n'ignorent rien, ont, dans les prisons, suscité un espoir considérable. Des rumeurs, sans aucun fondement, courent et entretiennent l'exaspération.

Certains détenus espèrent des remises de peine de deux ou trois ans. On en est loin. Alors que les cours d'assises commencent à utiliser les peines de sûreté, que les détenus ont été très perturbés par l'annonce de l'adoption, au cours du vote du Livre I du code pénal, de la peine de trente ans, les détenus à de longues peines, sans être exclus de la grâce, ne bénéficieront au mieux que de neuf mois de remise à la fin de leur détention.

Mesures spécifiques

On a pu mesurer les effets de leur colère lors des dernières matières sous M. Chalandon, les plus dévastatrices depuis 1974. Restés étonnamment calmes au cours des deux grèves successives des surveillants à l'automne 1988 et au début de l'hiver, les détenus, dont depuis quelques années — même s'il est difficile de généraliser — la mentalité a évolué, ont éprouvé le sentiment de monnayer leur calme relatif contre l'espoir d'une mesure de grâce très large à la faveur du Bicentenaire. On est bien conscient de ce risque, au ministère de la justice, et l'on s'inquiète des quelques mouvements d'humeur récents et collectifs de certains prisonniers, comme ce fut le cas à la fin du mois

de mai à Ecorne (Mourthe-et-Moselle) où les détenus réclamaient des remises de peine.

Parallèlement à la préparation de ce décret de grâce, des mesures spécifiques aux étrangers devraient être prises. C'est le sens de la note envoyée le 8 juin par le directeur de l'administration pénitentiaire, M. Jean-Pierre Dutilleul, à toutes les directions régionales. Il est demandé que soient établies « des propositions individuelles de remises gracieuses de peines complémentaires d'éloignement du territoire (interdiction du territoire ou reconduite à la frontière) pour les condamnés étrangers libérables entre le 26 juin et le 31 juillet, dont il résulterait... que la remise à exécution effective de cette peine à caractère de problèmes humains particuliers ».

Il s'agit, par exemple, de condamnés bénéficiant de la grâce qui seraient des mineurs de dix-huit ans, résidant en France depuis l'âge de dix ans, ceux qui, majeurs, résident en France depuis plus de quinze ans, de ceux qui sont mariés depuis six mois, et dont le conjoint est de nationalité française, ou de ceux qui exercent, même partiellement, l'autorité parentale sur un enfant français.

Déjà, dans certains établissements pénitentiaires, cette note, pourtant en harmonie avec la « loi Joxe », suscite des remous. Elle est perçue comme une façon de favoriser le maintien sur le territoire français de délinquants étrangers que certains estiment indésirables.

AGATHE LOGEART.

Suppression réciproque des visas entre les États-Unis et la France à compter du 1^{er} juillet

La suppression réciproque des visas de tourisme tant pour les touristes français se rendant aux États-Unis que pour les touristes américains se rendant en France et dont le principe était acquis depuis plusieurs semaines, sera effective à compter du 1^{er} juillet.

Le porte-parole du Quai d'Orsay pour la France et l'ambassade des États-Unis à Paris l'ont annoncé simultanément, lundi 12 juin, en fin de matinée. C'est le résultat d'un accord entre les deux pays aux termes duquel il a été acquis que la décision française de supprimer les visas d'entrée institués au moment de la période des attentats terroristes de l'automne 1986 serait portée dès que le gouvernement américain annoncerait, de son côté, une mesure de réciprocité.

Les bénéficiaires seront les touristes et les hommes d'affaires se rendant sur le territoire de l'autre pays pour une durée inférieure à trois mois.

EN BREF

● Cent septième essai nucléaire français en Polynésie. — Selon les autorités néo-zélandaises, la France a procédé, dimanche 11 juin, sur l'atoll de Fangataua, dans le Pacifique, à un essai dont la puissance a été évaluée à 70 kilotonnes (quatre fois la puissance de la bombe d'Hiroshima). C'est la quatrième expérience souterraine depuis le début de l'année, mais elle n'a pas eu lieu sur l'atoll de Mururoa comme les trois précédentes.

● Lancement d'un satellite américain de surveillance maritime. — Un satellite de navigation de haute technologie a été mis en orbite depuis Cap Canaveral (Floride) par une fusée Delta-2, samedi 10 juin, après cinq tentatives infructueuses. Destinés à préciser la position des forces militaires des États-Unis et de leurs alliés en tout point du globe, le satellite Navstar est le second d'une série de vingt et un que l'armée de l'air américaine prévoit de lancer d'ici

1992. Le premier d'entre eux avait été lancé le 14 février. — (AFP).

● La centrale nucléaire de Golfech occupée. — Cinq militants anti-nucléaires occupent, depuis la nuit du 10 au 11 juin, une des deux tours de réfrigération de la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne), qui doit entrer en service l'an prochain. Ils ont placé une banderole avec le mot « Stop » au haut de la tour (178 mètres) pour marquer leur opposition à la mise en service de la centrale.

● Manifestation à Cahors contre une autoroute. — Plus de mille cinq cents personnes ont manifesté, dimanche 11 juin, dans les rues de Cahors pour protester contre le projet autoroutier qui doit relier Crezenac (Lot) à Montauban (Tarn-et-Garonne). Les manifestants, dont le mot d'ordre était « Pas de Lot à l'américaine », étaient soutenus par des représentants de la CGT, de la CFDT, du PC et de la Confédération paysanne.

IL Y A TOUJOURS UN ABONNE AU NUMERO QUE VOUS AVEZ DEMANDE.

24 heures sur 24, 365 jours par an, un homme du réseau Renault est à votre écoute grâce à ce numéro d'appel national. En cas de difficulté, vous serez dépanné sur place si cela est possible ou remorqué jusqu'au Point-Service Renault le plus proche. Un grand coup de main sur un petit coup de fil! **RENAULT présente eif**

LE SERVICE RENDEMENT COMPTES

ملفات الأصل

Société

RELIGIONS

Proposé par le gouvernement algérien

Le docteur Tedjini Haddam est élu recteur de la Mosquée de Paris

Le conseil d'administration de la Société des habous et lieux saints de l'Islam, qui gère la Mosquée de Paris, a désigné, comme recteur, samedi 10 juin, le docteur Tedjini Haddam qui succède au cheikh Abbas, décédé.

Comme pour la désignation du cheikh Abbas en 1982, la procédure utilisée pour l'élection du docteur Haddam, personnalité réputée du Maghreb, prêtre sans doute à contenance. La société des habous, association de droit français (loi 1901), s'est constituée de ratifier un choix proposé par le gouvernement d'Algérie. Le docteur Haddam a été coopté samedi et, dès le vote sui-

vant, à l'unanimité, élu président de l'association et recteur.

Le gouvernement français avait préféré moins de précipitation. Mais pour le ministre de l'Intérieur, chargé des cultes, M. Pierre Joxe, la situation est d'une certaine manière clarifiée. Il cherche depuis quelque temps à favoriser une représentation équilibrée des trois millions de musulmans en France. Sans préjuger des contours définitifs à donner à une structure de représentation, dont la décision appartient aux seuls musulmans, M. Joxe songe à un comité restreint, avec présidence tournante, capable d'assurer ainsi la représentation des minorités non algériennes, qui une fois de plus ne trouvent pas leur compte dans la désignation du nouveau recteur.

Un chirurgien polyglotte

Un recteur en costume trois-pièces succède au cheikh Abbas, qui était toujours couvert de la toque et du burnous. Cette différence vestimentaire n'est sans doute pas la seule entre deux hommes qui se connaissent et s'apprécient depuis plus de quarante ans.

La taille carrée, le front large et dégarni, la voix douce, le docteur Tedjini Haddam, nouveau « patron » de la mosquée de Paris, accomplissait dimanche soir 11 juin, le quarantième jour suivant la mort de cheikh Abbas et marquant la rupture du deuil, son premier acte officiel. En compagnie du cheikh Missoum, vice-recteur et recteur intérimaire, il inaugurait un dispensaire qui portera le nom du disparu. Puis, défilant son col de chemise, le docteur Haddam alla rejoindre le cercle des imams et récita des sourates du Coran, qu'il connaît par cœur.

On dit de lui qu'il est le meilleur chirurgien d'Algérie. Même quand il était membre du gouvernement à Alger, Tedjini Haddam passait chaque matin, à l'aube, à l'hôpital universitaire Mustapha-Bachou pour opérer ses malades avant de gagner dans la matinée son bureau au ministère. Ce spécialiste de chirurgie thoracique et cardio-vasculaire a obtenu ses diplômes à Paris. Il a exercé à l'hôpital de Bobigny, puis à Philadelphie et à Stockholm.

Le nouveau recteur, marié, six enfants, est issu de l'une des grandes familles de Tiemcen, dans l'Ouest algérien, où il est né le 11 janvier 1921. Une famille de propriétaires terriens spécialisée dans la production et le commerce des agrumes, à la fois cultivée et traditionnelle sur le plan religieux. Dans sa ville natale, il est connu comme un « héros », du nom donné aux premiers militants de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie bien avant l'ouverture des hostilités.

Cela lui vaudra des galons pendant la guerre et la révolution algériennes. En 1958 et 1957, il dirige au Caire le bureau du FLN, avant d'être envoyé à Tunis pour s'occuper des problèmes

d'hygiène et de santé. Après l'indépendance, en 1962, il joue un rôle-clé dans l'élaboration de la nouvelle Constitution algérienne. Il est député de l'Assemblée constituante, président même la commission de la Constitution. Il dirige ensuite la commission des affaires étrangères de la première Assemblée nationale algérienne.

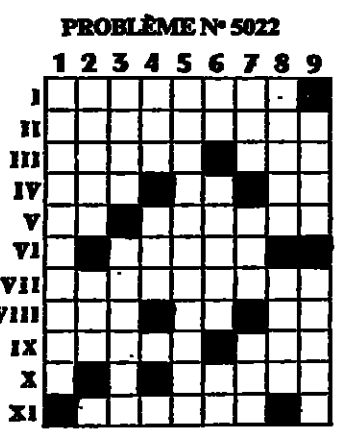
En 1964, le docteur Haddam est nommé ministre des affaires religieuses, puis, deux ans plus tard, ministre de la santé. Sa carrière s'oriente ensuite vers la diplomatie. Pendant cinq ans, jusqu'en 1975, il est ambassadeur d'Algérie à Tunis, puis de 1982 à 1988 à Ryad, en Arabie saoudite. Président du comité du planning familial, c'est également lui qui, en Algérie, fonde la Ligue des droits de l'homme, reconnu par les autorités.

Quand il était interne des hôpitaux de la Seine, à la fin des années 40, le docteur Haddam fréquentait chaque soir la mosquée de Paris pour prier, pendant le Ramadan, la prière précédant la rupture du jeûne. Car le cheikh Haddam a gardé la foi et le piété de son enfance. « C'est le point faible de ma carrière », dit-il en plaisantant.

Dans les pays du Maghreb, il est également connu comme membre de l'école Ben Badis, dite des réformateurs, qui, au début du siècle, a voulu rénover l'Islam. Le nouveau recteur de la Mosquée de Paris s'est enfin signalé en participant régulièrement, au Maghreb et en Arabie saoudite, aux séminaires de la pensée islamique, défendant une conception plutôt modernisée de la religion musulmane. Sur ce plan, le docteur Haddam est en accord avec le cheikh Abbas. Mais alors que ce dernier, même à Paris, ne parlait que l'arabe, le nouveau recteur utilise couramment six langues : l'arabe, le français, l'anglais, l'allemand, le suédois et l'espagnol. L'un de ses soucis aujourd'hui est de savoir comment et où il va pouvoir continuer à mener le bien-tout !

HENRI TINCO.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
I. Quand ils sont gros, il y a moins de relief. — II. Qui auront du mal à percevoir. — III. Les petits font parfois quelque chose. Salut à l'église. — IV. Bien, sur le bâtiment. Préposition. Dans le vent. — V. Point de départ. Fait des réserves. — VI. Une alliance de chameaux. — VII. Qui apprécie les petites distractions. — VIII. Il faut sortir pour le prendre. Ville. Symbolique. — IX. Nom de guerre. Sert de fourrage. — X. Gros légumes. — XI. Ne laisse que la peau et les os.

VERTICALEMENT
I. Une sorte de savon. — 2. Attaque des légumineuses. Dont on ne veut pas se charger. — 3. Présent

quand il est petit. Bon à tirer. — 4. Esprit de l'étranger. N'est pas belle quand elle est noire. — 5. Des gens qui sont entrés dans le décor. — 6. Degré. Bons à détacher. Manque de vivacité. — 7. A la corde autour de la gorge. Comme un braise. Une femme qui n'avait pas le choix. — 8. Frappes fort. Qui peut irriter. — 9. Servait pour un échange. Qui ne forme qu'un petit volume.

Solution du problème n° 5021

Horizontalement
I. Porte-serviettes. — II. Aréopage. Caire. — III. Intruse. Matrone. — IV. Lie. Egare. Cor. — V. Lentilles. Isère. RA. — VI. Artères. Pieds. — VII. Reis. Aisément. — VIII. Stentor. Suas. — IX. Insectes. Litige. — X. Sua. Ré. Irise. Ea. — XI. Ernée. Peinait. — XII. Statue. Sornac. — XIII. Se. Nessus. Paa. — XIV. Lee. Tu. Amise. — XV. Fousières. Usée.

Verticalement
1. Paillardise. Sep. — 2. Ombrine. Nure. — 3. Retentissant. Lu. — 4. Tor. Tasse. Ennes. — 5. Epurer. Ecrite. — 6. Ses. Séante. Ua. — 7. Egée. Sita. Poste. — 8. RA. GI. Sosie. Orr. — 9. Masser. Rias. — 10. Icare. Lino. As. — 11. Euterpe. Isards. — 12. Tir. Einstein. Su. — 13. Troc. Etni. Tapia. — 14. Nord. Age. Csc. — 15. Stéras. Seul. Néa.

GUY BROUTY.

Sports

TENNIS : les Internationaux de France

Les Internationaux de France de tennis 1989 qui s'annonçaient assez ternes en raison de l'abandon des favoris et des blessés par les meilleurs mondiaux ont finalement été riches en surprises.

Les vainqueurs des simples sont les plus jeunes joueurs à s'être jamais imposés sur la terre battue de la porte d'Auteuil : l'Américain Michael Chang à dix-sept ans

et trois mois, soit six mois de moins que Mats Wilander en 1982, et Arantxa Sanchez à dix-sept ans et six mois, soit cinq mois de moins que Steffi Graf en 1987.

Autre point commun aux deux nouveaux champions qui apparaissent pour la première fois au palmarès d'un tournoi de grand chelem : ils ont tous les deux battu le numéro un mondial pour s'imposer. Ivan

Lendl s'est incliné en huitièmes de finale, Steffi Graf a perdu en finale.

Michael Chang est le premier joueur de nationalité américaine à remporter le titre depuis Tony Trabert en 1955. Arantxa Sanchez est la première Espagnole à conquérir un titre de grand chelem. Tous les deux ont triomphé à l'issue de matches tendus et exemplaires.

Et Chang courait toujours...

Dix fois, la question revint à la charge de son silence. Michael Chang n'avait rien après son interruption dans le tournoi de Roland-Garros ? Rien que de très normal, de très banal, au fond, après sa formidable victoire, en finale, contre le Suédois Stefan Edberg ? On aurait dit un Ivan Lendl, en tout cas un vieux routier de la gloire et des tournois du grand chelem, décidant pour la centième fois les petites phrases obligées de la joie.

Bien sûr qu'il était satisfait ! Le contraire serait un comble que personne n'oserait formuler : premier Américain à gagner sur la terre battue de Paris depuis 1955. Le plus jeune vainqueur de tous les temps. Le premier joueur d'origine asiatique... Contout, bien évidemment, nous peus — il s'en rendait compte — de se faire immédiatement prendre en grippe par tous les écoliers de sa gloire nouvelle. Contout, donc, d'un bonheur tout intérieur. Inévitablement, sur ce visage de jeune homme qui nous renvoie à Dieu et à Jésus-Christ chaque fois que sa main s'empare d'un micro.

Michael Chang ou sa maîtrise de soi à faire douter de sa jeunesse. Tout au long de la semaine, il avait expliqué sa retenue par son besoin de garder de l'énergie sur le court. Mais, cette fois, il avait tout remporté. Près de 1,8 million de francs et le sacre. Il ne pouvait pas gagner plus. C'était fini. Il pouvait ouvrir les yeux sur ses rêves, de gloire, de célébrité. Pleurer ou rire au choix. Il consentit, dimanche, à de pauvres paroles de plaisir. « Je ne pensais pas gagner ce match. J'ai simplement eu de la chance. » Il affirmait gentiment que ces deux semaines avaient changé sa vie. On voyait mal sa vie bouleversée par cette victoire

programmée par toute la famille Chang, préparée à base de cuisine sino-américaine par menus Chang aux petits soins, mise en équations par papa Chang, l'expert en visionnage et en statistiques de matchs. A preuve, il allait aller à la pêche pour se récompenser de sa performance...

Brave gosse, il remédia tout le monde, la famille Chang et les messieurs-dames du tennis et de Roland-Garros. Optimiste, il souffrait que Dieu nous bénisse tous, « et surtout le peuple de Chine ». Sa bouche s'éclaira d'un bref sourire poli quand on lui répéta — lapalissade, qu'il était bien né pour ses dix-sept ans. Ce fut à peu près tout. La révélation du tennis masculin, vainqueur de Lendl, Chang le Magnifique, qui venait de passer les dix meilleurs joueurs du monde vers le troisième âge, Chang qui abaisse les limites du réalisme, on allait en gardant ses mystères. Pour avoir bousculé Lendl, Gerulaitis, les Argentins Clere et Vilas, en 1982 à ce même tournoi, à dix-sept ans et quelques mois de plus, Mats Wilander avait laissé dans le tennis la trace qu'on connaît. Alors, là, on aurait aimé savoir sur quel pied danser...

Mais Chang s'évanouissait, biographie sans importance, explications vaines et forcément imparfaites. Il nous restait le souvenir des parties jouées. Surtout de celle-ci, la plus libre. La première, peut-être, à laisser voir tout le talent de Chang. Il avait en Lendl la tragédie. Agnir était affaibli par une blessure. Chesnokov avait tellement mal joué. Troi fois, Chang avait surtout fait preuve d'une incroyable volonté de durer et d'une intelligence tactique hors du commun des courts. Il peut

remercier Stefan Edberg, le petit Chinois d'Amérique : le tenant géant du Suédois l'obligeait à prendre des risques, à quitter sa ligne de fond, à montrer ses propres qualités d'attaquant au filet.

Le match avait débuté comme les autres. A l'ambiguïté. Et on craignait de devoir se contenter, une fois encore, de nos incertitudes. Edberg paraissait aussi paralysé que ses prédécesseurs, abandonnant à cette sorte d'irrésistible qui était devenu la loi du tournoi. Le meilleur service-volée du circuit — avec McEnroe, qui avait eu la bonne idée de s'abstenir — incapable d'offrir autre chose, au premier set, qu'une pâle copie de fond de court. Service mou, coup droit approximatif, jambes lourdes. Son match se joua contre Boris Becker en demi-finale avait été, on le sait par la suite, le numéro trois mondial. Mais on aurait cru retrouver le Soviétique Chesnokov, toute ambition obsolète dans une chambre d'hôtel. Chang boucla ce premier set en trente-huit minutes sur le compte de 6 jeux à 1, et ne présenta guère plus qu'on ne connaissait déjà. Pas si mal, mais un peu démoralisant, fente d'adversité.

Digne d'Edberg

Puis Edberg se hissa à hauteur de cette finale de légende. Le grand échassier blond propulsa son 1,88 mètre au filet, et pour la première fois l'enfant prodige sembla en face de lui la force sèche d'un homme. L'empire d'un poignet qui guette la balle et ne la veut qu'en maximum de sa vitesse. A gauche, à droite, sur une ou deux jambes. En cloche, en amorti, ou frappée dru. Chang courait toujours, toujours dans le match, mais les volées du Suédois laissaient l'enfant-roi à plusieurs mètres. Son revers coupé, merveille de balle planeante, rassure un passage du filet et mourant à l'approche du sol lui usait les jambes, mettant à mal son propre revers à deux mains.

Chang souffrit, enfin, osant-on dire, d'avoir contre lui un service sans scrupules qui fit trembler son bras et malmena ses balles de retour. Chang souffrit, et on souffrit pour lui, hors de toute tactique, contraint de jouer à l'instinct, de tirer plus fort ses passing et de les voir revenir dans ses pieds à la vitesse de la lumière. C'est à ce moment-là, paradoxalement, qu'il donna la meilleure idée de son avenir. La preuve de sa trépan. Quand il perdit, giflé, dans les deux sets suivants. Quand il prit, à 3/6, 4/6, sa première leçon de tennis du tournoi. Il pliait, dominé aux points gagnants, mais sans la moindre trace de ridicule. Extraverti, ses secrets de jeu étalés devant des gradins comblés.

Puis revint le doute, en face. Ce grain de sable dans la mécanique de l'adversaire que Chang détecte mieux que les autres ou qu'il place lui-même. Cette lassitude de la victoire promise. A mi-parcours du quatrième set, Edberg avait partie gagnée. Chang allait faire un second très honorable, mais il allait s'incliner devant un champion plus sûr. Logique retrouvée. Normes de Roland-Garros sauvées sur le fil. Le

Suédois, pourtant, sacra lui-même l'adversaire un peu trop tôt. Il lui donna, par fatigue, par impuissance, sa première finale de grand chelem à dix-sept ans. Dix fois très exactement, Edberg fut en mesure de prendre le service du Chinois, de croquer l'écart. Dans le troisième jeu, quatre balles de break. Dans le septième, cinq autres. Dans le neuvième, encore un. C'était trop risquer.

Chang, on le savait déjà, ignorait tout des ratés psychologiques. Au pays des tergiversations, il savait saisir l'occasion lorsqu'elle se présentait. Elle passa à sa portée. Il menait 5 jeux à 4 et 30-40 sur le service d'Edberg. Une balle, une seule, placée sur la ligne lui suffisait. Il y eut là, et là seulement, sa place au soleil des courts. Ses jambes étaient fatiguées. Il peinait sur le terrain battue. Mais il lui restait son bras, un peu plus de volonté que l'autre. Il frappa juste, tous risques pris. Chapeau bas, pour ce 6/4 de toutes les audaces !

Stefan Edberg n'est plus alors que l'insigne honneur du lauréat privilégié. Tout était dit, et lui-même n'ajouta rien. Il approuva, en concédant 6 jeux à 2 dans le cinquième set, l'entrée de Michael Chang dans le club des dix meilleurs mondiaux. Il lui donnait rendez-vous au prochain tournoi, comme se félicitent les champions du circuit. Il le dit, de façon fort simple. C'était l'évidence. Chang était désormais de la famille. Et, en plus, il avait l'éternité devant lui.

PHILIPPE BOGGIO.

Fabrice Santoro, lauréat des juniors

L'Américain Michael Chang qui a remporté le titre seniors ainsi que son compatriote Jin Courier, l'Espagnol Sergi Bruguera et le Yougoslave Goran Ivankovic qui ont disputé les huitièmes de finale seraient pu s'aligner dans le tournoi juniors de Roland-Garros. Leur abstention a sans doute permis au Français Fabrice Santoro, qui fête son dix-septième anniversaire en décembre, de devenir le neuvième lauréat national de ce tournoi depuis la Libération.

Pour succéder, notamment, à Henri Lacoste (1880) et à Paul Benhabib (1982), le Français qui joue sous les couleurs d'un club toulousain a dû surmonter deux balles de match en demi-finale contre l'Australien Jim Morgan et autant en finale contre l'Américain Jared Palmer.

Déjà vainqueur en décembre dernier de l'Orange Bowl des moins de seize ans (officiels championnats du monde disputés à Miami en Floride chaque année), Fabrice Santoro est un joueur typique de terre battue qui frappe la balle à deux mains des deux côtés. Ses manœuvres sont analogues à celles de Chang : 1,74 m et 83 kg. Il a disputé deux tournois du grand prix (Monte-Carlo et Roland-Garros) où il a perdu son premier tour. Il est classé 481^e mondial.

Les résultats

Tennis

SIMPLE MESSIEURS
M. Chang (E-U, 17) b. S. Edberg (Sué, 17), 6-1, 3-6, 4-6, 6-2.

DOUBLE MESSIEURS
J. Grabb (E-U)-P. McEnroe (E-U) b. M. Bahamini (Isra)-B. Winogradsky (Fr.), 6-4, 2-6, 6-4, 7-6.

SIMPLE DAMES
A. Sanchez (Esp, 17) b. S. Graf (RFA, 17), 7-6, 3-6, 7-5.

DOUBLE DAMES
I. Savchenko (URSS)-N. Zvereva (URSS) b. S. Graf (RFA)-G. Sabatini (Arg.), 6-4, 6-4.

DOUBLE MIXTE
M. Bollegraf (P-B)-T. Nijssen (P-B) b. A. Sanchez (Esp)-H. de la Posa (Esp.), 6-3, 6-7, 6-2.

SIMPLE JUNIORS
Garçons
F. Santoro (Fr. b. J. Palmer (E-U), 6-3, 3-6, 9-7.

SIMPLE JUNIORS

Filles
J. Capaldi (E-U) b. E. Sviglerova (Tch.), 6-4, 6-0.
(Entre parenthèses la nationalité des joueurs et éventuellement leur numéro de tête de série.)

Motocyclisme

GRAND PRIX DE YOUgoslavIE
(Suzuki) a remporté dimanche 11 juin à Rijeka, la Grand Prix de Yougoslavie dans la catégorie des 500 centimètres cubes. Ses compatriotes Wayne Rainey et Eddie Lawson se sont placés respectivement deuxième et troisième. Dans la catégorie des 250 centimètres cubes, c'est l'Espagnol Sito Pons (Honda) qui s'est imposé devant le Français Jean-Philippe Ruggia (Yamaha).

Rugby

TOURNÉE EN NOUVELLE-ZELANDE
L'équipe de France remporta samedi 10 juin, par 28 à 22, le match qui l'a opposé à l'équipe locale de Manawatu. A vingt-huit secondes du coup de sifflet final, Jean-Marc Lescure a inscrit l'essai salvateur.

مكتبة الأصل

Sports

AUTOMOBILISME : les Vingt-Quatre Heures du Mans

La bonne étoile de Mercedes

Pour leur retour officiel aux Vingt-Quatre Heures du Mans après la tragédie de 1955, qui avait causé la mort du pilote Pierre Levegh et de quatre-vingt-deux spectateurs, les Mercedes préparées par l'équipe suisse de Pierre Sauber se sont imposées, en parcourant 5 265 kilomètres (moyenne : 219 km/h), dimanche 11 juin, avec l'équipage composé des Allemands de l'Ouest

LE MANS - de notre envoyé spécial

Les faisceaux lumineux des phares balayaient la nuit, surgissant d'un virage pour disparaître presque aussitôt dans la courbe suivante. La ronde des voitures sport-prototypes tournait à plus de 200 km/h et devenait anonyme. Seuls les initiales peints, au bruit du moteur, mettaient encore un nom de marque sur ces visions fugitives.

Les tribunes envahies, quelques heures plus tôt, par 235 000 spectateurs, dont plusieurs dizaines de milliers de Britanniques venus supporter les Jaguar et, successivement, les Aston Martin, de retour après trente ans d'absence, se sont peu à peu vidées. La fête foraine, bat son plein. Il est 22 h 30. Jean-Louis Schlesser, le pilote vedette de la Sauber-Mercedes n° 62, achève son sixième relais et passe le volant à Jean-Pierre Jabouille qui doit « assurer » la nuit avec Alain Cudini.

Jean-Louis Schlesser peut regarder son hôtel avec sa femme, Marianna, l'ex-épouse de Björn Borg. Avant même de reprendre la piste à 6 heures du matin, il sait déjà que, pour sa sixième participation, il ne remportera pas, cette année encore, les Vingt-Quatre Heures. Les nerfs à fleur de peau après ces heures de tension extrême, il peut, avant de s'endormir, se remémorer les problèmes qui ont perturbé son début de course, pourtant préparé de longue date, ou méditer sur les dangers de cette ligne droite des Humaudières contre laquelle il est parti en guerre.

« Les Humaudières ? Une ligne droite de 3,8 km sur la nationale qui mène à Tours, devenue un monument du sport automobile. D'abord une accélération impres-

sionnante pour atteindre 360-380 km/h (Jean-Louis Schlesser a été chronométré à 400 km/h aux essais) avec la vue brouillée par les secousses puis, 50 secondes plus tard, un terrible freinage pour ramener en 250 mètres la vitesse à 80 km/h pour aborder le virage de Mul-sanne.

« C'est la négation de la course automobile où on doit constamment maîtriser sa voiture, estime Jean-Louis Schlesser. S'il y a un problème dans les Humaudières, on se retrouve sans défense. Le danger est tel qu'on interdit la présence de spectateurs dans ce secteur. Alors pourquoi y envoie-t-on les pilotes ? »

« Flèches d'argent »

Parti en tête après avoir réussi le meilleur temps des deux séances d'essais, c'est lors de son premier passage dans les Humaudières que le leader du championnat du monde des voitures de sport prototypes s'est aperçu du manque de vitesse de pointe qui compromettrait ses chances. « Un problème de gestion électronique du moteur », indiquait Max Wehr, directeur sportif de Sauber.

Venu au Mans en 1985 avec ce même moteur V8 5 litres dérivé de celui de la Mercedes 500 SE, Peter Sauber ne disposait pas a priori de l'expérience indispensable pour gagner les Vingt-Quatre Heures. En 1985 et 1988 il avait même retiré ses voitures après des accidents aux essais dans les Humaudières. Depuis 1988, l'artisan suisse bénéficie d'un soutien officiel de Mercedes en sport-prototypes, mais il a dû attendre cette saison pour reprendre les couleurs des « flèches d'argent » (siperfell) des années 50 et arborer sur le capot l'étoile à trois branches.

Jochen Mass et Manuel Reuter, et du Suédois Stanley Dickens. Le succès de la firme de Stuttgart a été complété par la deuxième place des Italiens Mauro Baldi et Gian Franco Brancatelli associés à l'Irlandais Kenny Acheson et la cinquième des Français Jean-Louis Schlesser, Jean-Pierre Jabouille et Alain Cudini.

Au Mans, les ingénieurs et techniciens de Mercedes représentaient le tiers des quatre-vingt-sept personnes de l'équipe et l'épreuve avait été préparée avec un sérieux et une rigueur très germaniques : test pour les pneus chez Michelin à Clermont-Ferrand puis pour les grandes vitesses sur l'aérodrome de Lahr (RFA), répétition sur vingt-quatre heures au Castellet, programmes de nutrition et de préparation mentale des pilotes avec Willi Duml, l'ostéopathe autrichien, « gourou » d'Alain Prost, Gerhard Berger, Thierry Boutsen, etc.

Lorsque la Porsche de Hans Stuck et Bob Wollek (durite cassée) et la Jaguar de Jan Lammer, Andrew Gilbert-Scott et Patrick Tambay (boîte de vitesses), principales animatrices de la première moitié de la course, ont été retardées — elles ont terminé respectivement troisième et quatrième —, les deux premières Mercedes étaient là au petit matin pour mener la ronde jusqu'au bout. Un exploit d'autant plus rarissime que les Mercedes n'avaient plus terminé aux Vingt-Quatre Heures depuis leur précédent doublé de 1952 et que les trois voitures engagées figuraient parmi les cinq premières à l'arrivée.

GÉRARD ALBOUY.

FOOTBALL : Marseille remporte la Coupe de France

Tapie invente Papin

L'Olympique de Marseille a remporté la Coupe de France de football en dominant Monaco (4-3), samedi 10 juin au Parc des Princes. Les Marseillais, déjà champions de France, réinscrivent ainsi le second doublé de leur histoire après celui de 1972. Auteur de trois buts au cours de cette finale, l'attaquant international Jean-Pierre Papin aura été le grand artisan des succès de l'OM en 1989. Un événement fêté dimanche soir au stade vélodrome de la ville par 40 000 supporters.

Quand Jean-Pierre Papin est arrivé en équipe de France au printemps 1986 il n'était pas loin de passer pour l'« idiot du village ». Avec sa manière de bomber le torse, son sourire de gosse émerveillé et ses blagues de collégien, il est très vite devenu sujet de rumeurs dans le football français. Les plus offensifs le surnommaient « Rantanplan » (le chien de Lucky Luke) ou « le fou » tant il semblait prêt à foncer tête baissée vers tout ce qui ressemblait à un ballon de football. Et les plus grands joueurs de l'époque n'étaient pas les derniers à le « chamber », une attitude très prise dans un milieu qui raffole des têtes de turc et se délecte des proies faciles.

Aujourd'hui, les plaisants — même ceux qui depuis ont pris leur retraite sportive — ont rangé leurs quolibets. Cet idiot-là impose désormais le respect. Si l'Olympique de Marseille a été sacré champion de France 1989, c'est en partie grâce à Jean-Pierre Papin, meilleur buteur du championnat (22 buts). Si l'Olympique de Marseille a réussi le doublé en enlevant dans la foulée la Coupe de France face à Monaco (4-3) samedi 10 juin au Parc des Princes, c'est essentiellement à ce

même Jean-Pierre Papin, auteur de trois buts, qu'il le doit.

A vingt-cinq ans, il n'est plus que « J.P.P. », meilleur joueur français de la saison et idole de Marseille.

Comment expliquer cette métamorphose ? Bon footballeur, il l'était. Physique que technique, que, soit. Un peu brouillon certes. Mais suffisamment habile devant le but adverse pour que Bernard Tapie aille le chercher en 1986 à Bruges, où il jouait après avoir appris le métier de professionnel du ballon à Valenciennes (deuxième division). Pour sa première saison à Marseille (1986-1987), il inscrit treize buts. Bilan mitigé. Peut mieux faire. Il fera mieux.

L'homme du président

Parallèlement à ses progrès sportifs au contact de joueurs d'expérience comme Alain Giresse ou l'Allemand de l'Ouest Klaus Allofs, l'homme s'affirme. Sur les conseils de Bernard Tapie, il commence par se démarquer d'« amis » un peu trop encombrants. On ne passe pas d'un salaire de smicard à des revenus mensuels de quelques centaines de milliers de francs sans s'égarer en route. De franchises explicatives avec son président, la naissance d'un deuxième enfant dans la famille Papin, le remettent sur le droit chemin. Celui d'une star en devenir. D'ailleurs, Bernard Tapie en a bien conscience. Il en fait son protégé. « J.P.P. » devient l'homme du président. Et l'homme de Marseille. Tous les supporters de l'OM se retrouvent dans ce gaillard tout en muscles et en sourires, eux qui préfèrent le football au discours, maniant plus facilement le ballon que la syntaxe.

A force de buts il devient l'idole. A force de déclarations fracassantes

« on attend les Parisiens avec des bazookas », à propos du Paris SG, — il se fait plus pagnolesque que les Marseillais eux-mêmes. Résultat : ce fils de poissonnier né à Boulogne-sur-Mer parle désormais avec un accent digne du Vieux Port.

Michel Hidalgo, le manager du club, dit de lui qu'il est « l'un des meilleurs attaquants du monde ». Il le qualifie volontiers de « chasseur de ballons », d'« antithèse du joueur calculateur ». Mais il est un peu plus que cela. Jean-Pierre Papin est simplement un des piliers du système Tapie à Marseille. Il en est conscient. Et revendique même le titre d'ami de l'homme d'affaires-député-président. N'est-il pas le seul joueur à avoir le numéro de téléphone du Phocée, le bateau de Bernard Tapie ? N'est-il pas le seul à lement à avoir été mis dans la confiance à propos des grands projets de Tapie en matière de recrutement ?

Jean-Pierre Papin est « intouchable », selon le propre mot de son président. Il est aussi moins encombrant que l'ancien capitaine Joseph-Antoine Bell, dont l'indépendance et les talents de négociateur « en tant que représentant des joueurs » prenaient des allures de contre-pouvoir. Papin, lui, se contente d'agir sur le terrain en locomotive efficace, silencieuse et fidèle. Seuls les autres responsables du club font parfois les frais. En début de saison, Michel Hidalgo venait d'entamer un discours d'avant-match dans les vestiaires lorsqu'il fut interrompu par des remontrances et des rires. Quel était donc ce garnement hilare ? Jean-Pierre Papin l'intouchable. Il rigolait et « chamberait » comme d'autres avaient ri à son sujet quelques années plus tôt. L'ancien « idiot du village » savourait les privilèges des grands...

PHILIPPE BROUSSARD.

CYCLISME : Tour d'Italie

La revanche de Fignon

Laurent Fignon a enfin triomphé d'une épreuve qui lui avait laissé de mauvais souvenirs. Cinq ans après avoir échoué de peu (à 3 s, face à l'Italien Francesco Moser, dans la contre-la-montre de la dernière étape, le Parisien de 28 ans a remporté le Tour d'Italie, dimanche 11 juin. Les routes de la péninsule avaient été favorables au leader de l'équipe de Cyrille Guimard depuis quelques mois. Vainqueur de Milan-San-Remo en 1988, puis à nouveau cette année, le coureur à la queue de cheval manifestait un plaisir de pédaler, assez prometteur.

Après les classiques, très convoitées, il vient de renouer avec la gloire en remportant une course par étapes. Dimanche, il est devenu le troisième Français vainqueur du

Giro, après Jacques Anquetil et Bernard Hinault. Une victoire qui efface le temps écoulé depuis sa deuxième réussite dans le Tour de France, en 1984. « Je suis à nouveau capable de gagner une grande épreuve », affirme le coureur.

Ni l'Irlandais Stephen Roche, longtemps bien placé, ni l'Américain Andrew Hampsten, distancé au départ, n'ont pu mettre en pail, dimanche, lors de la dernière étape du Giro, le leader de l'équipe Synchro U. L'andalous et l'italien retrouvés, incitent le Parisien à envisager le Tour de France avec optimisme. « C'est une bonne préparation, explique-t-il en ajoutant, si je n'ai pas d'accidents de santé, je serai plus fort encore au mois de juillet. »

GRAND CONCOURS

COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vigettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N°1 4.50 F 23 MAI	N°2 4.50 F 26 MAI	N°3 4.50 F 23 MAI	N°4 4.50 F 26 MAI	N°5 4.50 F 27 MAI	N°6 4.50 F 28-29 MAI
N°7 4.50 F 30 MAI	N°8 4.50 F 31 MAI	N°9 4.50 F 1er JUIN	N°10 4.50 F 2 JUIN	N°11 4.50 F 3 JUIN	N°12 4.50 F 4-5 JUIN
N°13 4.50 F 6 JUIN	N°14 4.50 F 7 JUIN	N°15 4.50 F 8 JUIN	N°16 4.50 F 9 JUIN	N°17 4.50 F 10 JUIN	Bulletin réponses 11-12 JUIN

NOM : _____ PRENOM : _____
ADRESSE : _____ LOCALITE : _____
CODE POSTAL : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.



IL Y A TOUJOURS UN SPECIALISTE DANS LE VOISINAGE.

Avec ses 8500 Points-Service, Renault, le premier réseau automobile français, vous propose un ensemble de prestations et de services visant à faciliter la vie de l'automobiliste : des équipes de spécialistes constamment formées aux techniques d'avant-garde, du matériel de pointe, un diagnostic sûr et précis. Et tout ça, à deux pas de chez vous. Pour une fois, vous n'aurez pas à vous plaindre de vos voisins... RENAULT présente elf



ELF SERVICE RIEN D'ETRE COMPRIS

مكتبة الأستاذ

Culture

MUSIQUES

« De Materie », de Louis Andriessen et Bob Wilson

Mondrian et Marie Curie

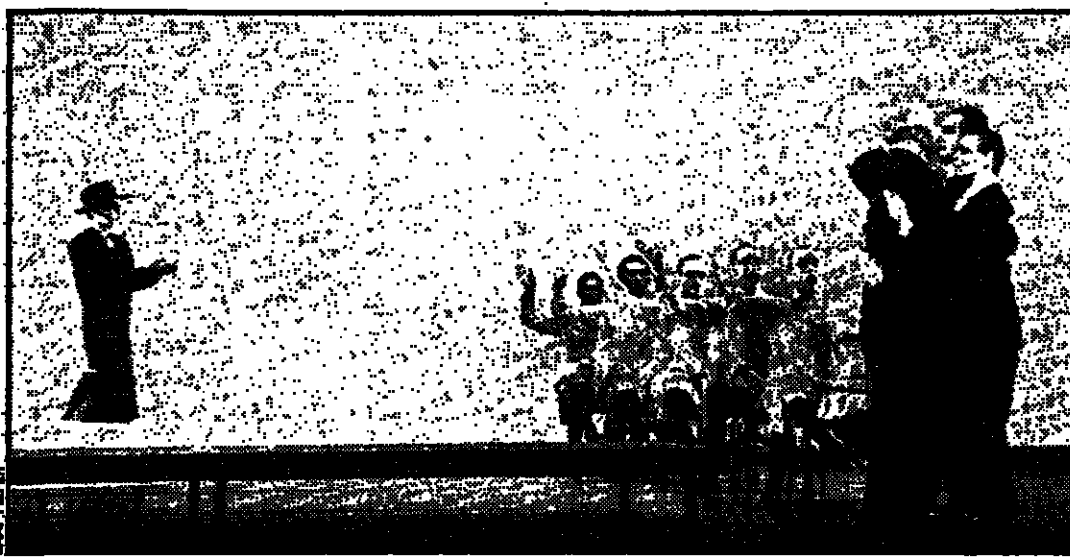
Un opéra en création mondiale : on se précipite à Amsterdam, au Festival de Hollande. Mais c'est l'ennui qui sort vainqueur d'un ambigu combat.

Où sont les temps bienheureux où l'opéra, « une reine qui a des malheurs » ? Les livrets d'aujourd'hui ont de tout autres ambitions. Dans *De Materie* (la Matière), qu'ils ont mis en musique, Louis Andriessen et Bob Wilson ont pris pour sujet, tout simplement, les relations entre l'esprit et la matière.

Protagonistes : Goriens, physicien néerlandais du début du dix-neuvième siècle, ancêtre des théoriciens de l'atome ; Hadewych, poétesse mystique flamande du treizième siècle ; Mondrian et Marie Curie. Chacun de ces « héros » est le cœur d'une des quatre parties bien distinctes qui composent l'ouvrage, chacune ayant son caractère musical propre.

Chaque partie est précédée d'un petit prologue, une sorte de pentamètre qui se joue dans un carré de lumière à l'extrême droite de l'avant-scène. Agencé comme dans le théâtre japonais, un officiant donne le départ en crevant un ballon et ponctue l'action par le grincement amplifié de son doigt sur un autre ballon ou des bruits de jonets d'enfants. Les personnages se livrent à des actes divers assez mystérieux, font des grimaces, se lancent des oranges, se donnent des fesses, etc.

Après une introduction orchestrale où le même accord est répété cent quarante-quatre fois, le chœur (huit chanteurs dans la fosse) déclame le document officiel par lequel fut abrogée la loi de fidélité à l'Espagne et proclamée la République hollandaise. Suit un texte fort détaillé concernant la construction navale, florissante à l'époque. Goriens (le ténor James Doig) explique que la matière consiste en des particules infiniment petites. Des personnages en longues robes noires vont et viennent, portant des bâtons,



des planches, de longues tiges souples dont ils finissent par édifier la coque d'un bateau, tandis que l'orchestre martèle nos tympans.

Louis Andriessen, cinquante ans, est souvent qualifié de minimaliste, essentiellement parce qu'il pratique la répétition. Mais l'énergie agressive de sa musique, ses rythmes exubérants, se situent assez loin de ce qu'on entend chez les minimalistes américains, par exemple. Dans toute cette première partie, l'orchestre (cinquante et un musiciens, dont une forte percussion) procède presque exclusivement par accords secs, brutaux, staccato et fortissimo.

Gestuelle assez raide

Pour soutenir le récit de l'expérience érotico-mystique de Hadewych (Wendy Hill, soprano arienne), la musique se fait mélodieuse, caressante, les cordes dominent. Des femmes, en robes longues claires, tirent entre elles des fils élastiques. Des câbles descendent lentement des cintres. Hadewych s'allonge sur une mince feuille de bananier qui l'élève à mi-hauteur, image un peu simplette pour figurer l'extase.

L'orchestre prend des couleurs d'orgue, et plus tard se souvient de Stravinski. Il y a aussi un spontané, une femme non identifiée sur un sofa, des rougeurs de flammes sur la toile blanche du fond.

Bob Wilson utilise des mimas et des danseurs qui dansent fort peu, se limitent à une gestuelle assez raide, souvent saccadée, des bras et des mains. Cette chorégraphie est signée de Suzuki Hanyu, qui avait déjà aidé Bob Wilson pour celle du *Mercure de saint Sébastien* de l'opéra de Paris.

Troisième partie, surprise : boogie-woogie dans la fosse. Mondrian, paraît-il, en raffolait. C'est ce que nous raconte une danseuse-ricitante en tailleur noir et chapeau d'homme, Mondrian lui-même n'apparaissant pas. Le chœur profère un texte sur la perfection de la ligne droite. Deux bathing-beauties évoluent entre des silhouettes à la Polka, en par-dessus et chapeau ; se débilitent et se réhabitent. Pour du Bob Wilson ce tableau est assez animé — tout est relatif. Ballet d'ombres chinoises — avons-nous dit que les éclairages, comme toujours chez Bob, étaient extrêmement bien fichés ?

Assez belle image, au début de la dernière partie : corps blancs étendus sur le plateau dans un décor et une lumière d'un blanc blouissant. Une barque passe lentement. Le chœur récite des sonnets de Willem Kloss sur l'amour et la mort. L'orchestre revient au système des accords. Marie Curie (le rôle est partagé) donne un passage de son Journal — celui où elle pleure la mort de son mari — et un extrait d'un discours prononcé à l'Institut. Un groupe de personnages blancs est assis face à nous, une femme en blanc fait du vélo, une autre passe lentement derrière un rideau de tulle, on se passe des plateaux d'éprouvettes. Nouvelles déflagrations orchestrales.

On l'aura compris, les relations entre l'esprit et la matière sont d'un faible ressort dramatique. Et la musique, bien que pas désagréable à écouter, est somme toute assez banale. Quelques images sophistiquées ne suffisent pas à empêcher qu'un ennui glisse comme une ombre sur le spectacle — qui dure, extraits compris, trois heures. On n'est conseiller aux responsables de l'Opéra Bastille d'aller voir cette création mondiale : elle a fort peu de chances de devenir un opéra populaire.

SYLVIE DE NUSSAC.

Les représentations de la *Dame de Pique* annulées les 13 et 14 juin. — Les représentations de la *Dame de Pique* au Palais des congrès seront annulées les 13 et 14 juin. Les réservations peuvent être reportées sur simple appel au 47-58-14-04. Le dernier de cet opéra de Tchaïkovski, donné par l'Opéra de Varsovie avec Régine Crespin, aura lieu le 17 juin.

DISQUES

David Bowie

Depuis 1983, David Bowie n'avait pas changé d'image, se contentant de variations autour de la figure imposée par *Let's Dance* (Talisman) et *Purple* (le film) : très blond, très britannique et un peu fété, la star qui pense, le play-boy doué de conscience. Mais chacun des albums qui ont suivi *Let's Dance* s'est nettement moins bien vendu que le précédent, et surtout plus personne ne s'intéressait à Bowie, qu'il enregistre avec Queen ou Pat Metheny, qu'il tourne dans un film de mariage (*Labyrinth*) ou dans le plus grand four qu'a connu le cinéma britannique ces dernières années (*Absolute Beginners*).

Exit Bowie. Entre Tin Machine, un groupe au sein duquel David Bowie n'est plus qu'un vocaliste chanteur et compositeur. Il est entouré de Tony et Hunt Sales (basse et batterie), deux frères qui accompagnèrent Iggy Pop, et d'un guitariste encore plus obscur nommé Reeves Gabrels. Et ces trois-là, jure l'ex-Ziggy, sont ses égaux. Tin Machine (le groupe, l'album et la chanson) est le résultat d'un effort collectif. Bien sûr, ce n'est pas vrai. C'est Bowie qui a décidé de constituer un garage band, comme les adolescents américains des années 60, répétant le samedi pendant que papa et maman sortaient la voiture. Mais le garage de Tin Machine abrite les limousines d'un résident helvétique de quarante-deux ans, multimillionnaire en dollars. Pourquoi pas ? A chaque fois que Bowie s'est redéfini — superstar, roi de la soul blanche ou feu de lance de l'avant-garde — le monde a fini par y croire.

Tin Machine est un disque d'une violence extrême, qui fait beaucoup de bruit. Tous les clichés du rock sont poussés dans leurs derniers retranchements (on entend de-ci de-là des classiques, *Louis Louie* ou *Summertime Blues*), saturés mais jamais cassés. Et, derrière ce barrage sonore, on entend aussi Bowie, son emphase, ses mélodies bien tournées, sa quête d'émotion jamais tout à fait satisfaite. Tout ce qui le rend étonnant.

THOMAS SOTINEL.

* Tin Machine, album, cassette CD EMI.

Perahia, Solti, Conlon

Artillerie germanique

Mahler et Strauss restent les grands fournisseurs actuels des concerts symphoniques, comme l'ont encore prouvé les programmes parisiens de la fin de semaine.

A l'issue de son dernier concert avec l'Orchestre de Paris, où il dirigeait le *Requiem* de Verdi, samedi 10 juin après-midi, Daniel Barenboim a reçu l'hommage de ses amis (Pierre Boulez en particulier) et les ovations du public qui le suit depuis quatorze ans.

Son prédécesseur Georg Solti dirigeait en son honneur *An die Musik* de Schubert, dans une orchestration de Luciano Berio, avant de lui succéder le soir, salle Pleyel, mais cette fois à la tête du London Symphony Orchestra, un ensemble solide et harmonieux, d'une qualité assez comparable à notre Orchestre de Paris.

Justifiant la présence de ce concert dans le cycle « Piano quatre étoiles » d'André Furrer, Murray Perahia jouait (après le « Concerto de Beethoven, la veille) le grand et noble *Concerto en si mineur* K. 467 de Mozart. On s'attendait d'abord de ne pas retrouver le toucher profond, velouté, coloré, du jeune Américain au visage de sabbat, comme s'il voulait s'imposer, par un jeu assez dur, véhément et en graille, à un orchestre trop nombreux, malgré la modération de Solti. L'audace paraissait un peu fade et langoureuse, sans le délicat bordsomment de s'effrayer. Et puis, comme par miracle, le vibrant, final, mené à un train d'enfer, retrouvait phrasé et fraîcheur, grâce, charme, éclat et humour. La musique a de ces mystères...

Apothéose de lumière

C'est en véritable démiurge que Solti dirige la *Première Symphonie* de Mahler, quels que soient les détails qui choquent par moments : le début trop présent, au lieu de sortir de la brume, le Ländler beaucoup trop rapide, qui perd ainsi de son parfum naïf, la Marche funèbre du chasseur, sans trop d'humour, et son trio assez blafard... Mais on sent partout la puissante personnalité de sir George, son humanité, son amour et sa délicatesse, quand il cueille les violons potiques du premier mouvement, la force irrésistible de convic-

tion dans ses crescendos, la grandeur d'airain du final très dramatique, jusqu'à l'apothéose éblouissante de lumière.

On nageait dans le symphonisme germanique en cette fin de semaine. Après l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dirigé par Marek Janowski, vendredi, c'était au tour de l'Orchestre national, dimanche, de célébrer à la fois le cent vingt-cinquième anniversaire de la naissance de Richard Strauss (ce 11 juin précisément) et le quarantième de sa mort, au Théâtre des Champs-Élysées.

Wolfgang Sawallisch, défilant, était remplacé par James Conlon, presque au pied levé, dans un programme très contrasté. La suite du *Bourgeois gentilhomme* pour piano et orchestre de chambre est du Strauss succulent, que savourent en particulier les adorateurs du *Chevalier d'Arlequin* et jusqu'à *Capriccio* composé.

Sans doute, le jeune chef américain a-t-il manqué de répétitions, car on s'est surpris d'entendre certains morceaux patés et confus à côté de merveilleuses délicatesses, transparentes, émus, tels l'ouverture, le menuet de Lully si mélancolique ou la prodigieuse sarabande plongée dans le rêve, avec son intermède d'un baroque irrépressible.

Dans *Une vie de héros*, James Conlon faisait preuve de ce brillant métier et de cette force de conviction qui l'ont amené à la tête de l'Orchestre de Rotterdam et de l'Opéra de Cologne. Mais il eut sur ses musiciens une diabolique poutre froide et, avec la grosse artille straussienne, on se sentait comme empiégé dans le tourbillon d'une forge rougeoiante.

Dans une telle œuvre, au lieu de frapper à coups redoublés, il faut alléger les mélanges instrumentaux, assouplir sans cesse les rythmes et les phrases ronflantes, rechercher ce qu'il y a de paradoxalement intime, humoristique ou enjôleur, tout ce qui séduira et rayonne dans cette partition, surprenante certes, mais pleine de variété, voire de charme ! et qui s'achève dans la sérénité.

L'Orchestre national a vaillamment soutenu le choc, en particulier les cuivres superbes, jamais épuromés, et le violon solo (Luc Hecy), qui a décrit impeccablement, avec un peu trop d'application peut-être, les courbes acrobatiques par lesquelles Strauss tente de dépasser sa capricieuse épouse.

JACQUES LONCHAMPT.

Cuchi Leguizamon aux Trottoirs de Buenos Aires

Le pianiste de la pampa

Cuchi Leguizamon se penche sur les racines du tango et reconstitue la première époque, bien avant Gardel.

Cuchi Leguizamon illustre à sa manière la période primitive du tango, quand celui-ci, à la fin du siècle dernier, se dégage insensiblement de la milonga et de divers autres influences venues de Cuba par le détour de la habanera, d'Espagne et de diverses immigrations.

Musicien autodidacte, Leguizamon est né il y a plus de soixante-dix ans à Salta, au nord de l'Argentine, dans une région où l'homme n'a pas encore touché la nature.

C'est là que Cuchi Leguizamon a imaginé deux cent cinquante pièces musicales, des zambas, des chacareras et des chacarones — chanteuses notamment par Mercedes Sosa, elle aussi originaire de Salta, — toutes fondées sur des rythmes traditionnels et qui, en Argentine, voguent librement aux côtés du folklore et d'un tango s'inscrivant dans une réalité tragique.

Cuchi Leguizamon joue pour la première fois en France pour deux

concerts — dont un à eu lieu samedi 10 juin — aux Trottoirs de Buenos Aires. Il reconstruit avec ses doigts l'époque de mélodies du tango dans de lentes mélodies illuminées de chromatismes et de nuances jazzistiques, ponctuées de couleurs noires ou indiennes.

Un instrument rural

Sous les doigts de Leguizamon, le piano redevient un instrument rural, bien avant son entrée dans les « salons » de Buenos-Aires, autrement dit les bords du début du siècle, où a surgi le tango au milieu d'une clientèle mêlée provenant de la pègre et des derniers immigrants floqués.

Il n'y a ni nostalgie ni volonté didactique chez Cuchi Leguizamon : simplement le plaisir de jouer. Avec la même innocence que l'on retrouve chez les gauchos de Salta, pour qui le temps est suspendu depuis deux siècles. Avec aussi un peu d'ironie.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Trottoirs de Buenos-Aires, lundi 12 juin 23 heures.

MUSÉE RODIN

77, rue de Varenne (7^e) — M^o Varenne

QUAND RODIN EXPOSAIT

tous les jours, et lundi, 10 h-17 h 45, 13 juin — 17 septembre

Ouverture d'un département scène

Direction Artistique : Pierre FUGER et Jean-Luc MOREAU

SPECTACLE MUSICAL

Cycle d'études deux années

1^{re} année : formation d'artistes, chant, comédie2^e année : création spectacle et tournées rémunérées

Auditions 14, 15, 16, 28 et 29 juin 1989 à 15 h

Dessins 16 à 22 ans bon niveau exigé

Présentation en tenue de danse pour cours de jazz.

Interprétation d'une chanson au choix : cassette play-back ou partition

Pour renseignements et auditions :

A.L.D. 63, rue Boissière, 75016 Paris. Tél. : 45-01-82-06

DANSE

La mort du chorégraphe Jacques Garnier

Un homme de combat

Le danseur et chorégraphe Jacques Garnier est mort du sida dans la nuit du 10 au 11 juin à l'hôpital Rothschild. Il était âgé de quarante-huit ans.

Cet écartouche, boudes de jais dans lesquels la maladie, ces dernières années, avait glissé des fils gris, Jacques Garnier était l'une des personnalités les plus ouvertes, chaleureuses et attachantes du monde de la danse. Fidèle en amitié, créateur lui-même mais attentif à la moindre parcelle de talent se manifestant chez les autres, dévoué corps et âme à l'art qu'il servait, il quitte la scène au moment où, après bien des aventures, il allait y jouer un nouveau rôle. Il venait en effet, à la demande du ministère de la culture, de rédiger un rapport sur l'enseignement de la danse au futur conservatoire de La Villette et devait y prendre d'importantes responsabilités.

Etudiant à Nanterre, il avait découvert la danse assez tard : à dix-huit ans. Un passage au Conservatoire lui ouvrit, en 1963, les portes de

l'École de danse de l'Opéra de Paris où il sera bientôt engagé dans le corps de ballet. Très vite il trouve pendant l'académisme de la « grande boutique » et fait partie des groupuscules qui s'oxygènent à l'extérieur : Ballet-studio, Groupe des sept, AJAC (Association des jeunes artistes chorégraphes), au sein desquels il cherche un langage plus contemporain. Son premier ballet, *Flux Lux*, créé salle Gémier en 1969, révèle un talent de chorégraphe que confirme bientôt un très beau pas de deux sur les *Filles* opus 6 de Webern. Un stage de trois mois aux États-Unis lui permet d'assimiler les techniques de Martha Graham, de Paul Taylor, d'Alvin Ailey et c'est à Avignon, en 1970, que son nom éclate véritablement avec *Les églises participent*, ballet-manifeste où l'on voit « un groupe en quête de plus d'unité, d'efficacité dans le travail et de liberté ». Il fonde alors, avec son inséparable camarade Brigitte Lefèvre (aujourd'hui déléguée à la danse au ministère de la culture), le Théâtre du Silence, qui fait ses débuts à Villemor en mars 1971, avant d'enthousiasmer la cour d'honneur du Palais

des papes à Avignon et de s'installer à La Rochelle.

Garnier et Lefèvre accourent la poussière de leurs chansons sur l'Opéra, ses pompes et ses œuvres. Entre les expériences de laboratoire et le grand public, il faut un point : c'est ce rôle indispensable que va tenir pendant de longues années le Théâtre du Silence, préparant le terrain à ce qu'on appellera « l'explosion de la jeune danse française » dans la décennie suivante.

En 1980, Jacques Garnier quitte la direction du Théâtre du Silence pour prendre celle du GRICOP (Groupe de recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris), où il invitera des chorégraphes avec un bonheur inégal mais avec une exigence de sérieux et de qualité jamais démentie. Il a demandé notamment des créations à Karine Saporta, Régine Chopinot, François Verret, Dominique Baguet, Maguy Marin, Lucinda Childs, Philippe Decouflé.

Son dernier combat aura été que la danse soit enfin reconnue et traitée à l'égal de la musique au sein du futur conservatoire.

S. de N.

Avec Le Monde sur Minitel

ENSAIT ROUBAIX

GRANDES ÉCOLES

36.15 LEMONDE

PUBLICATION JUDICIAIRE

« La 9^e chambre de la cour d'appel de Versailles, par jugement du 29-3-1988, a condamné solidairement Daniel Gracou, journaliste, et Gérard Gélormin, directeur de publication de « La Voix populaire » à 12.000 F de dommages et intérêts et 2.000 F au titre de l'art. 475-1 du CPP pour diffamation, à l'égard de M. Yves Lemaire, directeur de l'AFRP, dans un article intitulé « Foyer du Fort-300 immigrés sans chauffage » paru le 21-1-87 ».

مكتبة الأصل

Culture

THÉÂTRE

Les Rencontres de Berlin

L'Est pour la première fois

Les 26^{es} Rencontres théâtrales de Berlin, qui se sont tenues au mois de mai, sous l'étiquette « Réalités nouvelles », resteront comme celles de l'ouverture. Courtisées depuis de nombreuses années, la RDA a enfin accepté d'y participer.

Quatre spectacles de la RDA ont, pour la première fois, été présentés aux Rencontres théâtrales de Berlin-Ouest. Ces heureux aboutissements après des années de négociations ont été à l'accord culturel conclu entre les deux pays, comme un inéluctable effort d'Ulrich Bechard, directeur du festival, qui a su ménager les susceptibilités des autorités est-allemandes. Quelques compromis ont dû être acceptés : ainsi, le jury chargé de sélectionner « les mises en scène les plus remarquables » de la saison, comporte à présent un membre désigné par la RDA, et non comme le veut l'usage, admis par cooptation.

Mais surtout, la RDA a exigé des garanties sur le caractère international de ces rencontres, à présent obligées d'accueillir au minimum un spectacle suisse, autrichien, est-allemand. Par chance, le Théâtre de Biele a produit cette année une très belle *Catherine de Heilbronn* de Kleist, qui, dans la mise en scène et les décors de Cesare et Daniele Lievi, devient un merveilleux livre d'images raffinées, de messages visuels rappelant la *plura metasta-*

Depuis quelques années, l'importance croissante des décors est mise en évidence. Le scénographe Karl-Ernst Herrmann détient le record de participation aux Rencontres, et il était là cette année encore avec *Heldeplatz* de Thomas Bernhard, par Claus Peymann avec le Burg Theater de Vienne — le scandale autrichien de la saison. Il a reçu, en même temps, que Peter Stein, en hommage à vingt ans d'une collaboration exemplaire, le Prix berlinois du théâtre, décerné pour la pre-

mière fois en 1988 à Georges Tabori.

La RDA était représentée par trois spectacles, qui, chacun à sa manière, témoignent des « nouvelles réalités » et portent sur la société un regard critique. C'est avec le *Briser de vent* — inquiétudes sur la discipline du travail — de et par Heiner Müller (venu à Paris au Théâtre de l'Europe, le Monde du 6 mai) que cette démarche est la plus flagrante. Autre production berlinoise (de l'Est), *Société de transition*, de Volker Braun. Le titre est à double sens. Il fait allusion, d'une part, à l'idéologie (ancienne) selon laquelle le « socialisme réellement existant » de la RDA ne serait qu'une étape sur la voie de l'utopie communiste. D'autre part, il renvoie aux mutations de la société post-stalinienne.

Volker Braun s'est inspiré d'une mise en scène des *Trois Sœurs*, par Thomas Langhoff, également metteur en scène de *Société de transition*. On retrouve ces trois sœurs —

elles portent les mêmes prénoms que chez Tchekhov — dans une même province terne, apathique. Elles sont aussi amies du désert ardent d'une autre vie. Elles rêvent de se réaliser, de franchir les frontières, ce qui en RDA se comprend au propre comme au figuré. Mais les protagonistes ne s'abandonnent pas à la mélancolie, à la résignation. Ils rappellent les personnages de *L'Ange exterminateur*, de Bunuel, qui, enfermés, laissent tomber les masques et donnent libre cours à leurs obsessions, aux fantômes du passé, aux souffrances du présent.

De l'autre côté du mur

La troisième production arrivait de Schwerin : *le Suicidé*, de Nicolai Erdmann, par Ernst Havemann. Censurée sous Staline, en 1930, la pièce a été créée en 1969 à Göteborg. Elle raconte comment les représentants de différents groupes sociaux s'efforcent d'exploiter les velléités suicidaires d'un brave petit-

bourgeois. Au-delà de la référence historique, c'est la satire décapante d'une idéologie aisément identifiable, même dans un pays non socialiste (*le Suicidé* a d'ailleurs été monté à l'Odéon par Jean-Pierre Vincent et présenté à Nanterre par Claude Stratz).

Pour les théâtres de l'Est, la partie était gagnée d'avance. Leur présence faisait à elle seule événement. Toutefois, les réactions traduisaient quelque réserve. Les problèmes de la RDA ne sont pas inconnus des Berlinois occidentaux, mais leur approche est déformée par de vieux préjugés, et ils ignorent à peu près tout de la vie quotidienne, de l'autre côté du mur. Beaucoup ont été surpris par l'audace des metteurs en scène et des auteurs dans un pays toujours aussi réfractaire au réformisme de Gorbatchev. Le directeur du Maxim-Gorki Theater a d'ailleurs relevé, au cours d'un débat sur *Société de transition*, que tous les systèmes politiques sont confrontés au même besoin de s'extirper d'un monde en décomposition.

Autre particularité de ces 26^{es} Rencontres : jamais les dramaturges contemporains n'auraient été si nombreux : huit sur dix parmi les pièces sélectionnées. Les plus controversés ont été Bocho Strauss deux fois présent avec *les Visiteurs*, par Dieter Dorn avec le Kammertheater de Munich, et *le Temps et la Chambre*, par Luc Bondy et la Chambre, par Luc Bondy et la Chambre, par Jürgen Flimm a été l'un des sommets de la manifestation, l'autre étant *le Peuple Cousin*, drame expressionniste d'Ernst Barlach, par Günter Krämer.

Cette année, pour la première fois, a été publiée la liste de tous les spectacles proposés pour la sélection finale. Elle constitue une information précieuse, car malgré la participation financière de la RDA, des mesures d'austérité ont contraint les organisateurs à diminuer le nombre des spectacles. Cela aussi est une « nouvelle réalité ».

RUDOLPH GANZ.

Traduction Yveline Gellon et Alain Auffrey.

La saison 1989-1990 au Théâtre de la Ville

Théâtre, musique et danse, c'est le triptyque désormais classique du Théâtre de la Ville. Le programme dramatique, qui comprend six spectacles, respectera les quotas européens, selon son directeur Gérard Violette. La saison débutera sur des aires de Révolution française avec la création de *la Mission*, de l'Allemand Heiner Müller, et celle du *Perruquier vert*, de l'Autrichien Schnitzler, mis en scène par Mathias Langhoff (du 6 novembre au 2 décembre). Georges Lavandant réalisera *le Roi, le roi, le roi*, de François Mitterrand (du 6 au 16 décembre). Ce sera ensuite au tour de Jacques Nichet, qui mettra en scène le *Ballade du monde occidental*, de l'Irlandais John Millington Synge (du 24 janvier au 18 février). Du 6 au 31 mars, le Théâtre de la Ville produira la *Danse de mort I et II*, du Suédois August Strindberg, mis en scène par Lucian Pintilie, et Philippe Genty.

créera sa nouvelle pièce, *Dérives*. Enfin, le Théâtre Paris-Ville accueillera *Eclats*, de Catherine Anne, mis en scène par l'auteur (du 28 septembre au 28 octobre).

Pas moins de vingt et une compagnies de danse sont attendues : Carbone 14 (septembre), Karine Saporta (octobre), Jean-Claude Gallota (avril), Carolyn Carlson (avril), Pina Bausch (mai) ou encore Anne Teresa De Keersmaeker (juin).

Enfin, le Théâtre de la Ville organise des concerts pour tous les goûts, avec des musiques traditionnelles du Pakistan et de l'Inde (de novembre à mai en alternance), des chanteurs français (Jean Guidoni, les 13, 15 et 16 septembre), des compositeurs (Michael Nyman, les 11 et 12 novembre), ou des guitaristes (Maria Jo Pires, du 17 au 19 novembre).

* Renseignements : 42-74-22-77.

ARTS

A la Bibliothèque nationale, « Le patrimoine libéré »

Les chefs-d'œuvre... des armées révolutionnaires

La Bibliothèque nationale présente dans la galerie Mansart quelques-uns des chefs-d'œuvre qui l'ont enrichie pendant la période révolutionnaire.

Curieux titre que celui de cette exposition. Le patrimoine « libéré » est surtout un patrimoine spolié. Les expropriations faites aux dépens du clergé et de la noblesse peuvent se justifier. L'exercice est plus scabreux quand il faut légitimer les ponctions opérées chez nos voisins. C'est en effet par chariot entiers que les armées de la République rapportèrent de Belgique, des Pays-Bas, d'Allemagne ou d'Italie des manuscrits, des médailles ou des imprimés. Paris, capitale de la liberté, se devait de recevoir « le dépôt le plus riche des connaissances humaines ». Quelques esprits, comme Quatremère de

Quincy (1), protestèrent bien contre ces abus qu'ils jugeaient inutiles et désastreux pour la culture européenne. Et si, en 1815, une partie du butin fut rétrocédée à leurs propriétaires, la Bibliothèque nationale sut conserver nombre de ces trésors. Pour sa plus grande gloire. Et pour notre satisfaction discrètement réprobatoire.

La première bibliothèque visitée est celle de Bruxelles. Les Français font main basse sur les manuscrits à peinture de la cour de Bourgogne dont on nous montre aujourd'hui un bel exemplaire — *le Voyage d'outre-mer*. La rive gauche du Rhin est également explorée avec profit. « C'est à Cologne que nous avons brillé », écrit le commissaire Lebland, qui envoie à Paris vingt-cinq caisses de livres précieux. Plus tard vient le tour de l'Italie. La moisson y est encore plus abondante. Le démantèlement des bibliothèques est systématique. La Commission des arts et des sciences près l'armée

d'Italie dresse des listes complètes et fixe des objectifs. La République de Venise est ainsi taxée de cinq cents manuscrits en 1796.

L'année suivante, le Vatican doit céder un nombre égal de volumes. On peut ainsi voir rue de Richelieu la célèbre *Anthologie palatine* du dixième siècle et le rouleau de la *Liturgie de saint Basile*, du treizième siècle, une édition de Virgile, publiée à Rome en 1471, un ensemble de manuscrits de Dante et une Bible hébraïque du quatorzième siècle, le tout « emprunté » à la Bibliothèque vaticane ou au cabinet du pape Pie VI.

Ces pièces sont transférées à Paris dans une bibliothèque qui depuis quelques années est en pleine efflorescence. Une crise du personnel y couve dès 1788. Les événements révolutionnaires aggravent les conflits. Le rôle de la future BN est lui-même remis en question : faut-il conserver les ouvrages « réactionnaires » et purger les rayons ? Quelques volumes tombent, mais les administrateurs de la Nationale, consciencieux, sauvent leurs imprimés et absorbent avec diligence la masse considérable des ouvrages saisis dans les bibliothèques ecclésiastiques ou chez les émigrés : plus de deux cent cinquante mille livres, quatorze mille à quinze mille manuscrits et quatre-vingt-cinq mille estampes, sans parler des médailles, pierres précieuses (le grand camée de France, l'initiale de la Sainte-Chapelle, le monogramme du Christ du couvent des Carmes) et même des pièces de mobilier comme le fauteuil du bon roi Dagobert, venu de Saint-Denis.

Emmanuel Le Roy Ladurie, l'administrateur général de la BN, nous invite à contempler, dans la galerie Mansart, quelques-uns de ces trésors inestimables de ce patrimoine soigneusement conservé dans ses réserves et peu connu du public. En regretant peut-être le temps où l'une des missions des armées de la République tenait en deux mots : « Enrichissez-vous ».

EMMANUEL DE ROUX.
* « Le patrimoine libéré », Bibliothèque nationale, 52, rue de Richelieu. Jusqu'au 10 septembre.

(1) Les éditions Mécène viennent de rééditer les *Lettres à Miranda* sur le déplacement des monuments de l'art de l'Italie, d'Antoine Quatremère de Quincy.

SORTIE LE 14 JUIN

IL DANSE ET LE MONDE ENTIER S'ACCORDE A SES PAS.



GEORGE HILL
ET
SAMMY DAVIS JR.

TAP DANCE

RUUDOLPH GANZ.
Traduction Yveline Gellon et Alain Auffrey.

THEATRE DU JARDIN
Jardin d'Acclimatation - 14^{es} séances
14 JUIN de 19h30 à 21h du matin
GRANDE NUIT DE LA MUSIQUE CLASSIQUE
avec la gracieuse participation de
FREMY • DEVOYON • GOROG
MERLET • PARASKIVSCU
PENNETIER • PIDOUX • ROUVIER
et de 40 lauréats et futurs lauréats
des grands concours internationaux
Entrée 150F • Buffet campagne gratuit
Réservations : 40 67 93 72

GLOBE
DE JUIN
TOUT CE QUE VOUS N'AVEZ
JAMAIS OSÉ SAVOIR SUR SADE
ET LE SADISME

LE COFFRET DU BICENTENAIRE



POUR conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque.
En carton pelliculé, lavable.

40F
Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-dessous
LE COFFRET DU BICENTENAIRE
NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____ CODE POSTAL _____
LOCALITÉ _____ X 40 F =
Commande et règlement à adresser à
DIFFUSION N° 1 - LE MONDE
BP 212
CLÉON
78410

Le Monde PARIS ET SA RÉGION AU RENDEZ-VOUS DE L'EUROPE

SUPPLÉMENT GRATUIT
MERCREDI 14 JUIN
(DATÉ JEUDI 15 JUIN)

PILE
SEPARÉE

ATTENTION
Ce supplément gratuit est publié en cahier séparé.
N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

مكتبة المصطفى

Photo: courtesy of Margaret Bourke-White Estate.



BOURKE-WHITE

CENT SEIZE ŒUVRES DE MARGARET BOURKE-WHITE, PHOTOGRAPHE DE PRESSE MONDIALEMENT CÉLÈBRE DANS LES ANNÉES 1930-1940. UNE EXPOSITION PROPOSÉE PAR L'INTERNATIONAL CENTER OF PHOTOGRAPHY DE NEW-YORK, RÉALISÉE GRÂCE AU CONCOURS DE UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION AVEC LA COLLABORATION DES MAGAZINES LIFE ET FORTUNE. CENTRE NATIONAL DE LA PHOTOGRAPHIE, PALAIS DE TOKYO, 13, AVENUE DU PRÉSIDENT WILSON, PARIS 16^{ÈME}. 14 JUIN-4 SEPTEMBRE 1989.

 **UNITED
TECHNOLOGIES**

مكتبة امين الأصيل

Communication

« La Voix du Nord » entre dans le capital de « l'Aisne nouvelle »

SAINT-QUENTIN
de notre correspondant

Le quotidien lillois *La Voix du Nord* est entré dans le capital de *l'Aisne nouvelle* à la faveur d'une assemblée générale des actionnaires du journal de la région de Saint-Quentin (Aisne), qui s'est tenue le samedi 3 juin.

Les actionnaires de *l'Aisne nouvelle* (qui paraît trois fois par semaine et diffuse à 30 000 exemplaires) ont accepté majoritairement la procédure qui devait permettre à *La Voix du Nord* de réussir sa manœuvre : suppression de l'interdiction statutaire faite à un actionnaire de détenir plus de 7 % du capital social et de représenter tant personnellement que comme mandataire plus de 10 % du capital social, et augmentation du capital social avec création de 56 377 actions nouvelles, pour lesquelles les actionnaires abandonnaient leur droit préférentiel de souscription au profit d'une société en formation, Aisinvest.

Derrière cette société se cachait Havas médias régions et *La Voix du Nord*, auxquelles l'opération permet de détenir désormais 35 % du capital de *l'Aisne nouvelle*, soit la minorité de blocage. M. Henri Delcroix, président du conseil d'administration, mais le conseil enregistré l'arrivée de deux nouveaux administrateurs, M. Philippe Santini, président d'Havas régions, et M. Jean-Louis Prévost, président du directoire de *La Voix du Nord*. Dans la corbeille des nouveaux mariés, Aisinvest apporte 6,5 millions de francs. Cette somme permettra à M. Henri Delcroix d'accélérer la mutation de l'entreprise, avec l'achat notamment d'une nouvelle rotative susceptible de faire entrer la couleur dans le journal.

Toutefois, un certain nombre d'actionnaires, représentant quelque 30 % du capital, se montrent « déterminés à défendre l'Aisne nouvelle dans son statut indépendant ». Décidés à entreprendre des recours afin de faire annuler les résolutions adoptées lors de l'assemblée générale mixte, ceux-ci auraient enregistré des « irrégularités » dans son déroulement. Parmi eux figure le quotidien champenois de M. Philippe Hersant, l'Union, dont l'aire de diffusion jouxte celle de *l'Aisne nouvelle*.

J.-P. BIARROTTE-SORIN

La concurrence des centres de production régionaux de FR 3

Les producteurs critiquent le projet de réforme de l'audiovisuel public

Les producteurs critiquent la réforme du service public. Ils s'alarment des effets que pourrait avoir sur leur activité le projet gouvernemental de présidence commune Antenne 2-FR3 et de regroupement de certaines activités des deux chaînes. Un projet approuvé par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, le 9 juin, et qui sera examiné par les députés lundi prochain. Les producteurs s'inquiètent particulièrement de la place faite à l'outil de production de FR3 et de la création envisagée d'une centrale unique d'achats de programmes.

« Madame le ministre, l'entreprise que vous avez eu l'obligation de nous accorder [...] a laissé les producteurs déçus et inquiets », écrit à Mme Catherine Tasca, le 8 juin, M. Jacques Peckine, président de l'Union syndicale des producteurs de programmes audiovisuels (USPA). « Nous attendions en effet de vous que fussent écartées des perspectives claires de développement de la production audiovisuelle française dans le cadre de la réforme que vous préparez. » Au contraire, affirme M. Peckine, les grands axes du projet gouvernemental comportent « un risque économique majeur pour les producteurs [...] un risque grave de retour en arrière et d'affaiblissement peut-être irréversible d'un secteur en plein développement ».

Les producteurs de l'USPA, comme leurs collègues du cinéma de l'Union des producteurs de films (UPF), justifient ce pessimisme par une analyse extrêmement critique du projet de loi. Non seulement, estiment-ils, celui-ci allège en rien les lourdeurs de l'audiovisuel public, mais il menace d'étendre à Antenne 2 les difficultés propres à la troisième chaîne, FR3, victime du poids excessif de son outil de production en région (une dizaine et 1 500 personnes environ), ne bâtit plus, selon eux, sa grille de programmes en fonction des télépectateurs, mais en fonction des moyens techniques qu'il lui faut faire tourner. Avec le résultat que l'on sait : une audience restreinte et une structure peu productive, malgré l'afflux de la redevance, faute d'être mise en compétition.

« Le président commun aux deux chaînes », insiste M. Peckine, « sera aussi de cet appareil de production ; ce n'est donc plus une, mais deux ».

grilles de programmes qui seront handicapées par les mêmes pesanteurs. Une évolution jugée d'autant plus « anachronique » et « archaïque » qu'elle va à l'encontre d'un autre volet de la politique gouvernementale que les producteurs privés, cette fois, appellent de leurs vœux : la séparation des fonctions de production et de diffusion, qui consacrerait leur indépendance à l'égard des chaînes dans un marché ouvert et concurrentiel. Que demain Antenne 2 soit contrainte de passer commande à FR3, et c'est un débouché qui se fermerait progressivement aux producteurs privés, diminuant d'autant le nombre de leurs clients potentiels.

Cette analyse, la SFP — publique — pour autant — la partage, qui craint d'être la victime du nouveau regroupement. En comprimant trois de personnel et de gestion, en distinguant clairement ses deux « métiers » (la production au sens strict d'un côté, la prestation de service de l'autre), la société a fourni ces dernières années un gros effort pour s'adapter aux lois du marché. Lors du marché que les pouvoirs publics avaient choisi de lui imposer en supprimant les commandes obligatoires de TF1 et d'Antenne 2 dont elle bénéficiait jusqu'à.

« Concurrence équilibrée »

« Je ne peux pas imaginer que cette réforme ait pour objet d'exacerber les rivalités au sein du service public de production », affirme son PDG, M. Philippe Guilhaume. Mais si, comme prestataire, je crois nécessaire une planification pluri-annuelle des investissements lourds au niveau du groupe public, comme producteur, en revanche, j'estime qu'une concurrence équilibrée doit être la règle. Faute de quoi, la pluralité économique et artistique serait en cause ».

Le pluralisme. Le mot est lâché. C'est en son nom que les professionnels du cinéma s'en prennent, de leur côté, à un autre volet de la politique gouvernementale : la création, annoncée dans l'exposé des motifs du projet de loi, d'une centrale d'achat de programmes commune à

Antenne 2 et FR3. « L'indépendance et le pluralisme de la création passent par la diversité des sources de la production », écrit ainsi M. Claude Berri, président de l'ARF, la société civile des auteurs-réalisateurs-producteurs, au ministre de la culture, M. Jack Lang. La mise en place d'une centrale d'achats, qui traitera les droits de diffusion d'environ quatre cents films par an, donnera à son responsable un pouvoir exorbitant sur la programmation de films. Et, plus, même si ce n'est pas dit, sur le prix de vente des films, qui s'est emballé ces dernières années.

Au ministère de la communication, on n'ignore plus que la campagne des professionnels va s'intensifier jusqu'à l'examen du projet de loi. Mais on y affine — ou fait d'y affiner — une grande séduction. Un éventuel transfert des commandes d'Antenne 2, du privé vers FR3 ? Le danger n'est pas d'actualité. Les carnets de commandes de la troisième chaîne sont pleins, dit-on, jusqu'en 1990 grâce à l'accord de coproduction signé entre FR3 et la SFT.

Et c'est parce que l'emploi et l'activité ne sont pas menacés en régions, explique-t-on rue Saint-Dominique, que l'on peut, dès aujourd'hui, commencer à y séparer les activités de production et de diffusion. Les professionnels du privé comme la SFP n'ont rien à redouter. Qu'ils soient assurés qu'en tout état de cause nous interviendrons en cas de dérapages. La création d'une centrale d'achats de films ? « Les prix des films baisseront, reconnaît-on. Et alors ? C'est exactement l'objectif que nous recherchons. Il y a d'autres façons d'aider le cinéma. Quant au pluralisme des choix, il nous suffit de rappeler que nous souhaitons instaurer une véritable complémentarité entre A2 et FR3 ».

Il n'empêche. Mal reçu dans un premier temps par le groupe socialiste, critiqué par l'opposition, le projet de loi sur la présidence unique n'avait pas besoin d'une telle volée de bois vert des professionnels pour susciter scepticisme et circonspection.

PIERRE-ANGEL GAY.

« Décentralisation à l'affiche » de Jean-Marc et Philippe Benoît

L'âge ingrat de la communication locale

Sept ans après la loi de décentralisation de 1982 qui donna officiellement naissance aux collectivités territoriales, Jean-Marc et Philippe Benoît, respectivement directeur d'études à l'Institut IPSOS et dirigeant du cabinet conseil Agora, ont dessiné dans *Décentralisation à l'affiche* un triptyque précis et sans complaisance sur la manière dont la plupart des 36 423 communes, des 99 départements et des 22 régions concevaient aujourd'hui leur politique de communication.

Tissé d'entretiens avec des hommes politiques et des professionnels de la publicité ou des relations publiques, l'ouvrage ne prétend pas à l'exhaustivité mais veut ouvrir un débat entre élus et fonctionnaires des collectivités territoriales. 4 500 ouvrages ont d'ailleurs été adressés à ces décideurs, ce qui prouve assez la volonté des deux auteurs de déclencher discussions et décisions plutôt que de faire un best seller de *Décentralisation à l'affiche*.

Ce qui frappe dans l'ouvrage, c'est la diversité des politiques de communication mises en œuvre. Si les villes, les départements et les régions usent massivement des mêmes supports — principalement l'affichage et la presse régionale aux dépens de la télévision, trop coûteuse, ou de la presse nationale, trop lointaine, — leurs budgets divergent énormément.

Certains sont héliptériens, d'autres confortables. Certaines collectivités locales se sont lancées tôt dans la communication publicitaire (comme la région Nord-Pas-de-Calais qui mit la main à la pâte dès 1974 ou la ville de Montpellier qui, en bonne « surdouée », s'en était en 1982 alors que beaucoup de ses concurrents attendaient les municipales de 1983 pour démarrer), d'autres explorent des terres encore en friche (comme le conseil général de Charente-Maritime qui fut parmi les premiers à tenter l'aventure du parrainage avec le catamaran du même nom).

Pourtant, toutes ces collectivités territoriales cherchent avec plus ou moins de bonheur à forger par l'image, le slogan, une véritable identité locale, le sentiment d'appar-

tenance à une collectivité humaine et non seulement institutionnelle.

Cette quête n'empêche ni les étournements ni les confusions. La politique de communication locale, expliquent les deux auteurs de *Décentralisation à l'affiche*, en est encore à l'âge ingrat. Rares sont les maires, les présidents de conseils général ou régional capables de faire appel à de véritables professionnels de la communication et prêts à considérer que l'image de leur ville ou de leur département ne se réduit pas à leur propre image ou à celle qu'ils se font de leur carrière. Rares, enfin, sont les collectivités locales françaises qui ont déjà dépassé les frontières de l'Hexagone et sont susceptibles, comme la région Provence-Côte d'Azur, d'adopter une dimension européenne et d'exporter leur image en des langues différentes.

« Les enjeux de la professionnalisation s'inscrivent au futur », notent les deux auteurs de cet ouvrage de synthèse, largement illustré, qui rappelle utilement que la communication locale représente une investissement annuel de l'ordre de 1 milliard de francs.

YVES-MARIE LABÉ.

* *Décentralisation à l'affiche*, de Jean-Marc et Philippe Benoît, 223 p., 276 F. Éditions Nathan.

Quatre projets de quotidiens en Espagne

Quatre nouveaux quotidiens devraient voir prochainement le jour en Espagne. Il s'agit de l'hebdomadaire *El Independiente*, qui va adopter une périodicité quotidienne, de *Madrid*, un journal interdit par le général Franco en 1971, d'*El Sol* et d'*El Mundo Siglo XXI*. Ce dernier est lancé par Pedro Jose Ramirez, ancien directeur du quotidien *Diario 16*, titre-phare de Grupo 16, un groupe de presse dont Robert Hersant vient d'acquiescer 51 %, ce qui a provoqué une levée de boucliers et une contre-offensive du gouvernement espagnol. Pedro Jose Ramirez avait été destitué de ses fonctions au printemps par le président de Grupo 16, Juan Tomas de Salas, qui lui reprochait d'avoir donné à *Diario 16* un aspect « populiste » à la limite du sensationnalisme.

Le nouveau quotidien que prépare Pedro Jose Ramirez dispose d'un capital d'environ 60 millions de francs souscrits par différentes institutions indépendantes des partis. Le quotidien britannique *The Guardian* devrait détenir une « petite participation ». Le journal sera tiré à 150 000 exemplaires et son espérance de vente sera de 100 000 à 120 000. Prévu pour l'automne, *El Mundo Siglo XXI* devrait concurrencer directement *Diario 16* (126 000 exemplaires vendus en moyenne), les deux grands quotidiens *El País* et *ABC*, ainsi que *Ya*.

Si les quatre projets de quotidiens annoncés se réalisent, la péninsule Ibérique comprendra alors huit journaux d'informations générales, auxquels il faut ajouter deux quotidiens sportifs (*Marcas* et *As*) et quatre quotidiens économiques (*Expansión*, *Cinco Días*, la *Gaceta de los negocios* et *Economía 16*).

Y.-M. L.

Découvrez l'Amérique latine... à Rotterdam

Visitez le Salon EuroLatina, vous y rencontrerez quelques centaines d'entrepreneurs venus de 14 pays d'Amérique latine qui vous proposeront une sélection de grande qualité de produits non-traditionnels connus pour être favorablement accueillis sur le marché européen.

Les pays participants : Argentine, Brésil, Colombie, Costa Rica, Cuba, Equateur, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Pérou, El Salvador, Trinité et Tobago, Uruguay.

Les produits représentés : Produits alimentaires, tissus et produits textiles, cuirs et articles de maroquinerie, plantes et fleurs, matériaux de construction, produits techniques, articles ménagers et produits d'artisanat auxquels s'ajoute une vaste sélection d'autres produits et services divers, notamment du secteur du Tourisme.

Salon Commercial International EuroLatina II les 20, 21, 22 et 23 juin 1989 tous les jours de 10 à 17 heures. Centre d'Expositions "Ahoj" de Rotterdam.



Information: Intravision b.v. Boite postale 27094 3003 LB ROTTERDAM Pays-Bas tél: 010 - 46744.55 télécopieur: 010 - 46778.62

EuroLatina II: la PROMESSE COMMERCIALE de l'Amérique latine

LES JOURNALISTES

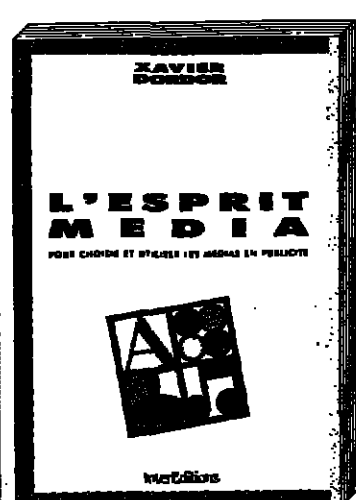
Sous la direction de
Jean-Pierre LÉONARD
et
Philippe de Saint-Arnaud

Les journalistes, leur liberté d'expression, les règles de la profession, un statut juridique complexe, les coefficients salariaux applicables...

Un livre pratique indispensable à tous les acteurs de la presse écrite et audiovisuelle.

Diffusion **l'itec**
27, place Dauphine - 75001 PARIS
28, rue Soufflot - 75006 PARIS
ou chez votre libraire habituel.

VICTOIRES-ÉDITIONS
COLLECTION LÉGISLATIVE



QUE L'ESPRIT MEDIA SOIT AVEC VOUS.

Pour faire le point sur la sélection des médias et leur utilisation en publicité, pour découvrir le langage média de votre marque, pour donner de la force et de l'impact à vos campagnes de publicité,

voici l'Esprit Média, un livre de Xavier Dordor, Directeur de l'Agence Alliance. Maintenant, l'Esprit Média ne vous quittera plus.

InterEditions

MEDIASPOUVOIRS

Sommaire du n° 15 JUIN-JUILLET-AOÛT 1989

Analyses
Claude CONTAMINE
Pour l'Europe de la télévision
Christophe VEYRIN-FORRER
Le financement de la télévision par la publicité

M. Jean MARTIN
La télévision publique sans publicité : une nécessité
Robert MÉLIAN
Analyse stratégique de la presse périodique

et un entretien de Martin DESPREZ, directeur général du groupe Amaury



Téléphone : (1) 47.23.61.68

Enseignement supérieur privé - Formation continue

ICMA

Institut de la Communication
d'entreprise et du Management

- Formation aux relations publiques, relations avec les médias, communication interne et externe des entreprises, communication globale et corporative.
- Maîtrise des techniques d'information : presse, audiovisuel, nouveaux médias, P.A.O. (publication assistée par ordinateur).

Cycle de 7 mois :
Novembre/Mai - Mars/Septembre.
Stages pratiques en entreprise.
Admission :
Bac + 2 et formation continue.

ICMA
71, rue de la Condamine
75017 Paris
Tél. : (1) 45 22 89 00

Enseignement supérieur privé - Formation continue

INSTITUT COMMERCIAL DE LA COMMUNICATION

Une formation unique

La presse, l'audiovisuel, les nouveaux médias, les studios de création, la pub, les agences de communication et de relations publiques ont des produits à vendre.

Apprenez à commercialiser la communication

- Vente, marketing, gestion.
- Presse, pub, communication.

Cycle de 7 mois :
Novembre/Mai - Mars/Septembre
Stages pratiques en entreprise
Admission :
Bac + 1 et formation continue

INSTITUT COMMERCIAL
DE LA COMMUNICATION
71, rue de la Condamine
75017 Paris
Tél. : (1) 45 22 89 00

Pourquoi avez-vous le droit de choisir votre marque de café ?

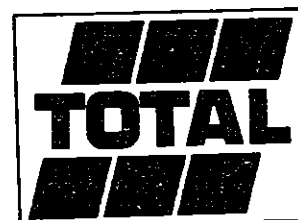
Bonne question.

Des produits comme le café, les pâtes ou les téléviseurs voient leur qualité certifiée par des marques. Toutes les grandes surfaces s'accordent à le reconnaître : vous avez le droit de choisir. Sauf pour le carburant ! Cela mérite quelques explications.

1. Lorsque vous choisissez un paquet de café, vous achetez le juste mélange d'arabica et de robusta, torréfié à votre goût. Pour vous, la marque de ce café est une garantie.
2. Vous achetez des pâtes ; si vous les préférez au blé dur ou avec 8 œufs frais au kilo, vous savez quelle marque choisir.
3. Que diriez-vous si votre téléviseur était vendu sans marque, sous prétexte qu'il répond à quelques normes techniques de base ?
4. Quand pour votre voiture vous faites le plein, vous avez aussi le droit de savoir qui a fabriqué votre super. Est-il aux normes ordinaires, ou d'une qualité supérieure à ces normes ? A t-il des avantages supplémentaires ? S'agit-il d'un mélange ou d'un produit importé ? Là, malheureusement, certaines grandes surfaces vous retirent le droit de savoir, et donc de choisir.

Chez Total, nous pensons que les marques garantissent la qualité des produits, et vous donnent le droit de choisir. C'est bien la moindre des choses.

Et puis, honnêtement, la concurrence n'est valable qu'à qualité égale.



VOYAGEZ MIEUX SUR TOTAL.

هنا امنه الاصل



(Suite de la première page.)

L'apothéose sera évidemment réservée au jour de la fête nationale, avec cette *Marseillaise* confiée à Jean-Paul Goude qui, le 14 juillet au soir, libéré des mesquines contraintes du « clip », pourra s'épanouir sur une scène à sa démesure : 72 000 mètres carrés de l'Étoile à la Concorde, pour un défilé de quelque sept mille cinq cents artistes, figurants et militaires. La « Gouderie », comme l'on dit dans les diners « branchés », se veut une réincarnation de l'immense Fête de la Fédération qui, le 14 juillet 1790, sur le Champ de Mars, fut le premier anniversaire de la prise de la Bastille. Ce jour-là, Louis XVI devint roi des Français plutôt que roi de France, tandis que Marat, bougon et rageur, tirait dans l'air du peuple : « Foutus fêta ».

« Foutus » ou non, celle du Bicentenaire, de bals en défilés, de spectacles en feux d'artifice, ne possédait a priori que de classiques problèmes de coordination, d'horaires et d'intendance policière — canaliser et protéger un public qui sera exceptionnellement nombreux. Les foules, sans lesquelles il n'y aurait guère eu de révolution, ont bien le droit de profiter pleinement de la fête. Et surtout librement : « La liberté est le meilleur gardien de l'ordre », écrivait déjà, en 1790, le *Patriote français*, pour refuser un excès d'encadrement de la Fête de la Fédération.

Assurément républicain, le préfet de police de Paris se doit d'être du même avis. En théorie du moins. Car en pratique, tout se complique. A cause d'un grain de sable, d'une petite phrase lâchée il y a un an, à Toronto, au Canada : à l'issue du quarantième sommet des sept principaux pays industriels, on apprenait que le suivant aurait lieu, à Paris, à la Défense... le 14 juillet 1989. M. Mitterrand et son conseiller-orchestre avaient-ils mesuré toutes les conséquences de cet engagement ? Toujours est-il qu'avec le sommet, sont venus les tracas. Ce qui n'était qu'un exceptionnel mais classique problème de sécurité publique est devenu une véritable quadrature du cercle : comment concilier la liberté de la foule, et ses inévitables débordements, avec la sécurité des grands de ce monde ?

Riches et pauvres

« C'est vrai, cela aurait été plus facile sans le sommet. Mais si jamais ça marche, quel état fantastique ! » Troisième président de la Mission du Bicentenaire, pour cause de décès de ses prédécesseurs, obligé de se débrouiller avec ce sommet quelque peu parasite reçu en héritage, M. Jean-Noël Jeanneney est raisonnablement optimiste. « La fête, c'est aussi l'adulatoire », ajoute-t-il. Un parti pris festif à faire frémir toute la gent policière, qui s'évertue, au contraire, à tout prévoir. Mais M. Jeanneney comprend « les contraintes policières ». Oui, le sommet pose un double problème, « symbolique et pratique ».

Formule concise pour suggérer qu'il n'allait pas de soi de réunir les

sept chefs d'Etat ou de gouvernement des pays les plus riches au cœur même de la célébration de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Une idée à réveiller les fantasmes des « bras-armés » révolutionnaires qui déclamaient : « Vive la sainte égalité ! ». Aussi, pour éviter toute méprise, sinon tout mauvais procès, s'est-on efforcé, non sans précipitation parfois, nombre d'aménagements et de modifications. Au grand dam des responsables de la sécurité, dont la tâche s'alourdit de jour en jour.

Inépuisable sherpa, M. Attali affine un ordre du jour qui devrait, sur l'insistance de la France, mettre la dette des pays pauvres au centre des discussions. A Dakar, en assistant la dette publique de trente-cinq pays africains, M. Mitterrand a récemment donné le la. Quant à M. Attali, il s'est rendu, la semaine passée, au Bangladesh, pour préciser le projet de grands barrages contre les inondations du Gange et du Brahmapoutre.

Mais surtout, l'Élysée a décidé de convoier aux festivités des 13 et 14 juillet d'autres chefs d'Etat et de

sera, lui aussi, en visite d'Etat à Paris. Si l'on précise que le sommet des Sept se terminera le 17 juillet et que, le 18 juillet, aura lieu l'inauguration de la Grande Arche de la Défense, qui aura accueilli leurs travaux, on comprend l'effroi des responsables policiers à la seule vue du calendrier de ces deux semaines. Grand équipage de gardes du corps, de conseillers, d'épouses ; déplacements prévus tous azimuts et velléités touristiques imprévisibles. Comment assurer la protection de quelques-uns sans gâcher la fête de tous ?

Le verlan de Renaud

Un véritable casse-tête ! Du ministère de l'Intérieur au Quai d'Orsay, en passant par le ministère de la Culture et la Mission du Bicentenaire, les discussions vont bon train. Les artistes s'emportent contre des policiers tatillons et soupçonneux, qui insistent jusqu'à vouloir inspecter le moindre saxophone. Déjà inquiétés par l'ampleur de cer-

somptuaire, voire « Ancien Régime », du Sommet de Versailles.

Et voici que, pour tout compliquer, s'ajoute, sans prévenir, un Bicentenaire-off, emmené par Renaud, son ami sud-africain Johnny Clegg et bien d'autres chanteurs et musiciens. Contre « la dette, l'apartheid et les colonies », avec des soutiens qui débordent largement l'extrême gauche, le chanteur entend prendre possession de la rue et de la Bastille le 2 juillet. Manifester en quelque sorte, chanter et danser aussi, le tout sous un mot d'ordre inédit : « Ça suffit comme ci ! ». Il y a un peu plus d'un an, le verlan de Renaud disait : « Laissez pas béton, Tonton ! ».

Aujourd'hui, le dit-Tonton a dû être quelque peu courroucé de voir son soutien d'hier signer un dessin où les trois oiseaux tricolores de Polon, emblème officiel du Bicentenaire, devaient... trois bombardiers, au-dessus des tracts et des affiches appelant à défilé le 3 juillet.

Alors, « ça ira » ou « ça ira pas » ? M. Jeanneney se sera. Historien, il sait combien la fête fut, sous la Révolution elle-même, un enjeu, partagé entre la célébration d'une unité et la transgression des interdits (1). Les paris sont ouverts. En attendant, le Paris de la première quinzaine de juillet s'annonce gentiment fou. Revue de détail avant l'ouverture du bal.

Un préfet proum général...

M. le préfet de police serait-il proum général d'armée ? Car jamais l'un de ses prédécesseurs ne s'est trouvé à la tête d'une troupe si imposante. Heureusement pour la République, M. Verbrugghe n'a pas de velléités putschistes. Et puis, il connaît trop bien l'officieux maître de cérémonie, M. Attali, qui, à la fin des années 60, fit son stage de l'ENA sous ses ordres, à la préfecture de la Nièvre.

Pour la surveillance des cérémonies, M. Verbrugghe disposera, en effet, de 20 000 policiers et gendarmes, de 10 000 pompiers et secouristes, et de quelques milliers de soldats du train. Plus de 30 000 hommes et femmes alors qu'en temps normal, à chaque minute, il n'y a guère dans Paris *intra muros*, que 2 000 policiers répartis dans les rues. Lors d'une réunion, un conseiller du premier ministre résumera la situation par ce commentaire surprenant : « Depuis l'Occupation, il n'y aura jamais eu autant de files dans Paris ».

Le ministère de l'Intérieur a fait ses comptes : le surcoût du Bicentenaire, pour la seule administration policière, sera de 80 millions de francs. Une trentaine sont consacrés à des équipements supplémentaires, pour lesquels la modernisation, par Alcatel, de la salle de commandement de la préfecture de police et l'achat d'un dirigeable qui, posté au-dessus de la capitale, surveillera les airs pour parer à toute intrusion d'un quelconque « Baron noir ». Les cinquante autres millions serviront aux dépenses de fonctionnement : alimentation, hébergement, frais d'essence, indemnités de déplacement des CRS, heures supplémentaires des gardiens de la paix. Pour prix de leur mobilisation exceptionnelle, les policiers toucheront à peu près 200 francs supplémentaires par jour durant le « coup de feu » du 10 au 15 juillet.

Jamais on n'aura vu à Paris autant de manifestations vitrées par autant de personnalités durant une période aussi longue. Jamais la capitale n'aura accueilli autant de touristes, français ou étrangers, durant l'été. Une augmentation évaluée à 15 % par la Mission de la France, l'Office du tourisme de Paris estimant d'ordinaire à 1,5 million le nombre moyen de visiteurs en juillet comme en août. « Cette année, il y aura des pointes à 3 millions », assure M. Xavier Beguin-Billoc, responsable du Bicentenaire à la Mission de la France. « Un produit d'appel remarquable » que ce Bicentenaire, résume-t-il, en précisant que les Japonais sont passionnés... « par Marie-Antoinette, tout ce qui a rapport avec l'Ancien Régime, ce luxe, ces sommets de la culture française ».

GEORGES MARION
et EDWY FLENIEN

(1) Cf. Mona Ozouf, *La Fête révolutionnaire 1789-1799*, Gallimard, 1976.

Prochain article :
UN CASSE-TÊTE POLICIER

Entre la Ville et la préfecture de police

Accord sur la circulation

La période du 12 au 17 juillet à Paris pose des problèmes d'organisation, qui ont suscité beaucoup de critiques sur fond d'arrière-pensées politiques. Les mesures annoncées récemment par la préfecture de police (*Le Monde* du 31 mai) pour assurer la sécurité ont provoqué un tollé de la part d'un des représentants municipaux, de commerçants et d'écologistes. Des négociations sont en cours entre la Mairie de Paris et la préfecture de police, qui cherchent un accord conciliant les impératifs de sécurité et le minimum de gêne aux parisiens. M. Jean Tiberi, premier adjoint au maire de Paris, a déclaré, jeudi 8 juin, que des premiers résultats ont été obtenus.

Ainsi parle-t-on désormais moins de circulation « interdite » entre le 12 et le 17 juillet que de circulation « restreinte ». Ce qui signifie que la zone interdite — 14 kilomètres de rues entre le Palais-Royal, la rue de Rivoli, l'avenue Maitland, la Madeleine et l'Opéra — sera accessible aux riverains, qui justifieront de leur adresse, aux taxis et aux transports en commun. Les livraisons s'y effectueront entre 6 heures et 8 heures du matin. A certaines heures de la journée, le dispositif pourra être allégé. Et le périmètre, fait-on observer à la préfecture de police, représentera moins de centième de la superficie de Paris.

Pour rassurer les écologistes

Quant à l'autre périmètre de la coïre, celui qui dessine les frontières de l'interdiction du stationnement, il correspond à la zone concernée chaque année le 14 juillet : de la porte Maillot jusqu'au Louvre, de la Seine au boulevard Haussmann. Un vingtième de la surface de Paris, 70 kilomètres de voirie. Des dérogations pour un stationnement temporaire des véhicules de déménagement, des autocars, des taxis et des camions de livraison seront délivrées.

M. Pierre Joux a précisé, mercredi 7 juin à l'Assemblée nationale, que l'interdiction touchera finalement neuf mille places et non douze mille comme le bruit en a couru. En outre, toutes les possibilités supplémentaires de stationnement dans Paris seront inventoriées en compensation. Des chantiers, comme celui de la ZAC André-Citroën dans le quinzième arrondissement, pourraient être utilisés. Les véhicules ne stationneront dans les bois de Vincennes ou de Boulogne que sur des chaussées bitumées. Le détail a son importance : il vise à rassurer les écologistes, auxquels s'est joint M. Paul Pernin, maire du douzième arrondissement, qui ont levé la voix pour redouter un « massacre » des deux grands bois parisiens.

La Mairie de Paris, si elle n'acquiesce pas aux propos de M. Joux, selon lesquels ces jours de juillet seront « des journées de classe populaire », ne veut pas gêner les manifestations, a insisté M. Tiberi. Elle joue donc le dialogue avec la préfecture de police. La Ville mettra à la disposition de l'état-major de la police parisienne ses supports de communication, les journaux lumineux et Radio Tour-Eiffel, afin d'informer les habitants et les visiteurs de la capitale, en temps réel, des conditions de la circulation.

De même, si certains maires d'arrondissement ont déclaré que le ministre de l'Intérieur allait faire de Paris une « ville sinistrée », M. Tiberi tient, pour sa part, un langage plus mesuré. Il n'ignore pas que le Bicentenaire est plutôt bien accueilli par les Parisiens, comme le confirmerait un sondage confidentiel. Il sait aussi que l'organisation d'un rassemblement de plusieurs centaines de milliers de personnes n'est pas facile. Le 17 juin, le centenaire de la tour Eiffel, célébré par la Ville de Paris, entrainera la neutralisation de tout un périmètre à partir de 18 heures. Pour un soir seulement, il est vrai.

CHARLES VIAL

FAITS DIVERS

Epilogue d'une fuite de douze années

La fin singulière d'Albert Spaggiari

NICE
de notre correspondant régional

En fuite depuis douze ans, Albert Spaggiari, organisateur du cambriolage de la Société générale commis en juillet 1966 à Nice, est mort. Son corps a été déposé au domicile de sa mère, par deux inconnus, samedi 10 juin, à Hyères (Var). (Nos dernières éditions datées 11-12 juin). L'autopsie a confirmé que Spaggiari est décédé des suites d'un cancer pulmonaire. Une information judiciaire pour recensement de malfaiteurs devrait être ouverte à Toulon afin d'identifier les personnes qui l'ont aidé pendant sa fuite, en particulier ceux qui l'ont hébergé et soigné dans les derniers mois de sa vie.

La fin d'Albert Spaggiari est, à l'image de sa vie aventureuse, niée de mystère. Dans la soirée du vendredi 9 juin, sa mère, Mme Juliette Clément, qui habite une villa sur les hauteurs d'Hyères, reçoit un bref coup de téléphone. Une voix inconnue l'informe que son fils est mourant et qu'il va être ramené chez elle dans les heures suivantes. Mme Clément sait qu'il est très malade et externe alors une longue veille qui prend fin à l'aube de samedi quand elle entend sonner au portail. Une voiture s'est arrêtée devant la maison. Deux hommes masqués en sortent. Ils extraient un corps qu'ils placent sur un brancard et transportent au premier étage de la villa avant de repartir aussitôt.

M. Jacques Peyrat, avocat de Spaggiari, qui préviendra les autorités judiciaires, dira qu'en dépit d'une opération de chirurgie esthétique, Spaggiari a « peu changé » et qu'il s'agit d'un homme qu'il avait rencontré dans la rue.

Le cambriolage de l'agence principale de la Société générale, 8, avenue Jean-Médecin, à Nice, avait été perpétré durant le week-end du 17 au 18 juillet 1966. Les malfaiteurs venus par les égouts, avaient fracturé 307 coffres. Le butin avait été estimé à plus de 46 millions de francs.

Albert Spaggiari, arrêté avec une trentaine d'autres personnes, avait endossé la paternité de ce cambriolage. Mais cet ancien baroudeur d'Indochine, reconstruit dans la photographie, ne devait dénoncer aucun de ses complices. Mais cet ancien baroudeur d'Indochine, reconstruit dans la photographie, ne devait dénoncer aucun de ses complices. Mais cet ancien baroudeur d'Indochine, reconstruit dans la photographie, ne devait dénoncer aucun de ses complices.

Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité par contumace, réfugié à l'étranger, Albert Spaggiari avait accordé des interviews et écrit trois livres, dont l'un a inspiré au film *Les Égouts du Paradis* sur le cambriolage de la Société générale.

GUY PORTE

SOS-Racisme fête 89

Les « potes » de Pékin

A la face des 300 000 potes entassés sur l'esplanade du château de Vincennes le 10 juin pour la fête de SOS-Racisme, M. Jeanneney, ministre de la Culture, lance du haut du podium son cri de révolte. Frère guerrier, elle interromp la fête. « Je suis avec vous pour respirer l'air de la démocratie et de la liberté. Dans mon pays, des jeunes de votre âge ont le même visage. Mais, selon le gouvernement, ils n'en ont pas le droit. Est-ce juste ? Interroge, bouleverse, M. Jeanneney. C'est tout ce que j'ai vu dire. Merci beaucoup. Oui, les étudiants chinois sont aussi des potes. La foule répond par une longue saive d'applaudissements.

Pour célébrer à sa façon le bicentenaire de la Révolution et le cinquantième anniversaire de son rassemblement, SOS-Racisme choisit le combat. Car la lutte pour les droits de l'homme, loin d'être dépassée, continue de plus belle à Pékin, à Varsovie, dans les territoires occupés par Israël, ici, même les immigrés vivent « en insécurité », dénonce au micro le Père Christian Delorme, animateur de la cité lyonnaise des Minquettas. « Les meurtres racistes, les contrôles policiers au faciès sont encore trop fréquents. Demain, le marché unique européen risque de fermer ses fron-

tières. » Harlem Désir, le président de SOS-Racisme fédèrent trois cents comités locaux, ne mène pas ses mots. « Ensemble nous venons d'écarter la loi Pasqua aux oubliettes de l'histoire. Ce doit être pour nous le point de départ d'une véritable politique d'égalité des droits dans tous les domaines. » Prochaine bataille donc en Europe : le libre circulation des citoyens non originaires de la CEE et le droit de vote aux élections locales.

Gloire à Toussaint Louverture Pour son concert 1989, l'association a désigné un héros méconnu : Toussaint Louverture, l'esclave noir de Saint-Domingue qui libéra son île et se rallia à la France révolutionnaire qui venait d'abolir l'esclavage. Pour l'honneur, en avant la musique : les potes se rallient à ce panache sans frontières.

Minuit vient de sonner quand les deux vastes podiums s'ouvrent à l'Opéra Black » conçu pour l'occasion par Henri Guédon, musicien antillais en compagnie de vedettes noires. Et d'abord, comme l'annonce le présentateur blanc, « le premier des potes musiciens de SOS-Racisme,

Manu Dibango ». Jaillissent sur l'esplanade les rythmes de son *Soul Makossa*. Manu Dibango joue de son « sax », porté par la magie rare de cette écoute : les potes sont venus en toute liberté et cela se sent.

D'un podium à l'autre se succèdent d'autres groupes. Les « vieux parnais » retrouvent leurs fans. Jacques Higelin, Bernard Lavilliers, Mory Kanté... Les nouvelles bombes débattent leurs couleurs et leurs sonorités. Les tambours du Sénégalais Ousou N'Diaye Rose sont rejoints par les Percussions du Burundi, les Sugar Cubes et leur rock, Cheb Kader, le jeune chanteur de rap, Siphon et ses lions, « Ama Shubane », arrivent du Zouloulou pour une tournée en Italie et en France.

Personne n'oublie pour autant Nelson Mandela, toujours emprisonné. Au moment où, en 1948, rappelle SOS-Racisme, la Déclaration des droits de l'homme devenait universelle, l'apartheid fut instauré. Le président de la République envoie son traditionnel message, que lit Harlem Désir. Les personnalités politiques, venues nombreuses restent discrètes. Allégre et fidèlement, le concert franchit l'aube jusqu'à ce que démarre le premier métronome.

DANIELLE ROUARD.

هكذا من الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

Mario Christian, Olivier LEONELLI et Adèle ont la joie d'annoncer la naissance de Lucas, le 7 juin 1989.

Mariages

M. Pierre LEON, M. Marcel DE THORE, M. et M^{me} Pierre FORTIN, M. et M^{me} Edouard HREZIN, font part du mariage de leurs petits-enfants et enfants, Géraldine de THORE et Antoine HREZIN, Paris, le 10 juin 1989, 4, square Sainte-Étienne, 75011 Paris.

Caroline OUDIN et Olivier COUVE de MURVILLE, ont la joie de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité le 10 juin 1989, 5, rue Pihet, 75011 Paris.

M. et M^{me} Louis Danchand, M. et M^{me} Daniel Baumgartner, Et M. Bernard Dano, ont le plaisir de faire part de leur mariage de leurs petits-fils, fils et fille, Henri et Nathalie, qui sera célébré le samedi 17 juin 1989, à 16 h 30, en la chapelle de l'Ecole militaire, Paris-7.

15, rue Vanquelin, 75005 Paris, 21, avenue Emile-Deschanel, 75007 Paris.

Décès

M. Maxime ALCARAS, son épouse, Ses enfants, Henri, Jacques et Marie-Laure, Thérèse et Alain, Evry et Gail, Paule et Bernard, Jean-Patrick et Patricia, Pascal et Anne-Marie, Ses petits-enfants, Ariel, Maya, Elise, Eva et Antoine, Son frère Jacques, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de M. Maxime ALCARAS, survenu dans sa soixante-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale. Cet avis tient lieu de faire-part.

ÉCHECS : rectification. — Si Garry Kasparov n'a perdu aucune des six parties de sa simultanéité contre l'équipe France d'échecs vendredi 9 juin à Evry, il ne les a pas toutes gagnées contrairement à ce que nous avons écrit par erreur (le Monde daté 11-12 juin) : Koch, Holik et Miralès ont réussi à annuler face au champion du monde.

M. Nina Fedotko, a l'honneur de faire part du décès de son époux.

M. Bogdan FEDENKO, docteur en philosophie, licencié en lettres, historien-écrivain, professeur à l'Université, survenu au terme d'une longue maladie, le 5 juin 1989, dans sa soixante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 15 juin, à 10 heures, en l'église catholique de la Rédemption, 16, rue Chanchat, Paris-9, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, vers 11 h 30.

M. et M^{me} Alain Artois, Florence, Brice et Xavier, M. et M^{me} Hervé Gavot-Aubert, Christophe, Stéphanie et Philippe, M. et M^{me} Chantal Gavot, Caroline et Nicolas, M. et M^{me} Emile Hengel et leurs enfants, M. et M^{me} Marguerite Goudaliak, Les familles Collier et Bouzin, Parents et amis, font part du décès de M. Julien GAVOT, le dimanche 4 juin 1989, à l'hôpital américain de Neuilly, rappelant à votre souvenir M. Julien GAVOT, décédé le 9 mars 1985, et tiennent à remercier pour leur grand dévouement les docteurs Alain Montier, Lionel Sorpats et Clément-Bernard Abbou.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité, 46, rue du Théâtre, 75015 Paris.

Daniel Cabon, ancien ministre, délégué du gouvernement à la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Jacques Chammont, sénateur, Ses commandes de promotion du lycée Louis-le-Grand et de l'Ecole nationale d'outre-mer, ont l'honneur de faire part du décès de M. Julien GAVOT, ancien élève de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, juge à la Cour suprême du Sénégal, décédé subitement le 28 mai 1989, à N'Dioun (Sénégal).

(né le 11 juillet 1931 à Dax, d'une famille nombreuse de pêcheurs, Ahmed Malik GAYE)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 10 juin 1989 :

DES DÉCRETS

• N° 89-369 du 6 juin 1989 relatif aux eaux minérales naturelles et aux eaux potables préemballées.

• N° 89-371 du 8 juin 1989 relatif à la protection sociale des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion.

UN ARRÊTÉ

• Du 17 avril 1989 relatif à l'enrichissement du vocabulaire en usage au ministère de la défense.

M. Jean-Daniel Benard, directeur, Et le personnel de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT), ont la profonde tristesse de faire part du décès de M. Patrice MATHIEU, chef de la Division services généraux de l'ONILAIT, survenu le 4 juin 1989 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 juin 1989, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, Place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e.

2, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

M. Jean-Claude Detandré, président du Conseil de direction, Et les membres du Conseil de direction de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT), ont la tristesse de faire part du décès de M. Patrice MATHIEU, chef de la Division services généraux de l'ONILAIT, survenu le 4 juin 1989 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 juin 1989, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e.

2, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

Saint-Clair-de-la-Tour (38), Fontenay, Douvres-en-Suzey, La Tour-du-Pin, Grenoble.

M. Jean Jusot, Ses enfants, Catherine, François, Philippe et Sylvie, Ses petits-enfants, font part du décès de M. Jean TUSOT, survenu à l'âge de soixante et onze ans.

La messe de funérailles sera célébrée, le mardi 13 juin 1989, à 15 h 30, en l'église de Saint-Clair-de-la-Tour (38).

Condolances sur registre, Daxin, Saint-Clair-de-la-Tour (38).

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires .. 73 F

Communicat. diverses ... 86 F

POMPE FUNERES

ROBLLOT

NOUVELLE FORMULE

"LE CONTRAT PREVOYANCE"

pour l'organisation de vos obsèques

Interrogez-nous

N° VERT 05.45.22.27

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

M. Jean-Daniel Benard, directeur, Et le personnel de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT), ont la profonde tristesse de faire part du décès de M. Patrice MATHIEU, chef de la Division services généraux de l'ONILAIT, survenu le 4 juin 1989 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 juin 1989, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, Place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e.

2, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

M. Jean-Claude Detandré, président du Conseil de direction, Et les membres du Conseil de direction de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT), ont la tristesse de faire part du décès de M. Patrice MATHIEU, chef de la Division services généraux de l'ONILAIT, survenu le 4 juin 1989 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 juin 1989, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e.

2, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

Saint-Clair-de-la-Tour (38), Fontenay, Douvres-en-Suzey, La Tour-du-Pin, Grenoble.

M. Jean Jusot, Ses enfants, Catherine, François, Philippe et Sylvie, Ses petits-enfants, font part du décès de M. Jean TUSOT, survenu à l'âge de soixante et onze ans.

La messe de funérailles sera célébrée, le mardi 13 juin 1989, à 15 h 30, en l'église de Saint-Clair-de-la-Tour (38).

Condolances sur registre, Daxin, Saint-Clair-de-la-Tour (38).

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires .. 73 F

Communicat. diverses ... 86 F

POMPE FUNERES

ROBLLOT

NOUVELLE FORMULE

"LE CONTRAT PREVOYANCE"

pour l'organisation de vos obsèques

Interrogez-nous

N° VERT 05.45.22.27

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

M. Jean-Daniel Benard, directeur, Et le personnel de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT), ont la profonde tristesse de faire part du décès de M. Patrice MATHIEU, chef de la Division services généraux de l'ONILAIT, survenu le 4 juin 1989 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 juin 1989, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, Place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e.

2, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

M. Jean-Claude Detandré, président du Conseil de direction, Et les membres du Conseil de direction de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT), ont la tristesse de faire part du décès de M. Patrice MATHIEU, chef de la Division services généraux de l'ONILAIT, survenu le 4 juin 1989 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 juin 1989, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e.

2, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

Saint-Clair-de-la-Tour (38), Fontenay, Douvres-en-Suzey, La Tour-du-Pin, Grenoble.

M. Jean Jusot, Ses enfants, Catherine, François, Philippe et Sylvie, Ses petits-enfants, font part du décès de M. Jean TUSOT, survenu à l'âge de soixante et onze ans.

La messe de funérailles sera célébrée, le mardi 13 juin 1989, à 15 h 30, en l'église de Saint-Clair-de-la-Tour (38).

Condolances sur registre, Daxin, Saint-Clair-de-la-Tour (38).

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires .. 73 F

Communicat. diverses ... 86 F

POMPE FUNERES

ROBLLOT

NOUVELLE FORMULE

"LE CONTRAT PREVOYANCE"

pour l'organisation de vos obsèques

Interrogez-nous

N° VERT 05.45.22.27

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

M. Jean-Daniel Benard, directeur, Et le personnel de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT), ont la profonde tristesse de faire part du décès de M. Patrice MATHIEU, chef de la Division services généraux de l'ONILAIT, survenu le 4 juin 1989 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 juin 1989, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, Place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e.

2, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

M. Jean-Claude Detandré, président du Conseil de direction, Et les membres du Conseil de direction de l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONILAIT), ont la tristesse de faire part du décès de M. Patrice MATHIEU, chef de la Division services généraux de l'ONILAIT, survenu le 4 juin 1989 à Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 14 juin 1989, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Gare, place Jeanne-d'Arc, Paris-13^e.

2, rue Saint-Charles, 75015 Paris.

Saint-Clair-de-la-Tour (38), Fontenay, Douvres-en-Suzey, La Tour-du-Pin, Grenoble.

M. Jean Jusot, Ses enfants, Catherine, François, Philippe et Sylvie, Ses petits-enfants, font part du décès de M. Jean TUSOT, survenu à l'âge de soixante et onze ans.

La messe de funérailles sera célébrée, le mardi 13 juin 1989, à 15 h 30, en l'église de Saint-Clair-de-la-Tour (38).

Condolances sur registre, Daxin, Saint-Clair-de-la-Tour (38).

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-85-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F

Abonnés et actionnaires .. 73 F

Communicat. diverses ... 86 F

POMPE FUNERES

ROBLLOT

NOUVELLE FORMULE

"LE CONTRAT PREVOYANCE"

pour l'organisation de vos obsèques

Interrogez-nous

N° VERT 05.45.22.27

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.

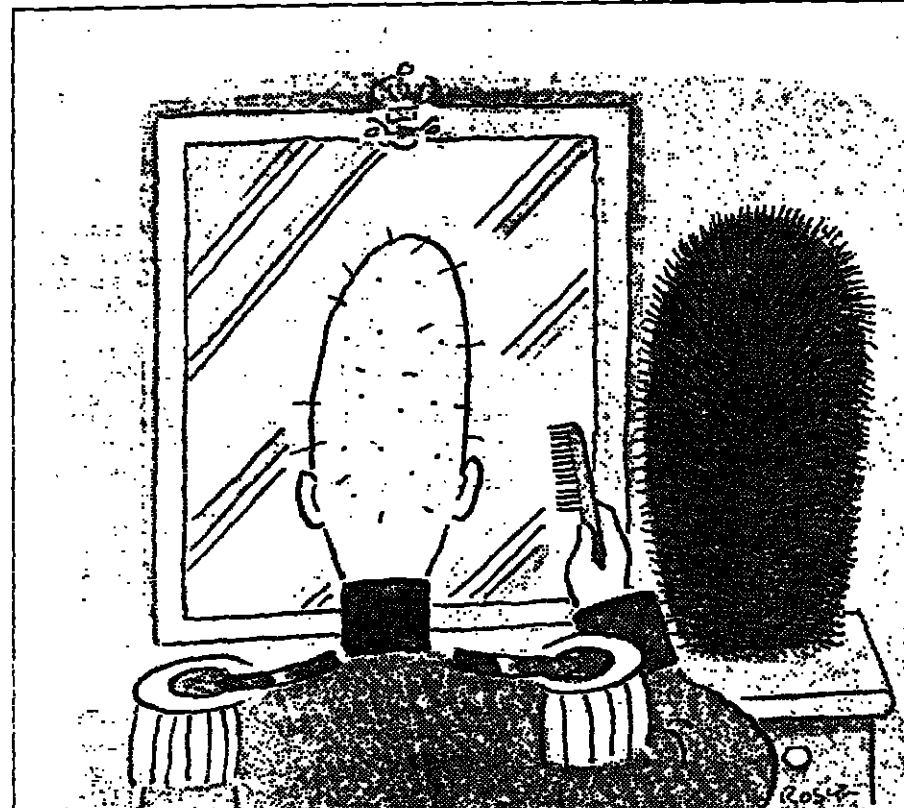
Sont publiés au Journal officiel du dimanche 11 juin 1989 :

UN DÉCRET

• N° 89-374 du 9 juin 1989 portant modifications de certaines dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

UN ARRÊTÉ

• Du 9 juin 1989 relatif à l'organisation de la direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques.



— Dépêchons les gars, les Français sont déjà là !
— By Jove ! leur avion vient juste d'atterrir.

Depart Paris-Charles-de-Gaulle (en semaine) : 7 h 30 - 8 h 45 - 11 h 00 - 13 h 00 - 16 h 55 - 19 h 00
Depart London City Airport (en semaine) : 8 h 15 - 10 h 00 - 14 h 00 - 16 h 00 - 18 h 05 - 20 h 00

INFORMATION ET RÉSERVATION AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU PAR TEL. : 42.66.30.14 ET 42.66.30.17

TOUT DE SUITE DANS LONDRES

Gagnez du temps : les avions de la London City Airways se posent sur les docks, à moins de 6 miles de la City.

Gagnez encore : ils vous emmènent dans Londres en Classe Affaires, 6 fois par jour.

Gagnez sans cesse : en arrivant, restez efficace grâce aux services et aux moyens de communication mis à votre disposition au Business Centre du London City Airport.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Directeur technique et de production 350 KP

Solidement implantés depuis une trentaine d'années sur les marchés industriels de l'agro-alimentaire, nous concevons et fabriquons des matériels de manutention et de conditionnement automatisés, commercialisés en France et à l'étranger. Le développement de nos activités nous conduit à rechercher le Responsable de l'ensemble de nos Services Techniques et de Production, comprenant 90 personnes environ.

Membre du Comité de Direction, vous prenez en charge notre appareil de Production, le Bureau d'Etudes et les Achats, ainsi que le Service Après-Vente. A la tête d'une importante équipe technique, vous gèrez les investissements et les effectifs dans le cadre d'un plan prévisionnel à trois ans. Garant de la qualité des produits, gestionnaire des prix de revient, responsable des délais, vous contribuez à l'amélioration constante de notre outil industriel, en le faisant évoluer au quotidien.

35 ans environ, Ingénieur diplômé ENSI, AM ou équivalent, vous avez déjà assumé des responsabilités de direction en Production et Bureau d'Etudes. Vous avez également acquis la pratique opérationnelle d'une gestion de production informatisée et de bonnes connaissances dans les automatismes. Apte à la coordination des équipes, vous êtes aussi très relationnel, et bien que pragmatique, possédez une vision évolutive du monde industriel. Nous attendons un homme motivé, soucieux de partager durablement notre passionnante aventure d'entreprise. Pour ce poste, basé à Reims, un véhicule de fonction sera fourni.

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. RC 187/1 (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79/83 rue Baudin 92309 Levallois Perret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULNIET RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice



Filiale d'un important groupe américain - équipementier automobile, poids lourds, machines agricoles - une trentaine d'unités dans le monde, CA plus d'un milliard de dollars en 1988.

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIALISATION ET METHODES

Conduire l'évolution des méthodes, techniques de fabrication, entretien et maintenance, à la tête d'une équipe d'une vingtaine de collaborateurs, ingénieurs et techniciens, telle sera votre mission. Performances techniques et gains de productivité, tels seront vos objectifs.

Fabrication en grande série, produits non standardisés (enjeu de la flexibilité), informatique évoluée (GPAO, concept MRP), mais aussi environnement international, autant de conditions motivantes pour un ingénieur grande école, Centrale, AM, INSA, disposant d'une expérience similaire en secteur industriel mécanique grande/moyenne série, pratiquant couramment l'anglais.

Merci d'adresser dossier complet et prétentions sous référence RD/M à notre Conseil Brigitte FRANIÉ. ASEC, 7 route d'Orléans 75380 La Chapelle St Mesmin. Confidentialité assurée.



Filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, INTERCONTRÔLE apporte le concours de ses méthodes, de ses équipements et de ses spécialistes aux opérations de contrôle non destructif effectuées sur les centrales nucléaires en France et à l'étranger. Il n'est pas de mission plus exigeante sur le plan de la qualité. Son constant développement l'amène à étoffer ses équipes et à recruter.

Ingénieurs INSA ou équivalent

Dans nos opérations d'inspection des cuves de réacteurs nucléaires sur site, vous aurez la responsabilité de l'établissement des matériels, du contrôle de leur fonctionnement pendant l'acquisition des données, participerez à la rédaction des rapports d'interprétation pour le client. Ces postes basés à RUNGIS comportent des déplacements importants en France et à l'étranger (50 % du temps minimum).

Diplômés d'une école d'ingénieurs, vous êtes débutants ou avez acquis une première expérience en CND (ultra sons), possédez des connaissances en informatique (langages Fortran et C) et en anglais. Votre disponibilité et votre désir de vous former à nos techniques spécifiques de pointe vous permettront d'évoluer au sein d'une entreprise dynamique et performante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération souhaitée sous réf. 1229/M à Michèle RUDLOFF. CEGOS Département Recrutement Tour Vendôme, 92516 BOULOGNE CEDEX

Bruxelles - Lisbonne - Londres - Madrid - Milan - Paris

cegos

VOISEZ L'EUROPE DE L'INFORMATIQUE FINANCIÈRE

Vous pensez comme nous que le marché unique européen va entraîner de profonds changements dans la stratégie des BANQUES, des ASSURANCES et de la DISTRIBUTION. Nombre de leurs applications informatiques vont donc être remises en cause.

- Si vous êtes motivé(e) par les grands projets et à l'aise dans les responsabilités d'encadrement ;
- Si vous connaissez parfaitement les environnements IBM ou DEC, ou si vous avez mené à bien des projets MICRO d'envergure.

Rejoignez-nous ! Nous cherchons...

...3 CHEFS de PROJET

Postes à pourvoir à Paris/région parisienne. Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel), sous référence LM023 à : Patrick DUPONT, 57, rue du Théâtre, 75015 PARIS.

Nous sommes une société jeune, fondée par des spécialistes reconnus sur le plan international.

Déjà, des organismes de tout premier plan nous ont accordé leur confiance pour les aider à étendre leurs offres aux particuliers dans les domaines des systèmes de paiement, d'identification et de distribution.

ddMO

SEULS LES PROJETS D'ENVERGURE VOUS INTERESSENT !

Dans le domaine des réseaux optiques de télécommunications, ALCATEL CIT, Département Transmission (3 500 collaborateurs), s'est imposé comme un leader.

En effet, 500 000 personnes peuvent aujourd'hui avoir accès au système complet de télécommunications sur fibres optiques en réseau étoilé, système unique au monde visant à la performance des transmissions.

INGÉNIEURS LOGICIELS

Dans le cadre de l'évolution des centres de gestion intégrés dans nos réseaux optiques à structure étoilée, nous mettons en place une équipe qui étudiera des logiciels en langage évolué (PASCAL - C).

Vous êtes Electronicien de formation et vous maîtrisez bien l'anglais.

Après une expérience de 2 à 3 ans dans l'informatique en système d'exploitation multi-tâches, vous souhaitez

participer à un projet d'envergure ; nous vous offrons la possibilité d'évoluer vers la responsabilité du développement de nouveaux produits destinés à l'international.

Partagez notre ambition en adressant sans plus tarder votre dossier de candidature, sous référence VIDEO/AP, à Catherine BONNIER, ALCATEL CIT - Département Transmission - BP 6 - Nozay - 91620 LA VILLE-DU-BOIS.

ALCATEL

CIT

LOHR

Constructeur de Véhicules Industriels recherche

Responsable industrialisation et méthodes

Cet ingénieur de formation mécanique devra pouvoir justifier d'une expérience d'une dizaine d'années auprès d'un service méthodes dans des entreprises métallurgiques travaillant à la fabrication de grands ensembles mécano-soudés.

Dépendant directement du directeur de l'usine, il aura à prendre en charge l'ensemble des services techniques (méthodes, préparation, industrialisation, outillage, gestion technique, prix de revient) et devra être le véritable animateur d'une équipe d'une quarantaine de personnes (ingénieurs et techniciens). Sa mission sera de mener l'industrialisation des produits à partir du dossier d'avant projet jusqu'à la pré-série en s'appuyant sur une CAO et une GPAO. De plus, il aura à définir et mettre en place l'évolution de l'outil de production.

Le lieu de travail est situé à 15 kms de Strasbourg.

Adresser lettre de candidature et CV à : LOHR, Direction des Ressources Humaines 29 rue du 14 Juillet, 67980 Hangenbieten.

Diriger un service de fabrication : Gestion, Méthodes,...

La Société est spécialisée dans la conception et la production de verres moulés pour l'industrie automobile. Son savoir-faire lui a ouvert les marchés des principaux constructeurs français et étrangers. Dans son activité elle intègre la définition et la fabrication des moules nécessaires à la production. C'est cette responsabilité que nous vous proposons.

Vous êtes le "patron" de cet atelier dont l'équipement est performant (CN, électro-érosion...), vous suivez vos équipes (100 personnes), développez les méthodes, le contrôle, vous proposez des investissements et définissez le choix des matières. En somme vous concevez et mettez en œuvre les moyens nécessaires pour obtenir en termes de coûts, de délais et de qualité des moules répondant au mieux aux exigences de la production.

Ce poste peut convenir à un jeune ingénieur généraliste (AM, INSA...) connaissant bien le travail de l'acier ou du plastique, les machines à commande numérique, et possédant une expérience de l'encadrement vécue dans un contexte qualitatif et exigeant.

La Société se situe en Normandie, proche de Rouen.

Merci d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous réf. MSF 626 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Au cœur de la santé

ROUSSEL UCLAF, groupe chimique et pharmaceutique français à vocation internationale intervient dans 3 secteurs d'activité : santé humaine, santé végétale et animale. Présentes avec succès dans le monde entier (une cinquantaine de filiales implantées à l'étranger), nos équipes recherche, développement, fabrication, marketing et ventes... démontrent chaque jour leur compétence et leur volonté de progresser.

Au sein de la Direction Production Santé, nous recherchons un

Ingénieur informatique de process

pour intégrer l'équipe du Département Gestion/Organisation. Vous analyserez et développerez des applications en informatique de process sur micro et mini. Vous apporterez à nos unités une assistance dans ces domaines et initierez des innovations sur le plan industriel. Vous serez également chargé de la réalisation complète de projets intégrant des fonctions d'automatismes. Ingénieur en électronique ou informatique (ISEN, ISEP) ou HEI, IDN, ICAM (option informatique), vous possédez une première expérience ou êtes débutant. Vous avez de bonnes connaissances des langages C et Fortran, ainsi que des systèmes. Vous serez amené à avoir de nombreux contacts et à faire preuve d'excellentes qualités relationnelles. La connaissance de l'anglais est indispensable. La poste est basé à COMPIEGNE et nécessite quelques déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 112/M à ROUSSEL UCLAF, Recrutement des Cadres, 35, bd des Invalides, 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INFORMATIQUE INGENIEUR LOGICIEL

Débutant ou ayant une première expérience professionnelle de formation ingénieur en informatique ou DESS équivalent, vous avez une bonne connaissance de VAX/VMS et le monde UNIX vous intéresse. Des compétences ADA, C, Fortran seraient appréciées.

Vous aurez la responsabilité de l'organisation et de la mise en œuvre de l'environnement logiciel IFP. Vous assisterez les utilisateurs de VMS et des outils DEC. Au fur et à mesure de l'installation de stations UNIX, vous évoluerez vers une double compétence VMS/UNIX.

Poste à Ruell (92). Vous trouverez au sein de l'IFP (un budget annuel de recherche de 1 milliard de francs, 1800 collaborateurs) un environnement scientifique de très haut niveau au service de nos partenaires industriels français et étrangers.

Afin d'examiner votre candidature et les possibilités de carrière envisageables, adressez-nous CV, photo sous réf. 652 M à IFP, service recrutement, D. Lacabane, 1/4, avenue de Bois-Préau 92506 RUELL-MALMAISON.

INSTITUT
FRANCAIS
DU
PETROLE

IFP

DIRECTEUR DU CENTRE DE PRODUCTION

BOURJOIS, entreprise en pleine expansion, développe des produits haut de gamme. La création d'un nouveau site industriel Maroquinerie (560 personnes), situé à VERNEUIL EN HALATTE (60), nous conduit à rechercher le Directeur du Centre de Production.

Véritable manager, vous êtes convaincu qu'il faut parier sur le potentiel humain pour faire "gagner" l'Entreprise. De plus, votre expérience industrielle a développé vos capacités techniques.

Prenez en main la création puis la gestion de ce Centre afin d'en optimiser les ressources en ayant toujours comme principal souci la qualité et la productivité.

Vous coordonnerez les divers services (production, qualité, méthodes et entretien) en veillant au respect des standards de coût, délais et quantités.

La sécurité, la communication et la motivation du personnel ainsi que l'amélioration des conditions de vie seront également vos préoccupations majeures.

Si les responsabilités et la mise en route d'une nouvelle unité de production vous attirent, adressez dès à présent votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV) sous référence M/DP6 à BOURJOIS - Développement des Ressources Humaines - 12-14, rue Victor Noir - 92521 Neuilly sur Seine Cedex.

BOURJOIS

JEUNES INGENIEURS QUALITE

mécaniciens, électromécaniciens,
instrumentistes

La qualité pour le GROUPE FRAMATOME? C'est la clé de voûte de l'ensemble de nos activités.

En intégrant la Direction Qualité, et après formation alternée, théorique et pratique durant les premiers mois, vous serez chargé en tant qu'inspecteur :

■ soit de surveiller la fabrication et les contrôles effectués dans les usines de nos fournisseurs,

■ soit de surveiller les montages, contrôles et essais sur les sites.

Débutant ou riche d'une première expérience, en fonction de vos intérêts, vous serez affecté dans un des établissements de Paris, Lyon ou du Nord, ou sur un des sites nucléaires.

Vous serez amené à vous déplacer en France ou à l'étranger : l'anglais est indispensable.

Votre dynamisme, votre sens des responsabilités, votre goût pour les contacts humains vous permettront de réussir pleinement dans votre fonction et d'évoluer au sein du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV) sous réf. BS, au GROUPE FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle et Recrutement, Tour Fiat Cedex, 92084 Paris-La Défense.

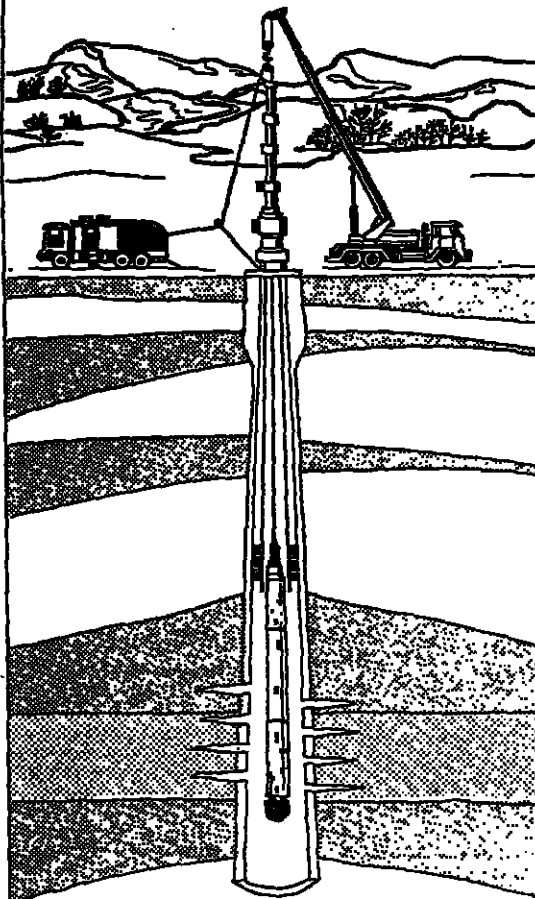


GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

Schlumberger

Services Pétroliers

UNE CARRIERE INTERNATIONALE



Partout dans le monde les Services Pétroliers de SCHLUMBERGER, conçoivent, fabriquent et mettent en œuvre des équipements avancés destinés à la recherche, à l'évaluation et à l'exploitation des champs pétroliers.

Le Centre d'Etudes de Melun, spécialisé dans les tests de puits, rassemble un potentiel technique et humain de qualité et recherche :

INGENIEURS

Débutants ou première expérience
X, Mines, Supélec, Centrale, ENSAM...

INFORMATICIENS

Avec nos équipes de soft, vous développez des logiciels scientifiques et vous participez à la mise en place d'outils d'environnement puissants (test automatique de programme, aide à la conception, ...) : les développements se font en C sous UNIX et X-WINDOWS. Réf. ENG/I

ELECTRONICIENS

Vous contribuez au développement d'un système de surface capable d'acquiescer et de traiter des données provenant de différents capteurs. Le système est basé sur une architecture de bus VME pilotée par un microprocesseur 68000. Grande créativité requise au niveau de la conception des interfaces. Réf. ENG/E

MECANICIENS

Vous concevez, développez et spécifiez des outils mécaniques destinés aux tests de puits de pétrole. Vous définissez des packagings de sondes électroniques et de capteurs et réalisez les essais en grandeur réelle des prototypes. La pratique de la CAO/DAO sera appréciée. Réf. ENG/M

La dimension de notre groupe offre des perspectives de carrière internationale aux candidats polyvalents à fort potentiel de management et dotés d'une bonne communication.

Faites nous part de vos motivations, CV à l'appui, en écrivant à la Direction du Personnel

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL
228 rue Einstein - BP 592
77005 MELUN CEDEX

Importante Société spécialisée dans le stockage et le transport d'hydrocarbures recherche

POSTE BASE AU HAVRE

INGENIEUR CHEF DE DEPARTEMENT TECHNIQUE

A 35 ans environ, diplômé en électromécanique ou électronique, vous possédez, si possible, une expérience dans le pétrole et vous disposez de bonnes connaissances en électronique et en informatique.

Rattaché au Directeur de l'établissement, et à la tête d'un département d'environ 50 personnes, vous serez responsable d'un budget de 40 MF.

Vous serez chargé des travaux neufs et de l'entretien de nos installations maritimes ainsi que de nos installations de stockage et de maintenance d'hydrocarbures.

Ce type de poste nécessite d'excellentes qualités de contacts humains.

Une bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 29/1426 à CONTESSE PUBLICITE, 20 avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Big Bang

Notre univers est en expansion

Notre aventure industrielle remonte à 30 ans et son point de départ se situe dans le Silicon Valley.

Aujourd'hui, nous sommes 11.000 dans le monde entier et notre CA est supérieur à 1 milliard de dollars.

Notre spécialité : des produits originaux à partir de technologies de pointe tels que l'irradiation des polymères, les métaux à mémoire de forme, les céramiques, les polymères conducteurs...

Du Big Bang est né l'univers ainsi que son inextinguible volonté d'expansion et d'organisation, c'est notre modèle, à vous de développer votre carrière à notre dimension.

Pour ces postes évolutifs, nous souhaitons rencontrer des candidats à fort potentiel qui sauront faire preuve de créativité, de dynamisme, de goût pour la technique, les challenges et apprécieront d'évoluer dans un contexte international.

Raychem
L'innovation permanente

PRODUCT MARKETING MANAGERS EUROPE Contracting

L'électronique, la mécanique, l'électrique, vous pratiquez toutes ces disciplines avec une maîtrise d'ingénieur. Vous avez une expérience réussie, esprit d'analyse et de synthèse, goût pour les réalisations concrètes. Bilingue anglais, vous voulez aujourd'hui assumer la responsabilité d'une ligne de produits, nous vous proposons de donner vos responsabilités et votre confiance comme mission de créer, développer et commercialiser pour l'Europe, des produits d'interconnexion destinés aux marchés de l'aéronautique, de l'électronique civile et militaire, et de l'automobile.

Merci d'adresser votre dossier sous réf. M.1206 à Raychem - Marie Gasparini - BP 8300 - 95802 Cergy Pontoise Cedex.

مكتبة الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

COMSHARE Leader mondial des systèmes d'aide à la décision
1000 personnes
CA : 800 MF - Présent dans 23 pays

INGENIEUR CONSULTANT

Vous êtes diplômé d'une grande école commerciale ou d'ingénieur ou équivalent, débutant ou expérimenté.
Vous êtes passionné par les nouvelles technologies logicielles et vous souhaitez vous voir confier rapidement des responsabilités et acquérir une réelle autonomie.

Rejoignez nos équipes de réalisations qui mettent en œuvre dans les plus grandes entreprises des systèmes d'information et de décision grâce à des logiciels de pointe. Vous aurez comme interlocuteurs des cadres de haut niveau, des directions financières, personnel et marketing de nos clients.

Nos perspectives d'évolution vous créeront de nombreuses et passionnantes opportunités.

Envoyez CV, lettre et prétentions sous réf. 3560 à notre Conseil

FMI RECRUTEMENT
11, rue Liancourt 75014 Paris. Tél. 43.20.69.29

Passer par l'entretien... pour accélérer votre carrière.

Notre structure nationale (9 usines) s'inscrit, dans un groupe industriel international aux activités multiples.

Pour nous, dont la production est à feu continu, l'entretien est d'importance.

Pour vous, ce peut être l'occasion d'approcher et d'approfondir la connaissance de nos structures, nos techniques, nos process... de vous confronter à l'animation d'une équipe, à la gestion d'un budget... et vous préparer ainsi par le biais de cette étape à évoluer vers d'autres responsabilités au sein de notre ensemble international.

Après une formation aux techniques en usage, vous seconderez le responsable de l'entretien d'une de nos usines. Vous animerez et superviserez les équipes qui interviennent en atelier comme sur le site. Vous organiserez leur activité, suivirez les opérations et participerez ainsi au triple objectif de l'optimisation des moyens, de l'accroissement de la sécurité et de l'amélioration de la qualité. Nos équipements font appel aux techniques traditionnelles (mécanique, chaudronnerie) comme aux plus évoluées (automatismes...).

Quant à vous, jeunes ingénieurs généralistes (A&M, INSA, IDN...), vous souhaitez rejoindre un groupe industriel performant pour y assurer de réelles responsabilités humaines et techniques et y acquérir la dimension nécessaire pour vous permettre un intéressant développement de carrière dans un contexte international, dans cet esprit la connaissance de l'anglais est un plus.

Le poste à pourvoir se situe en Baie de Seine.

Merci d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous référence MBS 624 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTHEC

INGENIEURS D'ETUDES

ENISM, ENSAM, ECI OU EQUIVALENT

Vous êtes débutant ou vous avez quelques années d'expérience.

Vous intégrerez la division Machines-Electricité ou la division Sécurité du Navire - Navire Spéciaux.

La maîtrise de la langue anglaise et de sérieuses compétences rédactionnelles seront des atouts déterminants.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. DNC à la Direction Branche Marine, BUREAU VERITAS CEDEX 44 92077 PARIS-LA DEFENSE.

Groupe Bureau Veritas
ENSEMBLE, PREVENIR LES RISQUES

GRUPE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE
4200 COLLABORATEURS
495 CENTRES
DAIS 123 PAYS
RECHERCHE POUR SA BRANCHE MARINE
PARIS-LA DEFENSE

CORNING FRANCE

Filiale de CORNING leader mondial des verres spéciaux, nous recherchons pour l'une de nos usines (500 personnes, unité à feu continu - fabrication de verres de lunetterie et d'optique scientifique) située près de Nemours (77) un

Responsable de fabrication

Une équipe, un budget, des développements.

Pour une large part destinés au marché international, nos produits font l'objet d'une très forte exigence de qualité / délais / coûts. Nous vous proposons de rejoindre une équipe dynamique, se donnant les moyens d'investir dans de nouveaux projets. Rattaché au Chef de Production, vous prendrez en charge l'un de nos plus importants ateliers de 200 personnes : animation de ses équipes, responsabilités des résultats et participation aux développements techniques (productivité, investissements).

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, vous avez déjà confirmé une solide expérience dans l'encadrement de production. Anglais très souhaitable. Nous vous offrons l'opportunité d'un poste destiné à évoluer.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. RF/M à CORNING FRANCE - Direction du Développement du Personnel, 44 Avenue des Valvins, 77211 Avon Cedex.

JEUNE INGENIEUR D'AFFAIRES

CENTRALE, MINES, INSA, ENSI, ENSTA, ENSAM

Cet Ingénieur généraliste est ouvert aux techniques mécanique, thermodynamique, électrique, électronique ; une formation complémentaire en gestion serait un plus. Il doit avoir une forte motivation pour assurer après un temps de formation dans le service, tant le suivi technique que le suivi commercial et financier de commandes de turbo-machines allant de 10 à 50 millions. Il s'agit de produits essentiellement vendus à l'Export, l'anglais courant est donc indispensable et indispensable également l'aptitude aux déplacements internationaux.

Merci d'envoyer CV, détaillé sous référence 7880-M à Mamrèges, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

ALSTHOM
CGE

DIVISION ELECTROMECHANIQUE
LE PREMIER CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE TURBO MACHINES
recherche pour l'un de ses Etablissements en Région Parisienne (RATEAU)

VOTRE IMAGINATION NOUS INTERESSE

INGENIEURS
ELECTRONIQUE - AUTOMATISME - INFORMATIQUE

Vous êtes débutant : vous déborderez de dynamisme et d'ambition : nous saurons valoriser et accroître vos compétences.

Vous êtes expérimenté : vous souhaitez apporter votre savoir-faire et votre professionnalisme à une équipe particulièrement performante.

Nous vous confierons des projets de conception dans des domaines aussi divers que le calcul scientifique et la CAO, les télécoms, les réseaux, la robotique, la synthèse d'images, l'intelligence artificielle.

Des déplacements à l'étranger étant prévus pour certains postes, la connaissance de langues étrangères sera très appréciée.

Si innovation, créativité et évolution sont des valeurs qui vous motivent, adressez sans plus tarder votre dossier de candidature à COGINOV - Service du Personnel - 91, rue du St-Honoré - 75003 PARIS, ou contactez-nous directement au 42.49.00.78.

COGINOV la Pensée au Service de l'Innovation

INGENIEUR D'AFFAIRES FORMATION PROFESSIONNELLE

Ingénieur de formation, vous avez de bonnes connaissances techniques (Electricité, Automatismes, Thermique, ...) et de grandes capacités commerciales qui vous permettront de vendre nos stages de formation professionnelle en Normandie.

Rémunération et poste motivants pour candidat de valeur.

Le poste est basé à Rouen.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 9051 à CETE APAVE NORMANDE - M. TIRON - BP 98 76132 MONT SAINT-AIGNAN Cedex.

Nous sommes l'APAVE NORMANDE, membre du groupe APAVE, 3200 Ingénieurs et Techniciens. Nos métiers : le contrôle et l'assistance technique, la formation professionnelle technique. Notre vocation : être un vecteur de modernisation de l'industrie normande. Nous recherchons pour notre service formation professionnelle externe.

apave

LA QUALITE EST NOTRE AVENIR !

Notre société située en région parisienne recherche 2 professionnels animés par la même volonté de gagner :

UN RESPONSABLE QUALITE RESPONSABLE

- Il saura gérer les impératifs de production qui gravitent autour de la Qualité.
- Il assurera le suivi-qualité des composants de tous nos fournisseurs allemands et français (Réclamations, niveau de Qualité par produit, niveau de Qualité globale, développement délégations de contrôle...).
- Il devra maîtriser parfaitement l'outil informatique (Gestion de données, suivi statistique...).
- Il sera responsable d'une équipe de 10 contrôleurs.

Nous attendons à ce poste un Ingénieur Généraliste, ou de formation mécanique. La connaissance des matières plastiques, caoutchouc constituent un atout supplémentaire. La maîtrise de l'allemand est indispensable.

Si l'attitude de l'analyse, rigueur, responsabilité et créativité sont vos maîtres-mots, rejoignez-nous.

BTS / DUT EXPERIENCE OU INGENIEUR DEBUTANT

L'assurance-Qualité est notre souci permanent, le "communiqué" à nos fournisseurs est un impératif de tous les instants. Pour mener à bien cette mission, nous offrons notre équipe et recherchons un candidat de formation mécanique ou équivalent rompu aux technologies courantes du secteur automobile.

Ses qualités relationnelles, sa rigueur, sa détermination dans la réalisation de nos objectifs devraient lui permettre de prendre en charge rapidement :

- L'élaboration des plans de contrôle, l'évaluation des fournisseurs, l'audit et le suivi de la Qualité. Il contribuera à la Mise en place des nouvelles fabrications.

Des déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., et prétentions sous la référence du poste choisi à :

TEVES
Ressources Humaines
Thierry Locorne
Alfred Teves France
BP 3721 Avenue Ampère
77220 TOURNAN EN BRIE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Tout est possible avec SORIP

Groupe de sociétés spécialisées en microélectronique, (composants et services) un des leaders européens pour les circuits hybrides. Rennes - Paris - Houston, 300 personnes.

Notre activité : produits standards, recherche.

INGENIEUR DE PROJETS

Votre mission : concevoir, développer et mettre au point des produits électroniques. Vous serez responsable d'un projet de développement de produits électroniques. Vous devrez être capable de travailler en équipe, de gérer des ressources humaines et matérielles, de respecter des délais et de respecter un budget.

Profil : Ingénieur diplômé d'une Grande Ecole ou équivalent, avec une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine de la microélectronique.

Si vous êtes intéressé, envoyez votre dossier de candidature (lettre, CV) sous référence TCG 502/M à Georges Tourneur, GROUPE FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.

Le GROUPE FRAMATOME déploie aujourd'hui un savoir-faire unique en mécanique, électronique, robotique, informatique industrielle, intelligence artificielle... Ces compétences lui permettent de s'investir encore plus loin dans l'univers de la haute technologie. Nous recherchons :

JEUNES INGENIEURS Grandes Ecoles

Vous concevez, optimisez les équipements et tuyauteries des circuits de la chaudière nucléaire. Dans ce cadre, vous utilisez nos outils de calcul de structures largement appuyés par des systèmes de CAO-IAO. Vous mettez en œuvre les méthodes les plus élaborées de mécanique de la rupture et de dynamique des structures. Vous prenez en charge les programmes expérimentaux supports de ces activités. Cette première expérience vous permettra d'accéder à des responsabilités plus élevées.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV) sous référence TCG 502/M à Georges Tourneur, GROUPE FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle, Tour Fiat, Cedex 16, 92084 Paris-La Défense.



GROUPE FRAMATOME
Les technologies de l'essor.

OROGIL, 500 personnes, CA 820 MF, conçoit, produit et commercialise des additifs pour les huiles de lubrification et progresse rapidement sur le secteur des additifs pour carburants.

Ingénieurs assistance technique internationale

TRILINGUE ANGLAIS ET ALLEMAND

Vous assurez le support technique auprès des clients de votre secteur géographique (pétroliers, fabricants de lubrifiants...) pour l'ensemble des produits OROGIL. Rattaché à la Direction produit, vous êtes l'interlocuteur principal des clients pour définir les besoins, les évolutions à apporter aux produits et répertorier les éléments techniques de notre politique commerciale (présentation de nouveaux produits, promotions). Parallèlement vous avez une action plus générale sur une ligne de produits définie en intégrant les évolutions à plus long terme et les actions de la concurrence.

De formation ingénieur chimiste ou mécanicien, vous avez une réelle connaissance des produits ou techniques de lubrification. Votre bonne maîtrise de l'anglais et/ou de l'allemand, associée à votre mobilité géographique et votre compétence technique, vous permettront de donner sa pleine dimension à ce poste et de bénéficier des perspectives d'évolution d'un groupe reconnu sur le plan mondial. Poste basé à Neuilly.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous réf. TCG 501/Y à notre Conseil : ARCO 25, rue Cambon - 75001 PARIS.

NOTRE METIER : LA FIABILITE

ARCO

LA QUALITE: UNE MISSION DE CHOIX

Eclairage

Premier constructeur mondial dans le domaine de l'éclairage, nous disposons en France d'un outil industriel puissant : 7 centres de production à vocation internationale spécialisés dans les sources lumineuses ou le matériel d'éclairage.

Le centre industriel de CHARTRES (620 personnes), est en France l'unique centre de production de lampes automobiles et maîtrise des technologies de pointe appliquées à la fabrication en très grande série. Jeune diplômé d'école d'ingénieur généraliste, débutant ou 1^{ère} expérience, vous assurerez, au sein du département qualité, la mise en place et la gestion de l'assurance qualité, section métrologie et matières premières.

Doté d'un fort esprit d'équipe, de qualités relationnelles et d'une bonne maîtrise de l'anglais, vous collaborerez avec une équipe de managers tous impliqués dans notre action Qualité Totale. Ce poste constitue une étape pour une évolution au sein du groupe. Merci d'adresser votre candidature à **Compagnie Philips, Eclairage**, Département du Personnel, BP 319, 20 rue Rabau du Coudray, 28006 Chartres Cedex.

"Philips en France, c'est un C.A. de l'ordre de 24 milliards, plus de 25 000 personnes qui évoluent de la recherche au commercial, du marketing à la production dans l'univers passionnant de l'une des premières entreprises mondiales d'électronique".

PHILIPS

PHILIPS, C'EST DÉJÀ DEMAIN.

Centre de Recherche et Développement des Matériaux CORNING EUROPE

recrute pour son Centre Européen de Recherche et Technologie

INGENIEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT MATERIAUX

Rattaché à l'un des Responsables Recherche et Développement, vous développerez vos connaissances en matériaux de haute technologie tels que les verres spéciaux et participerez à un important programme de réalisation de nouveaux produits. Nous vous confierons l'ensemble d'un projet depuis la conception et formulation des verres jusqu'au suivi de la réalisation et caractérisation du produit fini.

Ingénieur Chimiste, diplômé d'une Grande Ecole ou équivalent, spécialisé Matériaux, vous avez une première expérience industrielle réussie ou une formation par la recherche.

Nous recherchons une personnalité très motivée par la recherche appliquée et sachant mettre en valeur ses connaissances techniques dans la réalisation de produits nouveaux ainsi que dans la compréhension de phénomènes complexes. Ce poste vous permettra d'acquérir une compétence diversifiée de haut niveau, que vous pourrez valoriser par une carrière évolutive au sein de notre Groupe international.

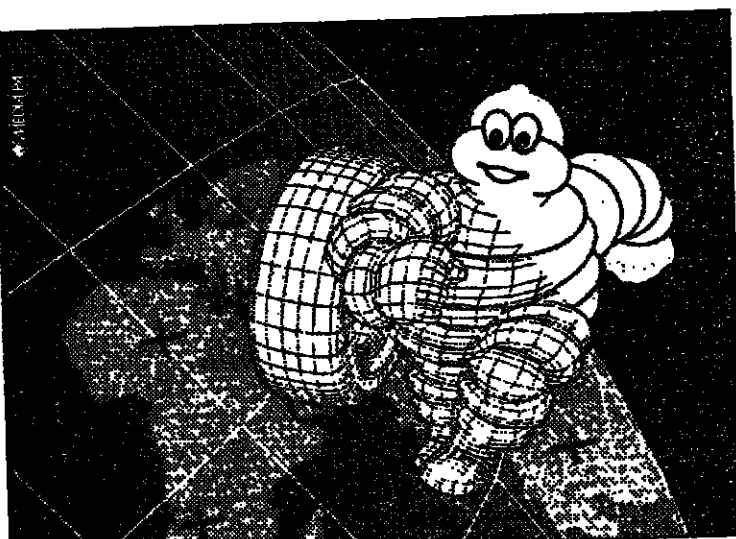
Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à CORNING EUROPE, Service du Personnel, réf. 11.500, B.P. n° 3, 77211 AVON CEDEX.

CONTEXTE

C a r t e s e t G u i d e s

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Leader européen dans le domaine des cartes et guides touristiques, nous recherchons le responsable informatique de ces applications. Il assurera avec son équipe, le développement des nouveaux produits, de la conception à la réalisation, le suivi des systèmes actuels ainsi que le dialogue avec les utilisateurs. Fort d'une première expérience réussie dans la conduite de projets, il aura une bonne maîtrise d'une méthodologie de développement (Mérieux...) et des bases de données. Poste basé à PARIS. Merci d'adresser votre candidature sous référence LM10 à MICHELIN - Service du Personnel Didier MIRATON - 63040 CLERMONT FERRAND CEDEX



MICHELIN
Les moyens de se passionner

PASSIONNES DE TECHNOLOGIE DE POINTE
Voici le métier que nous vous proposons d'exercer :

INGENIEUR RESPONSABLE DE CAPACITES NUCLEAIRES

Description du poste : Conduite des études de projet et suivi de la réalisation des composants principaux des chaudières nucléaires (cuves, générateurs de vapeur, pressuriseurs...).

Le poste est à pourvoir dans la région nantaise.

Profil : Ingénieur ENSAM, ENSI, INSA.

Génie nucléaire si possible, mais non indispensable. Vous avez :
• une expérience industrielle de quelques années ;
• des compétences en mécanique des structures et en métallurgie appliquée, et
• des notions de thermique et de mécanique des fluides.

Adresser votre candidature à MBE TECHNOLOGIES en précisant votre rémunération annuelle brute actuelle : MBE TECHNOLOGIES - 10, rue Henri Pictet - 44300 NANTES

Groupe d'Ingénierie Informatique (150 personnes) axé sur des créneaux de haute technologie. Notre croissance nous amène à recruter :

INGENIEURS GRANDES ECOLES

de 1 à 4 ans d'expérience
Vous serez amené à intervenir sur de grands projets civils ou militaires dans les domaines suivants :
- TEMPS REEL, LOGICIELS EMBARQUES
- CONTROL PROCESS, SIMULATION
Réf. MP216

JEUNE INGENIEUR RESEAU

environnement IBM

CHEF PROJET IBM 38/AS 400

L'anglais courant est indispensable pour ces deux postes.
Réf. BDV 218

INGENIEURS OU MIAGISTES

débutants ou 1 à 2 ans d'expérience

Vous connaissez ou souhaitez acquérir des compétences dans l'un des domaines suivants :
- VAX/VMS, ULTRIX 32
- RDB, ORACLE, SQL
- DECNET, ETHERNET, Réseaux hétérogènes
- Connaissance du monde UNIX

Vous participerez à des projets de gestion très élaborés dans des environnements fortement INDUSTRIELS impliquant l'intégration d'outils systèmes, les réseaux et la répartition des données.
Réf. GF 217

Merci d'envoyer dossier de candidature en indiquant vos prétentions sous la Réf. choisie, à :
Marine BRUN, EUROSOFT SYSTEMES,
38 Bis Henri Sellier, B.P. 145,
92151 SURESNES Cedex

EUROSOFT

SYSTEMES

مكتبة الأصل

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

REPRODUCTION INTERDITE

JOHNSON
CONTROLS

un des leaders mondiaux de la régulation-télégestion de l'énergie, et filiale française d'un Groupe américain, sait prendre le temps de former ses collaborateurs pour en faire des grands professionnels.

Paris

JEUNE INGENIEUR D'APPLICATION

Vous êtes ou vous allez très prochainement être diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs Généralistes avec, de préférence, option Génie Climatique, Froid Industriel. Vous souhaitez dès maintenant vous investir dans une fonction qui allie l'intérêt pour la technique et le goût pour les contacts professionnels. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe:

POUR DECOUVRIR UN METIER

Chargé par la Direction d'assurer l'interface technique entre notre clientèle professionnelle et nos différentes usines situées en Europe, vous conseillez nos clients dans le choix des matériels et vous participez à l'élaboration du cahier des charges des prototypes. Doué pour la communication, vous développez des actions de formation et d'information auprès de notre équipe commerciale et de nos sociétés clientes.



Envoyez rapidement votre dossier, en précisant vos moments de disponibilité, à notre Conseil, CPA, 3 rue de Liège, 75009 Paris, sous réf. 49 154/M.

prix
Galieng

BOEHRINGER INGELHEIM FRANCE

recherche

jeune chef de projet

POUR LE DÉVELOPPEMENT DE NOTRE SYSTÈME D'INFORMATION

Nous sommes l'un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux. En France, nous réalisons un C.A. de 1 MMF avec 1.100 collaborateurs.

Pour notre projet d'entreprise, notre informatique en France et en Europe est un maillon important dans notre stratégie de développement. Nous disposons d'un environnement IBM 3030, HP 3000 et mettons en place un vaste plan micro informatique et télécommunications.

Diplômé d'une MIAGE, école de commerce et/ou ingénieur, nous vous proposons de participer à la mise en place d'un progiciel de gestion intégré « haut de gamme ».

Après formation à nos méthodes, vous serez en mesure de prendre en charge le développement d'applications importantes.

La réussite par votre contribution à notre projet d'entreprise, et votre potentiel vous permettront de conduire des projets d'envergure, dans un proche avenir.

Poste basé à Reims.

Si cette opportunité de développement vous intéresse, alors, merci d'écrire à notre Conseil, à Paris, sous réf. GD 53, qui vous garantit une stricte confidentialité.

COCEPLAN

2, rue Louis David - 75782 PARIS Cedex 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

Ingénieurs d'études logiciels

Banlieue Sud-Ouest

Notre groupe (2000 salariés, CA 2,5 milliards) distribue, conçoit et fabrique des systèmes électroniques. Au sein de la Branche Technologies, notre division systèmes est spécialisée dans le développement et la fabrication de systèmes de communication destinés aux marchés militaire et civil. Le candidat que nous recherchons sera chargé de concevoir, développer et mettre au point des logiciels de base sur des micro-processeurs équipant des matériels électroniques (spécifications, architecture, développement des modules, intégration du matériel, test, documentation, maintenance). Ingénieur en Electronique (ESE, ENST, ENSL...), vous avez 2 à 3 ans d'expérience du développement de logiciels sur micro 6809 et famille 68000 (langage assembleur et C) et vous parlez anglais. La taille de nos projets et la croissance de notre entreprise sont des atouts importants pour votre évolution future.

Merci d'adresser votre candidature en mentionnant la référence 257 à notre conseil Critère 4, rue du Général Lanrezac 75017 PARIS.



Critère

SUITE DE LA RUBRIQUE

SECTEURS DE POINTE

demain

Mardi 13, daté 14 juin

Canon

Dans le cadre du développement de l'activité de ses Unités de Production de RENNES-LIFFRE (35) CA.1988 : 1.250.000.000 F (+ 128% en 2 ans). Effectif : 540 personnes (+ 58% en 2 ans)

CANON BRETAGNE recherche :

JEUNE INGENIEUR en électronique

Après un stage au JAPON au Centre d'Etudes chargé du développement des TELECOPIEURS, vous serez chargé de maintenir les télécopieurs, fabriqués par l'usine de LIFFRE, en conformité avec les normes européennes.

Diplômé d'une école d'ingénieurs, vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience. Si vous voulez évoluer dans un groupe en pleine croissance, merci d'adresser, sous référence 89.13 M, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

CANON BRETAGNE S.A.
Les Landes des Baugé - 35340 LIFFRE

SYNTHELABO RECHERCHE (L.E.R.S.)
recrute pour son Département Recherche Chimique

Cadres Chimistes (h/f)

Pour son groupe cardiovasculaire :
Le candidat sera chargé de la synthèse de produits organiques à visée thérapeutique.

Une expérience dans ce domaine de 1 à 2 ans est souhaitée.

Niveau de formation : DEA ou Ecole d'Ingénieurs - Spécialité Chimie Organique.

Poste basé à Bagneux (92).

Pour son groupe contrôle :
Le candidat devra être ingénieur chimiste et avoir une parfaite connaissance des méthodes modernes d'analyses et de contrôles (H.P.L.C., SPECTROMETRIE IR, UV, POTENTIOMETRIE...).

Maîtrise de l'informatique souhaitée.

Poste basé à MEUDON (92).

Avantages sociaux, 13ème mois, horaires mobiles, restaurant d'entreprise.

Adresser votre dossier de candidature (CV + lettre manuscrite + prétentions) sous réf. 1653840 à LBW, 5 rue Lebonheur, 75017 PARIS, qui transmettra.

SYNTHELABO RECHERCHE
(L.E.R.S.)

SALOMON, UNE EQUIPE PASSIONNEE, UNE ENTREPRISE PASSIONNANTE

Nous réalisons aujourd'hui 2,6 Mds de C.A. dans le monde avec un effectif de 2200 personnes.

Leader sur le marché des produits de Sports d'hiver, nous avons engagé fin 1984 une diversification dans le GOLF, avec le même souci de performance et d'innovation.

Cette activité représente aujourd'hui 17 % de notre C.A. global, sous la marque TAYLOR MADE.

Dans le cadre du développement de notre gamme de produits, nous cherchons un :

SALOMON

INGENIEUR POLYMERES

TAYLOR MADE

Vous avez une formation d'ingénieur Chimiste diplômé spécialisé dans les polymères ou de B.T.S. confirmé.

Vous aurez pour missions essentielles :

- d'aider au choix des matériaux,
- d'assurer le suivi technique des matières premières et des pièces finies,
- de participer au développement produits.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. MCL/PS à SALOMON S.A. - Marie-Claire LABAZ

BP 454 - 74011 ANNECY Cedex

BEFS

TECHNOLOGIES

Société d'ingénierie de 100 personnes qui développe et réalise des unités en France et dans le monde pour les industries chimiques et carbochimiques

recherche

un ingénieur process ayant au minimum 5 ans d'expérience en calculs de génie chimique (distillation, transfert thermique, transfert de masse)

Ce poste basé à Mulhouse, au cœur de l'Europe, s'adresse à un ingénieur de formation génie chimique. Il conviendrait à un candidat ambitieux et à fort potentiel pour une évolution rapide.

Connaissance de l'anglais indispensable.

La rémunération tiendra compte des capacités et de l'expérience du candidat.

Si ce poste vous intéresse, veuillez transmettre votre C.V. et lettre avec photo et prétentions à :

BEFS TECHNOLOGIES, service du personnel
BP 1437, 68071 Mulhouse Cedex, France.

Valeo

Thermique

Partenaire des grands constructeurs automobiles nous sommes leader européen dans le domaine des systèmes de refroidissement moteur.

Dans le cadre de notre expansion internationale, devenez :

Ingénieur d'Affaires (A & M, ICAM, ECAM, INSA, ENIM)

Mission : Vous serez l'interface privilégiée entre les constructeurs automobiles Allemands et notre filiale Endo. Vous conseillerez et développerez le flux des affaires chez ces clients. Vous coordonnerez en interne le développement de nos projets de l'élaboration du cahier des charges à l'industrialisation.

Profil : H/F de contact, rigoureux, autonome, vous avez une première expérience en milieu industriel. Allemand IMPERATIF - Anglais souhaité. Rémunération motivante. Déplacements fréquents.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) sous référence M/1168 au CRPD Ressources Humaines - 61 rue des Belles Familles - 75116 PARIS.

Valeo

L'Équipement Automobile

ALSTHOM

Message
un ingénieur

CAPX

ROYAL AIR

CETIM

JEUNE
INGENIEUR
CALCUL

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INGENIEURS GRANDES ECOLES

LA DIVISION APPAREILLAGE ET RELAIS RECHERCHE DES INGENIEURS GRANDES ECOLES POUR LEUR CONFIER DIFFERENTES MISSIONS AU SEIN DE SON DEPARTEMENT MOYENNE TENSION (1.100 PERSONNES) A MACON



ALSTHOM

MACON

• Recherches et Développement

INGENIEUR CHEF DE PROJET

Chargé de la conception de produits nouveaux. Réf. ICP/LM

INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Spécialisé dans les mécanismes, ayant une première expérience. Anglais indispensable, Allemand souhaité. Réf. ID/LM

• Commercial

3 INGENIEURS VENTES EXPORT

Avec une première expérience réussie dans la commercialisation de produits techniques à l'export. Déplacements fréquents. Anglais indispensable, autre langue souhaitée.

Nous vous proposons de devenir responsable de pays ou de zone géographique depuis les actions de notoriété jusqu'à la négociation des contrats. Réf. IVE/LM

ANIMATEUR DE RESEAU COMMERCIAL FRANCE

Vous disposez déjà d'une forte expérience dans la vente de produits techniques. Nous vous proposons de prendre en mains l'animation d'un de nos réseaux de vente en France.

Déplacements très fréquents. Connaissance de l'anglais souhaitable. Réf. ARC/LM

• Informatique

CHEF DU SERVICE INFORMATIQUE

Vous êtes ingénieur informaticien, vous avez acquis une expérience d'une dizaine d'années en milieu industriel et sur gros équipement informatique.

Vous participerez à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique des systèmes d'information et communication. Votre environnement sera celui de l'IBM 4381 sous MVS/XA et Digital 6210 (VMS). Réf. CSS/LM

Merci de bien vouloir adresser votre candidature avec C.V. détaillé sous référence choisie à Monsieur le Chef du Service des Relations Sociales - Société ALSTHOM - BP 528 - 71010 MACON CEDEX

Message à un ingénieur T.P...

Cette importante Société de Travaux Publics (800 pers. +) est filiale d'un des leaders mondiaux du BTP. Son département "Fooders" est spécialisé dans la construction de canalisations acier. Il occupe une place privilégiée au sein de l'entreprise. Dans le contexte de ce service, vous travaillerez en collaboration étroite avec son Responsable.

Votre intégration passera par la connaissance et la maîtrise de l'organisation, de la coordination des chantiers et de leur suivi (gestion humaine et financière), en respectant les contraintes commerciales. Dans un contexte sans rigidité, vos tâches devront ensuite devenir polyvalentes et plus proches du commercial.

Homme des T.P., 30-35 ans environ, il vous faudra être essentiellement adaptable et disponible, manager et homme de communication au sein d'une activité à fort potentiel. Résidence : Grande Ville universitaire des Pays de Loire.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 6666/L, à notre Conseil C. LOUVRIER CAPFOR - BP 846 - 44020 NANTES Cedex 01.

Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - ANTOING - NANTES - CLERMONT-FERRAND - CASTRES - ANGERS - AUCH - TOULOUSE - NICE - NIMES - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG



ROYAL AIR MAROC

5 000 personnes, CA de 3 milliards de dirhams, progression de + de 7 % par an.

La Compagnie marocaine de transport aérien propose aux nationaux des opportunités de carrière dans différents domaines d'activités.

Après une période d'adaptation, vous intégrerez l'une des directions de notre siège à Casablanca en fonction de votre profil et de vos aspirations.

Si vous êtes ingénieur de Grandes Ecoles ou diplômé du troisième cycle, passionné par l'innovation, l'organisation et l'esprit d'entreprise

Adressez votre candidature manuscrite (C.V., photos, prétentions) à :

Recrutement RAM
38, av. de l'Opéra, 75002 Paris.



Le centre technique des industries mécaniques

600 PERSONNES - 600000 m² de surface - 1000 machines-outils - 1000 logiciels de calcul de structure - 1000 logiciels de calcul de dynamique

JEUNE INGENIEUR CALCUL

Ingénieur grande école ou diplômé d'un doctorat de 3^e cycle, vous possédez de solides bases en mécanique et calcul de structures et avez une bonne connaissance de l'anglais.

Vous serez chargé, au sein d'une équipe dynamique, de développer des logiciels à usage industriel par la méthode des éléments finis. Poste basé à 35 km au Nord de Paris.

Adressez votre candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à : CETIM, Département du Personnel, BP 67, 60504 Senlis Cedex.

EUCLID-IS :

Le talent de la double expérience technique et commerciale/marketing

MATRA DATAVISION a fait, depuis 15 ans, des choix fondamentaux qui font actuellement d'EUCLID-IS le système de référence en CFAO. Aujourd'hui, MATRA DATAVISION est implanté aux Etats-Unis, au Canada, en Grande Bretagne, en Allemagne, en Italie... EUCLID-IS est distribué dans le monde entier.

INGENIEUR COMMERCIAL

De formation BAC + 5, vous avez un bon niveau de culture industrielle (Bureau d'Etudes et Méthodes-Fabrication). Votre expérience est double : technique et commerciale. Vous avez la connaissance générale du tissu industriel mécanique avec un secteur particulier très bien connu comme aéronautique, marine, automobile ou autres. Vos qualités : sens du commerce, empathie, sens de l'initiative. Vous parlez l'anglais. Réf. IC/RP

CHEF DE PRODUIT MARKETING

Agé de 30-35 ans, vous avez acquis une première expérience commerciale d'environ 3 ans dans le domaine des stations de travail. L'informatique et la CFAO sont des milieux que vous connaissez bien. Vos compétences ont été développées dans une entreprise internationale. La maîtrise du matériel Digital serait appréciée. Outre l'anglais courant, l'allemand serait un plus. Déplacements fréquents. Réf. CPM

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à MATRA DATAVISION - D.R.H. - 3 rue de la Terre de Feu - Z.I. de Courtabœuf - 91944 Les Ulis Cedex.



MATRA DATAVISION

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

Présents dans le monde entier, les 44.000 collaborateurs du groupe BULL ont réalisé en 1988 un chiffre d'affaires de près de 32 milliards de francs. Cette dimension place aujourd'hui BULL parmi les dix leaders mondiaux de l'informatique.



CONNECTEZ-VOUS SUR UN SITE HIGH TECH !

Notre site industriel, l'un des plus performants d'Europe met en œuvre des technologies sophistiquées (Pilote Informatique des flux, équipements automatisés, Juste à Temps...) pour produire des micro-ordinateurs professionnels, des terminaux et des stations de travail.

Pour faire face à notre développement, nous recherchons des ingénieurs :
• en Assurance Qualité Fournisseurs dans le cadre d'un partenariat avec nos fournisseurs,
• en Méthodes Electromécanique et Automatisation, désirant à terme évoluer vers des fonctions de responsable de production.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole, débutant ou fort d'une première expérience, de préférence en milieu industriel, vous maîtrisez l'anglais, alors rejoignez-nous !

Notre groupe, de dimension mondiale saura vous offrir des perspectives d'évolution intéressantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV) sous réf. 01 M à JG Loubelin - 4 Bd de Mons - BP 219 - 59654 Villeneuve d'Ascq Cedex.



مكتبة الامم المتحدة

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

jeune universitaire, mariez IA et réseaux

Vous disposez d'une première expérience, même courte, avez "touché" aux réseaux, maîtrisez des outils tels que C, ADA ou LISP, et parlez anglais.

Venez participer à l'un des programmes européens portant sur la nouvelle génération du RNIS. Rejoignez en proche banlieue Sud la filiale d'un groupe international, aujourd'hui comme ingénieur d'études, demain comme responsable d'une équipe.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5463 LM) à "Nouvelles Technologies".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Architecture de systèmes complexes
Définition d'équipements embarqués
Logiciels temps réel
(ADA, C, PASCAL, ASSEMBLEURS)
pour applications dans le domaine :

SPATIAL & AERONAUTIQUE

Pour participer à la conception et à la réalisation de grands projets, nous recherchons des :

**Ingénieurs
Grandes Ecoles
débutants et confirmés.
Paris - Toulouse**

Merci d'adresser votre candidature à Dominique GROS, RGA SYSTEMES, 33 rue Ravel, BP 282/16, 75766 PARIS CEDEX 16.

RGA SYSTEMES
La maîtrise de la complexité !

Dans un contexte informatique évolutif, un grand Groupe français à vocation internationale (30 000 personnes) recherche un

JEUNE AUDITEUR INFORMATIQUE

■ Votre fonction sera de veiller à l'application du schéma directeur des systèmes d'information du groupe, sur tous les plans matériels, réseaux, logiciels et organisation. De plus, vous aurez à intervenir dans la mise en œuvre et le suivi de vos recommandations. ■ Ce poste, qui comporte un volet opérationnel, sera enrichi par des missions d'assistance notamment pour le redéploiement informatique de filiales.

■ Agé d'environ 30 ans, vous avez une formation de haut niveau (BAC + 5) orientée vers l'informatique de gestion et une expérience de quelques années acquise dans la conception de systèmes de gestion en relation avec les utilisateurs. ■ Merci d'adresser votre candidature sous réf. 52649 à Media-System, 6, 8 Impasse des deux Cousins, 75849 PARIS Cedex 17 qui transmettra

Société d'innovation dans le domaine des composites à hautes performances

recherche

INGÉNIEUR MATÉRIAUX COMPOSITES

pour conduire des programmes de développement en laboratoire. Quelques années d'expérience des thermoplastiques et des thermoplastiques (réalisation d'échantillons et de prototypes). Anglais souhaité, région bordelaise.

Envoyer C.V. détaillé à :

Jean-Paul Carrière, Ingénieur Conseil, 74520 Vubens.

Société lyonnaise fabricant de systèmes de traitement d'images de haute tech. et appartenant à un groupe dynamique recherche :

1 INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL CONFIRMÉ

PROFIL :

- ing. informaticien scientifique ou électronicien, 30 ans,
- expérience technico-commerciale de 3 ans min. dans l'industrie ou le domaine de l'imagerie,
- connaissance des ventes OEM appréciée.

Adresser C.V. + photo + lettre manuscrite à : S. Garnier ÉLECTRONIQUE LYONNAISE, 129, av. B.-Buyer, 69005 Lyon.

Télématique - Informatique CHEFS DE PROJETS



Notre société, spécialisée dans les techniques de pointe de communications informatiques, a acquis en huit ans une expérience considérable dans tous les domaines du vidéotex. Créateurs du premier serveur grand-public en 1981, nous n'avons cessé de développer notre savoir-faire. En forte expansion, nous recherchons plusieurs Chefs de Projets.

Responsables de leur projet, ils en réalisent l'étude et la conception, mettent en place les structures et suivent le démarrage des applications. Ils savent trouver les solutions les plus adaptées aux besoins de nos clients et leur proposent des produits sur mesure dans les meilleurs délais. Nous recherchons des candidats, âgés de 25 à 35 ans, ayant une bonne formation informatique. Sachant s'impliquer fortement, ils sont mobiles géographiquement et ont une pratique réellement courante de l'Anglais. Nous vous proposons un travail motivant au sein d'une équipe très dynamique. La rémunération est attractive, le poste basé à Strasbourg avec de nombreux déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et rémunération actuelle sous la réf. M 413191 A à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey 67082 STRASBOURG CEDEX

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

Société spécialisée en ingénierie
Informatique temps réel, recherche

ingénieurs

DEBUTANTS ou EXPERIMENTES

pour conduire et réaliser des projets dans les secteurs industriels et techniques de pointe, tels que l'aéronautique, l'automobile, les transports, l'industrie électrique, etc.

La connaissance des microprocesseurs MOTOROLA 680XX, des systèmes d'exploitation UNIX, VRTX ou des langages C, ADA serait un atout supplémentaire.

Merci d'envoyer votre candidature s/réf. STC 8906 à Armelle TEULADE, SINFOR TECHNOLOGIE, 185, avenue Charles de Gaulle 92521 Neuilly sur Seine Cedex Tél. : 47.22.40.08

**SINFOR
TECHNOLOGIE**

PMI en pleine expansion dont le Siège est en Région Parisienne Nord recherche un

ADJOINT AU DIRECTEUR DE PROJET

Dans le domaine de l'automatisation de process industriels.

SA MISSION :

- Analyse approfondie des cahiers des charges de la clientèle
- Conception et conduite de la réalisation des commandes
- Interface entre la clientèle et les services techniques de l'entreprise.

SES CONNAISSANCES :

- Automatisation, mécanique, électricité, électronique.
- Une maîtrise parfaite de la langue allemande est exigée.
- Une expérience de 3 ans dans la fonction est souhaitée.

Envoyer CV détaillé + lettre manuscrite et prétentions à SODAME 3, rue Lamandé 75017 Paris.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE A VOCATION INTERNATIONALE
recherche pour son département Thermique Industrielle

INGÉNIEURS GRANDES ECOLES

Ayant une expérience professionnelle de 5 ans minimum dans le domaine de la Thermique Industrielle pour effectuer des études :

- Process (flux énergétique)
- Chauffage multi énergies
- Installation d'auto-production
- Etudes énergétiques.

La pratique de l'informatique sur micro-ordinateur est souhaitée, ainsi que le sens des relations avec la clientèle, les fournisseurs et autres partenaires. Des déplacements fréquents en province sont à prévoir.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite, sous réf. M 157 à SOFRESID - Direction des Relations Sociales - 58, rue de la République - 93100 MONTREUIL.



**AGENCE FRANÇAISE
POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE**
recherche, à Paris, pour le
Service Industrie et Matières Premières un

INGÉNIEUR GENERALISTE

Formation de base Mécanique/Thermique : ayant à posséder une formation complémentaire en Économie

Il aura à coordonner l'ensemble des actions de conseil et de sensibilisation du Service en direction des entreprises et à mettre en œuvre personnellement certaines d'entre elles

S'il vous avez une expérience industrielle d'au moins 5 ans, si vous êtes autonome ouvert homme de communication et de propositions venez nous rejoindre

Envoyez lettre manuscrite CV et prétentions sous réf. INP Service du Personnel AFME, 27 rue Louis Vical 75015 PARIS



Filiale d'ATOCHEM
Groupe ELF AQUITAINE

La chimie de spécialités

Dans le cadre du développement de ses activités "Produits Chimiques pour l'Industrie Papière" recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL PARIS

SA MISSION : Promouvoir les produits auprès des industriels papeteriers, participer aux essais et établir des liens privilégiés avec les laboratoires et techniciens de la papeterie. Suivre de manière privilégiée les gros comptes et développer le courant d'affaires. Approfondir la connaissance du marché.

LE CANDIDAT : Ingénieur de formation (chimie ou papeterie), il possède une expérience d'au moins trois ans dans la vente à l'industrie papetière. C'est un technicien ayant des capacités d'homme d'affaires et le goût du marketing. Possibilités d'évolution pour un homme de qualité vers l'export Europe.

Merci d'envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions + photo sous réf. 50489 à :

MLI conseil

16, rue Jacques-Dulud
92523 Neuilly-sur-Seine Cedex

LECONTE LIBERGE Consultants

Membre de la CCFB

ANTIBES 06



Leader européen de l'appareillage électrique, recherche dans le cadre de l'expansion de son unité d'ANTIBES (parc International de Sophia Antipolis).

JEUNE INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

qui aura pour première mission :

- L'encadrement d'une équipe de techniciens
- La coordination de projets d'industrialisation
- La gestion et le développement de l'outil de planification produits nouveaux
- La mise en place des bases de données industrielles.

De réelles perspectives de développement de carrière sont possibles au sein du groupe.

Adresser votre lettre manuscrite + CV + prétentions à
LEGRAND ANTIBES B.P. 2052 - 06600 ANTIBES.

PME ESSONNE

recherche

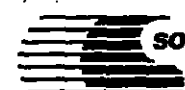
SON ANALYSTE PROGRAMMEUR

niveau DUT/BTS

informatique et (ou) gestion

expérience 2 ans mini sur matériel DEC, micro Vax-VMS

Écrire s/réf. 8391 LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue Montcaussey, 75007 Paris.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE A VOCATION INTERNATIONALE
recherche

INGÉNIEURS D'ETUDES EN STRUCTURES METALLIQUES

- Diplômés Grande Ecole, débutants ou ayant quelques années d'expérience

Au sein du Service Structures de la Société ils participeront à la CONCEPTION et aux CALCULS de GRANDS OUVRAGES, tels que :

- plateformes offshore, bâtiments industriels lourds.

Utilisation de moyens informatiques (ordinateur central IBM, logiciels, tels que STRUDL)

La connaissance de l'anglais serait fortement appréciée. Poste basé à Paris, + déplacements à prévoir éventuellement.

Merci d'adresser C.V. détaillé + lettre manuscrite, sous réf. M 164 à SOFRESID Direction des Relations Sociales - 58, rue de la République 93100 MONTREUIL



Institut Français de recherche pour l'exploitation de la Mer
recherche pour son laboratoire de Pathologie et de Génétique
des Invertébrés Marins (Station La Trinité)

UN INGÉNIEUR UNIVERSITAIRE

titulaire d'un Doctorat

Passionné par la Recherche et doté d'une solide formation pratique et théorique en Biologie Cellulaire et Moléculaire, vous prendrez en charge les programmes de transfert de gènes chez les invertébrés d'intérêt aquacole

L'esprit d'équipe et de compétition vous anime, merci d'adresser votre candidature à IFREMER Service du Personnel 66, Avenue d'Iéna 75116 PARIS

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

FILIALE D'UN GROUPE MULTINATIONAL

EQUIPEMENTS AUTOMOBILE

Nous recherchons pour l'une de nos unités de production axée sur les nouvelles technologies, située en proche banlieue NORD-EST DE PARIS.

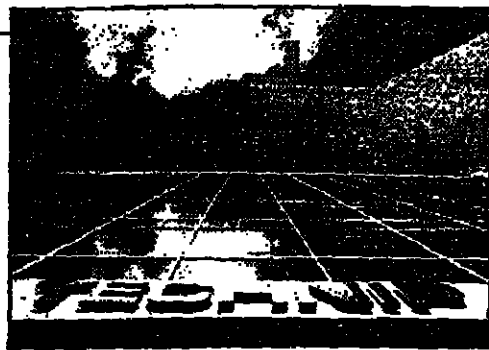
INGÉNIEURS

Votre formation (ENSAM, ENI, ICAM, ENSM...), avec ou non une première expérience, vous permet d'intégrer notre Société en expansion dans nos services :

- Méthodes (automatisme - usinage)
- Assemblage, Maintenance

Merci d'adresser lettre de candidature, CV + prétentions sous référence 1611 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra.

Venez associer votre compétence et votre dynamisme à notre savoir-faire pour réussir ensemble.



RESOLUMENT EVOLUTIFS

Centrale, Mines, Génie Chimique...

C'est être résolument motivé, polyvalent et performant. Jeune Ingénieur Généraliste ou Génie Chimique - débutant ou possédant une première expérience - TECHNIP (2,5 milliards de Francs dont 75 % à l'export - 1600 salariés), vous propose de vivre passionnément l'ingénierie.

Nous sommes maître d'œuvre de la conception, des études et de la construction d'installations au service de l'industrie et du tertiaire : des projets d'envergure, les compétences d'un groupe leader, de nombreuses implantations en France et à l'étranger, des domaines d'interventions très variés (raffinage, pétrochimie, agro-alimentaire, bâtiment, productique...). Nous sommes résolument décidés à faire de vous les pilotes de nos futurs projets.



L'INGENIERIE EN TETE

Contactez Stéphane Demarquette (lettre, CV, photo).
TECHNIP, Division du Personnel, Cedex 23, 92090 Paris-La Défense.

KAISER

CONSTRUCTEUR DE VEHICULES INDUSTRIELS

recherche

RESPONSABLE DES ETUDES

Ingénieur de formation mécanique ou résistance des matériaux (AM, INSA ou équivalent), familiarisé avec les systèmes C.A.O., pouvant justifier de trois à cinq années d'expérience industrielle.

Il aura à prendre en charge la responsabilité du bureau d'études et à animer une équipe d'ingénieurs, dessinateurs et techniciens.

Le lieu de travail est situé à LONGJUMON (54).

Adresser lettre de candidature et CV à :
Direction des Ressources Humaines KAISER S.A.,
route de Sarbey, 54260 LONGJUMON.



jeunes bac + 4 ou 5 débutants : universitaires ou ingénieurs...

entrez de plain-pied dans l'informatique

Installés à Nanterre, nous sommes le serveur informatique de l'ensemble de la profession de l'assurance. Nous nous appuyons sur un centre équipé d'IBM haut de gamme à la pointe des techniques et notre nouveau projet d'entreprise se fonde sur un haut niveau d'expertise en maîtrisant la qualité de nos services. Télématique, réseau à valeur ajoutée, bases de données relationnelles, outils d'aide à la décision... voilà quelques axes de notre développement.

Venez rejoindre notre équipe Etudes (40 p.) et, après une solide formation à nos outils et à nos méthodes, prendre en main le développement de nos nouveaux projets, en liaison avec nos utilisateurs.

Quelle que soit votre formation d'origine (gestion, économie, mathématiques...), nous saurons vous aguerir aux techniques de l'informatique. Si vous avez la tête bien faite et l'envie d'apprendre, nous vous proposons une belle évolution.

Notre consultante, Mlle S. BLAIN,
vous remercie de lui écrire (réf. 5464 LM)
à « Carrières de l'informatique »



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec



Notre stratégie de développement est basée sur la valorisation du patrimoine immobilier que nous gérons et l'optimisation de la qualité de notre service. Le futur

ADJOINT AU RESPONSABLE DE L'EXPLOITATION TECHNIQUE ET DE L'AMELIORATION DU PATRIMOINE

PARIS (Réf. 705)

que nous souhaitons accueillir participera à notre effort d'innovation technique. Plus particulièrement responsable de notre politique en matière de travaux de gros entretien et de réhabilitation, il aura une compétence générale sur l'ensemble de la gestion technique du patrimoine. animateur et conseil de nos unités de gestion, il mettra à leur disposition des procédures et des outils performants et veillera à leur bonne utilisation. Il sera par ailleurs chargé de missions spécifiques sur des projets nécessitant une coordination technique centrale.

Ingénieur TP de préférence, vous souhaitez valoriser dans une société de services dynamique, une première expérience acquise sur un chantier ou en bureau d'études, dans une entreprise de bâtiment ou de maîtrise d'œuvre, ou encore dans un cabinet d'organisation. Votre technicité alliée à des qualités d'organisation, de rigueur... et de communication seront vos meilleurs atouts.

Par ailleurs, pour de JEUNES INGENIEURS DEBUTANTS, T.P. ou généralistes, à l'esprit ouvert et créatif, communiquant bien, SCIC GESTION ILE-DE-FRANCE offre une carrière riche et évolutive après une formation interne aux métiers de la gestion immobilière. (Réf. 706)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence correspondante à Mme Annick Lucchini,



Branche Immobilière de
Caisse des Dépôts-Development

jacques fixier s.a.
7, rue de Logelbach - 75017 PARIS.

MEMBRE DE SYNTec



Constructeur de véhicules industriels

recherche un

Ingénieur mécanicien

spécialisé en propriété industrielle (C.E.I.P.I.)
Dans le cadre des missions qui lui seront confiées, il aura en particulier à prendre en charge la gestion des brevets de la Société et de ses filiales.
La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée.

Le lieu de travail est situé à 15 Kms de STRASBOURG.
Adresser lettre de candidature et C.V. à :
Direction des Ressources Humaines LOHR,
29 rue du 14 juillet 67980 HANGENBIETEN.



ENERDIS

Groupe DARDEL Technologies
(C.A. 160 MF - Effectif 270 personnes)

Pour continuer l'expansion de la marque ENERTEC, notre Groupe a repris les activités des Appareils de Mesure et de Contrôle Electricité de Schlumberger Industries.

Dans ce cadre, notre Département ETUDES recrute des :

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Ingénieurs débutants en Electronique (ENSI, ENIS, ENSEIHT, etc...), vous êtes âgés de 23-25 ans.

Vous serez chargés de l'étude de nouveaux produits, dans le domaine de la mesure et de la communication grand public.

La polyvalence de vos connaissances techniques, votre goût des initiatives et votre esprit d'équipe vous assureront une pleine réussite dans votre mission et une rapide évolution au sein de notre Groupe.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite à :
ENERDIS - Direction du Personnel Offre n°57
1 à 9 rue d'Arcueil B.P. 675- 92542 MONTRouGE Cédex

RESPONSABLE DE PRODUCTION MAROQUINERIE

BOURJOIS, entreprise en pleine expansion, développe des produits haut de gamme et mise sur leur qualité pour réussir son développement.

La création d'un nouveau centre de production Maroquinerie situé à VERNEUIL EN HALATTE (60), (560 personnes) s'inscrit dans l'axe de cette politique.

Responsable de production expérimenté dans les domaines de la maroquinerie, de la chaussure, du textile ou de tout autre métier de main d'œuvre, vous aurez à superviser les activités de 4 ateliers de 80 personnes.

Rattaché au Directeur du Centre de Production, vous veillerez au respect des normes de qualité, des plannings et des plans de charge définis par la Direction Technique ainsi qu'à l'amélioration de la productivité et des prix de revient. En collaboration avec le service méthodes, vous participerez à la recherche technique.

Enfin, vos qualités relationnelles vous permettront de veiller aux conditions de vie et à la motivation du personnel sous votre responsabilité.

La mise en route d'une nouvelle unité de production est un challenge que vous souhaitez relever ? Alors, adressez votre dossier de candidature (lettre, manuscrite et CV) sous référence M/RP6 à BOURJOIS - Développement des Ressources Humaines - 12-14, rue Victor Noir - 92521 Neuilly sur Seine - Cedex.

BOURJOIS

TED LAPIDUS

Chaussures Labelle et Lapidus

recherchent

pour renforcer leur équipe informatique

UN ANALYSTE PROGRAMMEUR CONFIRMÉ

Sa mission : en plus des activités classiques, il sera plus spécialement chargé des développements de paie et de comptabilité

Son profil : minimum BAC + 2, avec une expérience réussie d'au moins 2 ans, il aura acquis une bonne connaissance de COBOL, CICS, VSAM.

Lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo sont à faire parvenir au service du personnel Société Labelle, 27430 St-Pierre-du-Vauvray.

DOROTENNIS

مكتبة الامم المتحدة

هكذا من الأصل

ACQUITAINE

Tout le monde du vin

Vinexpo, l'un des plus importants Salons mondiaux des vins et spiritueux, se tient à Bordeaux du 19 au 23 juin. Mille huit cents exposants sont attendus à cette cinquième édition, dont plus de 30 % d'étrangers. En son face à face, l'Italie figure à la première place, suivie de l'Espagne, des États-Unis, du Portugal et de la RFA. Pour la première fois, on notera la présence de la Pologne, de l'URSS et de la Bulgarie.

En 1981, les promoteurs de Vinexpo souhaitaient « attirer le commerce international à Bordeaux pour permettre au vignoble girondin de promouvoir à l'étranger ses propres produits ». Ce fut un succès. Vinexpo rassemble aujourd'hui les opérateurs professionnels du secteur des vins et spiritueux, des producteurs, des acheteurs, des importateurs, des grossistes, des détaillants et des restaurateurs. En 1987, 58 % des 38 000 visiteurs professionnels ont noué des contacts avec de nouveaux partenaires français et 32 % avec des partenaires étrangers.

Vinexpo est un lieu où naissent les tendances nouvelles du marché et se familiarisent avec les nouveaux produits. C'est également un régal pour l'œil et le palais de ceux qui ont la chance de le visiter.

L'esturgeon en observation

Un centre de recherches et d'expérimentations des acipenseridés, autrement dit et plus simplement les esturgeons, va ouvrir à Saint-Seurin-sur-l'Isle (Gironde) en 1990. Financé par la région, par les collectivités locales, par l'État et par le Centre de recherche scientifique de génie rural et des eaux et forêts (CEMAGREF), ce centre, qui coûtera 7 millions de francs, représente un outil indispensable pour continuer les recherches pour la sauvegarde des esturgeons aquitains. Pendant un bon demi-siècle, ils constituaient une ressource économique et gastronomique de premier choix. En 1973, date à laquelle on commença à s'alarmer de la disparition des « crâtes » (c'est leur nom local) en Gironde, on chiffrait à 15 millions de francs le manque à gagner dû à la disparition du caviar.

Sous la direction du service des aménagements littoraux et de l'agriculture du CEMAGREF, un « plan esturgeon » fut mis en place. Il fut officiellement entériné par l'Assemblée régionale d'Aquitaine en 1984.

Par ailleurs, une écologie industrielle d'esturgeons sibériens sera installée à proximité par des pisciculteurs regroupés au sein de l'Association pour la promotion industrielle de l'esturgeon. Ces pisciculteurs participent aux frais d'installation et de fonctionnement du centre de recherches. Ils s'engageront à se fournir exclusivement auprès de ce centre en larves d'esturgeons sibériens. « Pendant dix ans, l'esturgeon a été notre denrée », commentent tristement les chercheurs du CEMAGREF. Il nous a coûté 10 millions de francs sans un sou pour nous aider à évaluer nos dépenses. Nous nous voyons aujourd'hui un juste prix, le fruit de nos travaux. »

Auvergne

Musiques de chez nous

Créée en 1985 dans le cadre d'un contrat de plan Etat-région, l'agence

ENTRE GOLFE-JUAN ET JUAN-LES-PINS

Antibes-les-Pins ville nouvelle

Mis en chantier, en mars, le projet d'Antibes-les-Pins a eu une genèse difficile. Il a été combattu pendant des années par les défenseurs de l'environnement, qui souhaitaient une autre destination pour ce site désertifié mais encore préservé de l'urbanisation. La volonté de la municipalité d'Antibes-Juan-les-Pins, dirigée par le député (radical) Pierre Merli, de rééquilibrer vers l'ouest le développement urbain de la commune et de valoriser un patrimoine unique, a finalement eu raison de tous les obstacles. Entre Golfe-Juan et Juan-les-Pins, dans une zone en partie broussailleuse et marécageuse, séparée de la mer par la voie ferrée — qui sera franchie par des passages souterrains — et en bordure de la RN 98, va donc surgir, d'ici à 1988, une véritable ville nouvelle dont ses promoteurs veulent faire le « lieu le plus vivant et le plus actif de la Côte d'Azur ».

Sur un site de 28 hectares, en bordure de mer, à l'ouest d'Antibes-Juan-les-Pins, un nouveau quartier de plus de dix mille habitants va être créé de toutes pièces dans un délai de huit à dix ans. Dénommé Antibes-les-Pins et réalisé en partenariat par la ville d'Antibes et les groupes SEERI et SARI, cet ambitieux projet d'urbanisme alliant l'habitat, les loisirs et les activités économiques nécessitera un investissement de 2,5 à 3 milliards de francs.



Le périmètre à l'ouest duquel s'inscrira la future station d'Antibes-les-Pins.

Une vitrine pour Sophia

L'opération, qui va engendrer, au total, un millier d'emplois dans le BTP, s'étend sur un front de mer de 850 mètres et une profondeur de 350 mètres. Elle représente un programme de constructions de 172 500 mètres carrés en deux tranches dont 116 500 de logements (libres et aidés), 29 500 d'hôtels, 19 500 de commerces et 7 000 de bureaux. Elle est complétée par l'aménagement d'un parc floral de 5 hectares, divers équipements socio-éducatifs et un parking public de 1 000 places destiné aux usagers des plages. Les premières livraisons significatives de logements (environ 500) interviendront dans le courant de l'été 1991.

Il s'agit de créer, à la fois, un nouveau quartier d'habitation,

une station touristique reliée à Juan-les-Pins par une promenade le long des plages et un pôle d'activités tertiaires jouant le rôle de vitrine, en bord de mer, du parc international de Valbonne-Sophia-Antipolis. Le projet vise — également — à mettre en œuvre le concept de « ville intelligente » fondé sur les innovations technologiques dans les domaines des télécommunications, de l'informatique, de la domotique, de la monétique, etc. La nouvelle agglomération d'Antibes-les-Pins, décrite par les aménageurs comme « conviviale, sûre et communicante », sera notamment dotée d'un réseau câblé à la carte, ainsi que de systèmes de monitoring urbain et de télé-

surveillance individuelle. On prévoit aussi d'installer dans ses rues des bornes d'information interactives.

L'architecture est de style méditerranéen avec des bâtiments imbriqués de cinq à six niveaux, des cours intérieures, des placettes à l'antenne, des passages sous porche, des bassins, etc., dans une palette de couleurs allant des rouges aux ocres et aux sables. La circulation automobile sera, par ailleurs, entièrement enterrée.

Face à la mer et ouvert au public, le parc floral, dénommé Exlora, rassemblera toutes les essences des régions de climat méditerranéen. Il se composera de quinze jardins différents à thèmes, égyptien, grec, romain,

marocain, espagnol, etc., surplombés par une terrasse-promenade.

Aux termes de la convention d'aménagement qu'il a signée avec la ville, en septembre 1988, le groupe SEERI participe au financement des équipements publics à hauteur de 140 millions de francs dont 80 millions sous forme de travaux et 60 millions sous forme de contribution globale et forfaitaire utilisée, notamment, pour la réalisation de la promenade balnéaire reliant Antibes-les-Pins à Juan-les-Pins sur une longueur de 1 800 mètres et une largeur de 8 mètres. Cette promenade donnera accès aux plages, pour plus de moitié publiques, qui vont être restructurées et considérablement élargies grâce à la construction d'épis rochers en mer.

L'aménageur et la ville ont, enfin, décidé de mener, conjointement, une politique de commandes d'œuvres d'art destinées à orner les espaces publics du site et ont demandé, en premier lieu, à César de concevoir une sculpture qui sera le symbole d'Antibes-les-Pins. La participation de la ville s'élèvera, en définitive, à environ 50 millions de francs hors taxes.

Un problème reste à régler : celui de l'aménagement de la route en bord de mer, dont le détournement, un moment envisagé, paraît, aujourd'hui, abandonné. « Ici battra le nouveau cœur de la Côte d'Azur », annonce la publicité d'Antibes-les-Pins. La réussite de l'opération repose, en particulier, sur le pourcentage de résidents permanents qui conditionnent l'animation, à l'année, du nouveau quartier. Or il n'a pas encore été défini avec précision par les promoteurs et sera fonction de la commercialisation...

GUY PORTE.

par le typhus en mai 1943. Dès juin 1988, Jacques Mellick, nouveau ministre de la mer, fit droit à la délégitimation de l'Assemblée de Corse, puis, que celle-ci est, aussi bien, en charge de l'organisation des transports avec le continent depuis la création de son office des transports par la loi de 1982 portant statut particulier.

Le Danielle-Casanova, qui remplace le vétuste Provence, assurera les liaisons Marseille ou Toulon - Ajaccio et Bastia. Il accroîtra notablement la capacité de la SNCM qui, en 1988, a transporté 1 310 000 passagers sur les lignes de Corse, soit 85 % de son trafic, le reste se faisant sur l'Afrique du Nord.

MIDI-PYRÉNÉES

Le plus grand livre du monde

Pour fêter le cent cinquantième anniversaire de leur fondation, les Editions Privat ont mis en fabrication, et présenteront le 21 juin, le plus grand livre du monde : 4 mètres sur 3, 30 pages, un poids total de 7 tonnes. Un syndrome spécial est prévu pour permettre de tourner les deux couvertures et les pages collées sur contreplaqué. Thème de l'ouvrage « construit » par les Compagnons du devoir : la performance sur laquelle s'expriment, en particulier, les sociétés paritaires qui ont financé l'opération.

C'est en 1839 qu'Edouard Privat a commencé d'imprimer, d'écrire et de vendre des livres. En 1988, les héritiers de Pierre Privat ont cédé leurs parts au groupe Bordes, qui est devenu majoritaire dans le capital de la société.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Marseille vers Tunis

Le port autonome de Marseille veut améliorer sa position face à la concurrence européenne, en consolidant ses échanges avec la Tunisie, qui est l'un de ses partenaires traditionnels sur l'autre rive de la Méditerranée.

Comme il y a environ deux mois en Algérie, une importante délégation de responsables du port — dont le président Jean Roussel, — accompagnée de représentants de la chambre de commerce franco-arabe et de délégués de la communauté portuaire, vient de réaliser une campagne d'information et de promotion dans la capitale tunisienne.

Avec un trafic s'élevant à 1 410 764 tonnes en 1988 (dont plus d'un million de tonnes d'exportations tunisiennes), Marseille-Fus est le premier port français pour le commerce maritime tunisien et une importante voie de transit pour les produits tunisiens destinés aux autres pays de l'Europe. L'Alliance de l'ouest et l'Italie particulièrement, ou en direction des États-Unis et des pays asiatiques. Par Marseille passent notamment les produits agricoles tunisiens, le textile et certains produits chimiques et hydrocarbures destinés à la France, premier partenaire commercial de la Tunisie.

RHÔNE-ALPES

Avant les JO

Profitant de la perspective des Jeux olympiques de 1992 pour adapter son potentiel d'accueil (quatre cent cinquante mille lits au total), le département de Savoie et le ministre du tourisme s'engagent à un plan de modernisation de l'hôtellerie qui devrait porter sur la rénovation de cent cinquante à deux cents hôtels en haute et moyenne montagne, dans les stations thermales et au bord des lacs.

Le protocole d'accord signé récemment entre Olivier Stürm, ministre du tourisme, et Michel Barrière, président (RPR) du conseil général, inclut également un programme financier d'investissement dans vingt-huit centres familiaux de vacances gérés par le secteur du tourisme social et associatif. A côté de ces aides spécifiques, les deux partenaires sont convenus de privilégier la qualité de l'accueil. Après avoir procédé à une analyse des « dysfonctionnements » enregistrés en station à partir des remarques de la clientèle, le ministre va organiser des séminaires sur l'accueil, incluant la formation du personnel et l'élaboration de produits innovants, notamment pour le tourisme d'affaires.

Cette action accompagne le plan d'apprentissage des langues étrangères (anglais, allemand, italien et espagnol) spécialisé sur l'accueil touristique, qui sera proposé, dès la rentrée scolaire, à trois mille jeunes Savoyards des lycées et collèges.

Cette page a été réalisée par nos correspondants :
Michel Delbergh : Ginette de Mathis ; Jean-Pierre Rouger ; Paul Sibani ; Christian Tual ; Jean Vidant.
Coordination : Jacques-François Simon

BRETAGNE

Un chef au pupitre

Le conseil d'administration de l'Orchestre de Bretagne a nommé Claude Schneider en qualité de directeur musical. Le 31 janvier dernier, la candidature de Stéphane Cardon, chef en second de l'Orchestre du Capitole à Toulouse, avait été retenue, mais ses prétentions financières (30 000 F par mois, quelques avantages en nature) furent jugées inacceptables à la mi-avril par le président du conseil régional de Bretagne, Yves Bourges.

L'Orchestre régional de Bretagne qui comprendra soixante-cinq musiciens dont quarante-cinq permanents présentera son premier concert à la mi-septembre, à Brest. Son budget sera de 18 millions de francs par an.

de musiques traditionnelles d'Auvergne, dont le siège est à Riom (Puy-de-Dôme) affiche clairement son ambition : préserver la mémoire des musiques régionales en faisant connaître les formations classiques qui s'y emploient également et assurer le trait d'union avec les « modernes » qui adaptent ces musiques en leur conservant toute leur authenticité.

Ainsi, en collaboration avec Radio France, l'agence a créé une collection (cassettes et compact-discs) consacrée à la musique traditionnelle.

Le 27 mai, à Riom, l'agence, en coproduction avec France Musique, Radio France et la municipalité, a organisé une « Nuit des musiques d'en France » où violons, cornemuses, et autres violons, ont côtoyé de jeunes formations... prouvant ainsi que le passé peut se conjuguer avec le présent.

22, voilà les Côtes-d'Armor

C'était lors d'un Tour de France à la voile. Un journaliste appelle la capitale de la région de l'époque : « Ce sont les Nordistes ! ». L'anecdote a fait le tour du département des Côtes-du-Nord, le vainqueur de l'époque en question. Elle est typique du mal d'image qui a saisi ce département au nom trompeur.

Le mal avait frappé d'abord les professionnels du tourisme. En 1962, ils suscitèrent une procédure visant à substituer au nom de Côtes-du-Nord celui de Côtes-d'Armor. Péloponnèse ! s'écrièrent les puristes. Selon la racine qu'on lui attribue, Armor peut aussi bien signifier « le pays de la mer » (par opposition à Argos, « pays du bois », désignant la Bretagne intérieure), ou bien être la contraction du nom ancien

d'Armorique. Les voisins finistériens, eux, firent remarquer qu'un seul département ne pouvait revendiquer tout seul le littoral breton. La commission de révision du nom des communes (et des départements) au ministère de l'Intérieur y fut également opposée : des considérations d'ordre touristique ne peuvent suffire pour changer le nom d'une unité administrative. L'affaire s'arrêta là.

La décentralisation, d'une certaine manière, a relancé le débat. La politique d'image menée par les collectivités locales s'accommoda mal du flou géographique. Mais comment soutenir qu'être situé au nord est un handicap sans froisser les habitants — et amis — des provinces septentrionales ?

Le conseil général des Côtes-du-Nord ouvre le dossier en janvier 1988. Avec des arguments plus pragmatiques. Et des exemples, comme celui du Tour de France. Difficile, dans ces conditions, de développer une communication touristique, économique, culturelle... La commission nationale a bien reçu ces arguments. Les voisins ne sont plus opposés. Le conseil régional de Bretagne vient d'émettre un avis favorable.

L'argument décisif peut-être sera matériel. A la commune culte, Côtes-d'Armor ajoute l'avantage de rester le département numéro 22. En ce Bicentenaire, ou ne peut quand même pas trop bousculer l'ordre établi par la Révolution...

CORSE

Nouveau bateau

« Placer à nouveau les relations entre la SNCM et l'ensemble de la Corse sur le thème du partenariat dynamique et constructif. » C'est le vœu qu'a formulé Claude Abraham, président de la Société nationale Corse-Méditerranée, lors de l'inauguration du Danielle-Casanova, la superbe nouvelle unité de la flotte, en même temps, la plus grande (165 mètres, 2 436 passagers dont 1 836 en couchettes, 800 voitures) et la plus rapide (24 nœuds). Pour M. Jean-Pierre Isoard, le directeur général, ce paquebot transbordeur n'est pas seulement « le plus performant de la Méditerranée », mais aussi celui qui répond le mieux aux besoins d'un trafic important durant l'été.

Le service devait initialement s'appeler Ile de Beauté mais l'Assemblée de Corse a adopté à l'unanimité un vœu du groupe communiste reprenant une vieille et tenace revendication de la CGT, désireuse d'honorer la mémoire d'une grande héroïne de la Résistance, Danielle Casanova, déportée à Auschwitz où elle fut emportée

UNE COOPÉRATIVE FONDÉE PAR JEAN JAURÈS

Les verriers d'Albi cherchent des partenaires

La Verrerie ouvrière d'Albi en a peut-être fini de jeter des bouteilles à la mer (le Monde du 27 mai). La vieille coopérative fondée par Jean Jaurès en 1896 était jugée moribonde voici à peine cinq ans. Souffrant d'une gestion déplorables, d'un sur-effectif sous-qualifié, de productions insuffisantes et de mauvaise qualité, elle n'a trouvé son salut que dans l'intervention du comité interministériel de restructuration industrielle, en 1985, et dans une mobilisation sans précédent de son personnel.

On a suspendu pour quatre ans les deux cents millions de francs de dettes accumulées, taillé sans ménagements dans les effectifs pour les faire passer de 575 emplois à 356 aujourd'hui, réduit les traitements et consacré jusqu'à 9 % de la masse salariale à la formation professionnelle.

Première brèche dans le statut coopératif de la VOA, des partenaires extérieurs comme l'Institut de développement industriel rentraient dans le capital à hauteur de 37 %. Résultat de ce traitement de choc : la coopérative ouvrière dégageait, en 1987, un bénéfice de 16 millions de francs et de 31 millions de francs l'année dernière sur un chiffre d'affaires avoisinant les 300 millions de

francs. Au début de 1989, fin du moratoire de la dette, la Verrerie se retrouve avec une bonne santé mais face à de telles annuités d'emprunts, de l'ordre de 25 millions de francs par an pendant cinq ans, que toutes possibilités d'investissement lui étaient interdites. Facteur aggravant, si elle ne pouvait renouveler un de ces trois fours, l'entreprise verrait fondre tous ses gains de productivité et de qualité et retomberait bientôt dans le rouge.

Gilbert Dupin, PDG de la VOA depuis 1987, a donc pris son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre de ses créanciers. « Il fallait demander à ceux qui nous ont aidés à ne pas mourir de nous aider à vivre aujourd'hui », explique-t-il. Nous avons besoin d'investir 100 millions de francs dans les trois ans pour rester dans le coup. Nous pouvons le faire par autofinancement dans la mesure où nos remboursements sont étalés. Sur le terrain, la CGT, syndicat unique de l'entreprise, a toujours réclamé que « l'Etat efface la dette purement et simplement comme il l'a fait dans la sidérurgie ou chez Renault », en affirmant que « les verriers avaient déjà assez donné ».

C'est à nouveau sous l'égide du comité interministériel de restructuration qu'au milieu du mois de mai dernier Gilbert Dupin parvenait à convaincre les trois principales banques créancières : le Crédit national, la Caisse Centrale de crédit coopératif et le Crédit d'équipement des PME. Elles acceptaient de réduire en moyenne de 12 à 6 % leurs taux d'intérêt et de reporter de 2005 à 2018 les échéances finales. Par l'intermédiaire de ces divers organismes financiers, l'Etat faisait un geste évalué à près de 30 millions de francs et donnait une impulsion déterminante au réajustement de tous les autres emprunts.

Un compromis difficile

La Verrerie était sortie de l'impasse, « sans qu'aucune contrepartie d'aucune sorte nous ait été demandée », a affirmé le PDG. Mais, même avec une dette renégociée, quelle place peuvent espérer l'entreprise albigeoise et ses 3 % du marché national dans la perspective de l'Europe de 1993 ? Aura-t-elle les moyens de subsister face à des géants tels que Saint-Gobain et BSN ?

مكتبة المصلح

Économie

SOMMAIRE

■ Un rapport fait état de la grande misère de certaines maisons ou familles d'accueil pour personnes âgées (lire page 40).
■ M. Bérégovoy a demandé aux constructeurs automobiles fran-

çais de modérer leurs hausses de prix (lire ci-dessous).

■ Le président brésilien, M. Sarney, a abandonné son programme d'austérité (lire page 40).

■ Dans le débat sur le nouveau PER, M. Strauss Kahn, président de la commission des finances, estime que l'épargnant ne devrait pouvoir sortir du plan qu'en percevant une rente (lire page 41).

M. Bérégovoy invite Renault et Peugeot à modérer leurs prix

En dépit de l'automatisation les voitures coûtent de plus en plus cher

Privé de pouvoir, le ministre des finances a-t-il, en revanche, des arguments à faire valoir ? Peut-être, en constatant l'évolution plus rapide du prix des voitures que des autres produits industriels : + 4 % en 1987 pour les automobiles contre + 2,5 % pour les autres produits et + 4,1 % encore en 1988 contre 2,3 %. La concurrence pour-tant forte entre les très nombreuses marques ne suffit pas à empêcher une gisade des prix au-dessus de la moyenne nationale. Sans doute n'y a-t-il aucune entente d'aucune sorte entre les constructeurs... mais force est de constater les chiffres.

L'explication est simple : le marché français (comme l'euro-péen) est en plein boom depuis trois ans. L'INSEE vient de le rappeler : les immatriculations ont crû de plus de 5 % chaque année depuis 1986. L'année en cours devrait se terminer au moins sur le même score record qu'en 1988 : 2,2 millions de voitures particulières vendues. Les constructeurs, ayant parfois du mal à servir cette demande avide à cause de certains goulets d'étranglement dans les usines, n'ont donc aucune raison de ne pas augmenter leurs prix. Puisque le consommateur achète, pourquoi ne pas engranger des profits très confortables (9 milliards de francs pour chacun des constructeurs français), investir et se prémunir contre les hivers qui ne manqueront pas d'arriver. Il suffit, expliquent Peugeot et Renault, de songer à l'arrivée des japonais que Bruxelles autorisera à partir de 1993, pour se convaincre que des « bons » prix d'aujourd'hui sont les meilleures garanties des emplois de demain.

Recevant M. Jacques Calvet, PDG de Peugeot SA, et M. Raymond Lévy, PDG de Renault, jeudi 8 juin, M. Pierre Bérégovoy a tenté de les « convaincre » du danger d'une augmentation des prix des automobiles au 1^{er} juillet, date de départ du millésime 1990. Le ministre s'agitait des tensions inflationnistes et de l'indice du mois de juillet, mais il est resté à la persuasion car il n'a plus autorité sur les prix désormais libres (depuis 1975 pour l'automobile). Pour Renault, dont l'Etat est propriétaire, il pouvait imposer sa volonté mais les entreprises nationales, règle sacro-sainte, sont indépendantes en matière de gestion.

La réponse des PDG renvoie donc M. Bérégovoy à son libéralisme : ce sont les consommateurs qui sont seuls juges des prix, non pas la Rue de Rivoli. Elle éclaire surtout la conjoncture mondiale, l'inflation s'abreuve, dans l'automobile, à des sources multiples : l'appétit des ménages pour les nouveautés, le renouvellement d'un parc qui avait trop vieilli, une sous-capacité partielle de production faute d'investissements suffisants.

Un ralentissement de la demande pourrait entraîner une guerre des rabais entre les marques, mais on peut aussi dire que personne n'a intérêt à la déclencher.

La rapidité du changement

Qu'en est-il sur le long terme ? Depuis 1977, le prix en francs constants de la voiture « moyenne » achetée par les Français a crû de 2 % ou 2,5 % l'an, explique M. Pierre Fontaine, de la direction du produit de Renault. L'automobile demeure un bien durable coûteux : alors qu'il y a vingt ans la voiture « moyenne » achetée était une 204 ou une Ami 6, les Français dépensent aujourd'hui

75000 F pour l'achat d'une voiture neuve, que qui correspond par exemple au prix d'une Renault 19 GTI. Cette hausse de la dépense s'explique par l'évolution des voitures, et on a peine à voir la rapidité du changement. Comme le détaille M. Fontaine « une R 19 GTI cinq portes d'aujourd'hui présente les mêmes performances et la même habitabilité, à l'exception du coffre, qu'une R 16 de la fin des années 80. Le haut de gamme de l'époque est devenu le bas de gamme ».

Pour autant, relève M. Jean-Louis Madré et Thierry Lambert du Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC), la part consacrée par les ménages à l'automobile reste stable depuis 1973 (12-13 % de leurs revenus). La qualité, le confort ou la sécurité des voitures modernes sont payés par l'accroissement du revenu des ménages. C'est particulièrement le cas depuis trois ans.

En faisant artificiellement abstraction de l'évolution technique des véhicules, on calcule le prix d'une voiture « à contenu invariant » (1). On constate alors que ce prix a chuté régulièrement dans les années 50 et 60 (de 40 % en vingt ans) mais que, depuis 1968, il est

devenu relativement stable. Ainsi, après 1975, date de la fin des prix « administrés » par le ministre des finances, les prix ont bondi de 10 % en deux ans puis ont lentement baissé de 1978 à 1983 de 6 % ou 7 % pour augmenter de 5 % depuis. De sorte qu'aujourd'hui on se trouve sur un point haut des courbes : les voitures sont chères.

On pourrait souligner d'autres facteurs explicatifs de cette hausse : les achats de véhicules diesel plus chers, le remplacement des achats d'occasion par ceux de voitures neuves de gamme, mais l'essentiel vient de la hausse de 1968. Une même voiture devait, au fil des gains de productivité, coûter moins cher pour le consommateur. Or, malgré les restructurations drastiques, l'automatisation et les usines robotisées, tel n'est plus le cas depuis vingt ans. Bien entendu, les voitures ont changé, mais la non-baisse des prix « à contenu invariant » tendrait à prouver que le système industriel n'est globalement pas plus efficace qu'en 1968, pour des raisons qui restent assez mystérieuses.

M. Bérégovoy se plaint des prix, mais MM. Lévy et Calvet semblent dans l'incapacité structurelle de les baisser. D'où une interrogation majeure sur la véritable qualité des énormes investissements réalisés dans l'industrie. Et si, très profondément, le retour de l'inflation provenait de là ?

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Le calcul est effectué par l'INSEE pour déterminer l'indice des prix d'une voiture neuve.

En 1988

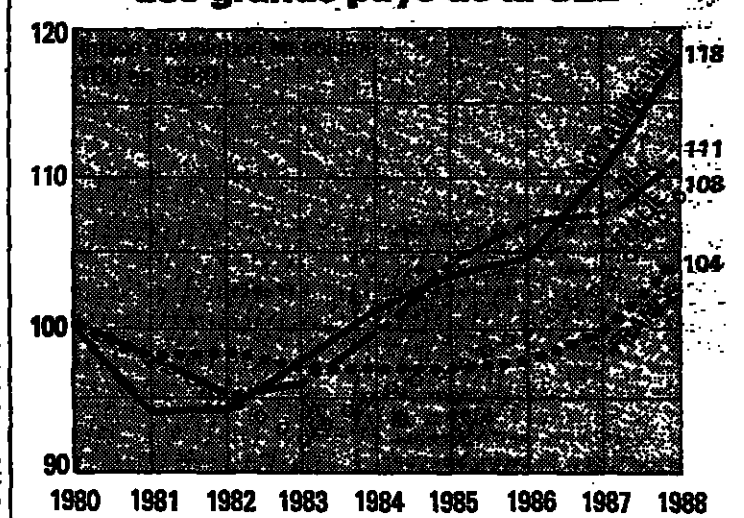
Un regain mais des retards pour l'industrie française

L'industrie française a obtenu, en 1988, « ses meilleurs résultats depuis dix ans », selon la lettre l'INSEE Première de juin. Avec + 4,9 % en volume, ce décollage de la production industrielle a conduit pour la première fois d'un point de croissance du PIB (3,7 %) l'an dernier. Le regain d'investissement, mesuré en 1988, a été très marqué : + 12,2 % pour la formation brute de capital fixe (FBCF). L'emploi industriel a ralenti sa détérioration : - 73000 personnes en 1988 contre - 120000 personnes en 1987, soit - 2,9 % par an en moyenne entre 1983 et 1987.

Les bons chiffres toutefois sont à replacer dans le contexte européen : la croissance de la production française, + 5,1 % pour l'industrie manufacturière en données homologues, ne se situe qu'à la moyenne des Douze, dépassée par la Grande-Bretagne (+ 7,1 %) et l'Italie (+ 6,2 %). En outre, le pôle extérieur s'est à nouveau fortement dégradé : la balance commerciale est « lourdement négative de 42,6 milliards de francs », note l'INSEE.

« Il ressort du jugement contrasté de 1988 », explique l'Institut, qui relève un renouveau relatif des conditions : « une compétitivité partielle insuffisante et surtout des spécialisations sectorielles et géographiques peu adaptées ».

Evolution de la production des grands pays de la CEE

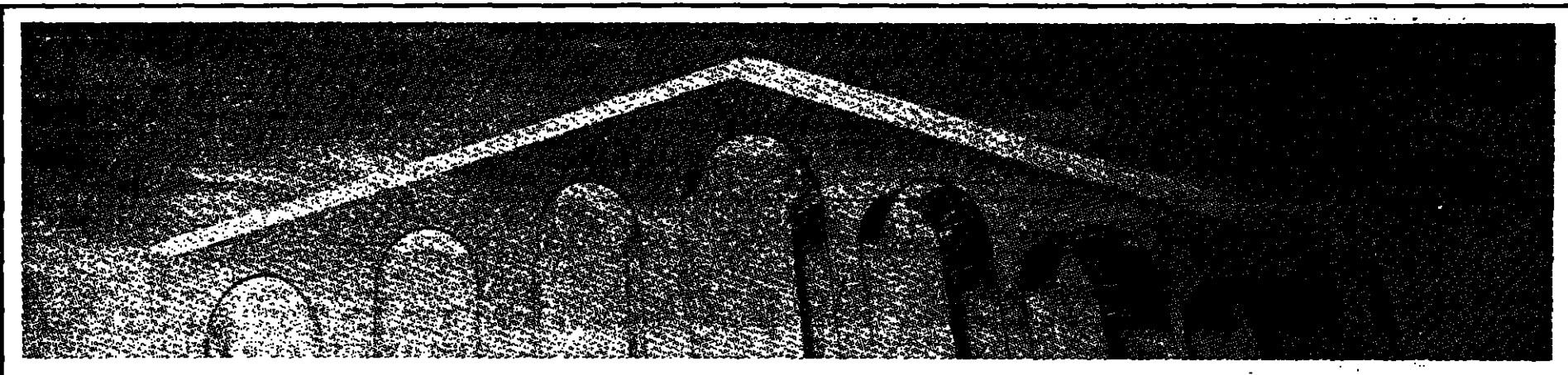


(Publié)

Vous cherchez à vendre ou à acheter une boutique, un local commercial, une alimentation, un café, une librairie ou tout autre commerce C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ "LES ANNONCES" EN FONDS DE COMMERCE que vous trouverez tous les fonds les toutes dernières affaires En vente partout 6,20 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.05.30.30

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SAINT-GOBAIN UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT



Depuis le début de l'année SAINT-GOBAIN a racheté 4 sociétés industrielles en Italie, s'est implanté en Corée et réalisera en 1989, 6 milliards de francs d'investissements industriels dont la moitié en France.

L'Assemblée Générale des actionnaires de SAINT-GOBAIN se tiendra : **JEUDI 15 JUIN 1989 à 15 h 00 à Paris au Palais des Congrès de la Porte Maillot.**

Un résumé de cette Assemblée Générale sera diffusé sur FR3 le samedi 24 Juin 1989 à 11 h 43

SAINT-GOBAIN

Compagnie de Saint-Gobain
Service des Relations avec les Actionnaires - Les Miroirs - Cedex 27 - 92096 PARIS-LA-DÉFENSE - Tél. : (1) 47 62 33 33 - Minitel 3615 code GOBAIN

550 من الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CRICA PRÉVOYANCE

Institution de prévoyance
approuvée par arrêté ministériel du 31 décembre 1986.
L'Assemblée générale extraordinaire du 8 juin 1989 n'ayant pu avoir lieu faute de quorum, les délégués des adhérents et des participants sont convoqués en Assemblée générale extraordinaire le :
MARDI 27 JUIN 1989
A 15 HEURES
Dans la salle de conférence de la COPME
1, terrasse Belfin, La Défense 11,
92800 Puteaux (Métro : Pont-de-Neuilly, RER la Défense).

SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

Le comité central d'entreprise de la Société bordelaise de crédit industriel et commercial s'est réuni les 31 mai et 1^{er} juin 1989 sous la présidence de M. Bruno Moschetti.
L'examen des différents éléments au 30 avril 1989 traduit une croissance de 6,1 % du produit net bancaire qui, de 111,2 millions de francs en 1988, a atteint 118,2 millions de francs en 1989. Les frais généraux, de 105,9 millions de francs en 1988 et de 107,6 millions de francs en 1989 connaissent par là une progression contenue à 1,6 %. Le résultat brut d'exploitation, quant à lui, passe de 5,3 millions de francs en 1988 à 10,5 millions de francs en 1989.
Les résultats provisoires à fin mai 1989 confirment les chiffres de fin avril 1989. Le taux de progression du produit net bancaire est de 5,5 % puisqu'il passe de 141 millions de francs à 148,8 millions de francs, alors que celui des frais généraux se réduit à 1 % puisque ceux-ci se situent à 134 millions de francs contre 133 millions de francs. Le différentiel entre ces deux taux de croissance permet de dégager un résultat brut d'exploitation qui passe de 8 millions de francs à 14,7 millions de francs, soit une progression de plus de 80 % d'une période à l'autre.
La conjonction de la croissance des recettes et de la réduction de l'effectif a permis de porter en moyenne annuelle le produit net bancaire par agent de 388 000 francs en 1988 à 432 000 francs en 1989, soit un taux de progression de 10,55 %.
La succursale de Brive a ouvert ses portes au public le 15 mai 1989 au 24, boulevard du Général-Koenig. Après Paris, cette implantation traduit la réalisation d'un plan de développement sur les places où la banque n'est pas encore installée et qui permet, par ailleurs, au plan social d'absorber par promotion et mobilité internes le surcroît. La succursale de Rodez sera ouverte au cours du troisième trimestre et celle de Perpignan au cours du quatrième trimestre de la présente année.



MÉTALLEUROPE

(ex-Société Minière et Métallurgique de Penarroya)
Avis aux propriétaires de bons de souscription d'actions Métalleurope

Le Directoire, envisageant la possibilité de procéder à une opération financière par appel public à l'épargne avec droit préférentiel réservé aux actionnaires, a décidé de suspendre du 23 juin 1989 au 23 août 1989 inclus l'exercice des bons de souscription d'actions.
L'exercice avant le 23 juin 1989 du droit de souscription attaché aux titres souscrits permettra à leur titulaire de participer à l'opération qui sera décidée.
Au-delà de cette date, les bases d'exercice des bons de souscription restant en circulation seront ajustées conformément aux dispositions arrêtées par le Directoire.

CICA

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE COMMERCE ET D'APPROVISIONNEMENT

L'assemblée générale extraordinaire, tenue le 5 juin 1989 sous la présidence de M. Pierre Degorge, a adopté toutes les résolutions proposées par le Conseil.
Les principales décisions concernent les apports par CFAO à CICA des sociétés Olympic Garage à Vichy et Distribution Automobile belge à Liège, concessionnaires de la marque Peugeot, et de COFAM, société importatrice en France de chariot élévateurs, ainsi que l'absorption de la société financière COMIFI par CICA Holding.
Ces apports ont donné lieu à la création de 74 940 actions nouvelles.
Il a, par ailleurs, été donné au Conseil l'autorisation d'augmenter le capital de la société selon les formes et aux dates à déterminer dans le cadre des limites qui lui ont été fixées.
De plus, elle a décidé, compte tenu de l'évolution des affaires du groupe et de l'importance prise par les implantations hors d'Afrique, d'abandonner la dénomination sociale « Société Commerciale et Industrielle de la Côte d'Afrique », pour adopter désormais celle de « Compagnie Internationale de Commerce et d'Approvisionnement CICA ».
Un Conseil, tenu après cette assemblée, a immédiatement décidé une double augmentation de capital :
- par l'attribution gratuite d'actions nouvelles sur la base d'une action nouvelle pour une ancienne.
- par la souscription en numéraire d'actions nouvelles, assorties de bons de souscription, sur la base d'une action nouvelle pour trois anciennes.
Le prix d'émission a été fixé à 700,00 F.
La période de souscription d'actions débutera le 19 juin au 10 juillet 1989 inclus.
A l'issue de ces opérations, le capital social de la CICA s'élèvera à 43 632 000 F, composé de 873 040 actions de 50 F de nominal.

GROUPE CFAO

CREEKS

LE STYLE DES 15/25 ANS

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe CREEKS s'est élevé à 470,6 MF pour l'exercice 1988, contre 364,1 MF en 1987. Ce chiffre indique pour la première fois les douze mois d'activité de la société Rivers (marques LIBERTO, contre sept mois en 1987, ainsi que l'activité de CREEKS FAR EAST, filiale créée en décembre 1987.
Les acquisitions des sociétés SVL et ESPRIT, réalisées en novembre 1988 ne sont pas prises en ligne de compte dans ces chiffres.
Le chiffre d'affaires 1988 se ventile selon :
- ventes aux revendeurs : 385,80 MF
- ventes au détail : 83,80 MF
- redevances sur franchises et licences : 1,00 MF
Le bénéfice net consolidé par du groupe s'est élevé à 30,2 MF en 1988 contre 29,9 MF en 1987 ; ce chiffre tient compte d'une dotation aux amortissements aux valeurs de consolidation de 3,2 MF.
Le taux de rentabilité 1988 est lié à l'impact de plusieurs éléments : son réajustement, aux effets porteurs à moyen terme ; il s'agit notamment du coût de lancement des collections Junior de CREEKS et des charges (5,2 MF) liées à la mise en service de la filiale américaine.
Les ventes réalisées au cours du 1^{er} semestre 1989 confortent les prévisions ; par ses effets porteurs à moyen terme, l'acquisition internationale et la prise en compte de l'activité des magasins de détail des sociétés SVL et ESPRIT permettent d'estimer une progression du chiffre d'affaires consolidé de 15 à 20 % pour l'exercice en cours.

IMETAL

Poursuivant l'élargissement de ses activités dans le domaine de l'habitat, IMETAL vient d'acquiescer 34 % de la société Franco-Alfa S.A. société du groupe italien Fin Rival, important producteur de céramiques.
France-Alfa et les sociétés de son groupe, Carofrance et Mosquito de France, disposent d'usines très modernes implantées dans le Tarn et la Haute-Loire qui produisent des carreaux mosaïques de petite taille. La capacité de production annuelle de ces installations est de l'ordre de 5 millions de mètres carrés. En 1988, le groupe Franco-Alfa, qui emploie 260 personnes, a réalisé un chiffre d'affaires de 174 millions de francs.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

UAP SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE	ALTO	UAP MOYEN TERME	ALTEFI	ACTIONS FRANCE	ACTIONS SÉLECTIONNÉES	AEDICANDI	L'U.A.P. INVESTISSEMENTS
ORIENTATION	Obligations françaises	Obligations françaises et titres de créances négociables	Obligations françaises et étrangères	60% minimum actions françaises (CEA & Money)	Valeurs françaises dominantes	Placements à caractère immobilier	Valeurs étrangères dominantes
- Valeur liquidative de l'action (en F)	108,45	102,83	106,96	511,71	65,25	587,40	448,29
PERFORMANCES AU 30/06/89							
(dividende net réinvesti lors du détachement)							
- sur une période de 5 ans (depuis le 31.05.84)	+ 81,46 %	néant	+ 47,60 %	+ 193,05 %	+ 147,68 %	+ 134,99 %	+ 84,64 %
- sur une période de 10 ans (depuis le 31.05.79)	+ 224,81 %	néant	+ 255,66 %	+ 537,15 %	+ 533,90 %	+ 423,62 %	+ 361,45 %

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS
Tour Voltaire, 1 Place des Degrés Cedex 58 92059 PARIS LA DEFENSE (Tél. 49.07.50.50)
et dans ses diverses agences

Rémy & ASSOCIÉS

ECHEC DES ACTIONNAIRES MINORITAIRES DE RÉMY MARTIN DANS LEUR DEMANDE DE RADIATION DU TITRE RÉMY & ASSOCIÉS DU SECOND MARCHÉ

LE CONSEIL DES BOURSES DE VALEURS EST CONFIRMÉ DANS SON AUTORITÉ :
La Cour d'appel de Paris, saisie par les actionnaires minoritaires de Rémy Martin le 4 mars 1989, s'est réunie le 27 avril dernier.
Le 7 juin 1989, elle a rendu sa décision en rejetant tous les moyens présentés par les sociétés Trocadéro Bellevue et Paris la Vierge du Velay, les déboutant de toutes leurs demandes et les condamnant aux dépens de la procédure.
Rappelons que les actionnaires minoritaires de Rémy Martin contestaient la décision du conseil des Bourses de valeurs d'avoir admis au second marché la société Rémy & Associés, filiale de Rémy Martin, le 20 janvier 1989.
Rémy & Associés se réjouit de cette disposition qui conforte la stratégie de développement du Groupe conduite avec succès par son équipe dirigeante, et ce, en dépit des multiples procédures judiciaires intentées par les actionnaires minoritaires de Rémy Martin, le Groupe familial Max Cointreau.
Par ailleurs, cette décision ne peut que confirmer les 7 000 actionnaires de Rémy & Associés dans leur confiance à son équipe dirigeante dans l'avenir de la société et permettre au titre Rémy & Associés de continuer à progresser.
A ce jour, le capital de Rémy & Associés est détenu à 72,28 % par Rémy Martin et 27,72 % par le public.

société nationale elf aquitaine

La Société Nationale ELF AQUITAINE invite ses actionnaires à participer à l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE qui se tiendra le mardi 27 Juin 1989 à 15 heures au HILTON International PARIS, 18, avenue de Suffren - 75015 - PARIS.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette Assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint, ou d'y voter par correspondance.

Des cartes d'admission ainsi que des formules de pouvoir ou de vote par correspondance seront mis à la disposition des actionnaires par les intermédiaires financiers auprès desquels sont déposés les titres, ou par le service des Assemblées de la Banque PARIBAS, 80, avenue du Général-de-Gaulle - 94009 - CRÉTEIL L'ÉCHAT.

Un grand Groupe français se développant dans le monde entier autour de 3 pôles d'activité :
Pétrole, Chimie, Santé-bio industries

"Moi, j'investis...
et je sais choisir
les bons placements."

EMPRUNTS JUIN 1989

Emprunts à taux fixe de 2,5 milliards de francs assimilables au choix du souscripteur

	soit au 9 septembre 1988 - octobre 1997	soit au 8,50 % janvier/mars 1989 - février 2001
Prix de souscription	5.000 F	5.054 F
Date de jouissance	26 juin 1989	6 février 1989
Date de règlement	26 juin 1989	26 juin 1989
Durée	8 ans et 99 jours	11 ans et 225 jours
Intérêt	9 %, soit 450 F par obligation payable le 3 octobre de chaque année. Le 1 ^{er} coupon payable le 3 octobre 1989 sera de 28 F par titre.	8,50 %, soit 430 F par obligation payable le 6 février de chaque année et pour la 1 ^{re} fois le 6 février 1990.
Taux de rendement	8,69 %	8,90 %
Amortissement normal	Au pair, en totalité le 3 octobre 1997	Au pair, en totalité, le 6 février 2001
Amortissement anticipé	Possible par rachats en Bourse	Possible par rachats en Bourse

Emprunt à taux révisable de 700 millions de francs avec bons d'échange assimilable à l'emprunt PIBOR 3 mois septembre 1988-1989

Prix d'émission : 20.180 F	Amortissement normal : in fine le 10 septembre 1989, au pair.
Date de jouissance et règlement : 26 juin 1989	Amortissement anticipé : possible par rachats en Bourse.
Durée : 9 ans et 76 jours	Bons d'échange : à chaque obligation est attaché un bon d'échange contre quatre obligations 8,60 % janvier/mars 1989-2001. Le taux de rendement des nouvelles obligations ressort à 8,71 %.
Intérêt : coupon payable trimestriellement, déterminé par soustraction d'une marge de 0,20 % au taux de référence PIBOR 3 mois.	Une fiche d'information (visa COB n° 89-231 du 6 juin 1989) est disponible sans frais, sur demande. BALO du 12 juin 1989.
Marge caractéristique : -0,49 % sur la base d'un PIBOR 3 mois de 8,8125 %, équivalent à un taux actuariel de 9,2388 %.	

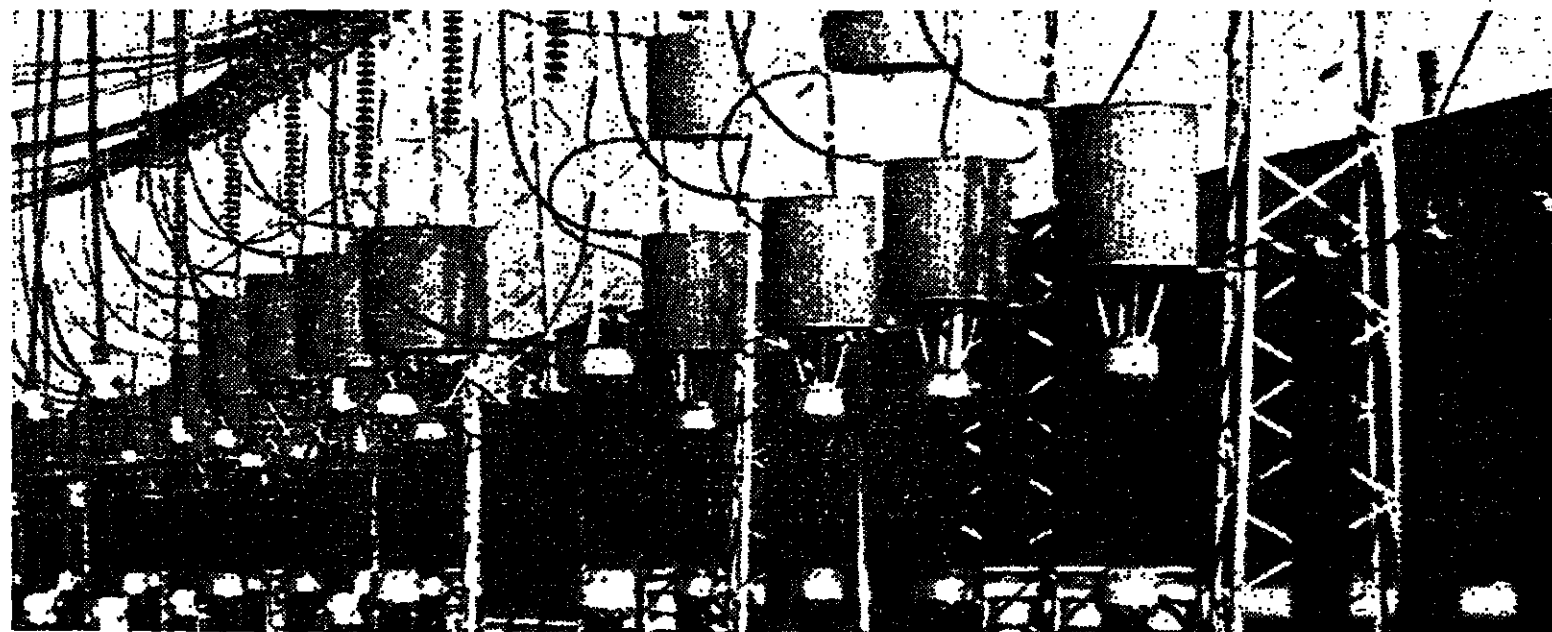
Emprunts Crédit Foncier, soyez les premiers à en profiter



S.A. au capital de 2.396.555.310 F - Siège social : 19, rue des Capucines - 75001 Paris

مكتبة الأصول

“NOTRE MARQUE N’EST NULLE PART, ET POURTANT NOTRE ÉNERGIE PROFITE AU MONDE ENTIER.”



Nous déployons beaucoup d’énergie pour faire de CGE l’un des premiers groupes industriels mondiaux dans le domaine de l’énergie et des transports.

Décembre 1988, un accord a été conclu avec le groupe anglais General Electric Company. Il a donné naissance à la nouvelle société GEC ALSTHOM.

Avec un chiffre d’affaires de 43 milliards de Francs et un effectif de 85 000 personnes, GEC ALSTHOM sera la première entreprise mondiale dans les domaines de la production d’énergie et du transport ferroviaire.

Cet accord renforce la position internationale de CGE en matière d’énergie.

Si nous déployons tant d’énergie c’est pour assurer l’avenir de CGE et, par là même, celui de l’industrie française et européenne.



Notre marque n’est nulle part, et pourtant nous sommes là.

Économie

AFFAIRES

Sous la pression de Bruxelles

Les producteurs de gaz industriels assouplissent leurs pratiques commerciales

Les entreprises utilisatrices de gaz industriels vont-elles bientôt pouvoir s'approvisionner à meilleur coût ? Pour éviter d'être sanctionnées par Bruxelles pour violation des règles de la concurrence, les producteurs ont décidé de modifier leurs contrats de vente d'ici à fin 1990. Ce sont le groupe français L'Air liquide, les firmes suédoises AGA, américaines Union Carbide et BOC, britannique British Oxygen (BOC), allemandes Linde et Messer Griesheim.

Ensemble, toutes ces sociétés couvrent la quasi-totalité du marché européen, assurant 99 % de la distribution de produits gazeux à usage industriel et 75 % de besoins en gaz (gaz liquide à basse température). Les gaz industriels - essentiellement l'oxygène, l'azote et l'argon - sont indispensables à la sidérurgie, à la pétrochimie et à l'électronique. Ils sont largement utilisés en médecine et pour la réfrigération.

Suppression de la clause « anglaise »

Que reproche la Commission de Bruxelles à ces producteurs ? D'avoir introduit des clauses illicites prévoyant une exclusivité de fourniture obligeant le client à s'approvisionner auprès d'un seul fournisseur pour la totalité ou un pourcentage bien déterminé de ses besoins. Au plus tard le 7 décembre prochain, les nouveaux contrats ne comporteront plus ce type de clause, permettant ainsi aux utilisateurs de mettre plus facilement en concurrence les divers fournisseurs en présence. Les 7 décembre 1990, les contrats existants devront être modifiés dans le même esprit. D'autres clauses seront également supprimées, par exemple celles qui liaient fourniture et location du réservoir, interdisant la vente ou le louage au fournisseur le droit d'être renseigné sur les offres plus favorables faites par la concurrence (clause dite « anglaise »).

Les contrats « grande masse » continueront d'avoir une durée de quinze ans maximum. Mais les contrats pour l'approvisionnement en gaz liquides ne pourront plus excéder trois ans (au lieu de cinq ans). Pour ces derniers, le fournisseur pourra conserver l'exclusivité du remplissage (et non de la fourniture) et de l'entretien du réservoir, ce pour des raisons évidentes de sécurité. Mais le client sera libre d'avoir plusieurs fournisseurs, à condition de disposer de plusieurs réservoirs.

La Commission européenne avait reproché à L'Air liquide d'imposer à ses clients un système de « dépôt fondant » (1) dans ses contrats grande masse ainsi qu'une indexation des prix de fourniture. Ces pratiques constituaient un « abus de position dominante », indique-t-on à Bruxelles. Ce n'est pas l'avis de L'Air liquide, qui justifie ces clauses par la lourdeur des investissements consentis pour les installations faites chez les clients.

Reste que, désormais, le client du groupe français aura le choix entre un contrat avec ou sans « dépôt fondant » et l'indexation des prix dans les contrats (grande masse ou gaz liquides) devra « correspondre à la pondération moyenne des éléments des coûts ». Enfin, Linde et Messer Griesheim se sont engagés à séparer les intérêts qu'ils détiennent dans leurs filiales communes. L'Air liquide et AGA avaient fait de même il y a deux ans avec leurs filiales. Selon la Commission, la constitution de ces filiales communes était contraire aux règles de la CEE, car elles « visaient à éliminer toute concurrence entre les maisons mères » sur les marchés concernés.

(1) Participation financière du client à l'installation, dont le montant est automatiquement minué chaque année pour devenir égal à zéro en fin de contrat. Ce qui constitue une sorte d'amortissement.

Une progression de 35 % des primes encaissées

Nouveau bond de l'assurance-vie en 1988

C'est l'assurance-vie, avec une croissance de 35 %, qui a encore fait progresser le chiffre d'affaires de l'assurance française en 1988, en hausse de 16 % à 385,1 milliards de francs de primes émises. La branche dommages, incendie, accidents, vol, dégâts des eaux (IARD), n'a enregistré qu'une avance de 5 % à 181 milliards de francs, inférieure à la progression du produit national brut.

La branche vie, favorisée par le désir de se constituer des capitaux supplémentaires pour la retraite, a vu son chiffre d'affaires annuel passer de 45,5 milliards de francs en 1983 à 153 milliards de francs en 1988, rattrapant presque celui de la branche dommages, qu'elle devrait égaler ou dépasser en 1989 et en 1990.

Les médiocres performances de l'assurance IARD sont dues, d'abord, à la très vive concurrence entre les organismes d'assurance, compagnies commerciales et mutuelles, qui a contenu les tarifs, ensuite à la baisse des résultats de l'assurance automobile : - 4 % en 1988 après - 2,5 % en 1985. Cette baisse a pour origine l'arrêt de la diminution des coûts d'indemnisation (+ 6 % pour les dommages matériels et + 5 % pour les dommages corporels).

Le nouveau bond de l'assurance-vie a pour corollaire un gonflement des réserves techniques des organismes d'assurance par accumulation des primes encaissées. Il a contribué à une augmentation de 22 % des capitaux gérés par la profession (876 milliards de francs contre 717 milliards en 1987), un phénomène qui, selon M. Jacques Lallement, président de la Fédération française des sociétés d'assurances, fait naître dans les esprits « une considération nouvelle pour l'assurance en France ».

SOCIAL

Devant l'Union nationale des associations familiales

M. Mitterrand : « Il faut repenser le statut de l'enfant »

Entrelaçant la défense de la famille et celle de la solidarité et des droits de l'homme, M. François Mitterrand a tiré, samedi 10 juin à Bordeaux, devant l'assemblée générale de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), le bouquet final de ses interventions sur des thèmes sociaux. Sovent applaudi, il s'est attaché à rassurer les délé-

gués sur leurs préoccupations et a invité implicitement ces défenseurs de la « valeur famille » à soutenir l'action gouvernementale sur l'enseignement ou sur la lutte contre la pauvreté et à évoluer encore « dans le fil des conquêtes d'il y a deux cents ans ». Il a insisté sur la nécessité de « repenser le statut de l'enfant ».

BORDEAUX de notre envoyé spécial

A l'occasion du bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme et de la Convention des « droits de l'enfant », que l'ONU examinera cette année, l'UNAF a voulu rappeler les droits de la famille avec quelque solennité, en réaffirmant du même coup son rôle de porte-parole et de représentant officiel de « toutes » les familles.

Cette déclaration, mesurée au millimètre pour être approuvée par tout le monde, de la droite à la gauche de l'UNAF, et longuement discutée dans ses instances, reprend les différentes revendications familiales mais elle marque certaines évolutions prudentes par rapport aux conceptions traditionnelles. Elle contourne soigneusement la question épineuse de l'avortement mais elle met sur le même plan la famille fondée sur le mariage, sur la « filiation » ou simplement sur « l'exercice de l'autorité parentale » ; elle insiste sur l'égalité des droits entre enfants nés « dans ou hors le mariage » et assigne comme limite aux droits des parents sur l'éducation des enfants

« Manifestations de mineurs de potasse ». Près d'un millier de mineurs des Mines de potasse d'Alsace (MDPA, appartenant au groupe nationalisé de l'Entreprise minière et chimique), près de Mulhouse, en grève depuis vendredi 9 juin, ont bloqué lundi 12 juin l'autoroute entre Mulhouse et Colmar, ainsi que le poste frontière d'Ottmarsheim. Les grévistes réclament des négociations sur une hausse de salaire de 1 200 F par mois. Les MDPA emploient 3 900 mineurs sous statut.

le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

D'abord, parce que le « devoir de solidarité » envers « toutes ces familles qui font un pays » passe par une aide directe, M. Mitterrand a promis que « le gouvernement et les pouvoirs publics veilleront à ce que le pouvoir d'achat des prestations familiales soit maintenu ». Une promesse bienvenue, mais elle n'est que le début d'une « simplification des prestations pour que chacun connaisse ses droits et puisse les faire respecter ». Une consigne de son propre aveu « pas commode » à accomplir.

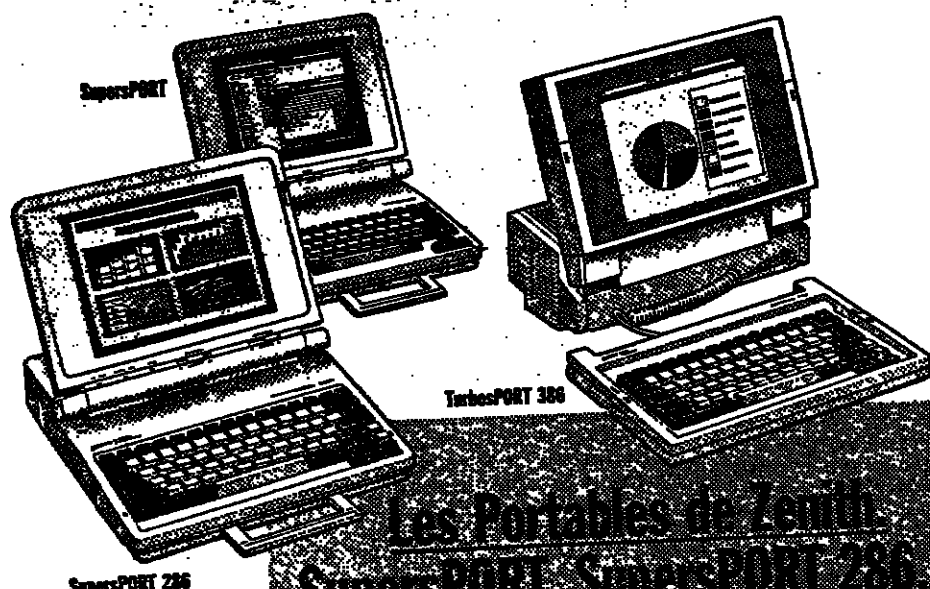
Les aides au logement aussi, autre préoccupation de l'UNAF, devront être « revalorisées » car « un logement décent est la base même de la dignité de l'homme et de l'égalité des chances ». Quant au troisième droit, celui à l'éducation, M. Mitterrand s'est flatté de lui avoir accordé la « priorité des priorités » ; il a fait des actions de soutien scolaire menées par les associations familiales un complément de la réforme de l'enseignement de M. Jospin, pour combattre les inégalités du savoir et de la culture. De la même façon il a encouragé ces associations

à participer à la « lutte contre toutes les exclusions », engagée par le RMI, en faisant partie des commissions locales et départementales d'insertion : « Si nous ne réussissons pas à remettre dans le courant de la vie ces hommes aujourd'hui marginalisés, le revenu minimum d'insertion ne sera qu'une prestation de plus, utile certes mais insuffisante ».

Mais c'est sur les droits de la famille et ceux de l'enfant que le président de la République a joué le plus subtilement, rejetant tout « antagonisme » entre les deux. N'est-ce pas l'évolution même de la famille qui assure sa « solidité » ? « Les relations parents-enfants ont changé », a souligné M. Mitterrand. « L'enfant est reconnu comme un membre essentiel de sa famille. Et cette place va trouver le moyen de s'exprimer par l'application de la Convention internationale sur les droits des enfants. Je souhaite que la France soit un des premiers pays signataires et que l'adaptation de notre droit interne avance rapidement. Même si c'est difficile, il faut repenser le statut de l'enfant », a conclu le président de la République en comparant cette évolution à celle du statut de la femme mariée au cours du siècle passé, sans oublier que « le droit de l'enfant passe avant celui des parents ».

GUY HERZLICH.

LE 18 JUIN, VOTEZ
36.15 code **CICINFO**
ou Tel : (1) 45 44 41 66
CENTRE D'INFORMATION CIVIQUE



Les Portables de Zenith.
SupersPORT, SupersPORT 236
TurbosPORT 386
Processeur 80C85, 80286 ou 80386
à 8 ou 12 MHz. Extension mémoire
à 3 Mo RAM. Zero Wait State.
Compatibles PC et AT. De 4 à 6 Kc.
Batterie Nicad intégrée. Ecran Super
Twist LCD ou Page White. Modem.
Télécopieur MS-DOS, UNIX
MS-OS/2.



ZENITH data systems

☐ Envoyez-moi sans engagement de ma part votre documentation
☐ Je souhaite rencontrer un ingénieur commercial Zenith

Nom _____
Société _____
Adresse _____
Tél. _____

Renvoyez ce coupon à: Zenith Data Systems
B.P. 201 - 92002 Nanterre cedex.

مكتبة الأستاذ

Économie

SOCIAL

Un rapport sur les risques de l'accueil des personnes âgées

Le projet de loi réglementant l'accueil familial des personnes âgées devait être examiné en deuxième lecture par le Sénat, mardi 12 juin. La nécessité de cette réglementation et, en même temps, d'un contrôle régulier des familles et des établissements accueillant des personnes âgées a été mise en évi-

dence par une enquête effectuée en 1988 dans neuf départements de la région parisienne, du Nord, de Bretagne, du Centre, du Sud-Ouest et du Sud-Est par deux inspecteurs généraux des affaires sociales, MM. Bono et Serradell, dont le rapport n'a pas été rendu public.

« L'anarchie s'installe »

« Il devient urgent de légiférer dans ce domaine. L'anarchie s'installe. Des organismes vont jusqu'à mettre en place leur propre système de placement familial », écrivent les deux inspecteurs, qui ont visité cinquante-dix-sept lieux d'accueil, familles ou établissements, ont demandé la fermeture de onze d'entre eux (quatre établissements et sept familles) et ont mis en demeure dix-sept établissements et deux familles de se mettre en règle avec la loi.

Ces chiffres impressionnants sont sans doute à relativiser : les inspecteurs ont visité des établissements sur lesquels ils pouvaient avoir des soupçons. Mais ils ont constaté un développement de « l'accueil pirate » : « Maintes fois, les hôpitaux généraux ou spécialisés se débarrassent de cas souvent lourds dans des établissements ou des familles non autorisées ».

L'insuffisance des moyens médicaux ou infirmiers face aux besoins apparaît en effet comme le premier risque. Dans les établissements, « un des problèmes le plus souvent ren-

contré est la présence de cas lourds, l'inadéquation entre la vocation et les moyens d'un établissement, et l'état pathologique d'un certain nombre d'hébergés est très souvent manifeste ». De son côté, l'accueil familial « ne peut être la panacée. L'alourdissement de la dépense dénote au domicile de la personne âgée. Il faut donc répondre à cette demande et ce ne sont pas les familles qui peuvent le faire ». Les inspecteurs demandent donc de rap-

porter « l'obligation de confier les soins infirmiers à des personnes qualifiées » et « l'interdiction d'accueillir des personnes trop dépendantes et de garder celles qui le deviennent ».

Déficit d'animation

Avec la médicalisation incontrôlée apparaît aussi « des malentendus » le risque de transformer un établissement ou une maison d'accueil en « usine à actes médicaux et para médicaux ». Les inspecteurs craignent de voir « des pratiques de monopoles (dichotomie,

droit d'entrée, multiplication des actes faits ou non faits) se développer avec une croissance exponentielle des coûts ». Aussi suggèrent-ils que les frais médicaux et paramédicaux soient forfaitisés ou payés par les établissements afin qu'en puisse les contrôler. Comme dans les familles, ils insistent sur « le respect du libre choix du médecin et des personnels para médicaux » par les personnes hébergées.

A côté, la faiblesse de l'animation dans nombre de maisons de retraite paraît sans doute secondaire. Mais les rapporteurs notent que « le plus souvent, les hébergés sont agités devant le poste de télévision ». Alors que les responsables de ces maisons affirment avoir essayé, sans succès, différentes formes d'animation, les deux inspecteurs remarquent que « ces mêmes personnes, qui l'on dit passives, retrouvent un dynamisme certain pour dialoguer avec l'interlocuteur inattendu qui leur rend visite ».

En tout cas, les auteurs du rapport insistent sur deux nécessités : d'une part, accélérer l'humanisation des hospices ; d'autre part, multiplier les contrôles, par une collaboration entre les directions départementales de l'action sanitaire et sociale (DDASS) de l'Etat et du conseil général, mais aussi en confrontant les informations des caisses d'allocation familiale et d'assurance-maladie, de mutualité sociale agricole, etc. Ils établissent un véritable guide du contrôle, en recoupant les concentrations d'allocations compensatrices pour tierce personne, d'allocations de logement social ou les fichiers d'appareillage...

Des clandestins

En effet, établissements en situation irrégulière et, surtout, familles d'accueil plus ou moins clandestines se multiplient, notamment dans les départements ruraux, dépourvus d'industries et où les personnes âgées sont nombreuses (la Dordogne, par exemple, compterait environ deux cents familles d'accueil). De ces familles d'accueil « l'éparpillement rend le contrôle difficile ». Les inspecteurs suggèrent donc d'encourager la constitution d'associations de familles qui « permettrait une auto discipline permanente. En effet, les conditions matérielles d'accueil sont facilement vérifiables, il n'en est pas de même pour l'appréciation de la moralité des accueillants ».

Mais les pouvoirs publics ne doivent pas relâcher leur vigilance, comme les médecins ou les assistants sociaux (qui ne devraient pas considérer comme rupture du secret professionnel la « divulgation discrète d'établissements ou de familles non reconnus par les DDASS »). Cette vigilance complèterait des dispositions contenues dans le projet de loi, comme la limitation à trois ou quatre du nombre de personnes âgées accueillies dans une famille (les inspecteurs en auraient découvert une avec vingt-deux personnes) et l'interdiction, pour le personnel des établissements et pour les familles d'accueil, d'accepter la tutelle des personnes hébergées. Une interdiction qui n'est pas inutile puisque « la mission a pu avoir connaissance d'un cas où la tutelle sur des hébergés avait été accordée à la directrice d'un établissement ».

G. H.

« La CFTC pour un « minimum social » européen. — La CFTC a demandé, mardi 6 juin, l'établissement d'un « minimum social » s'imposant à tous les Etats membres de la Communauté européenne, afin d'éviter le « dumping social ». Elle réclame aussi des négociations entre patronat et syndicats dans le cadre européen pour examiner les problèmes de mobilité géographique et professionnelle, afin de faire reculer la précarité de l'emploi. Par ailleurs, pour compléter sa présence dans les instances sociales européennes (notamment au Comité économique et social), la CFTC a entrepris de demander son adhésion à la Confédération européenne des syndicats, qui rassemble la plupart des organisations syndicales de vingt et un pays européens.

ÉTRANGER

Le « plan Eté » n'aura vécu que cinq mois

Le président brésilien José Sarney abandonne son programme d'austérité

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

Le « plan Eté » a pris fin. Son agonie a été lente, mais le gouvernement vient de lui donner le coup de grâce en libérant les prix de la viande, qui n'était plus vendue depuis longtemps qu'au marché noir. Le plan avait été lancé, quand le plan fut lancé, ont été peu à peu abandonnés. Aux réajustements successifs a succédé un régime dit de « liberté surveillée », qui annonce un retour à la liberté générale. Du programme d'austérité initial, qui devait « sauver » le pays à en croire le président Sarney, il ne reste pratiquement plus rien. Le gouvernement aura seulement réussi à gagner quelques mois dans la lutte contre une inflation qui a dépassé 1000 % en 1988, et qui s'approchait de l'hyperinflation au début de l'année.

En revanche du « plan Cruzado », il y a trois ans, le « plan Eté » a été soigneusement soigné pour éviter les pannes les plus graves. Certaines ne sont produites, malgré tout — spontanées ou savamment organisées — qui ont donné lieu au marché noir. Petit à petit, celui-ci s'est effacé et c'est le plus tranquillisant du monde, ces dernières semaines, que nombre de producteurs et de commerçants violent la réglementation des prix. La viande de bœuf, comme celle de poulet, était vendue au double du tarif officiel. Pour acheter une voiture neuve, le client avait payé un sur-prix au concessionnaire. Grâce à des manipulations de l'Indice, le taux d'inflation officiel est resté inférieur à 10 % le mois dernier. Mais les prévisions, pour juin, font état d'une hausse de

17% à 19%, seuil fatidique aux yeux des spécialistes.

Avec le retour en force de l'inflation, la correction monétaire doit être rétablie. Un nouveau système d'indexation journalière est à l'étude, déception de plus pour un gouvernement qui avait déjà essayé, lors du « plan Cruzado », de déstabiliser le Brésil d'un mécanisme d'échelle mobile réalimentant constamment l'inflation et qui, en janvier, avait renouvelé cette tentative.

Hyper-inflation

L'échec du plan a des causes diverses. Pour freiner la consommation, des taux d'intérêt élevés ont été pratiqués. La dette de l'Etat s'est donc accrue et la masse monétaire a augmenté en conséquence. En outre, le gouvernement n'a pas fait les sacrifices promis : cent mille fonctionnaires devaient être licenciés, et ils ne l'ont pas été ; des coupes sévères devaient être faites dans les dépenses publiques, des entreprises de l'Etat devaient être fermées ou privatisées, l'ensemble de la machine administrative devait être dégrainée, et rien de cela ne s'est produit, on a pu qu'on n'en a pas senti l'effet. Résultat : le déficit budgétaire, qui devait être épongé, risque de dépasser celui de l'année dernière, qui avait été de 4 % à 5 % du PIB.

En voyant à nouveau l'inflation dérapager, les Brésiliens souffrent du syndrome argentin. A deux reprises, ils ont calqué leurs plans anti-inflationnistes sur ceux de leurs voisins, et paré, comme eux, sur l'hésitation monétaire pour remettre de l'ordre dans l'économie. Le « plan

Primavera » (printemps) a abouti en Argentine aux désordres que l'on sait. Le « plan Eté » est-il promis au même sort ? La question revient inévitablement dans la presse, mais les dirigeants comme les économistes indépendants démontrent sans effort que la situation diffère dans les deux pays.

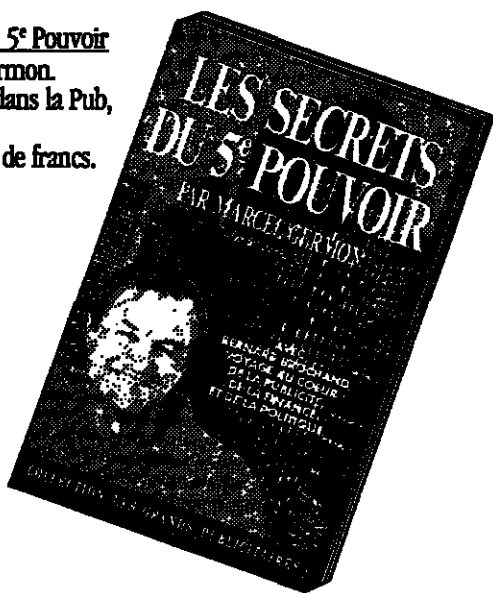
A l'inverse de l'Argentine, le Brésil possède un parc industriel solide, des entreprises dynamiques et capitalisées. Les empresários (hommes d'affaires) brésiliens disent volontiers que leurs usines marchent bien « en dépit » du gouvernement. Il y a une différence frappante entre l'ambiance à Brasilia, où règne un président d'une incompétence notoire et des technocrates sans grande prise sur les faits, et celle qui prévaut à São Paulo, la métropole industrielle du pays, qui va de l'avant et modernise sa production. Une telle vitalité a permis à nombre d'entreprises de régler avec les syndicats de nombreux conflits du travail, en accordant des augmentations de salaires qui contrarient le blocage officiel, sans attendre que le gouvernement édicte ses propres règles, ce qu'il n'a d'ailleurs pas encore fait.

Autre différence notable avec l'Argentine : le niveau satisfaisant des réserves de change, grâce à trois années consécutives de bonnes récoltes, et à l'effort d'exportation exceptionnel de nombreux secteurs de l'industrie. Les indices positifs, donc, ne manquent pas, mais les risques demeurent d'un glissement vers l'hyperinflation, surtout avec un gouvernement en bout de course, et à l'approche de l'élection présidentielle de la fin de l'année.

CHARLES VANHECKE

Le 5^e Pouvoir
Invention de publicitaire ou réalité sociale ?

Les Secrets du 5^e Pouvoir
par Marcel Germon.
Une Odyssée dans la Pub,
un univers de
1900 Milliards de francs.



Distribution Molière Albatros
EA-DIF 21, rue Cassette - 75016 PARIS

BLUE CHIP

BLUE CHIP... SE DIT D'UN GROUPE INTERNATIONAL QUI SE DÉVELOPPE DANS DES RÉGIONS DU MONDE A FORT POTENTIEL.

Notre groupe, qui fournit au public, aux collectivités locales, et aux industries, de l'eau, de l'énergie, des services funéraires, et qui assure la propreté des villes, s'est considérablement internationalisé depuis 10 ans.

Tous ces services deviennent de plus en plus importants et complexes dans les régions en fort développement comme l'Amérique du Nord, l'Asie, l'Europe. Nous y avons largement développé nos activités, au point d'y réaliser aujourd'hui 40 % de notre résultat.

سكوا من الأصل

Les banques face à la dette du tiers-monde

Le CCF propose une formule d'application du plan Brady

D'accord avec le principe d'une réduction de la dette du tiers-monde, mais non avec les modalités d'application envisagées par les pays industrialisés, M. Michel Pébereau, président du Crédit Commercial de France (CCF) a proposé sa propre formule. Cette nouvelle option part d'un constat : l'émission de titres financiers en échange d'une réduction des créances représente un sacrifice trop important pour les banques, pour un allègement trop limité du service de la dette.

La création d'un instrument nouveau, le MYDRA (Multi Year Debt Reduction Agreement), peut selon M. Pébereau, y remédier. Il fonctionne de la manière suivante.

Après avoir signé un accord de restructuration de la dette du pays concerné, les banques s'engagent à apporter au pays des financements nouveaux calculés sur les échéances dues au cours des douze prochaines années. Parallèlement, elles verseraient à un fonds spécial des contributions qui seraient passées en pertes à moins d'un « retour à meilleures fortunes » du pays. Le fonds serait alimenté pour moitié par les

banques, et pour moitié par les organismes internationaux. Il servirait à assurer à échéances régulières le remboursement intégral aux banques des crédits nouveaux consentis.

L'intérêt d'un tel système est qu'il permet au pays endetté de recevoir des crédits nouveaux tout en stabilisant le montant de sa dette : son ratio d'endettement doit alors diminuer, permettant d'améliorer les perspectives de remboursement des créances anciennes.

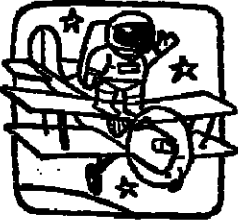
Pour un même apport des organismes multinationaux, de l'ordre de 6 milliards de dollars, l'option de M. Pébereau coûterait environ 6 milliards de dollars aux banques créancières contre 11 à 15 milliards dans le système actuellement envisagé, notamment avec le Mexique. Le président du CCF a présenté ses propositions à la communauté bancaire internationale comme aux responsables mexicains qui négocient actuellement l'application du plan Brady de réduction de leur dette. Il n'a toutefois pas indiqué l'accueil qui avait été fait à ce projet.

BLUE CHIP

BLUE CHIP... SE DIT D'UN GROUPE DONT LA STRATÉGIE SE DÉVELOPPE DE FAÇON COHÉRENTE SUR DES MARCHÉS PORTEURS.

Notre domaine d'activité, les services, est un marché qui a explosé dans les 30 dernières années. Dans chacun des secteurs qui s'y sont récemment développés, la santé, les loisirs, la communication, nous avons choisi des créneaux porteurs comme les maisons de retraite médicalisées, les golf, les réseaux câblés et la chaîne de télévision M6.

Nous sommes l'un des rares groupes mondiaux à être présents sur ce grand marché du XXI^e siècle qu'est l'écologie, dans tout ce qui concerne l'eau, l'énergie et la propreté.



Aéronautique

Le 38^e Salon du Bourget

La fin des grands espaces et des grandes illusions

Vingt ans après les premiers pas sur la Lune, la grande aventure interplanétaire n'a pas eu lieu. L'homme est resté en orbite, et, à l'ouest comme à l'est, les financiers s'interrogent sur l'avenir à court terme des vols habités.

« J'étais persuadé que l'objectif à long terme serait la colonisation de la planète Mars, c'était la suite logique », lance Michael Collins. « Les historiens se croisent sans doute la tête pour comprendre comment une nation capable de relever un défi aussi considérable a pu ne pas rentabiliser cet acquis », réchâssé Edwin Aldrin. Vendredi 9 juin, au Salon du Bourget, dans le restaurant du pavillon américain, face à la statue des journalistes, les trois astronautes d'Apollo 11 reviennent à leur déception. Vingt ans plus tôt, le 20 juillet 1969, le monde entier retenait son souffle en assistant, incrédule, aux premiers pas sur la Lune de Neil Armstrong, puis d'Edwin Aldrin, tandis que Michael Collins attendait en orbite le retour de ses deux camarades.

Les responsables de la NASA ne sont pas masochistes. S'ils ont choisi de célébrer de manière aussi peu « positive » l'anniversaire de la conquête de la Lune, c'est qu'ils partagent l'amertume de leurs trois « héros », et veulent protester à leur manière contre les restrictions budgétaires de dirigeants politiques qui préfèrent la rentabilité financière aux rêves de grandeur.

Après l'exaspération des années 70, le temps est à la désillusion. L'Homme n'a pas mis le pied sur Mars. Et, après quelques missions qui ont succédé à Apollo 11, Américains et Soviétiques ont préféré arrêter les frais. La fameuse base lunaire qui devait servir de départ aux explorations interplanétaires n'a même pas vu le jour. Les astronautes sont redevenus plus près du sol, sur l'orbite « basse », entre 300 et 500 kilomètres d'altitude.

Les Soviétiques se sont mis à battre des records de durée de séjour en orbite à bord des stations spatiales Salyout, puis Mir. Après une courte expérience avec la station Skylab, les Américains ont préféré construire leur navette. Aujourd'hui, les deux concou-

rents de toujours semblent se rejoindre. L'URSS termine la mise au point de Bouzou, successeur de Challenger, Columbia, Atlantis et Discovery, tandis que les États-Unis se préparent à lancer, vers 1995, leur station orbitale Freedom. En Europe, on travaille sur la petite navette Hermès et sur Columbus, un module spatial habitable qui pourrait être rattaché à la station américaine.

Mais à l'ouest comme à l'est, crise oblige, l'heure est à la réflexion. L'explosion de Challenger, en janvier 1986, a tué, en même temps que ses sept passagers, les derniers rêves de grandeur spatiaux américains. Les chefs de la NASA se sont enfin rendus à l'évidence : les sorties du superbe vaisseau ultramodernisé coûtent très cher, et les hommes vieillissent, trop vite abandonnés, sont beaucoup plus économiques pour certaines tâches simples — la majorité en fait — comme la mise sur orbite géostationnaire des satellites commerciaux de télécommunications.

Les sociétés privées se sont ruées sur le créneau, et s'apprêtent à concurrencier sérieusement le lanceur européen Ariane en poursuivant la fabrication des Titan, Atlas Centaur et Thor Delta. La navette, quant à elle, n'a volé que quatre fois depuis la catastrophe de Challenger, et ne sortira plus avant le mois d'août. Le Congrès a, en outre, rogné le budget de la future station Freedom, dont la taille devra être réduite. La situation est telle qu'il est devenu difficile à la NASA de recruter du personnel de valeur. « Le moral est sérieusement bas », chez les employés, se plaignait, le 10 février, l'administrateur de l'époque, James Fletcher, devant une sous-commission du Congrès.

« Pas pressés »

Cité soviétique, le tableau n'est guère plus brillant. C'est Roud Ségou, conseiller de Mikhaïl Gorbatchev et ancien directeur de l'Institut de recherche spatiale, qui a ouvert le feu, quelques jours après le premier (et unique jusqu'à présent) vol de Bouzou, le 15 novembre 1988. « Du point de vue rendement-côté, l'avenir de la navette n'est pas simple et même pas très simple et même pas très simple », a-t-il expliqué.

Bouzou, vedette du Salon du Bourget, où elle trône sur le dos d'un énorme avion porteur, l'Antonov-225, ne volera pas à nouveau avant 1991, ont annoncé les responsables soviétiques de l'espace lors d'une conférence de presse mercredi 7 juin à Paris. « Nous ne sommes pas pressés, nous voulons assurer une fiabilité totale de l'appareil », ont-ils ajouté, reconnaissant qu'ils avaient quelques problèmes techniques de mise au point.

Même attitude pour la station soviétique Mir, inoccupée depuis le 27 avril, et qui le restera jusqu'en août. Ses panneaux solaires seraient endommagés, et une sévère révision technique apparaîtrait nécessaire. Mais une mise en sommeil aussi longue n'est pas une nouveauté. Depuis le lancement de Mir, en février 1986, les vols habités ont coûté à l'URSS 1,47 milliard de roubles (environ 13 milliards de francs), et ne lui ont rapporté qu'environ 3,8 millions de francs en contrats commerciaux, indiquait, le 23 mai, Alexandre Doumer, chef de l'Agence spatiale soviétique Glavkosmos. La question pour l'avenir est de savoir s'il faut continuer le programme « à la même échelle », ajoutait-il.

Depuis l'exploit de Neil Armstrong, Edwin Aldrin et Michael Collins, 215 hommes (134 Américains et 81 Soviétiques) ont séjourné dans l'espace pour des durées plus ou moins longues (un an pour Vladimir Titov et Moussa Manarov). En orbite basse pour la plupart (à l'exception des missions lunaires), sur la navette américaine ou la station soviétique. L'avenir a fait place à la routine.

Ces multiples aller et retour ont trois objectifs principaux : étudier les effets de l'absence de pesanteur sur le corps humain, en vue des futurs grands voyages interplanétaires, vers Mars par exemple ; préparer l'exploitation industrielle de la microgravité — hors de l'attraction terrestre, des liquides non miscibles se mélangent, les cristaux « poussent » différemment, on peut obtenir des alliages métalliques ou des médicaments impossibles à fabriquer sur Terre. Enfin, en sortant dans l'espace, les astronautes et cosmonautes s'entraînent à jouer les « mécaniciens spatiaux », pour être capables, dans l'avenir, de dépanner ou d'entretenir de gros satellites très sophistiqués.

Le problème, c'est que personne n'est capable de dire si ces efforts de recherche et de développement trouveront une application rentable dans les vingt ou trente ans qui viennent. Pour les voyages interplanétaires, c'est non : il est acquis que l'homme ne mettra pas le pied sur Mars avant 2050. Les expériences de microgravité et de biologie en microgravité ont donné des résultats intéressants, mais les industriels ne semblent guère pressés d'investir : de longs développements sont nécessaires, et les « usines en orbite » ne sont pas pour demain. Enfin, la maintenance et la réparation des satellites ne sont pas encore à l'ordre du jour.

Les engins « classiques » remplissent parfaitement leur office pour les télécommunications, la télévision directe et la télédétection, bien que

cette dernière application ait du mal à décoller commercialement. Ils fonctionnent, aujourd'hui, près d'une dizaine d'années après leur lancement. Inutile de prolonger leur vie en les réparant : après dix ans, ils sont déjà obsolètes.

Les Européens, pourtant, semblent toujours croire à l'avenir de l'homme dans l'espace. Malgré quelques critiques, la mise au point de la navette Hermès et de la station Columbus continue. Il est vrai qu'elles sont moins avancées que Bouzou, ou que les stations Mir et même Freedom. En dépit des restrictions budgétaires, les deux « grands » continuent de concurrencier l'espace et aux vols habités des sommes énormes plus importantes que les Européens, souligne M. Jean-Marie Luton, directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES). « L'Europe doit démontrer qu'elle est capable d'assurer des vols habités à la fin de la décennie si elle veut avoir son autonomie de décision », dit-il.

Car la question n'est pas : « Faut-il envoyer des hommes dans l'espace ? », mais plutôt : « Qu'y feront-ils ? ». Nous sommes à un tournant, comme dans les années 70. A l'époque, on ne savait pas quelles seraient les utilisations futures de l'espace. Ce furent les télécommunications et la télévision par satellite, et, pour l'avenir, le commerce. L'Europe a pu aujourd'hui conquérir 50 % du marché mondial des lanceurs commerciaux. On aborde désormais la prochaine étape. « Cela nécessite des investissements lourds : la montée en puissance prend du temps, et, tant que rien n'est démontré, un programme est toujours vulnérable », souligne M. Luton. Il ne devient crédible que quand il a fait la preuve de son utilité. Ce fut le cas d'Ariane. Aujourd'hui, comme hier, il est important de faire le bon choix au démarrage.

JEAN-PAUL DUFOUR.

L'Aérospatiale vend vingt hélicoptères Super-Puma à une société britannique

La société britannique Bristow Helicopter Ltd a passé commande à l'Aérospatiale de vingt hélicoptères de tonnage moyen Super-Puma AS 332 Mk 2, dont les livraisons s'étaleront entre 1992 et 1995. Cette même société avait déjà acquis en 1980 des hélicoptères Super-Puma AS 332 du modèle Mk 1.

Pouvant transporter une vingtaine de passagers sur des distances de l'ordre de 500 kilomètres, l'hélicoptère Super-Puma, dont le prix moyen est d'environ 50 millions de francs, a été vendu à ce jour à trois cent dix exemplaires à plus de trente clients différents. L'armée de terre française en a acheté pour ses transports logistiques et pour l'export du radar Orchidée de surveillance du champ de bataille.

La société britannique Bristow Helicopter Ltd met en service des Super-Puma pour des opérations offshore, des transports logistiques, sanitaires ou de personnel. Elle opère généralement en mer du Nord, mais ses hélicoptères, qui ont accumulé plus de deux cent mille heures de vol en neuf ans, font des missions en Australie, au Bangladesh, en Chine, à Djibouti ou en Norvège. Pour l'Aérospatiale, il s'agit de la plus importante commande d'hélicoptères civils enregistrée à ce jour. Les versions militaires du Super-Puma, destinées au transport (B1 et M1) ou à la marine (F1), ont un seul produit concurrent, le S-70 américain de Sikorsky.

● Objectif du motoriste CFM International : 20 000 moteurs vendus en l'an 2000. — Le motoriste CFM International, société commune à l'américain General Electric et au français SNECMA, espère vendre 20 000 exemplaires du moteur GFM 56, qui équipe déjà les

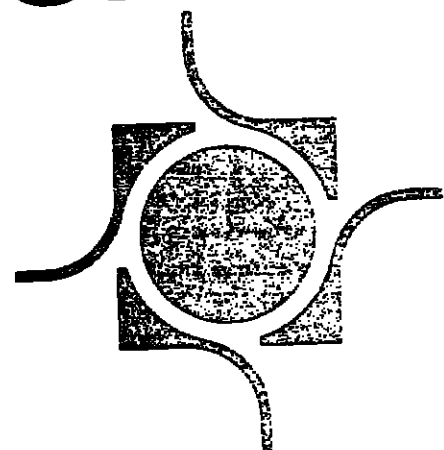
Lockheed et Aérospatiale signent un accord de coopération tous azimuts

M. Henri Martre, président-directeur général de la société française Aérospatiale, et M. Daniel M. Tellep, président-directeur général du groupe américain Lockheed Corporation, ont signé, lundi 12 juin, au Bourget un mémorandum « of understanding », c'est-à-dire un accord de principe pour établir des liens de coopération à long terme couvrant un large éventail d'activités commerciales ouvertes à toutes les divisions des deux constructeurs. Cet accord va permettre aux deux sociétés d'identifier, de développer et de conduire des projets communs de recherche et développement, sciences et productions dans plusieurs domaines technologiques ou scientifiques.

Un accord lié au précédent a également été signé entre la division « Systèmes stratégiques et spatiaux » d'Aérospatiale et la division « Astronautique » de Lockheed Missil and Space Company Inc. afin d'explorer les possibilités de coopération dans les activités spatiales. L'Aérospatiale et Lockheed, deux sociétés produisant des gammes de matériels (avions, hélicoptères, missiles et satellites) assez comparables, reconnaissent, en termes de leur accord, que leurs intérêts commerciaux et leurs compétences dans le domaine des technologies avancées sont très complémentaires. Cela devrait leur fournir une base solide pour une coopération commerciale importante et tous azimuts, à destination principalement des pays européens et des États-Unis.

Airbus A-320 et les Boeing-737. Depuis 1979, 6 500 réacteurs de ce type ont été commandés pour 20 milliards de dollars. Afin de faire face à l'afflux des achats, la cadence de production de réacteurs moteurs par mois passera à cent en 1992.

BLUE CHIP



BLUE CHIP... NOUS EN AVONS LES QUALITÉS.
VOICI COMMENT ELLES SE TRADUISENT POUR NOS ACTIONNAIRES.

Blue Chip, c'est un groupe dont la structure financière solide, et la rentabilité en croissance régulière en font un placement de choix.

En 1988, le chiffre d'affaires consolidé atteint 18,8 Mds F (+ 11,7 %), et le résultat consolidé total 670 MF (+ 13,7 %). La part du groupe, 553 MF, progresse de 26 %. La rentabilité s'établit à 3,7 % en 1988. Le montant des investissements consolidés a atteint pour les 3 dernières années 8 Mds F dont 4,3 en 1988.

● Tous ces chiffres, approuvés par le Conseil d'Administration, et soumis à l'Assemblée Générale des actionnaires, ne sont pas des résultats abstraits.

Ils reflètent les efforts de tous les hommes et les femmes qui participent au développement de la Lyonnaise des Eaux, et que nous remercions pour ce qu'ils font chaque jour.

Ils sont la conséquence de la qualité des relations que nous entretenons avec l'ensemble de nos partenaires, et nous les en remercions.

● Ces chiffres, enfin, se traduisent en résultats concrets pour tous nos actionnaires, que nous remercions de leur confiance.

Par une action gratuite nouvelle, pour 10 actions existantes. Cette action bénéficiera du dividende payé en 1989.

En dividende : chaque action donnera droit à un dividende de 32 F, payé en numéraire ou en actions (la période d'exercice de l'option ira du 19 juin au 20 juillet 1989. L'action nouvelle remise en paiement du dividende en actions sera émise au prix de 1435 F).

Par un split enfin, c'est-à-dire une division par 4 de la valeur nominale des actions, effective le 18 septembre prochain, ce qui rendra le titre plus accessible à de nouveaux actionnaires.

Car qu'est-ce qu'un Blue Chip finalement, sinon une action que chacun voudrait voir dans son portefeuille ?

Pour obtenir le Rapport Annuel, s'adresser à la Lyonnaise des Eaux. Investors requiring the Annual Report should call Lyonnaise des Eaux. 52, rue de Lisbonne, 75008 PARIS. Téléphone : (1) 40.75.73.51.

BLUE CHIP



BLUE CHIP... C'EST AUSSI UN GROUPE DONT L'IMAGE DE FIABILITÉ ET DE QUALITÉ REPOSE SUR UNE ÉTHIQUE FORTE.

Parce que nous considérons nos activités comme des services d'intérêt public, nous les menons dans un souci permanent de qualité, appuyé sur une politique suivie de formation des hommes.

Et sur une recherche internationale (Californie, Espagne, Japon, Macao) et des technologies de pointe, qui nous ont ainsi permis de développer un traitement révolutionnaire de l'eau par membrane, ou des systèmes d'intelligence artificielle appliqués aux services.



Lyonnaise des eaux

مكتبة الأصل

Marchés financiers

Le projet de M. Strauss-Kahn

Transformer en rente l'épargne-retraite

« La vraie sécurité que recherche l'épargnant, c'est un revenu à la retraite », a déclaré, vendredi 9 juin à Florence, M. Robert Liss, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations. Prenant position, comme M. Jean Peyrelevade, président de l'UAP, en faveur d'une transformation en rente du plan épargne-retraite (PER), il rejoint la thèse de M. Dominique Strauss-Kahn, président socialiste de la commission des finances de l'Assemblée.

Pour M. Strauss-Kahn, il faut transformer le PER de M. Balladur, qui, « par produit d'épargne, ne correspond pas à cette définition », en élargissant les possibilités d'épargne en vue de la retraite. Cela ne remet pas en question la primauté des retraites par répartition, mais répond simplement au fait que beaucoup de Français consacrent déjà une part de leurs ressources à épargner en vue de leur retraite.

Non seulement cet objectif demeure leur premier motif d'épargne, mais même dans le système par répartition ils ont un comportement d'épargne, en accumulant ou en rachetant des points. Or, comme M. Strauss-Kahn l'avait déclaré il y a deux ans, il est « injuste », en même temps que désavantageux pour l'économie, que « les plus modestes ne puissent accéder qu'à un livre de caisse d'épargne, alors que les plus riches ou les mieux informés se voient offrir des rendements deux fois supérieurs ».

Pour répondre à ce besoin, il faut donner la possibilité de se constituer une rente et non un capital, qui n'offre pas les mêmes garanties de revenu sur toute la durée de la vie. Comment ? En utilisant les dispositions existantes et en permettant à chacun de déduire de son revenu imposable tout versement destiné à constituer une retraite. Jusqu'au plafond de 19 % prévu pour les cotisations aux régimes obligatoires de retraite et de prévoyance (1).

Ce système serait « équitable » puisqu'il serait plafonné pour les revenus élevés et que la proportion disponible pour une retraite volontaire serait d'autant plus importante que les cotisations aux régimes de retraite ou de prévoyance complémentaires, « surcomplémentaires » (des derniers états réservés aux cadres supérieurs) ou à des régimes « chapeaux » sont plus faibles. Ainsi éviterait-on que seuls les plus aisés ou les mieux informés épargnent en vue de leur retraite. On compenserait aussi le déséquilibre actuel en faveur des salariés disposant des plus hauts revenus ou bénéficiant des contrats collectifs les plus avantageux. Par ailleurs, les non-salariés pourraient cotiser dans le cadre des 19 %, bénéficiant

de la même manière que les salariés.

Dans la mesure où le capital restant aliéné et qu'on ne pourrait en tirer qu'une rente versée seulement à partir du départ en retraite, des taux d'intérêts pourraient être obtenus. Il ne serait possible de récupérer le capital que dans certains cas limités — accident, décès, chômage prolongé, — comme aujourd'hui pour les fonds de participation.

Pour bénéficier de la déduction fiscale, les produits proposés par les banques ou les compagnies d'assurance devraient garantir une participation minimale aux bénéfices, ne pas dépasser un certain plafond de frais de gestion et enfin être « portables », c'est-à-dire que l'on pourrait changer d'établissement ou de formule en conservant les droits acquis. Selon M. Strauss-Kahn, les produits satisfaisant à ces exigences pourraient bénéficier d'un « label » de l'épargne en vue de la retraite.

Autre avantage de la formule, politique celui-là : un tel système ne constituerait pas une véritable innovation puisque le principe figurait dans le Dv Plan — exception faite du plafond de 19 % institué par une loi du 11 juillet 1985 — a déjà été voté par une majorité de gauche.

La rente versée serait soumise à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions qu'une pension de retraite par répartition, c'est-à-dire qu'elle bénéficierait de l'abattement de 10 % et 20 %. Dans certains cas, le taux marginal d'imposition pourrait évidemment dépasser celui du prélèvement libératoire sur les revenus des actions et obligations. M. Strauss-Kahn fait remarquer que cela ne se produirait que pour les personnes disposant de revenus les plus élevés et que, de toute façon, on paie généralement moins d'impôts au moment de la retraite que pendant la période d'activité puisque, sauf exceptions, on dispose de revenus moins élevés.

Le président de la commission des finances croit à l'intérêt de l'épargne en vue de la retraite, y compris pour les salariés les plus modestes. Le fonds de pension des postiers britanniques ne dispose-t-il pas de réserves suffisantes pour acheter nombre d'immeubles de Paris, notamment celui qui abrite la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances ?

G. H.

(1) Les salariés peuvent déduire de leur revenu imposable les versements obligatoires effectués en vue de la retraite, cela dans la limite de 19 % de leurs revenus (le plafond de la Sécurité sociale (283 000 F)). Les versements effectués par l'entreprise s'ajoutent à ceux du salarié pour le calcul des 19 %. Les non-salariés ne bénéficient pas de cette faculté.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indice global de base 100 : 31 décembre 1988

	2 juin	9 juin
Valeurs françaises	114,3	115,9
Valeurs étrangères	118,3	120,1
Valeurs européennes	113	115,4
Indice des valeurs	117,2	118,2
Indice des valeurs	118,3	120,1
Indice des valeurs	118,3	120,1
Indice des valeurs	118,3	120,1
Indice des valeurs	118,3	120,1
Indice des valeurs	118,3	120,1
Indice des valeurs	118,3	120,1
Indice des valeurs	118,3	120,1
Indice des valeurs	118,3	120,1

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

Base 100 : 31 décembre 1988
Valeurs françaises : 114,3
Valeurs étrangères : 118,3
Valeurs européennes : 113
Indice des valeurs : 117,2
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3
Indice des valeurs : 118,3

PARIS, 12 juin

Fléchissement

Une certaine morosité a régné lundi rue de la Bourse. Plutôt résistante à l'ouverture (- 0,02 %), la tendance s'est progressivement mise à l'affaiblissement. A 12 h 30, l'indice des valeurs françaises a chuté d'un léger retard de 0,14 %. Dans l'après-midi, il s'est effondré à 0,29 % en dessous de son niveau du vendredi précédent.

En majorité, les grandes valeurs de la cote se sont vu baisser leurs cours. Saint-Gobain, Société générale, R.S.M., Spia, et bien d'autres.

Indivisible ! La flambée des prix américains à la production pour mai (+ 0,9 %) domine pour l'instant toute idée d'une baisse (pourrait attendre) des taux d'intérêt outre-Atlantique et, par conséquent, de ce côté de l'eau. La hausse du dollar en conséquence a entraîné une baisse de cet espoir d'effacement. Elle explique aussi la morosité du marché.

Sur le parquet parisien, les professionnels se déclarent néanmoins relativement satisfaits du comportement de la Bourse.

« Les valeurs françaises ne manquent pas de liquidité, mais les investisseurs ne sont pas prêts à s'engager », nous dit l'un d'entre eux. Et l'activité reste très honorable malgré les appréhensions. Il est vrai qu'en cette période de détachement de coupons l'argent ne fait pas défaut. Les investisseurs, ne souhaitant pas demeurer trop équilibrés, procèdent à des achats modestes, qui empêchent la Bourse de perdre trop le train.

Le marché obligataire et le MATIF ont été, eux, relativement bien orientés, ce qui a contribué à maintenir un certain optimisme sur les bourses. En liaison avec la commande américaine de missiles à la France, l'action Metas a bondi, preuve supplémentaire que la Bourse n'est pas indifférente aux bonnes nouvelles qui peuvent influencer les entreprises de la cote.

De son côté, Total prévoit un bénéfice net consolidé d'environ 3 milliards de francs (+ 63,8 %) pour 1989. La réaction sur le titre n'a pas revêtu le même ampleur à cause de l'incertitude du dollar.

En contrepoint de la hausse du dollar, l'or a fortement baissé. L'once de métal précieux a perdu plus de 10 dollars et le lingot de 1 kg 1 150 F.

TOKYO, 12 juin

Repli

Début de semaine plutôt lourd à la Bourse de Tokyo. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de repli s'est poursuivi la journée sans s'arrêter, ni se ralentir non plus. A la clôture, l'indice Nikkei accusait une baisse de 241,97 points (- 0,72 %) pour s'établir à 33 398,01.

Une fois encore, la hausse du dollar, qui a rebondi pour la troisième fois, a incité les investisseurs à faire preuve de prudence. Les ventes ont surtout concerné les actions, la construction navale, les électroniques, les assurances (via l'assurance) et les établissements financiers.

Selon les professionnels, les événements de Chine continuent aussi à déprimer le marché. Les ventes ont surtout concerné les actions, la construction navale, les électroniques, les assurances (via l'assurance) et les établissements financiers.

Seul le secteur de l'environnement a échappé au mouvement de baisse.

VALEURS	Cours du 9 juin	Cours du 12 juin
Alcatel	878	820
Asahi	1 820	1 840
Daewoo	1 720	1 650
Fuji	3 480	3 420
Hitachi	1 840	1 820
Hyundai	1 840	1 820
Isuzu	1 840	1 820
Toyota	1 840	1 820
Yamaha	1 840	1 820

FAITS ET RÉSULTATS

● **Thomson EMI** : 28,3 % de bénéfices en plus. — Le groupe Thomson EMI vient de publier ses résultats financiers de 1988. Le chiffre d'affaires a augmenté de 663 millions de francs, contribuant à la baisse des bénéfices du groupe Thomson EMI.

Le Crédit lyonnais est également présent à la City dans le secteur de la banque commerciale. Le Crédit lyonnais a été racheté par le broker London Investment Trust Holdings, pour un montant non communiqué. Le Crédit lyonnais Capital Markets Ltd, annonce la direction de la communication de la banque française nationalisée.

● **CL-Astaire** : 28,3 % de bénéfices en plus. — Le groupe CL-Astaire vient de publier ses résultats financiers de 1988. Le chiffre d'affaires a augmenté de 663 millions de francs, contribuant à la baisse des bénéfices du groupe CL-Astaire.

Le Crédit lyonnais est également présent à la City dans le secteur de la banque commerciale. Le Crédit lyonnais a été racheté par le broker London Investment Trust Holdings, pour un montant non communiqué. Le Crédit lyonnais Capital Markets Ltd, annonce la direction de la communication de la banque française nationalisée.

● **CL-Astaire** : 28,3 % de bénéfices en plus. — Le groupe CL-Astaire vient de publier ses résultats financiers de 1988. Le chiffre d'affaires a augmenté de 663 millions de francs, contribuant à la baisse des bénéfices du groupe CL-Astaire.

Le Crédit lyonnais est également présent à la City dans le secteur de la banque commerciale. Le Crédit lyonnais a été racheté par le broker London Investment Trust Holdings, pour un montant non communiqué. Le Crédit lyonnais Capital Markets Ltd, annonce la direction de la communication de la banque française nationalisée.

● **CL-Astaire** : 28,3 % de bénéfices en plus. — Le groupe CL-Astaire vient de publier ses résultats financiers de 1988. Le chiffre d'affaires a augmenté de 663 millions de francs, contribuant à la baisse des bénéfices du groupe CL-Astaire.

Le

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3-4 La crise en Chine. 4 Un entretien avec l'héritier du trône iranien. 6 Une conférence de l'ONU sur les réfugiés indochinois. 8 Europe 1993 : le Parlement européen en mutation.	9-11 Les élections provinciales en Nouvelle-Calédonie. 12-13 La préparation des élections européennes. 14 Dix élections cantonales partielles.	15 Justice : la grâce de 1989. — Education. SPORTS 16 Tennis : les Internationaux de France. 17 Les 24 Heures du Mans. — Football : Marseille ramporte la Coupe de France. — Cyclisme : le Tour d'Italie.	18 Musique : De Mataria, de Louis Andriessen et Bob Wilson. — Cuchí Leguizamón aux Trottoirs de Buenos Aires. 19 Les Rencontres théâtrales de Berlin. 22 Communication.	36 En dépit de l'automatisation, les voitures coûtent de plus en plus cher. 39 M. Mitterrand devint l'UNAF. 40 Le président brésilien abandonne son programme d'austérité. 41 Le Salon du Bourget. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 28 à 34 Bicentenaire 24 Carnet 25 Loto et Loto sport 25 Météorologie : poursuite de la grève 16 Mots croisés 34 Radio-télévision	● Admissibilité aux grandes écoles ? RES ● La Chine en direct 24 h/24 h ETH 3615 taping LEMONDE ● Les corrigés du Bac philo 3615 taping LMBAC ● Les offres d'emplois du Monde EMPLOI 3615 taping LM

Conséquence d'une poussée des prix de gros aux États-Unis

Forte hausse du dollar

Sur sa lancée de la veille du week-end, le dollar a poursuivi lundi 12 juin son avance, rejoignant puis dépassant les cours élevés atteints il y a quinze jours. Dans la matinée, il a bondi de 2 DM à 2,0550 DM, de 146 yens à plus de 149 yens et de 6,75 francs français à près de 6,88 francs.

Ce nouveau bond est dû à l'annonce, dans l'après-midi de vendredi — heure européenne, — d'une augmentation de 0,9 % des prix de gros aux États-Unis en mai, le double de ce qui était attendu. Cette manifestation de la persistance de l'inflation outre-Atlantique a persuadé les opérateurs que les autorités monétaires américaines s'abstiendraient, pour l'instant, d'abaisser leurs taux directeurs : lundi matin, les rendements des bons du Trésor des États-Unis continuaient de baisser, celui de l'emprunt à trente ans retombant à 8,10 %.

L'Aérospatiale rachète ses activités laser à la CGE

La Compagnie générale d'électronique (CGE) a cédé à l'Aérospatiale ses activités d'optique laser, au terme d'un accord qui devra être approuvé par le gouvernement.

Selon cet accord, la CGE devra transférer à l'Aérospatiale les activités optiques de son laboratoire de Marcoussis (Yvelines) et cédera 40 % du capital de la société CILAS-Alcatel (détenu par une filiale de la CGE). Le laboratoire de Marcoussis est spécialisé dans la recherche optronique, civile et militaire, et la CILAS-Alcatel, dont le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et le groupe SAGEM détiennent chacun 20 % du capital, produit des sources laser et des systèmes optroniques, qui ont des applications civiles et militaires (notamment pour tout ce qui concerne le combat tout temps et de nuit avec des armements guidés avec grande précision).

Le ministre israélien de la défense a entériné, dimanche 11 juin, la demande du général Amram Mitzna, commandant de la région centre d'Israël et l'un des responsables du maintien de l'ordre en Cisjordanie, de quitter son poste cet été.

JÉRUSALEM de notre correspondant

Premier membre du cabinet égyptien à se rendre en Israël depuis deux ans, le ministre d'État aux affaires étrangères, M. Boutros Ghali, a entamé dimanche 11 juin une visite de quarante-huit heures à Jérusalem par un constat de « désaccord » de fond avec ses hôtes.

Tout à tour reçu par le dirigeant travailliste Shimon Peres, ministre des finances, et par son collègue des affaires étrangères Moshe Arens, M. Boutros Ghali a insisté que le projet israélien d'élections dans les territoires occupés n'avait aucune chance de voir le jour s'il n'associe pas l'OLP au processus de négociation. « Vous avez au moins besoin du feu vert de l'OLP », pour la mise en route d'un tel scrutin, a déclaré le ministre égyptien au *Jerusalem Post*, alors que M. Arens réitérait son opposition à tout dialogue, fût-il indirect, avec l'organisation de M. Yasser Arafat.

M. Boutros Ghali avait reçu un peu plus tôt M. Faïçal Hussein, une des personnalités nationalistes les plus respectées de Cisjordanie, auquel il a pu faire part, selon la presse, des dernières conversations de Tunis entre les États-Unis et l'OLP. Il devait rencontrer lundi le premier ministre, M. Itzhak Shamir, pour lui transmettre un message oral du président Hosni Moubarak. L'Égypte entend faire savoir que sa réintégration au sein de la Ligue arabe, lors du récent sommet de Casablanca, ne signifie aucunement qu'elle renonce sur les obligations du traité de paix égypto-israélien dont la conclusion avait provoqué son exclusion de l'organisation pan-arabe.

En visite officielle en Israël

M. Boutros Ghali demande à Jérusalem d'associer l'OLP au processus de négociation

M. Boutros Ghali est arrivé à Jérusalem au moment où le gouvernement israélien, avec un immense soulagement, la seule bonne nouvelle qu'il ait reçue depuis longtemps sur le front diplomatique : la déclaration de soutien de la presque totalité du Sénat américain au plan de paix de M. Shamir. Une telle manifestation est cependant condamnée à rester des plus platoniques tant que le premier ministre n'est pas assuré de l'appui de son propre parti, le Likoud, à son projet d'élections en Cisjordanie et à Gaza. Après quelques tergiversations, la réunion du comité central du Likoud devant décider à été fixée au 2 juillet. M. Shamir y affrontera l'opposition résolue de plusieurs des témoins du pari, notamment MM. David Lévy et Ariel Sharon, bien décidés, chacun pour des raisons différentes, à torpiller le plan du premier ministre ou à l'amender de manière telle qu'il deviendrait irrémédiablement inacceptable par la partie arabe.

Trois jeunes tués à Gaza

La préparation de cette bataille politique a lieu sur fond de violences renouvelées dans les territoires. Le début du dix-neuvième mois du soul-

vement a été marqué par un de ces incidents qui n'ont cessé de nourrir la colère des Palestiniens et de relancer les affrontements — bavure tragique comme il y en a régulièrement depuis bientôt deux ans sans que les innombrables « enquêtes » inamoviblement annoncées par l'armée semblent jamais avoir apporté quelque chose. Samedi à Gaza, dans le camp de réfugiés de Jabaliya, à proximité où l'intifada a commencé, un enfant de huit ans est tué par les tirs des soldats. Deux versions : l'armée dit que les soldats ont ouvert le feu alors que « des » résidents du camp violaient le couvre-feu et lançaient des pierres sur une patrouille ; les Palestiniens affirment que l'enfant se baignait à jouer avec d'autres enfants dans la rue en dépit du couvre-feu (qui confine toute la population à domicile). La nouvelle de la mort de l'enfant a fait descendre nombre de résidents du camp dans la rue pour affronter l'armée — qui n'est à peu près constituée à l'heure de seize ans, l'autre de dix-sept ans, touchés en pleine tête, sont morts, dimanche de leurs blessures.

En vigueur depuis sept jours, le couvre-feu a été levé ce week-end sur la bande de Gaza (près de 750 000 habitants). Sauf à Jabaliya.

ALAIN FRACHON.

A l'issue de son voyage à Londres Le général Jaruzelski a obtenu une aide économique de la Grande-Bretagne

Le général Jaruzelski est reparti satisfait, dimanche 11 juin, de la Pologne dans ses négociations sur la dette extérieure avec le FMI et le Club de Paris. Elles prévoient également la création d'un fonds de 25 millions de livres (255 millions de francs) sur cinq ans, destiné à aider à la formation de chefs d'entreprise et au développement d'une économie de marché en Pologne.

Le général Jaruzelski, dont le parti a subi, le 4 juin, une sévère défaite électorale, va poursuivre son plaidoyer devant M. Mitterrand mercredi à Varsovie.

Selon un porte-parole du gouvernement britannique, M. Thatcher a proposé à la Pologne cinq mesures d'aide économique en contrepartie des réformes politiques entreprises.

● INDE : une bombe explose dans la gare centrale de New Delhi. — Une bombe puissante a explosé, lundi 12 juin, dans un hall bondé de voyageurs de la gare centrale de New Delhi, faisant au moins sept morts et cinquante-quatre blessés selon un bilan de la police. « C'était une bombe à retardement, très puissante », a dit un policier. On a retrouvé les piles électriques du dispositif de mise à feu, ainsi que des boules destinées à faire des victimes.

M. Jean-Marie Le Pen invité mardi 13 juin du « Grand Jury RTL-Le Monde »

Dans le cadre de la campagne pour les élections européennes, « Le grand jury RTL-Le Monde » recevra mardi 13 juin, de 18 h 15 à 19 heures, M. Jean-Marie Le Pen, qui conduit la liste « Europe et Patrie ».

Adultes
STAGES INTENSIFS À L'ÉTRANGER

GR: ESPAGNE: U.S.A.: ITALIE: R.F.A.: AUSTRALIE

LA LANGUE
QU'IL VOUS FAUT
Stages sur mesure, généraux ou spécialisés

Voyage Formation
55, rue de Rivoli 75001 PARIS
Tél. (1) 40.28.00.65
V.F. Les Langues en V.O.

Sur le vif

Chinoiseries

Attention, les enfants, attachez vos ceintures et désignez vos cigarettes, de risques de vous faire dresser les cheveux sur la tête en me lançant dans une série de looping d'un racisme primaire. S'agit de la Chine. On est là à s'étonner : enfin pour quoi de Bonn à Washington en passant par Tokyo, Londres et Paris, le président ne peut-il pas se rendre en Chine ? Il se contente de dire que c'est pas bien ces appels à la délation, cette chasse aux sorcières, ces exhortations somnolentes à Shanghai et à Pékin. Non, c'est vrai, c'est pas des manières. Du coup les appellent leurs homologues chinois : Je vois qu'on doit déguiser ensemble la semaine prochaine, ça vous arrangerait pas trop de repousser le rendez-vous ? Non, non, rien de grave, un simple contretemps. Comptez sur moi, je vous rappelle avant la fin du mois... A très bientôt, cher ami.

Ce matin, au courrier, j'ai trouvé plusieurs lettres réclamant des vraies sanctions, des mesures de rétorsion : plus un sinistre à cette bande d'assomoirs. Non, mais ça va pas ! Vous avez perdu la boule ou quoi ? On va quand même pas punir des millions de yens, de livres, de francs, de marks et de dollars

sois présents que Deng a envie de prendre des bains de sang. Si on peut lui faire plaisir, faut pas le contrarier, la pauvre. Nous, ça nous gêne pas.

Ce nous arrangerait même assez. Parce qu'enfin le Chinois, regardez le petit Chang, balayant tout sur son passage, à Roland-Garros, c'est malin, c'est bouseur, c'est bourré d'invention, ça pète de vitalité et de talent. Et bon, il y en a un milliard deux cents millions comme lui, là-bas. Suffit d'aller se balader du côté de Hongkong ou de Formose, pour rendre grâce à notre cher et bien-aimé Mao, à celui que Giscard a qualifié de phare de l'humanité au lendemain de sa mort. Il avait bien raison.

Imaginez une seconde que cet énorme pays n'ait pas été maintenu par la force dans l'ignorance, la terreur, le sous-développement et la misère, c'eût été affolant ce qui se serait passé. Les Japonais s'en seraient jamais relevés. Et nous, on n'avait plus qu'à aller se coucher. Alors qu'il y a encore un peu de chance, il y en a encore pour un bon bout de temps avant qu'il nous défilât sur la queue, la vrai para j'aurais.

CLAUDE SARRAUTE.

Dans les entreprises nationalisées

MM. Fourton (Rhône-Poulenc) et Escande (Marseillaise de Crédit) sont reconduits dans leurs fonctions

Le gouvernement a choisi de reconduire M. Jean-René Fourton à la tête du groupe chimique nationalisé Rhône-Poulenc. Agé de cinquante ans, ancien élève de l'École polytechnique, M. Fourton avait été patron de la société de conseil Bessard avant d'être nommé, en juillet 1986, à la tête de Rhône-Poulenc par le gouvernement de M. Chirac. Il avait précédé à l'« audit » de l'UDF en 1983 et était lié à M. Giscard d'Estaing.

Certains lui reprochaient ses excès « médiatiques ». Mais son renouvellement s'explique d'abord par ses offensives sur le marché américain à la tête de Rhône-Poulenc (rachat de l'agrochimie, d'Union Carbide et de la chimie minérale de Stauffer) et la poursuite réussie du recentrage du groupe sur ses points forts. Néanmoins, son maintien est politique : M. Escande tient à éviter toute « chasse aux sorcières » et M. Fourton, considéré, à tort ou à raison, comme l'un des PDG les plus engagés, constituait un test.

Au conseil d'administration du groupe chimique, on relève le nom d'André Escande, l'ancien PDG de la CGE, attaquant malheureux de la Société générale l'an dernier. M. Fourton a pris 4,5 % du capital de la banque à l'issue de cette affaire.

Comme cela était prévisible (*Le Monde* du 7 juin 1989), M. Jean-Paul Escande, âgé de cinquante ans, a été reconduit dans ses fonctions à la tête de la Société marseillaise de crédit, qu'il occupe depuis 1982. Sa réussite incontestée, dans une maison qu'il avait trouvée très sclérosée, a non seulement plaidé en sa faveur,

mais aussi fait craindre à son personnel que le gouvernement n'ait besoin de lui pour poursuivre le redressement d'un établissement comme le CIC d'Ile-de-France, par exemple.

● Plainte du ministre de l'équipement contre le pilote de l'Airbus d'Habeshima. M. Michel Delabau, ministre de l'équipement, a déposé une plainte auprès du garde des sceaux contre deux pilotes ayant affirmé que les boîtes noires de l'Airbus A-320 tombé le 26 juin 1988 avaient été « maquillées ». Dans un communiqué, le ministre estime que leurs déclarations « affectent gravement l'honneur et la considération de fonctionnaires de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) et de l'inspection générale de l'aviation civile et de la météorologie (IGACM) ». M. Michel Asseline, commandant de bord de l'appareil, licencié par Air France pour faute grave, et M. Norbert Jacques, un autre pilote d'Air France qui n'a rien à voir avec l'accident, mais qui vient d'être licencié pour raison psychiatrique, ont tous deux déclaré que les boîtes noires de l'avion avaient été « revues et corrigées pour scabier l'équipage ». M. Jacques a déclaré qu'il avait été sanctionné pour délit d'opinion.

Le numéro de « Monde » daté 11-12 juin 1989 a été tiré à 508 707 exemplaires

« Société des cadres du Monde »

Les associés de la Société civile à capital variable « Les cadres du Monde » sont convoqués au siège social de la Société, 7, rue des Italiens, 75427 Paris cedex 08, dans la salle du restaurant d'entreprise, à 15 h 30.

LE MARDI 20 JUIN 1989
pour y tenir une assemblée générale ordinaire.

Ordre du jour :
● Informations, vente, publicité, marketing, documentation, DSI, télématique, travaux.
● Questions diverses.

HORS SERIE
SCIENCE & VIE

AVIATION
1989

Des carnets de commandes d'avions civils remplis, des aéroports embouteillés, des flottes vieillissantes, plus d'un milliard de passagers par an, une aéronautique militaire en panne de crédits... Ce sont là quelques caractéristiques de l'aviation aujourd'hui.

Ce numéro HORS SERIE de SCIENCE & VIE fait le point complet.

● CIEL EUROPEEN : VERS LA CONGESTION
● BOEING ENTRE NOIR ET ROSE
● L'AÉRONAVAL MANQUE D'AVIONS
● LES COPILOTES ÉLECTRONIQUES

UN NUMÉRO HORS SÉRIE DE SCIENCE & VIE

SCANDITOURS

48 PAGES DE BEAUTÉ ET D'AUTHENTICITÉ

VOYAGES INDIVIDUELS
CIRCUITS ACCOMPAGNÉS
CROISIÈRES

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agence de voyages ou à SCANDITOURS : 10, rue Auber 75009 Paris
Tél. : (1) 47 42 80 00

CHARME ET LUMIÈRE DU NORD

NORVÈGE
FINLANDE
LAPONIE
SUÈDE
DANEMARK
GROENLAND
ISLANDE

pour y tenir une assemblée générale ordinaire.